

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°455

FEVRIER 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : LE PIRE SÉISME DU SIÈCLE**
- **SYRIE : UN MALHEUR DE PLUS POUR UNE POPULATION DÉJÀ ÉPROUVÉE**
- **PARIS : VISITE DU PREMIER MINISTRE DU KURDISTAN**
- **IRAN : VAGUE D'EMPOISONNEMENT D'ÉCO-LIÈRES**
- **RUSSIE : DÉCÈS DE MME EVGUENIA VASSILIEVA, KURDOLOGUE ÉMINENTE**

TURQUIE : LE PIRE SÉISME DU SIÈCLE

Un séisme de magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter a frappé le 6 février à 4h27 une vaste zone incluant 13 provinces de Turquie et les provinces syriennes d'Idlib et d'Alep. Cette première secousse ayant pour épicentre le district kurde de Pazarcik de la province de Kahramanmaras a duré environ 100 secondes. Elle a été suivie d'une autre de magnitude 7,5 à 13h24 heure locale qui a duré 45 secondes et d'une multitude d'autres répliques moins puissantes causant des dégâts hu-

mans et matériels sans précédents.

Le bilan humain officiel s'élevait fin février à 50.399 morts et 107.204 blessés en Turquie et 8.476 morts et 143.803 blessés en Syrie. Un bilan qui, selon les observateurs cités par LE MONDE du 13 février, pourrait atteindre les 100.000 morts. Sur les quelque 23 millions d'habitants de ces 13 provinces sinistrés près de 7 millions d'enfants, dont 4,6 millions en Turquie et 2,5 millions en Syrie, sont affectés selon le rapport de l'UNICEF cité dans une dépêche

de l'AFP du 14 février (voir aussi LE MONDE du 14.2). Environ 301.000 immeubles ont été détruits ou gravement endommagés. De nombreuses infrastructures industrielles, des canalisations, des écoles, des hôpitaux, des bâtiments administratifs n'ont pas résisté à ces séismes puissants. Le port d'Alexandrette partiellement détruit est devenu inutilisable. Plus de 5 millions d'habitants ont fui la zone sinistrée, 350.000 ont dû être évacués par train.

D'après les toutes premières esti-

mations les dégâts matériels se chiffrent à 85 milliards de dollars. Pour l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) citée par l'AFP du 14 février, il s'agit du « pire désastre naturel en un siècle en Europe ».

La province la plus touchée est Antakya, l'antique Antioche sur l'Oronte de l'Antiquité grecque qui fut l'une des quatre plus grandes villes de l'empire romain. Son patrimoine architectural et historique exceptionnel comprenant les toutes premières églises de la chrétienté, des vestiges grecs et romains, des ouvrages de l'époque des croisades a été presque totalement détruit. Parmi les 21910 morts recensés fin février dans cette province à majorité arabe allaouïte des milliers de réfugiés syriens qui avaient cru y refaire leur vie et qui ont été ensevelis sous les décombres des résidences dites « modernes » construites à la va-vite sans aucun respect des normes anti-sismiques.

L'épicentre du séisme, la province à majorité kurde alévie de Marash (Kahramanmaraş), affiche un bilan très provisoire de 12.622 morts et 9 247 blessés mais la plupart de ses décombres ne sont pas encore explorés. Celle de Samsûr (Adıyaman), patrie du grand écrivain latin Lucien de Samosate, nichée au pied du site antique de Nemrud Dağ, peuplée de Kurdes, a elle aussi été réduite en ruines avec un bilan de 6013 morts et 17.500 blessés. On déplore aussi 3897 morts et 25 276 blessés dans la ville cosmopolite de Gaziantep (Diyarbakır) et 1393 morts 9.214 blessés à Malatya, à majorité kurde.

Devant l'ampleur du désastre les critiques ont fusé de toutes parts pour dénoncer l'incurie de l'État turc. Pendant les deux ou trois premiers jours du séisme, si critiques pour sauver les vies, les secours étaient absents dans la plupart des zones sinistrées. L'État était absent, l'armée, si prompte à se mobiliser pour les opérations extérieures,

était absente. Des milliers de victimes sont mortes de froid au pied de leurs maisons détruites, abandonnées à leur sort, sans abri, ni couverture, ni nourriture. Les critiques sont devenues si nombreuses et si virulentes que le gouvernement a coupé pendant 12 heures l'accès aux réseaux sociaux, ce qui a provoqué une baisse dramatique d'appels à l'aide des sinistrés et aggravé encore le bilan. Trois chaînes de télévision. (HALK TV, FFOX, TELE 1) ont été lourdement sanctionnées le 20 février pour leur couverture critique du sort des victimes du séisme. Bien qu'affaiblie et surveillée de près la société civile s'est mobilisée pour apporter les premiers secours. Ainsi à Diyarbakır, un collectif rassemblant plus d'une soixantaine d'ONG et d'associations socio-professionnelles, comme le Barreau, la Chambre de Commerce, l'Union des Médecins, l'Union des Architectes et des Ingénieurs, s'est formé pour envoyer nourriture, couvertures, tentes et engins de chantiers dans les zones les plus affectées par le séisme. Rien qu'à Diyarbakır où le séisme a fait 414 morts et un millier de blessés et des dizaines de milliers de sans-abris, le collectif a servi pendant plusieurs jours 200.000 repas par jour avant que l'Agence gouvernementale des sinistres, APAD, ne prenne le relais. Les municipalités des villes kurdes, dont les maires élus ont été remplacés par des fonctionnaires nommés par Ankara, sont restées inactives pendant cette catastrophe.

Créée après le tremblement de terre de 1999 dans la région de Marmara, qui a fait 17.000 morts, l'agence gouvernementale de secours APAD, richement dotée, mais dirigée par un religieux incompétent nommé par Erdogan a, elle aussi, montré son incurie dans la gestion chaotique de la crise et dans la coordination erratique de plus de 11.500 secouristes venant d'une centaine de pays avec des moyens de secours professionnels. Les chaînes de télévisions turques ont longuement médiatisé l'aide modeste des « pays turcs frères »

comme l'Azerbaïdjan ou la Kirghizie, passant sous silence celle de la France ou des 200 secouristes américains. Le Kurdistan irakien qui a dépêché sur place tant en Turquie qu'en Syrie les tout premiers convois d'aide humanitaire et des secouristes a été ignoré des médias officiels. Une grande chaîne turque qui faisait un reportage sur la distribution de l'aide venant du Kurdistan a parlé de l'aide du Qatar. S'adressant à chaque équipe de secouriste pour la remercier dans sa langue, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlud Çavuşoğlu a omis de dire « spas », merci, en kurde. Ce qui a fait réagir son prédécesseur Ahmet Davutoğlu, ancien Premier ministre, qui a dit « spas à nos amis venus du Kurdistan »

Le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a d'ailleurs été le premier dirigeant « étranger » à se rendre sur place et à rencontrer des victimes dans plusieurs localités dans une relative discrétion. Celle du ministre grec des Affaires étrangères, suivie de celle d'Antony Blinken, secrétaire d'État américain, ont été médiatisées. Ce dernier a, à cette occasion, annoncé une aide humanitaire supplémentaire de 100 millions de dollars s'ajoutant à une première aide de 85 millions de dollars pour les sinistrés.

Lors de sa visite à Ankara, le secrétaire d'État américain a, outre son homologue turc, rencontré le président turc qu'il a mis en garde contre les conséquences du contournement par la Turquie des sanctions occidentales visant la Russie. La Turquie est le seul État membre de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions et à accueillir les oligarques russes. Elle a depuis le début de la guerre en Ukraine doublé le volume de son commerce avec Moscou et sert de plaque tournante dans le contournement des sanctions. Washington reste opposé à toute nouvelle incursion turque en Syrie et voit d'un mauvais œil le processus, sous l'égide russe, du rapprochement entre Ankara et Bagdad.

Si, sur le plan extérieur, le séisme a permis une certaine accalmie dans les relations tumultueuses de la Turquie avec la Grèce et l'Europe, ses conséquences au plan politique turc pourraient être fatale au long règne d'Erdogan. Ce dernier étant arrivé au pouvoir en dénonçant l'incurie de l'Etat turc lors du tremblement de terre de 1999 et en promettant que le pays ne serait « plus jamais pris au dépourvu par nos désastres naturels ». Outre la création d'une agence spécialisée de secours et de gestion de sinistres AFAD, truffée de ses partisans islamiques pour concurrencer le centenaire et laïc Croissant Rouge turc, il avait institué une taxe anti-sismique pour financer la mise en conformité des bâtiments vétustes. Plus de 40 milliards de cette taxe

collectée depuis ont été utilisés à d'autres fins dans l'opacité la plus totale dénoncée par l'opposition. Aucun programme de réhabilitation sérieux n'a été mis en œuvre. Les alertes lancées depuis 2016 par les sismologues sur l'imminence d'un séisme d'ampleur 7,5 sur la faille Maras-Antakya ont été ignorées. Pire, pour des raisons électoralistes le gouvernement turc depuis 2002 a promulgué une dizaine de lois amnistiant les constructions illégales ou non-conformes moyennant une amende sans exiger la mise en conformité préalable. La plus large amnistie a été décrétée en 2018. Plus de 7 millions de constructions ont été, pour la plupart, édifiées sans permis de construire et sans aucune inspection de conformité aux normes anti-sismiques, une

pratique considérée comme « bienveillante » et populaire dans un pays où le palais présidentiel de 1100 pièces d'Erdogan lui-même a été construit sans permis de construire avec les conséquences tragiques qu'on voit et que le pouvoir présente à ses électeurs pieux comme la volonté de Dieu contre laquelle il ne pouvait rien faire.

Les critiques eux continuent de crier que ce n'est pas le tremblement de terre qui tue, c'est l'incurie d'un Etat gangrené par la corruption, le népotisme et le clientélisme qui tue. Les séismes de magnitude de 7,3 ont fait, en 2021 et 2022, quelques morts au Japon et de 7,8 probablement plus de 100.000 en Turquie. Les électeurs rendront leur jugement le 14 mai prochain.

SYRIE : UN MALHEUR DE PLUS POUR UNE POPULATION DÉJÀ ÉPROUVÉE

Le tremblement de terre du 6 février a durement frappé les provinces du nord-est de la Syrie faisant, d'après un bilan provisoire et incomplet, plus de 8560 morts. Les habitations de fortune bâties à la hâte pour accueillir des millions de déplacés de la guerre qui fait rage dans le pays depuis 2011 se sont effondrés en ensevelissant sous les décombres leurs habitants extenués par des années d'errances et de misère. L'accès à ces régions sous occupation turque comme le canton d'Afrine ou celui d'Al-Bab ou contrôlée par la branche syrienne d'al Qaida, soutenue par la Turquie comme la province d'Idlib, est resté très difficile au moins pendant les dix premiers jours du séisme. Les sinistrés ont dû chercher avec des moyens de bord dans les décombres leurs proches.

Une semaine après le séisme l'ONU a indiqué avoir obtenu l'accord de Damas pour ouvrir pour trois mois deux points de passage supplémentaires entre la Turquie et le nord-ouest de la

Syrie : Bab al-Salama et al-Rai. La majeure partie de l'aide internationale a été acheminée par le point de passage de Bab el-Hawa, le seul reconnu et garanti par une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU. D'après une dépêche de l'AFP du 20 février « les avions chargés d'aide humanitaires se succèdent à Damas » et l'ONU a indiqué « avoir envoyé au total depuis le séisme près de 200 camions d'aide au nord-est syrien. Une goutte d'eau sachant que selon Médecin sans Frontières, cité par l'AFP, la moyenne hebdomadaire d'aide humanitaire à cette région peuplée par plus de 4 millions d'habitants était de 145 camions l'an dernier. En temps normal, 90% de cette population déplacée dépend, pour sa survie, de l'aide humanitaire.

Le chaos qui règne dans ces zones rebelles régentées par des milices armées islamistes constitue un obstacle de taille à la distribution de l'aide aux plus nécessiteux. Ainsi le tout premier convoi envoyé via la frontière turque au canton d'Afrin par la Fondation

Barzani, a été très rapidement captée par les milices armées locales d'après de nombreux témoignages. A Idlib aussi les familles des miliciens du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), présentée comme « ex-branché syrienne d'al-Qaïda », sont servis les premiers ainsi que leurs proches. De son côté, malgré ses promesses de faire parvenir aux zones rebelles sinistrées l'aide humanitaire internationale reçue à Damas, le gouvernement syrien, avec son cynisme habituel accapare une grande partie de cette aide pour ses propres partisans.

Le 15 février, le secrétaire général de l'ONU a lancé un « appel d'urgence aux dons » de près de 400 millions de dollars pour les populations victimes du séisme qui a ravagé la Syrie. Cela couvrira une période de trois mois a déclaré Antonio Guterres, cité par l'AFP.

A la suite du séisme, des humanitaires et des journalistes ont enfin pu avoir un accès provisoire au canton kurde d'Afrin sous occupation turque et de constater à

quel point le territoire est désormais arabisé. Une trentaine de camps de relocation des déplacés arabes, installés par la Turquie, complète le dispositif turc de changement démographique qui laisse les multiples milices djihadistes supplétives de l'armée turque chasser les habitants kurdes de leurs maisons, de leurs villages,

de leurs commerces et les remplacer par leurs proches. Le district de Jinderesse, durement touché par le séisme était il y a quelques années encore à plus de 90% kurde et il est devenu une agglomération difforme et chaotique de camps de réfugiés et de casernes peuplées de miliciens, de leurs familles et d'autres déplacés arabes islamistes

des banlieues de Damas ou d'autres villes syriennes. Le Koweït, le Qatar et les Emirats arabes unis vont y financer de vastes quartiers résidentiels pour y loger des déplacés arabes syriens, pour parachever l'arabisation de la région. Leur mansuétude ne va pas jusqu'à les accueillir chez eux au nom de la solidarité pan-arabe.

PARIS : VISITE DU PREMIER MINISTRE DU KURDISTAN

Le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a effectué une visite officielle à Paris au cours de laquelle il a été reçu le 16 février au Palais de l'Élysée par le Président Emmanuel Macron.

Au menu des discussions, la situation au Kurdistan et en Irak, les relations entre Erbil et Bagdad ainsi que le point sur la guerre commune contre Daech. La France continue d'apporter à la Région du Kurdistan un soutien politique et diplomatique depuis des années. Elle a été le premier pays occidental à ouvrir un consulat général à Erbil dès 2008. Dans le cadre de la coalition internationale contre Daech elle a apporté un soutien militaire important aux Peshmergas kurdes. Le Président François Hollande a été le premier chef d'Etat occidental à se rendre au Kurdistan où il s'est rendu, en compagnie du Président Massoud Barzani, sur la ligne de front de la guerre contre Daech. Depuis, les ministres français des Affaires étrangères et de la Défense ont à maintes reprises effectué des visites au Kurdistan. Le Président Macron, lors de la grande crise consécutive au référendum kurde d'auto-détermination d'octobre 2017, entre Erbil et Bagdad, a joué un rôle de médiateur très apprécié. Les échanges officiels ont été suivis par des visites nombreuses de parlementaires et universitaires français dans la région.

Les relations franco-kurdes sont donc au beau fixe, comme l'a rappelé le Premier ministre du Kurdistan

qui, au cours de sa courte visite, a également été longuement reçu par le président du Sénat, Gérard Larcher, qui a parlé de « la dette de la France envers le peuple kurde qui a consenti tant de sacrifices dans notre combat commun contre Daech ». Il a également remercié le gouvernement kurde pour sa protection des chrétiens et autres minorités.

La Maire de Paris, Mme Anne Hidalgo a, elle aussi, reçu le Premier ministre et sa délégation à l'Hôtel de Ville. Elle a rappelé ses deux visites au Kurdistan et la coopération entre Paris et la capitale kurde Erbil « Ville sœur » qu'elle a inclus dans le vaste réseau des villes partenaires de Paris. En parlant de l'avenir, elle a indiqué qu'elle se rendra « bientôt » au Kurdistan pour poursuivre et développer la coopération entre Paris et Erbil.

Toujours en février, le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a assisté à la conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue du 17 au 19 février. Il y a rencontré les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie, de Norvège, du Qatar ainsi que le Président de la Commission européenne, le président de l'Azerbaïdjan, les Premiers ministres d'Arménie, de Pologne et de l'Irak.

Le Kurdistan accorde beaucoup d'importance à la diplomatie pour se faire connaître et pour affirmer son statut international en tant que partenaire fiable dans la guerre

contre Daech, dans la protection des chrétiens d'Orient et dans la stabilisation de l'Irak.

Sur le plan intérieur, l'actualité kurde a été marquée par la publication de deux ordonnances importantes sur l'usage de la langue kurde dans la région. La première ordonne la mise en place de cours de kurde à l'intention des travailleurs étrangers résidant au Kurdistan. Les ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation sont appelés à préparer, en partenariat avec l'Académie kurde et les experts, un programme d'enseignement adapté et efficace.

La deuxième ordonnance rappelle la loi sur la langue officielle de la Région du Kurdistan et statue : « tous les ministères doivent prendre les mesures nécessaires pour l'usage de la langue kurde dans toutes les institutions gouvernementales, dans les consulats des pays étrangers, dans les compagnies et organisations étrangères et institutions de secteur privé installées au Kurdistan ». En outre, « tous les commerces doivent avoir des enseignes en kurde, les restaurants des menus en kurde et les lieux de loisirs des guides en kurde ».

En raison de l'afflux des centaines de milliers de déplacés arabes irakiens, ainsi que des milliers de travailleurs étrangers non kurdo-phones, la mise en pratique de ces mesures était attendue de longue date par la population pour une meilleure intégration de ces immigrants.

IRAN : VAGUE D'EMPOISONNEMENT D'ECOLIERES

Au 5^{ème} mois du mouvement de contestation, qui a secoué le régime de la République islamique d'Iran, la répression continue de faire rage. Outre les arrestations, enlèvements, tortures, aveux obtenus sous la contrainte, condamnations et exécutions, les autorités iraniennes, à la recherche de nouvelles méthodes de répression, ont eu recours à l'empoisonnement de jeunes écolières. Dans un article publié le 27 février sur le site de France Info on lit : « Les autorités iraniennes ont confirmé l'existence d'intoxications délibérées de centaines de jeunes filles dans leurs établissements scolaires depuis fin novembre, sans donner plus de détails ».

Le phénomène de l'empoisonnement des élèves a commencé le 19 décembre dans une école pour filles à Qom. Au cours de la période récente des cas similaires ont été signalés dans d'autres villes, notamment à Borujerd, à Téhéran et à Ardabil. Selon les médias locaux iraniens, quelques centaines de jeunes filles ont été victimes de mystérieux malaises dans leurs écoles dans plusieurs villes d'Iran depuis la fin novembre. Les écolières évoquent une intoxication au gaz. Au micro d'une télévision régionale, certaines d'entre elles ont décrit leurs symptômes qui sont toujours les mêmes : des maux de têtes, des vertiges...

Sous la pression de parents inquiets, les autorités ont enfin enquêté et ont donné une explication. Selon elles, les jeunes filles ont été **empoisonnées intentionnellement**. Les autorités n'ont pas donné plus de détails et n'ont procédé à aucune arrestation. Les auteurs pourraient être des extrémistes religieux ayant pour but de fermer les écoles de filles. S'agirait-il d'un moyen d'éteindre la contestation actuelle

contre le régime ? Les écolières sont en première ligne des manifestations.

Quant à la répression ordinaire, Human Rights Watch a documenté l'utilisation par les forces de sécurité de fusils de chasse, de fusils d'assaut et d'armes de poing contre des manifestants dans des contextes largement pacifiques. Elle souligne le 3 février que « les forces de sécurité visent systématiquement les yeux des manifestants » et déclare avoir recensé 22 cas de manifestants éborgnés suite aux tirs des forces de sécurité parmi lesquels neuf victimes féminines.

Au Kurdistan d'Iran la situation ne cesse de se détériorer. Dans un article intitulé : « Les Kurdes d'Iran, victimes d'une répression féroce du régime de Téhéran » publié le 31 janvier dans journal Le Monde, Ghazale Golshiri rapporte que de jeunes Kurdes iraniens sont victimes de violence et ce depuis le début du soulèvement contre le régime iranien. Le Kurdistan irakien autonome est devenu le refuge d'Iraniens poursuivis et recherchés par les services de sécurité.

Le 7 février, un adolescent kurde de 14 ans a été arrêté par les forces de sécurité à Oshnovieh, ville kurde de la province l'Azerbaïdjan occidental. L'ONG des Droits de l'Homme Hengaw fait part de la mort le samedi 11 février de Hossein Mohammadi (Talan) de Rabat, district de Sardasht, tué par un tir direct de Gardiens de la révolution.

Toujours selon Hengaw la police des frontières a tiré sur plusieurs Kolbars (portefaix) à la frontière de Sardasht avec le Kurdistan irakien le vendredi 10 février 2023, à 22h00. A la suite de la fusillade un Kolbar identifié comme Hossein Mohammadi, marié et

père de deux enfants, est décédé sur le coup.

Le 16 février Hengaw indique que sept prisonniers de la ville kurde d'Oshnovieh, Hayman (Karvan) Shahiparvaneh, Faryad Hameshor, Farzad Mohammadpour, Shahram Maarouf Mola, Reza Islam Dost et les frères Farhad et Farzad Tahazadeh sont en détention à la prison d'Ourmieh. Elle ajoute, selon une source bien informée, que ces prisonniers ont été soumis à plusieurs reprises à des tortures psychologiques notamment celle qui consiste à leur faire subir sous la contrainte physique le spectacle d'exécutions réelles ou factices de présumés condamnés dans le but précis de leur miner le moral et saper l'assise psychique sur laquelle s'appuie leur conscience qui permet de résister à l'adversité. Ces prisonniers d'Oshnovieh avaient été arrêtés dans le cadre de manifestations et de soulèvements populaires et, après une série de séances d'interrogatoires très musclée, ils ont été transférés à la prison d'Ourmia. Ils sont qualifiés de « muharibeh » (en guerre contre Dieu)

En vertu du code pénal islamique « muharibeh » et « la corruption sur terre » sont punis de la peine de mort.

Le 17 février, suite aux tirs directs de la police des frontières sur un groupe de kolbars, Nemat Azizi, originaire de la ville kurde de Newsud, province de Kermanshah, a été grièvement blessé.

En 2022, 162 portefaix kurdes, se livrant au commerce frontalier avec le Kurdistan irakien, ont été tués à la frontière de la province de Kermanshah (Kirmashan), chiffre en augmentation de 179% par rapport à l'année 2021.

Le dimanche 19 février 2023 Jila

Hojabri, une militante de Marivan qui avait été arrêtée l'été dernier à Bukan par les forces de sécurité iraniennes, a été condamnée à cinq ans de prison ferme. Le verdict a été officiellement communiqué pour "collaboration et appartenance au Parti de la vie libre du Kurdistan » (PJAK).

Selon un rapport rendu public par Hengaw le 20 février, Vafa Azarbar, 27 ans, de Bukan, Mohsen Mazlum, 28 ans, de Mahabad, Pejman Fatihi, 28 ans, de Kamiyaran et Mohammad Faramarzi, 28 ans, de Dehgolan, ont tous été détenus pendant sept mois et se sont vus refuser l'accès aux droits les plus élémentaires, comme le droit de désigner un avocat ou celui de recevoir des visites. Ces quatre citoyens avaient été arrêtés dans le village de Yengejeh dans les districts de Soma et de Bradost d'Ourmia. Ils sont tous membres du parti Komala. L'épouse de Mohsen Mazlum, Jwana Taymesi, a récemment exprimé son inquiétude en publiant une vidéo sur l'état récent de ces quatre prisonniers politiques et a demandé à la communauté internationale et aux citoyens iraniens d'agir afin de dissuader l'appareil judiciaire iranien de les sanctionner lourdement.

La télévision de la République islamique d'Iran avait diffusé les aveux forcés de ces quatre prisonniers politiques pour la deuxième fois le lundi 5 décembre 2022. Les plaintes déposées par le ministère du Renseignement iranien font craindre le prononcé de peines sévères.

Le 21 février, Soheila Mohammadi, originaire de Selmas, incarcérée à la prison centrale d'Ourmia depuis deux ans, s'est suicidée après le rejet de sa demande d'amnistie. Rejet motivé par une obstruction systématique émanant de responsables des Gardiens de la révolution. Agée de 30 ans, elle avait été arrêtée à Selmas à l'automne 2020 par les services de renseignement

des Gardiens de la révolution islamique et après plusieurs mois d'interrogatoire elle avait été transférée au secteur des femmes de la prison centrale d'Ourmia.

Le 17 février, à Sanandaj, après la prière du vendredi, les Kurdes ont protesté contre l'arrestation du clerc sunnite Ibrahim Karimi, imam de la mosquée du village de Nanleh, en scandant « Mort à Khamenei », « Mort au dictateur », "Kurdes, Baloutches et Azéris, la liberté et l'égalité", "Mort aux Pasdarans, mort aux Basijis", " Libérez les prisonniers politiques " "Mort à l'oppresseur, que ce soit le Shah ou le Guide (Khamenei) ».

Par ailleurs, les habitants de Sardasht ont organisé un rassemblement de protestation massif pour dénoncer l'arrestation de Fathullah Rostami, imam sunnite de la prière du vendredi du village de Mareghan, et ont exigé sa libération. Rostami a été arrêté alors qu'il se rendait à Khoi pour aider la population de la ville touchée par le tremblement de terre. »

Le 20 février 2023, l'imam Jafar Parvini et l'imam Ali Rahimi, tous deux de la ville kurde de Piranshahr, ont été convoqués par le service de renseignements de cette ville. Ali Rahimi, l'imam de la prière du vendredi, a été libéré après une longue séance d'interrogatoire, et Jafar Parvini, enseignant à l'école Salahuddin (Saladin) Ayoubi des sciences religieuses à Piranshahr, a été arrêté et transféré dans un lieu inconnu.

Selon un rapport du 21 février 2023 de l'ONG Hengaw, 186 enfants kurdes, dont 32 filles, avaient été arrêtés lors des manifestations pacifiques de protestation en Iran. Ces enfants ont été enlevés dans les provinces du Kurdistan, de Kermanshah, d'Azerbaïdjan occidental et d'Illam, et la ville de Javanrud a enregistré le plus grand nombre d'enfants arrêtés (28 enfants).

21 enfants à Sanandaj et 14 à Saqqez ont été arrêtés. Selon l'ONG le nombre d'enfants et d'étudiants arrêtés est supérieur à 400.

Le 22 février 2023, Sarkawt Ahmadi (Arash), un militant de Ravansar, a été secrètement exécuté dans la prison de Dizel Abad, Kermanshah. Agé de 29 ans, Sarkawt Ahmadi, militant politique et ancien membre du parti Komala du Kurdistan iranien, avait été arrêté par les forces de sécurité iranienne en janvier 2021, alors qu'il n'était plus membre de cette organisation et voulait se rendre en Europe via Ourmia. Il avait été ensuite transféré au centre de détention du renseignement de Kermanshah. Il était accusé du meurtre d'un policier nommé Hassan Maleki.

Le 21 février, 3 citoyens kurdes de Bukan, Mohammad Faraji, 20 ans, Afshin Rasouli, 27 ans, et Reza Mohammadreza, 20 ans, ont été enlevés par les forces de sécurité iraniennes et emmenés dans un lieu inconnu.

Les services de renseignements iraniens d'Ourmia ont contacté Mohammad Faraji, garagiste, lui demandant de venir à un endroit précis pour réparer une voiture. Ce citoyen s'y est immédiatement rendu et a été kidnappé. Mohammad Faraji avait déjà été enlevé le samedi 14 janvier par les forces de renseignement iraniens, à Bukan, et emmené dans un lieu inconnu. Il avait été libéré du centre de détention de cette organisation la semaine dernière.

Afshin Rasouli et Reza Mohammadreza, deux autres citoyens kurdes de Bukan, ont été enlevés par les forces de sécurité iraniennes en même temps que Mohammad Faraji dans le quartier de Mirabad et emmenés dans un lieu inconnu.

Dans le reste de l'Iran la répression sévit également. Le 21 février un

tribunal de Téhéran a condamné à mort un dissident irano-allemand, Jamshid Sharmand, 67 ans, kidnappé et amené de force en Iran. La ministre allemande des Affaires étrangères, Mme Baerboch, a déclaré que l'application éventuelle de cette sentence « entraînerait une réaction significative de Berlin (Le Figaro du 22 février). Menaces qui n'ont guère de chance d'avoir un impact sur la conduite du gouvernement

iranien, pas plus d'ailleurs celles de Londres où une chaîne de télévision privée, Iran-International TV, a annoncé le 8 février devoir fermer ses bureaux « à la suite des intimidations récurrentes des services iraniens contre ses journalistes ». Par ailleurs, Washington a accusé l'Iran d'héberger le chef d'Al Qaïda, Seif al-Adel, ancien officier des forces spéciales égyptiennes. Les Etats-Unis ont mis une prime de 10 millions de dollars

sur la tête de ce chef terroriste impliqué dans les attaques américaines en Tanzanie et au Kenya qui ont tué 224 civils et blessé plus de 5.000 personnes (Challenge 16 février).

L'Iran a également adopté une série de sanctions contre des personnalités européennes en représailles à de nouvelles sanctions ciblées adoptées le 20 février par l'Union européenne.

RUSSIE : DÉCÈS DE MME EVGUÉNIA VASSILIEVA, KURDOLOGUE ÉMINENTE

Mme Vassilieva, qui fut l'un des piliers de la kurdologie soviétique et russe, est décédée le 15 février à Saint-Petersbourg à l'âge de 89 ans.

Née le 22.12.1935, à Novgograd, elle s'était installée avec sa famille à Leningrad en 1944. Elle a commencé ses études en 1953 à la prestigieuse Faculté d'Orientalisme de l'Université de Leningrad et obtenu en 1958 son diplôme sur l'Histoire du Proche et Moyen-Orient. Elle a ensuite rejoint l'Institut d'Orientalisme de l'Académie soviétique où elle a soutenu, en 1977, sa thèse de doctorat d'État sur l'Histoire de la dynastie kurde des Ardalan aux XVIIIe-XIXe siècles. En 1991 elle a publié à Moscou une monographie de référence sur l'Histoire du

Kurdistan de l'Est (d'Iran) au début du XVIIe siècle « Histoire des princes Ardalan et Baban ». En 2003, elle a publié à Saint-Petersbourg une autre monographie de référence intitulée « Chéreff Khan Bidlisi : son temps et sa vie », sur l'auteur de « Chéreff Nameh ou Fastes de la nation kurde », achevée en 1596, première histoire générale des Kurdes.

On lui doit aussi la traduction et l'édition critique en russe en deux tomes du « Chéreff Nameh » de Chéreff Khan de Bidlis, Moscou 1967 et 1976, ainsi que la publication en fac-similé de l'original de l'« Histoire de la dynastie des Ardalan » de Khosrew Beni Ardalan, suivie de sa traduction en russe avec une belle préface et des notes critiques, Moscou 1984, 219 p. Elle a

également traduit en russe la « Chronique de la maison d'Ardalan », de la princesse et historienne kurde Mah Chéreff Khanim Kurdistan.

Érudite, polyglotte, cette orientaliste et kurdologue passionnée a poursuivi jusqu'à un âge avancé ses travaux sur les Kurdes, en particulier sur le Kurdistan iranien, en publiant de nombreux articles dans les revues soviétiques. Son dernier ouvrage « Le partage du Kurdistan, 1514-1914, tragédie kurde » est paru en russe en 2017 à Saint-Petersbourg.

Mme Vassilièva a marqué la kurdologie en particulier l'historiographie kurde de son temps. Sa disparition est une grande perte pour les études kurdes.

The New York Times

Jane Arraf, Yasmine Mosimann,
Photographs by Emily Garthwaite
Feb 1, 2023

Baghdad Loses Green Space to Real Estate Boom

The problem is driving up temperatures in what is already one of the hottest cities in the world, where air-conditioning is a luxury only the rich can afford.

Along the highway in the Dora suburb of Baghdad, the decapitated trunks of dead date palm trees rise up through the sandy soil like fingers from a grave, relics of once-lush groves increasingly being supplanted by a construction boom in Iraq's expanding capital.

Many of Baghdad's orchards and gardens have been sacrificed to largely unregulated building over the past decade, reducing the green spaces that have traditionally helped keep the capital livable as temperatures increase in what is already one of the hottest cities in the world. Construction — both legal and illegal — is [accelerating in Baghdad](#) amid a serious housing shortage and what Iraq's prime minister has described as laundered money poured into major real estate investments.

"We are gradually losing the living lungs of our city," said Maryam Faisal, a lecturer at Al-Farabi University College in Baghdad.

Baghdad, with its [population of more than seven million](#), is one of the largest cities in the Arab world. Intersected by the Tigris River, it was once the center of the Islamic world, known for its elaborate gardens. But green space in the capital [has contracted](#) in the past two decades, to about 12 percent from more than 28 percent, Ms. Faisal said.

Shaded areas in Baghdad are more than five degrees cooler than areas with no plant cover, [according to studies](#). Without



Laborers walking past their temporary living quarters in the remaining palm jungle on the edge of the Iraq Mall construction site in October.

trees and plants, concrete and metal surfaces absorb heat and then radiate it back, creating what are known as urban heat islands.

Iraq, with its declining water levels, intensified droughts and rapidly increasing population, has been assessed as [one of the most vulnerable countries](#) in the world to the effects of climate change. But successive governments have essentially ignored the growing crisis, according to environmentalists.

Muhmood Aziz, the director of planning for the Baghdad municipality, said the loss of green space had accelerated since 2003, when the United States invaded Iraq. He pointed to "the weakness of the Iraqi state and the weakness of the monitoring measures."

In a city where summer temperatures have reached [up to 125 degrees Fahrenheit](#), dangerously high heat combined with increased air pollution pose particular hazards for the poor,

who have no access to air-conditioning. Older people, infants and the sick are particularly vulnerable.

In the last few decades, Persian Gulf countries including Iraq have warmed almost twice as fast as the global average, and more than many other parts of the world. Now, the worst months of summer are nearly unlivable.

In Basra, Iraq's steamy coastal city, [a recent New York Times](#) report found outdoor workers at risk in the summer of heat stroke, heart problems and kidney disease from the heat.

The rise in temperatures and regular electricity cuts have also contributed to the increased use of fuel-powered generators to run air-conditioners and air coolers for those who can afford them, further contributing to greenhouse gas emissions.

While some of the deforestation is clearly illegal or linked to development with fraudulent build-

ing permits, major projects that have leveled thousands of acres of orchards and palm tree groves have been undertaken with the approval of local government authorities.

Anna Soave, head of the Kurdistan region office in Iraq of U.N.-Habitat, the United Nations agency dealing with sustainable urban development, said some of the disappearing green space was attributable to a 2006 investment law that encouraged the privatization of government-owned land to build shopping malls and gated housing communities. Those parks and gardens that have been built are often restricted to residents or those who can pay entrance fees, she said.

The suburb of Dora, on the southern outskirts of Baghdad, had traditionally been a mix of residential, industrial and agricultural land, dotted with huge date palm groves and citrus orchards.

Municipal inspectors routinely investigate reports of palm trees being illegally destroyed — often by pouring kerosene or gasoline on the roots — to allow owners to build on the land. But the municipality's tree patrol, even backed by Interior Ministry forces, is no match for the frenzy of development that has razed gardens and orchards.

"In Dora, for example, we go in the morning and see that trees have been cut down in the night," said Mr. Aziz, the municipal planning director. "It is illegal to cut down trees, and if we catch them, we arrest them and put them in prison."

Some of the groves have been razed for what is expected to be one of the biggest shopping malls in the Middle East, the Iraq Mall. It is expected to open next year with almost six million square feet of international brands, cinemas and dancing water fountains.

Ghaith Qasem, the head of Iraq Noor Islamic Bank, which owns 37 percent of the mall's investment company, [Jawharat Dijlah](#), said his group obtained a license from Baghdad's investment commission to build on what had been state-owned land.

"Agricultural lands are dead now," Mr. Qasem said. "The population density in Baghdad now is very high, and you are seeing Baghdad expanding and many agricultural lands turned into residential or commercial land."

Across the street from the building site, where palm groves stood just a few years ago, construction has halted on another, smaller shopping mall — a common sight in Baghdad, where many projects are shut down for building violations or by militias and corrupt government officials who demand bribes for work to be resumed, according to Baghdad residents.

Real estate investment in Baghdad has become a prime tool to launder money in Iraq, notorious for corruption in politics and business, according to Iraqi government and local government officials. Property in Baghdad is routinely paid for in cash.

After the Iraqi government announced in November that \$2.5 billion in public funds had gone missing in a tax scam, [Prime Minister Mohammed Shia Al-Sudani](#) said a significant part of the proceeds had been funneled into prestigious Baghdad real estate projects.

In the 1990s, when Iraq was under U.S.-led trade sanctions aimed at its dictator, Saddam Hussein, Baghdad residents cut down trees for fuel. After the American invasion, a pop-



A busy intersection in October in Baghdad. The city's rapidly increasing population has led to choked streets and a housing shortage.

ulation boom and migration from poorer provinces drove demand for housing and consumer goods that hastened the disappearance of green space, officials and researchers say.

Municipal regulations restricting the percentage of a building lot that can be taken up by a home or apartment building are now widely flouted. Many newer buildings go up just a few feet from the sidewalk, with no room for gardens.

Ahmed Salim al-Jabouri, a tribal sheikh, sat in his home surrounded by date palms in a 10-acre orchard he has managed to hang on to. He is a holdout among his neighbors, who mostly sold land for development.

"My land is my existence and my honor," Mr. al-Jabouri said. "How can one sell his honor?"

Mr. al-Jabouri's family has been living on the land since his



Shoppers in October visiting the Babylon Mall, which was built on a date palm grove in central Baghdad.

"When you walk now in Baghdad, there are many areas without a single tree, especially in the newer areas," said Ms. Faisal, the university lecturer. "Many housing projects now, when you open your balcony door, you find another balcony in front of you."

A couple of miles from the construction site of the Iraq Mall,

great-grandfather came from Syria in 1841, he said. Some of the neighbors, he said, decided to sell after security forces cut off water to their orchards. While his palm trees remained, the less resilient orange, apple and pear trees have withered from lack of water.

"Agriculture is finished because there is no government support at all," Mr. al-Jabouri said.

For many Baghdad residents, the gardens are a reminder of a more gracious era before families were scattered by conflict, when children played in greenery and lunch was served outdoors. Around Baghdad's predominantly low-rise residences, even the most modest homes often had a small garden.

In Adhamiya, one of Baghdad's oldest neighborhoods, one longtime resident, Nofa Abbas, walked in what was left of her family's garden, pointing out pink jasmine, lilies, pomegranate, date palm and magnolia trees. As is common in Baghdad, trees were protected from the sun with netting. Some of the palm trees, watered from a well, were planted by her grandfather in the past century, she said.

Adhamiya, with its huge orchards near the Tigris River, was traditionally one of the coolest areas of Baghdad in the summer. The thick eucalyptus and Oriental plane trees that dotted almost every street blocked the dust.

"Even in August, you only needed a fan," said Ms. Abbas, 54. "This area was five degrees cooler than the rest of Baghdad."

The orchards have gradually been sold off by family members, many of whom have left the country. Ms. Abbas's home, once shielded from neighbors by acres of palm trees, is now overshadowed by the concrete wall of a multistory house.

She said at least 70 houses had been built on the orchards her family used to own, many of them with no trees or gardens.

"Now people build rooms to sit inside," she said, "and they don't care about gardens."

Falih Hassan contributed reporting.



Feb. 1, 2023

Turkey serious in the case of deadly attack on Duhok families

Turkey's Interior Minister Suleyman Soylu on Monday told a delegation from a Kurdish political party based in the Kurdistan Region that they are serious in the prosecution of suspects who have been arrested in relation to the recent death of five people from Duhok province in the Kurdish province of Mardin in southeast Turkey (Northern Kurdistan), the party cited Soylu on Tuesday.

Five people from two Duhok families visited Mardin earlier this month. CCTV footage, published by Turkish media, showed that a vehicle was following the families before they were all shot dead on a highway. One of the families, consisting of two people, visited Turkey for medical treatment while the other three people wanted to visit relatives in the country, Rudaw has learnt. Some of the victims died at the incident scene while others succumbed to injuries at the hospital. They were buried in Duhok province.

Turkish police initially detained six suspects after the incident but later released two of them. The remaining four were officially arrested days later. Kurdistan Region authorities have handed a complaint to the Turkish consul general to Erbil regarding the incident.

A delegation from Kurdistan Islamic Union (KIU), led by its Secretary General Salahaddin Bahaaddin, was received by Soylu in Ankara on Monday. The Islamic party has strong ties with Turkey's ruling Justice



KIU Secretary General Salahaddin Bahaaddin (second from left) and Turkish Interior Minister Suleyman Soylu (middle) in Ankara on January 30, 2023. Photo: KIU/Facebook

and Development Party (AKP).

"In the meeting, which lasted for an hour, the secretary general thanked the interior minister for following up and determination to find and arrest the criminals," Bahaaddin said in a [statement](#) on Tuesday.

Soylu told the Kurdish politician that he will continue following up the case until it reaches a conclusion, added the statement.

Luqman Baskederi, head of KIU relations in Turkey, who at-

tended the meeting, told Rudaw on Tuesday that Soylu "expressed his seriousness and talked about the steps they have taken," adding that the minister also promised that the case will not be ceased.

Mohammed Rashid is the relative of one of the victims. He told Rudaw earlier this month that Turkish authorities were initially not serious in the investigations but "after seeing that it is being taken seriously by the media and the [Kurdish] government they became faster [in the investigation]."

Turkish media has published footage, recorded by CCTV and thermal cameras, purportedly showing how the perpetrators monitored the two families and killed them.

This is not the first time that the residents of Kurdistan Region are being attacked in Turkey.

A Kurdish family from Erbil was attacked in Mersin province in May 2021 while holidaying in Turkey. The family claimed that they were assaulted by nationalist Turks for their ethnic identity. No one was jailed over the incident.

« En Turquie, l'État de droit recule, et l'influence russe s'accroît »

Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE notamment en Turquie (2006-2011) et Syrie (1998-2002), propose une analyse de la situation de la Turquie à trois mois et demi des élections présidentielles et législatives. Le pays a connu ces dernières années une profonde transformation, que la réélection de Recep Tayyip Erdogan pourrait pérenniser.

À l'approche des élections présidentielles et législatives du 14 mai en Turquie, la fièvre monte, l'État de droit recule, et l'influence russe s'accroît. À y regarder de loin, on pourrait n'y voir que l'habituelle tonicité du discours politique destiné à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. À scruter de plus près, la profonde transformation politique de l'État turc depuis quelques années pourrait être pérennisée en cas de victoire du président sortant, ou hypothétiquement modifiée en cas de victoire de l'opposition.

Il est peu de dire que le président Recep Tayyip Erdogan a la ferme intention de conserver le pouvoir pour les cinq ans qui viennent. À ceci près que les sondages ne lui sont pas favorables. C'est pourquoi il déploie des outils électoraux taillés sur mesure.

Les « menaces » venues de l'étranger

Un changement de la loi électorale, en vigueur le 6 avril prochain, devrait permettre de maintenir le parti nationaliste MHP, allié de l'AKP, au Parlement ; une loi sur la désinformation assurera le contrôle des médias sociaux ; des actions en justice contre le parti d'origine kurde HDP ou contre des personnalités de l'opposition (en particulier le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu) permettent de handicaper sérieusement les opposants les plus sérieux et peut-être les éliminer ; des

mesures économiques sont annoncées en vagues successives en faveur de catégories supposées influençables (hausse du salaire minimum, mécanisme de prêts hypothécaires à bas coût, annulation des amendes et contraventions) ; et, dans la rubrique nationaliste, une série de diatribes est lancée à l'encontre de partenaires sélectionnés (Chypre, France, Grèce, États-Unis, Suède) dans l'espoir de rallier l'électorat autour d'un leader déterminé face aux « menaces » venues de l'étranger.

Chemin faisant, c'est bien l'État de droit qui recule, au point que les prochaines élections risquent fort de n'être ni équitables, ni compétitives. En presque vingt ans de pouvoir comme premier ministre (2003-2014) puis comme président d'abord élu indirectement (2014) puis au suffrage universel (2018), Recep Tayyip Erdogan a toujours prévalu, sauf dans les élections municipales de mars 2019, où son parti a perdu les neuf principales métropoles de Turquie, y compris Istanbul, malgré l'imposition d'un second vote au résultat humiliant.

Un bilan contesté

Vu de l'étranger, le bilan du leadership turc apparaît comme largement contesté : la politique économique triomphante de la première décennie de l'AKP est en faillite, l'inflation galope, et les mesures annoncées ne sont pas tenables ; la jeunesse n'a pas suivi le projet d'une

« génération pieuse » ; les principaux partis d'opposition se sont coalisés autour d'une « Table des six » (qui s'apprête à proposer dans les jours qui viennent un programme commun et un candidat unique) ; et les diverses initiatives de politique étrangère sont restées sans suite (frontières maritimes, Libye) ou ont donné lieu à des demi-tours spectaculaires (dialogue avec Damas, réconciliation à bas bruit avec les Émirats arabes unis et Israël, efforts de réconciliation avec l'Égypte). Le seul succès notoire est le développement de l'industrie de défense, désormais plus autonome, voire en avance sur l'Europe pour les drones armés de moyenne altitude et bientôt de haute altitude.

D'un point de vue européen, la transformation la plus spectaculaire de la posture extérieure de la Turquie réside dans la forte relation nouée avec la Russie depuis l'été 2016. Au sortir de la tentative de coup d'État, un dialogue s'est enclenché dès août 2016 sur la défense antimissiles pour aboutir en juillet 2019 à la livraison de missiles S400 accompagnés de personnel russe.

Plus que la protection prétendument acquise par Ankara, c'est la reconfiguration sécuritaire qui constitue un gain stratégique majeur pour Moscou (à savoir le « gel » de la frontière sud de la Russie grâce à l'éviction de missiles de l'Otan de la Turquie et à la clôture de l'accord avec les États-Unis sur la

livraison, assortie d'un partenariat industriel, de 120 chasseurs furtifs F-35).

Moscou pousse Ankara vers Damas

S'y ajoutent le développement spectaculaire des échanges commerciaux et financiers avec la Russie, les livraisons pérennes de gaz russe, l'accroissement des livraisons de pétrole russe et leur réexportation après transformation en Turquie en produits raffinés non sanctionnés, la construction de la centrale électrique nucléaire d'Akkuyu, ainsi que les tentatives de facilitation d'un dialogue avec l'Ukraine.

Qui plus est, Moscou vient de pousser Ankara vers un processus de rapprochement avec Damas, ce qui constitue un renversement complet de position de la part d'Erdogan, qui veut faire oublier l'impasse de ses interventions militaires dans le Nord-Est syrien mais aussi dépasser son opposition sur ce sujet.

Rien de tout cela n'est favorable à l'Europe et à l'Occident, qui en cas de victoire d'Erdogan devraient internaliser la tension accrue qui s'installera de manière durable. Si toutefois l'opposition arrivait au pouvoir en mai, il resterait à déterminer quel dialogue une Turquie revenue vers la démocratie voudrait engager avec l'Union européenne et les États-Unis. Dans les deux cas, il s'agira d'une nouvelle donne.



01-02-2023

Angelina Jolie, Nadia Murad visit Shingal to oversee projects

American actress Angelina Jolie and Yazidi activist as well as Nobel Peace Prize laureate Nadia Murad on Wednesday visited the Yazidi heartland of Shingal in Nineveh province, overseeing the development of renovation projects in the war-torn district.

Thousands of Yazidis were killed when the Islamic State (ISIS) tore through Shingal and other parts of northern and western Iraq in 2014.

Murad, who is one of the survivors of the violence brought upon by ISIS and a United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) Goodwill Ambassador, has launched "Nadia's Initiative" to advocate for the survivors of

the mass killing and rebuild the district.

Murad and Jolie visited a hospital which is under construction. They also visited "New Kocho" village - named after the Yazidi survivor's Kocho village which is known for being the site of one of the terror group's most cruel and devastating acts.

The pair visited the city center as well where they met with a number of survivors, including those outside the Yazidi community but who were subjected to the same violence by ISIS.

'New Kocho', designed to find durable solutions for survivors of the massacre, is carried out with the International Organization for Migration (IOM) and the United States Agency for Inter-

national Development (USAID). The project will also create memorial sites to commemorate the dead, and protection measures for the graveyard where victims initially left in mass graves are now being reburied.

More than 6,000 Yazidis were kidnapped when ISIS attacked Shingal, according to the Kurdistan Regional Government (KRG) Office for Rescuing Kidnapped Yazidis. Over 2,000 remain missing.

The United Nations, the European Parliament, and other nations including the United States, Belgium, Canada, the Netherlands and Germany have recognized ISIS crimes against the Yazidis as "genocide."

Murad said in a tweet late Wednesday that the trip was "a reminder to me that our work to protect minorities & women in Sinjar (Shingal) & throughout the world is far from over. If we want to ensure what happened to Yazidis never happens again, we must address the underlying causes of genocide & sexual violence."

"We cannot rest until women, girls & vulnerable communities around the world have gender equality, educational & economic opportunities & the right to make their own decisions. Thank you, Angelina, for joining me on this trip & being an advocate for those most vulnerable," she added.

Rûdaw
1/02/2023

Potential offensive in Syria part of Erdogan's electoral campaign: HDP leader

Perin Buldan, Co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), said on Tuesday that one of the pillars of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's party is war, adding that Ankara plans to carry out a fresh military operation against the Syrian Kurds in March.

Turkey is expected to hold presidential and general elections in mid-May but the exact date will be confirmed in early March. The vote is seen as the most significant in two decades as it will determine the fate of Erdogan's rule.

Speaking to her party's law-

makers on Tuesday, Buldan said that the alliance between Erdogan's ruling Justice and Development and its far-right ally Nationalist Movement Party (MHP) is based on two pillars: "political conspiracies" and "policy of war."

"It is no longer a secret that they are preparing to launch a new operation against Syria after the election decision becomes final in early March because they do not have any promises they can make to the public during the elections... They want to cover up the hunger and poverty they have caused to society with the politics of war," she was cited by her party as saying.

Turkey has carried out three military campaigns against the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) since 2016. Ankara also launched an aerial offensive against the same force in Syria on November 20. As a result, Turkish forces and its Syrian mercenaries have occupied the Kurdish cities of Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain) and Gire Spi (Tal Abyad).

Ankara claims that the People's Protection Units (YPG), backbone of the US-allied SDF, is the Syrian offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK) - armed group struggling for the increased rights of Kurds but listed as a terrorist organisation by Turkey.

Mazloum Abdi, General Commander of the SDF, told al-Monitor on January 14 that Turkey is planning to invade the Kurdish city of Kobane in northern Syria in February.

The international community, especially the US which has nearly a thousand fighters in northeast Syria (Rojava), has opposed any potential military operation by Turkey in Syria, saying it will further escalate tensions in the war-torn country.

Turkish officials, including Erdogan, have repeatedly threatened that a new military operation against Syrian Kurds could be launched any time.



Kirkuk Minute February 2, 2023

A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

On January 30, the Kirkuk [police command launched](#) a “disarmament campaign.” The process takes several months and involves registering citizens’ weapons at police stations to record weapon ownership to the authorities. Kirkuk police have warned that anyone who does not register their guns will “face severe legal prosecution,” and its owner will be “suspected by the security forces in the event of any security breach.” After the campaign, the police will launch home searches for unregistered weapons.

On February 1, the federal police withdrew from Kirkuk province and were replaced by two Iraqi army brigades. The army brigades have arrived in the Daquq district and Rashad sub-district. According to the agreement between Erbil and Baghdad, the security of the cities in the disputed territories will be in the hands of the local police, while the army will be in charge of the outskirts.

On January 29, a man found an Unmanned Aerial Vehicle (UAV) on his [roof](#) in the Rawan residential community. The drone was discovered when the owner of the home went to the rooftop and saw a drone lying on the ground. The drone appeared to be a combat drone capable of carrying [small rockets](#) and thermal surveillance cameras. Security agencies arrived at the scene and removed the drone. No foreign or local Iraqi forces have claimed ownership of the vehicle.

On January 30, Turkmen res-



idents of the Daquq district demonstrated publicly, causing the closure of the mayor’s office. The demonstration was against Acting Governor Rakan al Jabouri for appointing an Arab resident of Hawija as the new mayor. Earlier on January 24, [Kurds threatened](#) to hold a protest against al Jabouri’s decision, but the Iraqi prime minister annulled the appointment. For the first time [since October 16, 2017](#), Kurds and Turkmen have agreed on an issue of the Arabization imposed by Baghdad and the local administration.

The Central Bank of Iraq (CBI) has decided to open bank branches at airports across the country – excluding Kirkuk – to sell US dollars at official rates to tourists. The Rafidin, Rashid, and TBI banks will open branches in all airports except those in Kirkuk. The process has been going on for three days, and each tourist can buy 5,000 USD at the government price provided to all destinations not countries sanctioned by the United States. The exchange rate of the US dollars between the market and the government rates is about 20,000 Iraqi dinars per 100 dollars.

According to the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) statistics, in January 2023, 22,475,516 barrels of oil were exported from Kirkuk oil fields through the Cihan Pipeline. The gross revenue was \$86,257,823, and the average oil price was \$75.24 USD per barrel. In January, Jordan exported 309,529 barrels from Kirkuk, grossing \$20,670,346 at an average price of \$66.78 per barrel. The export revenues of January via both Jordan and Turkey totaled \$206,928,169 USD.

Khanaqin

On January 31, the Iranian regime suspended electricity supply to the Diyala province, including Khanaqin, due to “[gas issues](#).” However, unconfirmed reports suggest that Baghdad can not pay for the electricity fees in US dollars, but must do so in Iraqi dinars. In response, the Iranian government has cut off electricity and is reluctant to abide by the restriction. The Iraqi government has been buying electricity from Iran to supply Diyala province for years.

Tuz Khurmatu

On January 30, ISIS (Da’esh) terrorists raided a house in the village of Yangija in the Tuz Khurmatu district and kidnapped a shepherd. According to the security media cell, the terrorists entered the town in the morning and kidnapped the shepherd. To generate income, the terrorist organization has kidnapped shepherds in rural areas and released them on large ransoms.

Sinjar (Shingal)

On February 1, Hollywood star [Angelia Jolie and the Yazidi](#) Kurdish Human Rights activist [Nadia Murad](#) visited the Kajo village where Da’esh terrorists committed genocide against the Yazidis in 2014. Their visit took place away from the press. [Actress Jolie called](#) for international support for the survivors. Murad is from Kojo village, where most Da’esh atrocities were committed. Separately, on January 29, the Kurdistan Regional Government (KRG) Statistics and Information Office reported that 150,000 Yazidis have returned to their homeland since the liberation of the district in 2016, and about 100,000 have fled abroad. That said, there are thousands of families in the Kurdistan region’s displaced camps due to the lack of primary services and security in the Yazidi district. On January 31, Iraqi Minister of Displacement and Migration Ivan Ivan Jabro announced the return of 39 Yazidi families to their homeland. However, Dian Jaafar, Director of Displaced and Refugees in Duhok, told Shafaq News that only 39 families returned during the planned first batch of 96 families.

Risque terroriste : Ankara convoque les diplomates de neuf pays

Les ambassadeurs de neuf pays occidentaux ont été convoqués jeudi 2 février par le ministère turc des Affaires étrangères, après que plusieurs d'entre eux ont fermé leur consulat au public cette semaine à Istanbul en invoquant le **risque terroriste**, a rapporté l'agence étatique Anadolu.

Les pays concernés sont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, la Belgique, l'Italie et la Suède, d'après une source diplomatique.

Appel à la vigilance

Au moins six de ces pays - dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Pays-Bas - avaient annoncé ces derniers jours qu'ils fermaient temporairement leur représentations consulaires aux visiteurs à Istanbul.



Le président turc Recep Tayyip Erdogan lors de la réunion du groupe de son parti à la Grande Assemblée nationale de Turquie, à Ankara, le 1er février 2023. ADEM ALTAN / AFP

Plusieurs chancelleries occidentales ont appelé depuis vendredi leurs ressortissants en Turquie à faire preuve de «vigilance» face au risque d'attentats, en représailles selon eux à des auto-dafés de Corans dans plusieurs

pays du Nord de l'Europe.

Les États-Unis et la France notamment ont ensuite recommandé d'éviter certains secteurs touristiques du centre d'Istanbul comme la place Taksim ainsi que

les abords des églises et des synagogues.

Guerre psychologique

Le ministre turc de l'Intérieur Süleyman Soylu a accusé ce jeudi ces pays d'avoir lancé une «*guerre psychologique*» contre la Turquie, susceptible de nuire au tourisme. Le porte-parole du parti présidentiel AKP a qualifié les mises en garde occidentales d'«*irresponsables*».

Plusieurs manifestations ont eu lieu fin janvier à Stockholm, La Haye et Copenhague, durant lesquelles des exemplaires du Coran, le livre sacré des musulmans, ont été brûlés ou profanés. L'extrémiste ayant réalisé les auto-dafés dans les capitales suédoise et danoise prétend protester contre le veto de la Turquie à l'entrée de la Suède dans l'Otan.



FEV. 2, 2023

Iran blames Israel for Isfahan drone attack, vows to retaliate

Iran's envoy to the United Nations blamed regional foe Israel for a drone attack on a military facility belonging to the defense ministry earlier this week and vowed revenge, Iranian media reported on Thursday.

"Preliminary investigations show the Zionist regime [Israel] is responsible for the terrorist attack on the defense ministry workshop complex," Iran's semi-official ISNA cited Amir Saeid Ira-

vani as saying in a letter to UN chief Antonio Guterres.

"Iran reserves its legitimate and inherent right to defend its national security and firmly respond to any threat or wrongdoing of the Zionist regime wherever and whenever it deems necessary," Iravani warned, in an apparent promise to seek revenge.

Iravani also called on the UN Security Council to condemn

Israel for its "belligerent" actions and to ask the country to "comply with international laws". The envoy also condemned statements made by Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu with CNN on Tuesday.

"I never talk about specific operations... and every time some explosion takes place in the Middle East, Israel is blamed or given responsibility - sometimes we are sometimes we're not," Netanyahu said during the

interview about attacks on Iranian interests while refusing to deny or confirm Israeli responsibility in the Isfahan attack.

Iran's envoy did not elaborate on the investigations which appear to have proved Israeli involvement in the attack.

Three drones attacked a facility belonging to Iran's defense ministry in the central city of Isfahan on Saturday night, causing minor damages. Tehran la-

beled the attack as “unsuccessful.” Reports by the Wall Street Journal and New York Times cited US officials as saying Israel was behind the incident.

On Wednesday, Nour news - affiliated with the head of the Supreme National Security Council Ali Shamkhani - claimed the parts of the drones used were smuggled into Iran from the neighboring Kurdistan Region by armed Kurdish opposition groups on behalf of a foreign intelligence service.

“These groups after receiving the parts of the micro drones and the explosives at the request of a foreign security service took them into Iran through a rugged path in north-west of the country and handed over to the contact of the service in one of the towns in the border area,” Nournews claimed without specifying which foreign in-



This image grab taken from a UGC video posted on January 29, 2023, reportedly shows an explosion in Iran's Isfahan province. Photo: UGC/AFP

telligence agency was involved. In December, Iran executed four individuals on charges of spying for Israel. Last summer, Iran said it had detained four Kurds who it accused of spying for Israel and planning to attack a facility in Isfahan. The confessions of the four men were aired in December, raising fears that they may have been the

ones executed in December.

Iran and Israel have been engaged in a shadow war consisting of long-running covert attacks on Iranian military and nuclear facilities, as well as sabotage and cyber-attacks. Iranian fighters are also frequently targeted in suspected Israeli strikes in Syria.

Netanyahu has been open about his opposition to Tehran obtaining a nuclear weapon and his perception of Iran as a threat to Israeli national security. During his previous term as prime minister, numerous attacks were carried out on Iranian interests in Iran and Syria.

Tehran has often attributed similar attacks on its vital facilities to Israel, including an attack on the underground Natanz facility in April 2021 that damaged its centrifuges.

Iran has blamed Israel and several Western countries for being behind the protests in the country which began after Tehran's morality police killed Kurdish woman Zhina (Mahsa) Amini in detention in mid-September. It has also accused Kurdish opposition groups of inciting the demonstrations which began in the Kurdish areas.

Le Monde

3/02/2023
avec AFP

Jafar Panahi, réalisateur iranien emprisonné à Téhéran, a commencé une grève de la faim

Le cinéaste, primé à de nombreuses reprises et incarcéré depuis juillet 2022, proteste contre les conditions de sa détention dans la prison d'Evin.

« **A**ujourd'hui, comme beaucoup de personnes piégées en Iran, je n'ai d'autre choix que de protester contre ce comportement inhumain avec ce que j'ai de plus cher : ma vie. »

Dans une déclaration publiée jeudi 2 février par sa femme, le réalisateur iranien Jafar Panahi, emprisonné à Téhéran depuis six mois, explique avoir commencé une grève de la faim pour protester contre les conditions de sa détention.

« Je refuserai de manger et de boire et de prendre tout médicament jusqu'à ma libération »,

a dit le cinéaste, dont la grève de la faim a débuté le 1^{er} février.

« Je resterai dans cet état jusqu'à ce que, peut-être, mon corps sans vie soit libéré de prison. »

Jafar Panahi, dont les films ont été primés dans plusieurs festivals de cinéma européens, a été arrêté le 11 juillet 2022 avant même le début de la vague d'actions de protestation qui secoue le régime iranien depuis le mois de septembre. Agé de 62 ans, le réalisateur est contraint de purger une peine de six ans de prison pro-

noncée en 2010 pour « propagande contre le système ».

Un espoir de libération

Le 15 octobre 2022, la Cour suprême a annulé la condamnation et a ordonné un nouveau procès, laissant naître chez ses avocats un espoir de libération. Mais il reste détenu à la prison d'Evin, à Téhéran, où un incendie et des affrontements avaient provoqué le chaos en octobre 2022.

Jafar Panahi a gagné un Lion d'or à la Mostra de Venise en 2000 pour son film *Le Cercle*. En 2015, il a été récompensé

d'un Ours d'or à Berlin pour *Taxi Téhéran* et, en 2018, il a remporté le prix du meilleur scénario pour *Trois Visages* au Festival de Cannes. [Sur Twitter](#), cette institution du cinéma « lui réaffirme tout son soutien en appelant, comme de nombreux artistes, festivals et organisations à travers le monde, à sa libération immédiate ».

« Ce cri pour la liberté nous oblige collectivement » ont souligné l'ARP et la SRF, deux collectifs de cinéastes français. « Nous sommes solidaires des Iraniens qui combattent pour leurs droits, condamnons cette arrestation et appelons à sa li-

bération », a écrit le Festival du film international de Berlin sur Twitter.

Le dernier film de Jafar Panahi, *Aucun ours*, qui, comme la plupart de ses œuvres récentes, le met directement en scène, a été projeté en 2022 à la Mostra de Venise alors qu'il était déjà emprisonné. Le film a remporté le prix spécial du jury.

Son arrestation en juillet 2022 est intervenue après qu'il avait assisté à l'audience au tribunal d'un autre réalisateur, Moham-

mad Rasoulof, interpellé quelques jours auparavant. Ce dernier a été libéré de prison, le 7 janvier, après avoir bénéficié d'une permission de deux semaines pour raisons de santé.

Le militant Farhad Meysami en grève de la faim aussi

Des personnalités du monde du cinéma figurent parmi les milliers de personnes arrêtées en Iran dans le cadre de la répression des [manifestations déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini](#), une

jeune Kurde iraniennne arrêtée pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes. L'actrice Taraneh Alidoosti, qui a diffusé des images d'elle ne portant pas de voile islamique, faisait partie des détenues, [avant d'être libérée début janvier après presque trois semaines de détention](#).

Signe des dangers encourus par les grévistes de la faim, des militants des droits de l'homme ont rendu publiques, jeudi, des photos du corps éma-

cié du militant et médecin Farhad Meysami, condamné à cinq ans de prison et qui refuse de s'alimenter.

« Cette image douloureuse est un symbole de la lutte non violente du peuple iranien pour obtenir les droits fondamentaux de l'homme », a déclaré Mahmood Amiry-Moghaddam, le directeur de l'ONG Iran Human Rights, qui a son siège en Norvège, affirmant que Farhad Meysami était en grève de la faim depuis le mois d'octobre 2022.



dckurd.org
February 4, 2023

We Must Look to a Democratic Future – Not a Monarchical Past – for Next Steps in Iran

Amid the ongoing Kurdish-inspired uprising sparked by Zhina "Mahsa" Amini against authorities that have killed, blinded, raped, arrested and disappeared thousands of people – including minority ethnic groups, who have been extensively targeted – a tentative question remains: what will come after? If these protests can challenge state authority effectively enough to ultimately remove the Ayatollah and President Raisi from their controlling positions in the Islamic Republic of Iran (IRI), we need to look forward to a democratic future – not back to an imagined "peaceful" past under the Shah's regime.

The Former Crown Prince, Reza Pahlavi, who has been based in the United States since 1979, has recently placed himself on the world stage as one of several high-profile Iranians abroad in active opposition to the Iranian government. It's key to remember that despite his claimed desire for democratic opening and a merely "temporary" appoint-



ment in leadership, the "Crown Prince" has never denounced the crimes of the Pahlavi Dynasty. To rally around the flag and raise nationalism, the self-proclaimed "Prince" released an irrelevant statement to the struggle of Iranians, firmly dedicated to maintaining the territorial boundaries of Iran, but this stance misses a key point – at this moment, Kurds and other minorities in Iran aren't

demanding independence; they're demanding rights. Given his family's legacy of Kurdish repression and criminal use of internal security services, this should give us pause. At this critical inflection point, where abuse of a Kurdish woman sparked a nationwide uprising centered in the Kurdistan Region of Iran (Rojhelat), lionizing Pahlavi neglects the spirit of the Amini

Protests: Women, Life, Liberty. Perhaps the 1979 Iranian Revolution [wasn't the revolution](#) that all participants – such as the [Kurdish parties](#) – wanted it to be, but it served a necessary function in ending the monarchy.

The Brutality of the Shah Regime

During World War II, Western

European and Soviet visions for the future of Iran were bitterly divided but rested on a common necessity: access to Iranian oil and a corridor through which the allies could transfer materiel. The [Anglo-Soviet Invasion](#) of Iran took place in 1941 and disrupted Reza Pahlavi Shah's coordination with Nazi Foreign Minister Hjalmar Schacht's 'New Order,' aimed at prioritizing Iranian economic mobilization and development to maintain German-Iranian economic ties. The Soviet Union, which occupied the northwestern portions of Iran, carried significant favor with ethnic minorities in the region. With local assistance from Baku in the Azerbaijan Soviet Socialist Republic (SSR), Azeris administered the People's Republic of Azerbaijan. The Kurdish leader Qazi Mohammed capitalized on Soviet support for liberation struggles, weakness of the Iranian central government, proximity of Mustafa Barzani's Peshmerga in Iraqi Kurdistan, and a modest Soviet commitment to trade and defense, founding the Republic of Mahabad. Mahabad was an independent Kurdish republic founded by nationalists that coalesced around the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDP-I), [a still-extant party in modern Iranian politics](#). The republic's [nationalist character](#) – like [so many liberatory states](#) during the Cold War – would be misunderstood by American interventionists, and this lack of comprehension would preclude one of the few moments of independence for the region's Kurdish population.

Both Mahabad and the Azerbaijan People's Government were defeated and reabsorbed into the reconstituted Iranian state primarily due to the United States' and Britain's diplomatic and military pressure campaigns. Mohammed Reza

Pahlavi, son of the former shah, was appointed as Shah in 1941, and he owed his position to the US and UK's commitment to block expansion of Soviet influence in the region. The [second resolution ever proposed in the new United Nations](#) was brought by the United States and it forced the Union of Soviet Socialist Republics (USSR) to withdraw from Iranian territory, paving the way to an easy victory over the liberatory republics in the North for the larger, better-equipped, and western-backed Iranian state forces.

Postwar pre-Revolutionary Iran thus reestablished its footing by oppressing ethnic minorities, revoking oil concessions that had been negotiated by the breakaway republics, and ensuring its success through intimidation and abuse enacted by its Internal Security Service (SAVAK.) We find pictures of women in short skirts attending college, or suntanning at the beach, but Muslim women were forbidden from wearing religious head coverings. [A state that legislates women's dress codes](#) – whether in favor of or against Islamic norms – is a state that doesn't respect religious freedom [or women](#). From 1946-1953, Pahlavi Iran included an independent legislature – the Majlis – which often gave a voice to dissenters who pushed back against the Shah's cozy relationship with Washington. To limit the legislature's independence, in 1949 the Senate of Iran was created, and Pahlavi directly appointed half of the sitting senators, increasing his control over domestic politics.

In 1952, the elected Prime Minister of Iran, Mohammad Mosaddegh, started to square off against the Shah. Mosaddegh sought to audit the Anglo-Iranian Oil Company (bought later by British Petroleum) to ensure

accurate payments had been received and the government was fairly compensated. This simple audit was rebuked by the British government and, [after a series of escalating conflicts](#), resulted in a wholesale nationalization of Iranian oil production. Britain and the United States embargoed Iran in response, causing widespread economic distress that threatened political stability. In 1953, Operations "Ajax" and "Boot" by US and UK foreign intelligence services worked with the Iranian military to [overthrow Mosaddegh](#), and the Shah returned to lead a new, more oppressive government. The common refrain of ["Death to America"](#) heard in Iranian politics often displays ongoing resistance to US foreign policy in this period and beyond.

SAVAK received training, information, and resources from the United States and UK, ultimately growing to ["15,000 full-time agents and thousands of part-time informants"](#) who developed a reputation for brutality. The White Revolution, as Pahlavi's attempts at socioeconomic reform were known, introduced a panoply of [social and economic programs](#) aimed at broadening gains for the populace, but they projects were often lacking in its results. Notably, though corruption was one target of the state, land redistribution programs enriched corporate agricultural and development interests, including a sizable portion of the Shah's family. While price stabilization policies, education reform, and public healthcare provisions expanded, SAVAK's brutality increased as well.

Retrospectively, the picture we have of the Pahlavi Dynasty is highly problematic. Imperial Iran coordinated with Nazi Germany, crushed ethnic nationalist movements, tightened autocratic rule, established it-

self as a Western client state, overthrew a democratically-elected Prime Minister, managed an intrusive and oppressive secret policing apparatus, restricted religious freedoms, hampered freedom of speech and assembly, and – even in their attempts at reform – ultimately encouraged economic inequality and [corruption](#). By 1979, the Shah's regime had [killed approximately 10,000 political opponents](#), while the IRI [claims 60,000](#) were killed by the Shah's regime.

Leading up to the 1979 Iranian Revolution, the people's calls for freedom and revolution had been ongoing for decades. Liberal freedoms were not solidified in political practice, and [billions of dollars were siphoned out of state coffers](#) to members of the Royal Family. Today, while the oppressed people of modern Iran fight for freedom, a small minority outside the country have romanticized what came before, calling for a [return of the monarchy](#). But [the Iranian people want democracy](#). We must put away our rose-tinted glasses when we consider the legacy of the Shah. The Pahlavi name, which has once again become relevant to the Iranian political scene, should remind observers of corruption, clientelism, state crimes, and minority – mainly Kurdish – oppression in the name of an empowered and unified state. We should aim, instead, to empower the whole of the people democratically and ensure that ethnic and religious minorities are protected and celebrated for their diversity, dynamism, and humanity. Undoubtedly, none of those elements will be achieved under an oppressive monarchy. This uprising sparked by Kurds seeks real, revolutionary change; not the exchange of one dictator for another.

En Turquie, la stratégie de campagne populiste d'Erdogan

Le président, candidat à sa propre réélection, fait usage des moyens de l'État et multiplie les promesses pour gonfler sa popularité auprès des électeurs.

POLITIQUE Malgré un froid mordant, des milliers de mains agitent des drapeaux turcs et font le signe de ralliement des Frères musulmans, quatre doigts levés et le pouce replié contre la paume, pour l'arrivée sur scène de Recep Tayyip Erdogan. Samedi 4 février, à Aydin, une ville de province de l'ouest de la Turquie, le président turc a fait patienter ses partisans plus de deux heures avant de prendre le micro. Au fur et à mesure que ministres et députés se relaient à la tribune pour faire patienter la foule, certains, découragés, tournent les talons avant l'apparition du chef de l'État, laissant une assemblée par endroits clairsemée.

Un foulard à frange orange et blanc traditionnel des campagnes de la région posé sur les épaules, Recep Tayyip Erdogan tente de redonner de l'entrain à ses supporteurs frigorifiés : « Êtes-vous prêts à aller tous ensemble voter le 14 mai et à faire une fois de plus exploser les urnes ? Votre soutien est très important ! »

Le président turc est en campagne pour sa réélection. Au pouvoir depuis 2003, d'abord comme premier ministre, il vise désormais un troisième mandat présidentiel, bien que la constitution turque le limite en principe à deux mandats. Le vote aura lieu le 14 mai, en même temps que les élections législatives. À l'approche du scrutin, des mesures gouvernementales économiques au profit des classes populaires ont fait remonter la cote de Recep Tayyip Erdogan dans les sondages. Ainsi, depuis décembre, le salaire minimum a été révisé, passant de 5 500 à 8 500 livres

(soit 415 euros), le traitement des fonctionnaires a augmenté de 30 %, tandis qu'un programme de départ en retraite anticipée a été promis à plus de 2 millions de travailleurs turcs.

Une profonde crise inflationniste

« Ces mesures sont certes clairement utilisées à des fins électorales, mais c'est une manière de procéder assez classique avant un scrutin », estime Sinan Ülgen, ancien diplomate turc et directeur de l'EDAM, un cercle de réflexion indépendant basé à Istanbul. « Le gouvernement utilise le budget de l'État pour accroître son soutien populaire. En l'occurrence, il tente de contrecarrer les effets de l'inflation qui pèsent sur la popularité du chef de l'État », décrypte l'analyste. Le pays connaît en effet une profonde crise inflationniste. En octobre 2022, la hausse des prix sur un an atteignait un pic à 85 %, avant de redescendre le mois dernier à 57,6 %, selon l'Institut statistique de Turquie.

En plus de ces mesures populistes, le candidat Erdogan mène campagne aux frais de la présidence. Déjà omniprésent sur les chaînes de télévision et dans les colonnes des journaux proches du pouvoir, il se déplace aux quatre coins de la Turquie au prétexte de diverses inaugurations de projets présidentiels, et enchaîne les discours. « Après la réforme constitutionnelle de 2017 (voulue par Recep Tayyip Erdogan pour instaurer un régime présidentiel sur mesure, NDLR), le président peut rester le chef de son parti, explique Sinan Ülgen. De ce fait, il peut effectivement dé-

penser des fonds étatiques pour mener sa propre campagne. Ce qui peut sembler baroque du point de vue démocratique est ici légal. »

La venue à Aydin du chef de l'État est chargée de symboles. Cette ville de 300 000 habitants, sur la façade égéenne du pays, est aux mains de l'opposition. Mais c'est aussi le lieu de naissance et fief d'Adnan Menderes, premier ministre turc dans les années 1950. La date des élections, le 14 mai, fait référence à la victoire de Menderes en 1950. Candidat du Parti démocrate, il remportait alors les premières élections libres de l'histoire de la Turquie, mettant fin au règne sans partage du Parti républicain du peuple (CHP, le mouvement fondé par Mustafa Kemal Atatürk). Renversé par un coup d'État en 1960, Adnan Menderes sera pendu par la junte kémaliste un an plus tard. Il reste l'une des figures tutélaires du président Erdogan, qui s'est réapproprié son slogan de campagne de l'époque : « Ça suffit ! La parole au peuple ! ».

Les soutiens du président venus acclamer celui qu'ils surnomment le « reis » (« le chef » ou « le capitaine » en turc) à Aydin sont majoritairement issus des classes populaires rurales de la région. Des hommes aux manteaux élimés et aux chaussures usées. La peau burinée par le travail au grand air, dans cette région chaude et ensoleillée du printemps à l'automne.

Dans la foule, Hüseyin se distingue. Né à Strasbourg dans les années 1980, ce fervent partisan de Recep Tayyip Erdogan possède une bijouterie. À l'évocation des critiques de

l'opposition sur la politique économique de l'exécutif turc, ce militant de l'AKP brandit une liasse de billets : « mes poches sont pleines », se félicite-t-il. « Notre président réalise ce que personne n'avait fait avant lui. Il investit, l'État s'occupe des pauvres, construit des logements sociaux. Sa réforme des retraites était attendue depuis des années par des millions de salariés », clame-t-il. Hüseyin vante la stature internationale de son président « dont le monde entier parle » et ironise sur une opposition qui n'a pas encore annoncé le nom de son champion : « De toute façon, il n'y a aucun candidat face à Erdogan. » À quelques mètres de lui, un homme âgé, béret enfoncé sur des cheveux argentés, l'interrompt : « Si, il y a une opposition, et moi je vais voter pour elle. J'ai bien le droit, non ? Je suis venu écouter le président, mais je sais déjà que je ne voterai pas pour lui. » « S'il veut voter pour l'opposition, c'est son droit. La Turquie est une démocratie », nous assure Hüseyin.

« La répression nous a fait taire »

À quelques rues de là, Serpil n'est pas du même avis. « Plus personne n'ose protester, s'exprimer ouvertement, glisse en baissant la voix cette vendeuse dans une boutique. La répression nous a fait taire. Les journalistes honnêtes sont en prison, les autres n'ont plus le courage d'écrire la vérité. » De fait, on ne compte plus les procès intentés contre des militants pour les droits humains, des figures de la société civile, et des journalistes... Quand ce ne sont pas directement les di-

rigeants de l'opposition qui sont visés par des procédures judiciaires. À l'instar du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, potentiel rival du président, condamné en décembre à plus de deux ans de prison et à une peine d'inéligibilité. Le Parti démocratique des peuples (HDP,

la gauche prokurde) est lui menacé de fermeture pour ses liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis les années 1980 et classé organisation terroriste par le pouvoir. Recep Tayyip Erdogan ne se

prive pas, d'ailleurs, de décrire à la tribune ses opposants comme des traîtres à la patrie : « Leur programme consiste à détruire tous les acquis de ce pays, à ramener l'insécurité et l'instabilité, pour obtenir les félicitations de leurs maîtres. » Dans la bouche du président

turc, ces derniers ne sont autres que les Occidentaux, des « colons impérialistes ». Le « reis » présente à ses partisans l'opposition comme un ennemi à abattre : « Frappons-les si fort, le 14 mai, qu'ils ne puissent plus jamais redresser l'échine...»



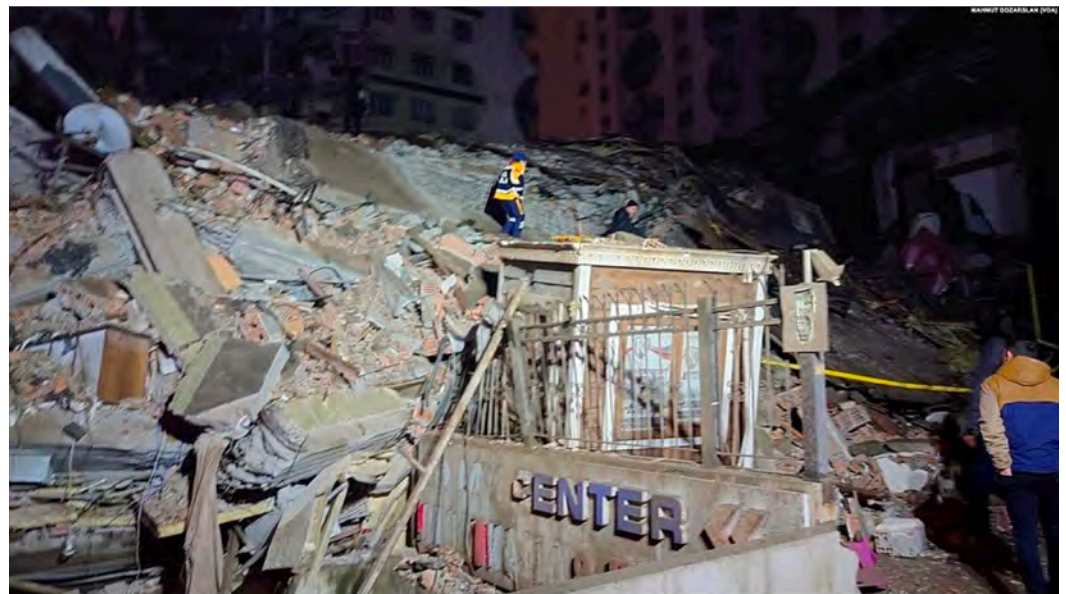
FEB., 6 2023

WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Earthquakes Decimate Kurdish Regions, Turkey, Syria. Aid Needed

Early Monday morning, at 4:17am local time, during a winter storm, a [7.8 magnitude](#) earthquake struck Southern Turkey. The epicenter was located at Kahramanmaraş, approximately 20 miles west-northwest of Gaziantep and 65 miles north of Aleppo, Syria. A second major quake, measured at [7.5 on the Richter Scale](#), struck the region at 1:24pm, causing further destruction. Both quakes originated within 35 miles of the Kurdish region's Diyarbakir (Amed), Sanliurfa (Urfa), Batman, Mardin, and other major Kurdish cities. At the time of this release, more than 2,300 people have been killed in these quakes and their numerous aftershocks, 5,000+ are injured, and thousands of buildings – both residential and commercial – have been heavily damaged or completely destroyed. Cold weather has significantly complicated relief efforts, and many trapped within rubble face death by exposure.

The high death toll presents serious issues of support within Turkey and Syria. Turkish control over the limited humanitarian corridor through which all aid must pass in northern Syria complicates and threatens aid to northern Syria (Rojava). The EU, UN, and the US have requested that Turkey and the Syrian Government expand lim-



ited border access, currently limited to a monitored crossing at Bab al-Hawa. Major cities within Syria have suffered from these quakes, including Afrin – a Kurdish area first occupied by Turkish forces in 2018 which suffered ethnic cleansing at the hands of Turkey and radical Syrian opposition forces. There are at least 250 deaths in Afrin as a result of yesterday's earthquakes.

Given the discriminatory policies by both Turkey and Syria against the Kurdish population, we hope that this disaster can be addressed without consideration for demographic composition. The Washington Kurd-

ish Institute (WKI) calls on the US, UN, EU, and the international community to ensure that those most affected by the quakes receive the necessary aid, funds, and support. Dozens of countries, as well as regional bodies and international aid organizations such as the EU and UN have pledged resources and manpower to the relief effort. It is WKI's position that the fastest method of effecting wide-scale relief in Rojava involves coordination between donors, US troops in Syria, and the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) to establish a direct route for aid to reach the victims. The United States routinely co-

ordinates with Syrian Democratic Forces (SDF) forces in Hasakah and presumably has at least one airport or airstrip nearby where they could land large cargo planes to supply support materials in bulk to Northern Syria. To that end, US-SDF relief coordination represents a key component of any successful aid program in the AANES' territory.

We extend our most profound condolences to all victims and their families, wishing speedy recovery for the wounded. The WKI will continue its efforts to provide the best response it can to help the people affected at this time;

6/02/2023

Nicolas Bourcier (stanbul, correspondantç)

Avec AP et AFP

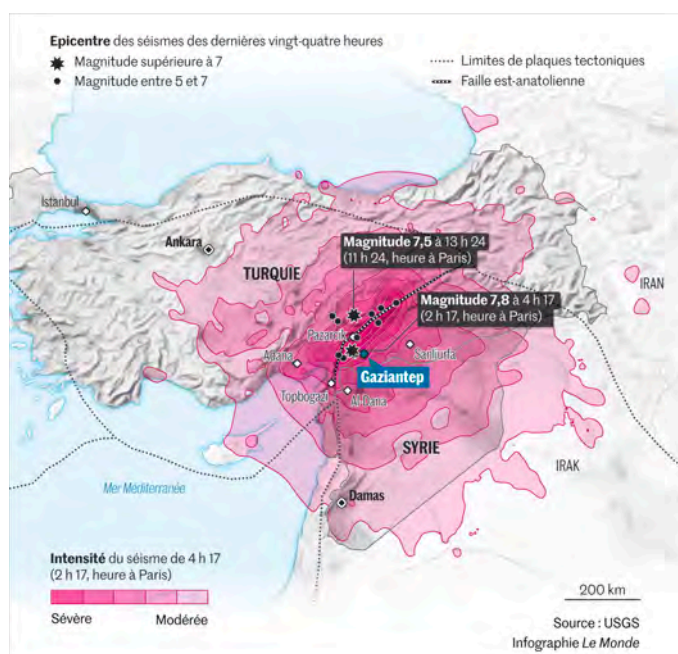
Un puissant séisme fait des centaines de victimes en Turquie et en Syrie

Lundi matin, le gouvernement turc faisait état d'un bilan provisoire de 284 morts et 2 320 blessés, tandis qu'au moins 386 victimes étaient dénombrées en Syrie.

Le plus important séisme qui ait frappé la Turquie depuis près d'un quart de siècle a fait trembler la terre sur une vaste région de la frontière sud, lundi 6 février, peu après 4 heures du matin, touchant la province de Gaziantep, le nord de la Syrie et plus d'une dizaine de villes. Terrifiées à l'idée de rester prisonnières de leurs bâtiments vacillants, plusieurs milliers de personnes se sont ruées dehors. De nombreuses répliques ont entretenu la peur, poussant les habitants à rester dans les rues glacées jusqu'au lever du soleil. Les images des destructions et des scènes de chaos se sont rapidement diffusées sur les réseaux sociaux. Des vidéos provenant de part et d'autre de la frontière montraient des bâtiments détruits et des équipes de secours fouillant les décombres à la recherche de survivants.

Lundi matin, le gouvernement turc faisait état de 284 morts et de 2 320 blessés. Ce bilan – provisoire – risquait de considérablement s'alourdir dans la journée, ont prévenu les autorités turques. En Syrie, le nombre de morts dans les zones contrôlées par le gouvernement est de 239, auxquels s'ajoutent au moins 648 blessés, selon les médias d'Etat syriens citant le ministère de la santé. En outre, 147 personnes auraient été tuées dans les zones tenues par les rebelles, selon les casques blancs, des secouristes présents sur place.

Selon l'Agence gouvernementale de gestion des catastrophes (AFAD), le séisme de la nuit



était d'une magnitude de 7,4 et d'une profondeur de 7 kilomètres. L'épicentre se situe dans le district de Pazarcik, entre les villes de Gaziantep et de Kahramanmaraş, à 60 kilomètres environ à vol d'oiseau

de la frontière syrienne. Cinquante répliques ont été enregistrées en Turquie, selon l'AFAD, dont trois de magnitude supérieure à 6 et huit de magnitude 5 et plus. Les secousses ont également été ressenties



Les secours tentent de trouver des survivants dans les débris des immeubles après le séisme qui a frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, à Diyarbakir (Turquie), le 6 février 2023. SERTAC KAYAR / REUTERS

au Liban et à Chypre, selon des correspondants de l'Agence France-Presse. Les autorités italiennes ont, elles, mis en garde contre un risque potentiel de tsunami.

Evacuer et transférer

Ce séisme est le plus important en Turquie depuis le tremblement de terre du 17 août 1999, à Izmit, qui avait causé la mort de plus de 18 000 personnes, dont un millier à Istanbul. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré sur Twitter que « des équipes de recherche et de sauvetage ont été immédiatement dépêchées » dans les zones touchées par le séisme. « Nous espérons que nous traverserons cette catastrophe ensemble au plus vite et avec le moins de dégâts possible », a-t-il ajouté.

Le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyulu, a annoncé que l'alarme de 4^e niveau, qui comprend la demande d'aide internationale, a été émise. Une décision qui n'avait pas été immédiatement prise par les autorités turques en 1999. « Notre priorité est de faire sortir les personnes bloquées sous les bâtiments en ruine et de les transférer dans les hôpitaux », a précisé le ministre. L'Union européenne a annoncé l'envoi d'équipes de secours, de même que l'Allemagne. La France a également proposé une aide d'urgence.

Vingt-huit personnes ont été tuées dans la province d'Adiyaman, a annoncé son gouverneur, faisant état d'une centaine de bâtiments effondrés. Au

moins 23 personnes ont été tuées et 420 autres blessées dans celle de Malatya, a dit son gouverneur à la chaîne publique TRT. A Sanliurfa, les autorités font état de 18 morts et de 30 blessés. Au moins six autres personnes ont été tuées dans la province de Diyarbakir, située bien plus à l'est, selon son gouverneur. « *Nous entendons les voix de victimes ici et là-bas. Nous pensons que peut-être 200 personnes se trouvent sous les décombres* », a déclaré un secouriste dépêché devant un immeuble détruit de Diyarbakir, selon des images diffusées sur la chaîne

NTV. A Adana, le maire de la ville, Zeydan Karalar, a déclaré que deux immeubles, respectivement de dix-sept et de quatorze étages, avaient été détruits, selon la chaîne TRT.

Risque de répliques

Des bâtiments entiers se sont effondrés un peu partout dans cette large zone frontalière, selon les images diffusées par les médias turcs, laissant redouter un bilan encore plus lourd dans les heures qui viennent. Sur Twitter, des internautes partageaient l'identité et la localisation de personnes

prises au piège sous les décombres. Une explosion et un incendie se sont produits dans le gazoduc du village de Topbogazi, dans la région du Hatay. Les autorités ont annoncé avoir arrêté par précaution le flux de gaz naturel dans les zones sismiques. De l'autre côté de la frontière, la Société médicale syro-américaine, qui gère des projets d'aide dans le nord-ouest de la Syrie, a déclaré que son hôpital dans la ville d'Al-Dana avait été endommagé et qu'il avait dû être évacué.

A Gaziantep, le gouverneur de la province a appelé les habi-

tants à rester dehors malgré le froid. Le risque de répliques puissantes est très élevé en pareilles circonstances et peut perdurer plusieurs jours. Le chef du Diyanet, l'organisme public chargé d'encadrer le culte, a appelé les Turcs dans le besoin à trouver refuge dans les mosquées. Les bâtiments résidentiels de la région de Gaziantep sont principalement construits en brique et en béton, cassants et extrêmement vulnérables aux tremblements de terre. En plus de sa population locale, la ville abrite plus d'un demi-million de réfugiés syriens.

The New York Times

By Vivian Yee, Raja Abdulrahim and Hwaida Saad
Feb. 6, 2023

Earthquake Strikes Syrian Region Already Mired in Humanitarian Crisis

One of the hardest hit areas was northwestern Syria, where nearly three million people displaced by the country's decade-long civil war were already living in precarious conditions.

CAIRO — Once again, Syrians heard the roar and thud of buildings coming down, once again saw dust rising from the mounds of gray, jagged concrete and twisted metal where houses and offices had stood. Once again, people dug in the ruins with their hands, hoping, often in vain, to save the people they loved.

Across northwestern Syria on Monday, apartment blocks, shops, even entire neighborhoods were wiped out in seconds by a powerful earthquake, in scenes that were all too familiar to a region devastated by more than a decade of civil war.

Millions of people displaced by the years of fighting have fled to the north, the only place that remains outside government control. They sheltered in tents, [ancient ruins](#) and any other place they could find after



Searching for victims and survivors amid the rubble of collapsed buildings on Monday in the village of Besnia in Idlib Province in northwest Syria. Omar Haj Kadour/ Agence France-Presse — Getty Images

their former homes were destroyed.

The economic collapse the war brought on had made it impos-

sible for many of them to get a decent meal. This winter's fuel crisis had them shivering in their beds, without heat. Syria's wrecked infrastructure had

caused thousands to fall sick with cholera in recent months; the ruin of its hospitals meant many could get no health care.

Then came Monday's earthquake.

"How can we tolerate all this?" said Ibrahim al-Khatib, a resident of Taftanaz in northwestern Syria who was startled from his sleep early in the morning and rushed into the street along with his neighbors. "With the Russian airstrikes, and then Bashar al-Assad's attacks, and today the earthquake?"

Southern Turkey and a large area of northwestern Syria were hit hardest, leaving more than 4,300 dead, with the toll likely to rise further. In Syria, where more than 1,450 people died, entire neighborhoods were leveled all at once, causing in just seconds the kind of devastation that the population had grown used to being meted out airstrike by airstrike, shell by shell.

At a hospital just outside Idlib, "every moment, fresh bodies were being brought in," said Dr. Osama Salloum. One boy, estimated to be about 6 years old, died as Dr. Salloum performed CPR on him. "I saw the life leave his face," he said.

"We kept looking up to the sky for jets," Dr. Salloum said. "My mind was playing tricks on me, telling me it was war again."

Mark Kaye, spokesman for the International Rescue Committee, echoed many United Nations and aid groups' pleas for more aid to be sent to Syria in the earthquake's aftermath. "Anywhere else in the world, this would be an emergency," he said. "What we have in Syria is an emergency within an emergency."

Much of Syria still bears the scars of the conflict, which has been in a fragile cease-fire since early 2020. Faced with [sanctions](#), no [reconstruction](#) aid from international donors and its own economy in shambles, rebuilding has been piecemeal and limited.

The war's toll — massive destruction, an acute economic [crisis](#), a collapsing currency —



A man carrying a girl in the town of Jandarisi, Syria. Khalil Ashawi/Reuters

will make responding to the quake even more difficult for all sides.

Though emergency crews across the stricken area responded quickly, digging in the freezing cold and the rain, the scale of the destruction was too great even for rescuers accustomed to collapsed buildings.

There was not enough rescue equipment to keep up with the large numbers of people trapped in the debris. Buildings that survived the powerful 7.8-magnitude initial earthquake collapsed from the repeated aftershocks, reflecting the fragile state of Syria's infrastructure after years of airstrikes and artillery bombardments.

In Aleppo, residents said people too afraid to stay in buildings that might yet collapse were camping in cars in open spaces such as soccer fields.

The northwestern corner of the country, along the border with Turkey, is controlled by Turkish-based opposition groups and home to about 4.6 million people. Tens of thousands of people in that area were newly homeless, said Raed Saleh, director of the White Helmets, a civil defense and rescue group that operates in areas outside of government control.

Camps for those displaced by the war were full, already housing some of the 2.7 million people who had come to the northwest from other parts of

the country.

Scenes from hospitals resembled those from the height of the fighting, as wards overflowed with patients sharing beds and doctors treating victims in every corner.

Even though major hostilities have ended, the health care system still has not recovered. Only about 45 percent of Syria's prewar health care facilities are now operating, according to the International Rescue Committee.

Until now, there has not been any large-scale effort to rebuild Syria's ruined infrastructure, something the government blames at least partly on Western sanctions.

Across the country, people had been reduced to a level of hardship that resembled some of the worst phases of the conflict, which began after President Assad tried to forcibly put down mass anti-government protests in 2011, inspired by the Arab Spring uprisings sweeping the region at the time. His Russian allies eventually intervened militarily, tipping the balance in his favor.

This winter, Syrians were burning trash and pistachio shells just to keep warm, showering only once a week and staying home from school and work for lack of gas to get them there. Some abandoned hot meals. Others sold their winter jackets to afford any meals at all.

In some places, electricity was down to less than an hour a day, rendering electric heaters and mobile phones useless. Water pumps at farms had gone still, pushing food prices up; the pumps were also not working in apartment buildings, leaving people to drink from contaminated sources.

Syria's gross domestic product shrank by more than half between 2010 and 2020, according to the World Bank, and it was reclassified as a low-income country in 2018. The coronavirus pandemic caused yet more economic pain and strained the country's health care system further.

Despite having all but won the war, the Assad government has been so short on cash in recent years that it has resorted to forcing wealthy businessmen to help fund government salaries and services.

Amid the nationwide fuel shortage, Syria's oil ministry announced on Monday that it was sending additional supplies of gasoline and diesel to the affected provinces to help power the machinery needed for rescue operations and debris removal. The move highlighted how little fuel regions beyond Damascus, the capital, had been receiving in recent months, after the government heavily cut fuel subsidies.

All most Syrians knew was that the shortages had made even the most basic activities a nightmare, even before the earthquake struck.

No fuel meant little electricity, which meant little hot water for showering and few ways to cook or prepare hot tea, residents and an aid worker based in Damascus said. Trees in the capital Damascus and Ghouta, an agricultural suburb nearby, were missing their branches as people cut them down to burn. Others burned industrial oil residue, the dregs left over after pressing olives for oil, tires, old clothes or simply trash they

sent their children out to gather from the street. Homes rang with coughing caused by the fires.

Outside the house, life all but ground to a halt as taxis and public transportation shut down for lack of gas.

Schools closed or saw their students stay home because they could not turn the lights on or heat classrooms. The internet and mobile networks were down. Government offices were closed for two Sundays in December to save fuel; dozens of employees around Tartus, on Syria's Mediterranean

coast, resigned recently rather than spend their paychecks on getting to and from work, according to a journalist in the area who did not want to be named for fear of government retribution.

The journalist, his wife and their three children had taken to getting into bed as early as possible, around 6 p.m., just to keep warm.

The scarcity of fuel had combined with Syria's crumbling water infrastructure to set off yet another crisis last year: a cholera outbreak. By mid-December, the United Nations

said there were more than 60,000 suspected cases of cholera throughout the country.

Access to clean water was so limited that some Syrians reported giving up washing their hands to preserve drinking water or drinking directly from the polluted Euphrates River, according to a recent survey in northeastern Syria conducted by REACH, a humanitarian group focused on data collection; wallets were so empty that 82 percent of respondents said the majority of people where they lived could not afford a bar of soap.

"Public services were already at the point of collapse after 12 years of crisis," said Emma Forster, a policy and communications manager for the Norwegian Refugee Council, who is based in Damascus. "People are saying it's the worst year yet, including the years of war."

Vivian Yee reported from Cairo, Raja Abdulrahim from Jerusalem and Hwaida Saad from Beirut, Lebanon. Muhammad Haj Kadour contributed reporting from Idlib, Syria, and Cora Engelbrecht from London.

LA CROIX

avec AFP
6/02/2023

Séisme en Turquie et Syrie : bilan, secours... Ce que l'on sait de la catastrophe

Un séisme de magnitude 7,8 a frappé lundi 6 février le sud de la Turquie et la Syrie voisine, faisant des centaines de morts dans les deux pays et de très importants dégâts. L'Union européenne a envoyé des équipes de secouristes. La France a proposé « une aide d'urgence ».

□ Que s'est-il passé ?

La Turquie a vécu lundi 6 février son séisme le plus important depuis celui d'août 1999, qui avait causé la mort de 17 000 personnes. Selon l'institut sismologique américain USGS, le tremblement de terre qui a touché le sud de la Turquie et la Syrie voisine est survenu à 4 h 17 locales (1 h 17 GMT) et à une profondeur d'environ 17,9 kilomètres.

L'épicentre se situe dans le district de Pazarcik, dans la province de Kahramanmaraş (sud-est), à 60 km environ de la frontière syrienne. Les secousses ont également été ressenties au Liban et à Chypre, ainsi qu'au Kurdistan irakien dans le nord du pays à Erbil et Douk, mais aucune victime n'a été signalée.

□ Quel est le bilan ?

Au moins 284 personnes ont été tuées en Turquie et plus de 2 000 blessées, dans sept différentes provinces, d'après les premières données de l'agence gouvernementale de gestion des catastrophes (Afad). Le bilan risque d'évoluer rapidement compte tenu des immeubles effondrés dans les villes touchées (au moins 1 800), comme à Adana, Gaziantep, Sanliurfa, Diyarbakir notamment.

En Syrie, 386 personnes ont perdu la vie, selon les autorités et près de 1 000 ont été blessées. Selon la télévision syrienne, 239 personnes ont été tuées dans l'effondrement d'habitations et 648 blessées dans plusieurs villes dont Alep (nord), deuxième cité de Syrie. Des victimes ont également été re-

censées à Hama (centre) ainsi que Lattaquié et Tartous, sur la côte méditerranéenne.

Dans les régions tenues par les rebelles, ce sont les Casques blancs, des secouristes qui se mobilisent dans ces zones, qui ont commencé à recenser le nombre de victimes. « Cent quarante-sept civils sont morts et plus de 340 blessés selon un bilan provisoire, dans la province d'Idlib et les environs d'Alep », dans le nord du pays, ont-ils annoncé. Ils redoutent une « hausse importante » du nombre de victimes, « des centaines de familles se trouvant encore sous les décombres ».

Par sécurité, le gaz a été coupé dans tout le sud de la Turquie en raison des répliques et par crainte d'explosion. Au moins trois des aéroports de la zone

affectée, Hatay, Maras et Gaziantep sont fermés au trafic.

□ Comment s'organisent les secours ?

Les secouristes turcs et la défense civile ainsi que les pompiers syriens sont à l'œuvre pour tenter d'extraire d'éventuelles victimes des décombres, selon les médias locaux. Les habitants sont également nombreux à se mobiliser et à tenter de dégager les ruines à mains nues, utilisant des seaux pour évacuer les débris.

« Toutes nos équipes sont en alerte. Nous avons émis une alarme de niveau quatre. C'est un appel y compris à l'aide internationale », a indiqué le ministre turc de l'intérieur Süleyman Soylu.

« Nos équipes sont en état

d'alerte pour secourir les survivants », ont aussi affirmé les Casques Blancs syriens, les secouristes engagés dans les zones rebelles en Syrie. Dans un communiqué, ils ont appelé les organisations humanitaires internationales à « intervenir rapidement » pour venir en aide à la population locale.

□ Quelles sont les réactions internationales ?

L'Union européenne a envoyé des équipes de secours en Turquie, a annoncé le commissaire européen à la gestion des crises Janez Lenarcic. « Le Centre de coordination des réactions d'urgence de l'UE coordonne le déploiement d'équipes de secours européennes. Des équipes des Pays-Bas et de Roumanie sont déjà en route », a assuré le responsable européen.

L'Allemagne, l'Italie et la France ont offert leur aide aux populations des régions dévastées, de même que la Belgique, la Pologne, l'Espagne et la Finlande. Le président français Emmanuel Macron a annoncé que la France était prête « à apporter une aide d'urgence aux populations ».

« Nous suivons, bouleversés, les nouvelles du séisme dans la région frontalière entre la Turquie et la Syrie. Le nombre de morts ne cesse d'augmenter. Nous pleurons avec les familles et tremblons pour les personnes ensevelies », a tweeté le chancelier allemand Olaf Scholz.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a lui aussi apporté son soutien et a dit que son pays était prêt à fournir « l'assistance nécessaire » à la Turquie. Vladimir Poutine a présenté ses condoléances et a offert son aide aux deux pays sinistrés.

□ Que s'est-il passé ?

La Turquie a vécu lundi 6 février son séisme le plus important depuis celui d'août 1999, qui avait causé la mort de 17 000

personnes. Selon l'institut sismologique américain USGS, le tremblement de terre qui a touché le sud de la Turquie et la Syrie voisine est survenu à 4 h 17 locales (1 h 17 GMT) et à une profondeur d'environ 17,9 kilomètres.

L'épicentre se situe dans le district de Pazarcik, dans la province de Kahramanmaraş (sud-est), à 60 km environ de la frontière syrienne. Les secouristes ont également été ressenties au Liban et à Chypre,



ainsi qu'au Kurdistan irakien dans le nord du pays à Erbil et Douk, mais aucune victime n'a été signalée.

□ Quel est le bilan ?

Au moins 284 personnes ont été tuées en Turquie et plus de 2 000 blessées, dans sept différentes provinces, d'après les premières données de l'agence gouvernementale de gestion des catastrophes (Afad). Le bilan risque d'évoluer rapidement compte tenu des immeubles effondrés dans les villes touchées (au moins 1 800), comme à Adana, Gaziantep, Sanliurfa, Diyarbakir notamment.

En Syrie, 386 personnes ont perdu la vie, selon les autorités et près de 1 000 ont été blessées. Selon la télévision syrienne, 239 personnes ont été tuées dans l'effondrement d'habitations et 648 blessées dans plusieurs villes dont Alep (nord), deuxième cité de Syrie. Des victimes ont également été re-

centrées à Hama (centre) ainsi que Lattaquié et Tartous, sur la côte méditerranéenne.

Dans les régions tenues par les rebelles, ce sont les Casques blancs, des secouristes qui se mobilisent dans ces zones, qui ont commencé à recenser le nombre de victimes. « Cent quarante-sept civils sont morts et plus de 340 blessés selon un bilan provisoire, dans la province d'Idleb et les environs d'Alep », dans le nord du pays, ont-ils annoncé. Ils redoutent une « hausse im-

portante » du nombre de victimes, « des centaines de familles se trouvant encore sous les décombres ».

Par sécurité, le gaz a été coupé dans tout le sud de la Turquie en raison des répliques et par crainte d'explosion. Au moins trois des aéroports de la zone affectée, Hatay, Maras et Gaziantep sont fermés au trafic.

□ Comment s'organisent les secours ?

Les secouristes turcs et la défense civile ainsi que les pompiers syriens sont à l'œuvre pour tenter d'extraire d'éventuelles victimes des décombres, selon les médias locaux. Les habitants sont également nombreux à se mobiliser et à tenter de dégager les ruines à mains nues, utilisant des seaux pour évacuer les débris.

« Toutes nos équipes sont en alerte. Nous avons émis une alarme de niveau quatre. C'est un appel y compris à l'aide in-

ternationale », a indiqué le ministre turc de l'intérieur Süleyman Soylu.

« Nos équipes sont en état d'alerte pour secourir les survivants », ont aussi affirmé les Casques Blancs syriens, les secouristes engagés dans les zones rebelles en Syrie. Dans un communiqué, ils ont appelé les organisations humanitaires internationales à « intervenir rapidement » pour venir en aide à la population locale.

□ Quelles sont les réactions internationales ?

L'Union européenne a envoyé des équipes de secours en Turquie, a annoncé le commissaire européen à la gestion des crises Janez Lenarcic. « Le Centre de coordination des réactions d'urgence de l'UE coordonne le déploiement d'équipes de secours européennes. Des équipes des Pays-Bas et de Roumanie sont déjà en route », a assuré le responsable européen.

L'Allemagne, l'Italie et la France ont offert leur aide aux populations des régions dévastées, de même que la Belgique, la Pologne, l'Espagne et la Finlande. Le président français Emmanuel Macron a annoncé que la France était prête « à apporter une aide d'urgence aux populations ».

« Nous suivons, bouleversés, les nouvelles du séisme dans la région frontalière entre la Turquie et la Syrie. Le nombre de morts ne cesse d'augmenter. Nous pleurons avec les familles et tremblons pour les personnes ensevelies », a tweeté le chancelier allemand Olaf Scholz.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a lui aussi apporté son soutien et a dit que son pays était prêt à fournir « l'assistance nécessaire » à la Turquie. Vladimir Poutine a présenté ses condoléances et a offert son aide aux deux pays sinistrés.



07-02-2023 kurds-
tan24

WHO warns earthquake death toll could rise eight times, US aid starts flowing

With WHO's suggested death toll of some 27,000 people, the possibility exists of a major loss of life that the world, the Middle East, and Turkey have not seen in many decades.

The World Health Organization (WHO) warned that the death toll from the earthquakes that struck southern Turkey and northern Syria early on Monday could rise eight times.

When WHO issued that warning, the death toll stood at more than 3,400. The international health organization is, thus, suggesting, that more than 27,000 people could die from the earthquakes.

If so, the consequent losses would significantly surpass the death toll of Turkey's last major quake—in 1999—when 18,000 people died. It would also surpass, by many times, the civilian death toll in Russia's year-long assault on Ukraine. That now stands at nearly 7,000, as estimated by the UN's Office of Human Rights.

Thus, there is a possibility of a major loss of life that the world, the Middle East, and Turkey have not seen in many decades.

Speaking on Monday, Turkish President Recep Tayyip Erdogan described the earthquakes as Turkey's "largest disaster" since the 1939 earthquake which killed 33,000 people in the eastern province of Erzinçan.

Erdogan declared seven days of national mourning, with Turkish flags to be flown at half-staff in the country, as well as at its overseas diplomatic missions.

US Aid for Victims of Earth-

quakes in Turkey, Syria

Within hours of the first earthquake, National Security Adviser Jake Sullivan issued a statement affirming that the US was ready "to provide any and all needed assistance" to the quake-affected areas.



Mesut Hancer holds the hand of his 15-year-old daughter Irmak, who died in the earthquake in Kahramanmaraş, February 7, 2023 (Photo: Adem ALTAN/AFP)

On Monday morning, US President Joe Biden issued a statement, saying that he and his wife, Jill, were "deeply saddened by the news of the devastating earthquakes" that have "claimed thousands of lives in Turkey and Syria."

"Our hearts and deepest condolences are with all those who have lost precious loved ones, those who are injured, and those who saw their homes and businesses destroyed," Biden continued.

"I authorized an immediate US response," he explained. "At my direction, senior American officials reached out immediately to their Turkish counterparts to coordinate any and all

needed assistance."

"US-supported humanitarian partners are also responding to the destruction in Syria," he added. There, the US is working through NGOs to assist people affected by the earthquake.

Later that day, Biden spoke

winter weather, making it even harder to rescue survivors.

Thus, as Biden told Erdogan, "US teams are deploying quickly to support Turkish search and rescue efforts."

They include personnel from the Los Angeles County Fire Department, which is sending 78 members of its Urban Search and Rescue team, while a similar,

69-person team is being sent from Fairfax, Virginia, a suburb of Washington DC.

They are the only two such teams in the US that work internationally, and both have experience in responding to earthquakes, including in Japan, Mexico, and Nepal, The New York Times reported.

The effort is being arranged by USAID (US Agency for International Development), which is coordinating with Turkey on their work, as a statement released by Samantha Power, the head of USAID, explained.

She also said that USAID had deployed a DART team (Disaster Assistance Response Team) "which will work in close coordination with Turkish authorities on the front lines, as well as our partners on the ground and agencies across the US government."

The DART is currently "assessing the situation," while "identifying priority human needs" beyond the search and rescue teams that have already departed, Power explained.



Feb. 07, 2023
WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

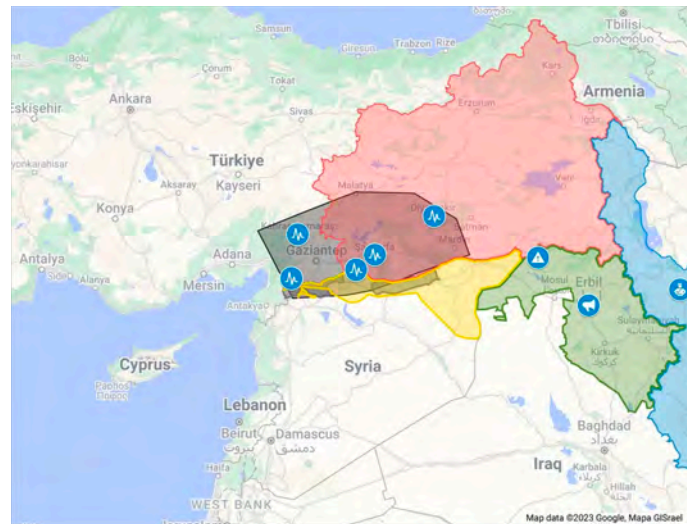
Kurdistan's Weekly Brief February 7, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Turkey & Syria

A **7.8 magnitude** earthquake struck southern Turkey on Monday at approximately 4:17 a.m. The earthquake's epicenter was located at Kahramanmaraş, approximately 20 miles northwest of Gaziantep and 65 miles north of Aleppo. A second major quake, which measured **7.5 on the Richter scale**, struck the region at 1:24 p.m. and caused further destruction. Both earthquakes originated within 35 miles of the Kurdish cities of Diyarbakir (Amed), Sanliurfa, Batman, and Mardin. The earthquakes and their accompanying aftershocks have killed at least 5,000 people, injured more than 13,000, and destroyed thousands of commercial and residential buildings. Cold weather and fuel shortages have complicated rescue efforts, and many trapped within rubble could die of exposure. The World Health Organization (WHO) **warned** the death toll could increase eightfold as more victims are pulled from the rubble and food shortages and the weather take their toll.

Gaziantep, which was the closest city to the earthquake's epicenter, suffered immense destruction. Many of its residents remain without shelter as temperatures hover around freezing. The earthquake also collapsed **Gaziantep Castle**, which was used by the Hittite Empire as an **observation point** and expanded by the Roman Empire in the 2nd and 3rd centuries A.D. Meanwhile, the United Nations (UN)-affiliated International Blue Crescent (IBC) **issued an appeal** for tens of thousands of tents, heaters, blankets, and food for displaced residents and outlined



plans to reach Diyarbakir and Malatya from its offices in Gaziantep and Urfa. Urfa, like Gaziantep, suffered high casualties and extensive damage to its buildings and infrastructure. Simultaneously, the damage caused by the earthquake forced school closings in Amed, Batman, Siirt, Mardin, and Sirnak.

On the Syrian side of the border, the earthquake injured a least four Kobane residents and inflicted **significant structural damage** on many of the city's buildings. Concomitantly, Manbij and Hasakah **prepared their emergency response teams** in coordination with Kurdish public security forces (Asayish) and the Syrian Democratic Forces (SDF). Emergency relief units in both cities asked all residents to gather in open spaces to protect themselves from aftershocks. In addition, the Kurdish Red Crescent installed **tents** in Hasakah to provide medical care and house displaced people. Afrin was the hardest hit of Syria's Kurdish cities, as multiple building collapses killed at least **250 of its residents** and

injured hundreds more in the city and surrounding areas. As things stand, the earthquake has killed at least **812** people and injured more than 1,449 in Assad regime-controlled areas. Rebel-controlled territories in northwestern Syria reported another 790 deaths. Finally, the North Press Agency reported the earthquake caused 63 deaths and injuries and seriously damaged hundreds of buildings in **the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES)**.

Iraq

The Kurdistan Regional Government (KRG) **announced a three-day holiday** for schools, government institutions, and private businesses to "protect the lives of citizens" after Monday's earthquake. Iraqi Kurdistan felt several tremors on Monday that caused some families to flee their apartments due to fears of aftershocks. The KRG also suspended oil exports to Turkey after the **Ceyhan oil terminal** lost power. Lastly, the KRG sent dozens of **medical personnel and ambulances** to aid affected people in

Turkey.

The KRG expressed "**disappointment**" with the Iraqi Federal Supreme Court's decision to prevent the Iraqi government from providing funding for Kurdish employee salaries and other budgetary obligations. Iraq's new government previously **approved 400 billion dinars** for the KRG, but the funds remain in limbo because the court ruled their delivery was unconstitutional.

Iran

The Iranian supreme court Ali Khamaeni claimed "**Amnesty**" to allegedly thousands of people, including the anti-government protesters. However, the regime endured its campaign against activists and civilians to suppress anti-government protests further. According to the Hengaw Organization for Human Rights, the Iranian regime arrested **182 Kurds** in January for various reasons, including political and civilian charges. Last week, the Iranian security forces detained **twelve Kurds** from Abdanan, increasing the number of civilian detainees in the city to 104. Likewise, the regime forces kidnapped several civilians in **Kamyaran, Sena, Kamyaran, Piranshahr, Jwanro, Kermanshah, Qasri Sherin, and Darashar**. At the same time, hundreds of civilians' fates remain unknown after arrest. Moreover, the Islamic Revolutionary Court in Bokoan sentenced a Kurdish journalist to 17 months in prison for "propaganda" against the regime. Likewise, the Tehran court branch sentenced a Kurdish man to three years for "meetings and plans" against the regime.

Séisme en Turquie et en Syrie : le bilan s'alourdit, l'aide internationale s'organise

Le dernier bilan des séismes, qui ont eu lieu lundi 6 février en Turquie et en Syrie, fait état de près de 5 000 personnes tuées. Les premières aides internationales vont arriver dans les deux pays, alors que les secours locaux ont passé la nuit à fouiller les décombres.

L'aide internationale doit arriver mardi 7 février en Turquie et dans le nord de la Syrie où la course contre la montre se poursuit, dans le froid, pour extirper des survivants des violents séismes qui ont ravagé la région lundi.

► Plus de 4 800 morts selon le dernier bilan

Près de vingt heures après la première des trois secousses - d'une magnitude de 7,8 - les bilans ne cessent de s'alourdir. Selon le dernier décompte, plus de 4 800 personnes ont trouvé la mort, dont près de 3 400 en Turquie selon l'organisme public de gestion des catastrophes (Afad), et plus de 1 440 en Syrie.

Les bilans de part et d'autre de la frontière risquent encore d'augmenter au fur et à mesure des recherches, compte tenu de l'amplitude des dégâts. Rien qu'en Turquie, les autorités ont dénombré près de cinq mille immeubles effondrés.

La chute radicale des températures fait courir un risque supplémentaire d'hypothermie aux blessés, coincés dans les ruines. L'Organisation mondiale de la santé dit s'attendre au pire et redouter « des bilans huit fois plus élevés que les nombres initiaux ».

► Première nuit de recherches malgré la météo

Les secours se sont acharnés dans le froid, sous la pluie battante ou la neige, parfois à mains nues, pour sauver chaque vie qui pouvait l'être, comme cette



Photo aérienne prise par un drone le 7 février 2023, alors que les secours s'activent à Iskenderun, en Turquie, au lendemain du tremblement de terre meurtrier. ERDEM SAHIN/EPA/Maxppp

enfant de sept ans sortie des ruines à Hatay, à la frontière syrienne, après plus de 20 heures de terreur, le pyjama maculé de poussière. « Où est ma maman ? », a-t-elle dit au secouriste qui la tenait dans les bras. Le mauvais temps qui plane sur l'Anatolie complique la tâche des secours et rend le sort des rescapés plus amer encore, grelottant sous des tentes ou autour de braseros improvisés.

► L'aide internationale commence à arriver

L'aide internationale à la Turquie doit commencer à arriver mardi avec les premières équipes de secouristes, de France et du Qatar notamment. Les Français envisageaient de se rendre en particulier à Kahramanmaraş, épicentre du premier séisme, région difficile d'accès et profondément meurtrie ensevelie sous la neige.

Le président américain Joe Biden

a promis à son homologue Recep Tayyip Erdogan « toute l'aide nécessaire, quelle qu'elle soit ». Deux détachements américains de 79 secouristes chacun se préparaient à se rendre sur place, selon la Maison-Blanche.

La Chine a annoncé mardi l'envoi d'une aide incluant des secouristes spécialisés en milieu urbain, des équipes médicales et du matériel d'urgence, selon un média d'État à Pékin. Le président turc a indiqué que 45 pays ont proposé leur aide.

En revanche en Syrie, l'appel lancé par les autorités de Damas a été surtout entendu par son allié russe, celui-ci promettant des équipes de secours « dans les prochaines heures ». Plus de 300 militaires russes sont déjà sur les lieux pour aider les secours.

L'ONU a également réagi, mais en insistant sur le fait que l'aide

fournie irait « à tous les Syriens sur tout le territoire », dont une partie n'est pas sous le contrôle du gouvernement. Dans ces zones tenues par les rebelles, frontalières de la Turquie au nord-ouest de la Syrie, au moins 700 morts ont été dénombrés.

► Évasion de terroristes de l'État islamique (EI)

Une vingtaine de combattants présumés du groupe État islamique (Daech) se sont évadés d'une prison syrienne lors d'une mutinerie à la faveur du tremblement de terre, a-t-on appris auprès d'une source au sein de l'établissement.

La prison militaire de Rajo, située près de la frontière turque au nord-ouest de la Syrie, compte quelque 2 000 détenus, dont environ 1 300 soupçonnés d'avoir combattu pour l'EI, a précisé cette source. Elle héberge aussi des combattants kurdes.

Après les séismes en Turquie et en Syrie, l'aide internationale compliquée par la situation géopolitique

Si de nombreux pays font preuve de leur solidarité à l'égard d'Ankara, Damas ne peut compter sur la même mobilisation après douze ans de guerre civile et avec des dirigeants qui font l'objet de sanctions internationales.

Face à l'urgence de la situation, la Turquie et la Syrie ont chacune de leur côté très vite fait appel à l'aide internationale, lundi 6 février, pour affronter les conséquences du tremblement de terre meurtrier survenu non loin de leur frontière commune. L'épicentre du séisme, dont le bilan provisoire était mardi matin supérieur à 4 300 morts, dont près de 3 000 en Turquie, se trouve près de la ville de Gaziantep, à 60 kilomètres au nord de la Syrie.

Etant donné l'ampleur des dégâts, l'appel du président turc, Recep Tayyip Erdogan, a été aussitôt suivi d'effets : de nombreux pays, à commencer par les Etats européens, souvent en froid avec lui, ont annoncé sans tarder l'envoi de personnels de secours, afin de tenter de dégager au plus vite des survivants. « *Nous avons activé le mécanisme de protection civile de l'Union européenne (UE). Le centre de coordination des réactions d'urgence de l'UE coordonne le déploiement d'équipes de secours européennes* », a tweeté le commissaire européen à la gestion des crises, Janez Lenarcic. La France a, dans ce cadre, décidé d'envoyer, dès lundi soir, 139 secouristes, pompiers et membres de la sécurité civile. Une trentaine de volontaires de l'association Pompiers sans frontières devaient suivre mardi.

La Grèce a, elle aussi, fait preuve de solidarité, en dépit des multiples contentieux qui

enveniment les relations entre les deux voisins. Le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, a joint au téléphone Recep Tayyip Erdogan pour lui fournir une « *aide immédiate* ». Les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et la Russie ont également offert leur assistance, tout comme les alliés d'Ankara dans le Caucase, tel l'Azerbaïdjan, ou dans le Golfe, comme le Qatar, ainsi que les Emirats arabes unis, avec qui la Turquie est en plein rapprochement.

L'Ukraine prête à aider Ankara

Même l'Ukraine en guerre, près d'un an après l'invasion russe, a proposé de mobiliser des secouristes pour les envoyer dans les régions turques touchées. Le président Volodymyr Zelensky en personne a annoncé que son pays était « *prêt à fournir l'aide nécessaire* ». Kiev cherche à soigner ses relations avec Ankara, qui lui a fourni des drones et est en position de jouer les médiateurs avec Moscou. Mais le dirigeant ukrainien n'a pas pris la peine de mentionner la Syrie, un des rares Etats à avoir soutenu jusqu'ici l'invasion russe déclenchée par le chef du Kremlin, par ailleurs principal protecteur du dictateur Bachar Al-Assad à Damas.

La réaction de Kiev le prouve : les choses sont plus compliquées pour la Syrie, un pays déchiré par douze années de guerre civile, et dont les dirigeants font l'objet de sanctions

internationales depuis les débuts du conflit, en 2011. « *Les régions du nord-ouest de la Syrie, touchées par le séisme, ont déjà été dévastées par la guerre civile* », dit une humanitaire de l'association Handicap International présente sur place.

Hormis la région d'Alep, la plupart des zones frappées échappent à l'autorité de Damas et sont contrôlées, d'ouest en est, par des forces djihadistes (Idlib), des supplétifs turcs ou des Kurdes. Ce qui peut rendre complexe toute opération d'assistance étrangère, bien que l'aide humanitaire dans les zones rebelles arrive habituellement par la frontière turque. Le nombre de points de passage de cette assistance, échappant de fait au régime, a été réduit de quatre à un, au fil du conflit, sous la pression de la Russie.

Le coup de fil de Vladimir Poutine à Bachar Al-Assad

Isolé, le gouvernement syrien a certes pressé la communauté internationale de lui venir en aide après le séisme. « *La Syrie appelle les Etats membres de l'ONU (...), le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres groupes humanitaires (...) à soutenir les efforts du gouvernement syrien pour faire face au séisme dévastateur* », a déclaré le ministère des affaires étrangères syrien dans un communiqué.

Le chef de la diplomatie syrienne, Fayçal Moqdad, a ex-

primé la volonté de son pays de « *faciliter toutes les [procédures] nécessaires aux organisations internationales pour qu'elles fournissent une aide humanitaire* », lors d'une réunion lundi avec des représentants d'organisations internationales opérant à Damas. L'ONU a insisté pour que l'aide fournie aille « *à tous les Syriens sur tout le territoire* ».

Si les Etats occidentaux ont d'abord tenu à afficher leur solidarité avec Ankara, la Russie a été l'un des rares à le faire aussi à l'égard de Damas, Vladimir Poutine appelant Bachar Al-Assad pour lui faire part de ses condoléances. Le Kremlin a annoncé que des secouristes allaient être envoyés sur place, tandis que quelque 300 militaires russes présents dans le pays participent aux opérations de secours, selon l'armée.

De son côté, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a annoncé lundi avoir « *approuvé* » l'envoi d'aide à la Syrie, après une demande de Damas reçue par des canaux « *diplomatiques* », les deux pays n'ayant pas de relations officielles. L'aide sera envoyée sous peu, a précisé le chef du gouvernement israélien. Quelques heures plus tard, la Syrie, qui ne reconnaît pas l'existence d'Israël, a démenti avoir sollicité son soutien. En revanche, la Turquie, qui normalise ses relations avec Israël, a accepté l'aide de l'Etat hébreu.



avec AFP
7/02/2023

Séismes en Turquie et Syrie : 23 millions de personnes pourraient être touchées, redoute l'OMS

Avec une magnitude de 7,8, le premier séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie lundi a été le plus puissant dans la région depuis deux décennies. Les secousses ont même été ressenties par les sismographes jusqu'au Groenland, témoignant de l'ampleur du phénomène. «Les cartes des événements montrent que 23 millions de personnes sont potentiellement exposées, dont environ 5 millions de personnes vulnérables», a déclaré ce mardi une responsable de l'Organisation mondiale de la santé, Adelheid Marschang, lors d'une réunion du conseil exécutif de l'organisation.



Un bâtiment effondré à Antakya, en Turquie, le 7 février 2023. (Umit Bektas/REUTERS)

Le séisme, suivi de puissantes répliques, a tué plus de 5 000 morts dans les deux pays. Un bilan encore provisoire. D'autant plus que Catherine Smallwood, responsable des situations d'urgence du bureau européen de l'OMS, anticipait lundi «un potentiel continu d'effondrements [de bâtiments] supplémentaires et nous voyons souvent des nombres huit fois plus élevés que les nombres initiaux».

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a également expliqué qu'une cartographie des dommages est en cours, afin de comprendre où l'organisation doit concentrer son attention. «C'est maintenant une course contre la montre. Chaque minute,

chaque heure qui passe, les chances de retrouver des survivants vivants diminuent», affirme-t-il, se disant «particulièrement préoccupé par les zones où nous n'avons pas encore d'informations». «Les répliques sismiques, la rigueur des conditions hivernales, les dégâts causés aux routes, à l'alimentation électrique, aux communications et aux autres infrastructures continuent d'entraver l'accès et les autres opérations de recherche et de sauvetage», souligne le chef de l'OMS.

L'organisation va envoyer «trois vols charters dans les deux pays» avec des matériels médicaux, y compris des troussees chirurgicales,

depuis la plateforme logistique humanitaire de Dubaï. «Nous mobilisons des matériels d'urgence et nous avons activé le réseau d'équipes médicales d'urgence de l'OMS pour fournir des soins de santé essentiels aux blessés et aux personnes les plus vulnérables», a poursuivi Tedros Adhanom Ghebreyesus.

«Une énorme crise»

Mais les deux pays ne sont pas en capacité d'apporter la même réponse à la catastrophe. «L'OMS connaît la forte capacité de réponse de la Turquie et considère que les principaux besoins non satisfaits pourraient se situer en Syrie dans l'immé-

diat et à moyen terme», a ajouté Adelheid Marschang.

«L'acheminement de l'aide par la frontière vers le nord-ouest de la Syrie risque d'être ou est déjà perturbé en raison des dégâts causés par le tremblement de terre. En soi, cela constitue déjà une énorme crise», relève la responsable de l'OMS. Et Tedros Adhanom Ghebreyesus d'envisager un travail de reconstruction de longue haleine : «Nous travaillerons en étroite collaboration avec tous les partenaires pour soutenir les autorités de Turquie et de Syrie, dans les heures et les jours critiques à venir, ainsi que dans les mois et les années à venir».

Des Syriens réfugiés en Turquie perdent leur maison d'adoption

Pendant la guerre civile en Syrie, Ridouane Gurre avait pris l'habitude de se mettre à l'abri à l'approche des avions de guerre. Mais rien ne l'avait préparé au grondement du séisme d'une magnitude de 7,8 qui a détruit lundi avant l'aube son nouveau foyer en Turquie.

Aujourd'hui âgé de 42 ans, il avait rejoint avec sa famille les près de quatre millions de Syriens réfugiés en Turquie, à la recherche d'une sécurité relative dans le Sud-Est du pays, pourtant habitué aux violences entre forces gouvernementales et activistes kurdes.

Sept années durant, il s'est construit une nouvelle maison à Diyarbakir. Il avait l'impression d'être remis sur les rails. Mais à présent, c'est fini.

L'imposant bâtiment, lui-même reconstruit après un séisme voilà presque un millénaire, a traversé sans dommages les terribles secousses de lundi.

Pour le moment, Ridouane s'y sent en sécurité. Mais il s'interroge sur son avenir.

- Pris au dépourvu -

"Quand nous étions pris dans la guerre, nous savions que lorsque les avions volaient par dessus nos têtes il était temps de se mettre à l'abri", se souvient-il. Mais "quand le tremblement de terre est survenu à une heure aussi inattendue, nous avons été pris au dépourvu".

Des centaines d'autres personnes dorment là, la tête po-



Des survivants d'un séisme meurtrier s'abritent dans la grande mosquée de Diyarbakir en Turquie, le 8 février 2023 AFP - ILYAS AKENGİN

sée sur leurs affaires, ou bien se déplacent avec une couverture sur le dos.

Des femmes nourrissent leur bébé au sein. Des enfants jouent joyeusement dans les coins, inconscients de la tragédie qui se déroule autour d'eux.

En Turquie comme en Syrie voisine, le séisme et les multiples répliques qui ont suivi ont tué des milliers de personnes en plein sommeil et en ont piégé beaucoup d'autres, en nombre encore inconnu, sous des dalles de béton par un froid glacial.

Le nombre de morts --11.200 mercredi en fin de matinée-- augmente d'heure en heure.

Mercan al-Ahmad, 17 ans, native d'Alep, se souvient de sa vie en Syrie et des difficultés à trouver de quoi manger. A présent, c'est le sommeil qu'elle peine à trouver.

"Nous avons échappé à la mort en Syrie et maintenant nous avons été frappés par un tremblement de terre en Turquie", déplore-t-elle. "Nous ne pouvons pas dormir. Nous avons peur. Nous vivons dans la peur d'une nouvelle réplique".

- Inquiétudes pour Alep -

Elle passe le jour comme la nuit à s'inquiéter de l'avenir et de ses proches restés à Alep, dans l'une des provinces syriennes les plus touchées par le séisme.

"Nous avons de la famille à Alep", dit-elle. "Il y a beaucoup de victimes, de nombreuses maisons se sont effondrées. Nous avons entendu dire que certaines appartenaient à des parents à nous".

Ihlas Mohammed a également entendu des nouvelles semblables à propos de sa famille, restée dans un village entre Alep et Idleb.

"On ne peut pas savoir grand chose d'eux", regrette-t-elle. "Il y avait une guerre, nous avons fui, et à présent voilà ce qui arrive. Nous n'avons rien".

Les familles turques venues s'abriter à leurs côtés soulignent qu'il est inutile de vouloir attiser les divisions ethniques et culturelles dans cette région du monde.

La Turquie est l'un des principaux pays d'accueil des réfugiés dans le monde, abritant notamment près de quatre millions de de Syriens aux termes d'un accord financier avec l'Union européenne conclu lors de la crise des migrants de 2015-2016.

Mais les sentiments anti-migrants ont gagné du terrain en Turquie à la faveur de la dure crise économique subie par le pays.

A l'approche des élections du 14 mai en Turquie, les politiciens de tous bords promettent de commencer à renvoyer les Syriens chez eux.

Aydegul Bitgin, une mère de famille turque de 37 ans, assure que tout le monde est pareil dans cette mosquée: "Nous sommes ici avec des réfugiés syriens, nous sommes tous des victimes".

"Il n'y a rien de ce dont nous avons besoin: nourriture pour les bébés, lingettes humides, couches. Nous sommes partis sans rien de chez nous."

En Turquie et en Syrie, le bilan des séismes dépasse 11 200 morts et le temps presse pour retrouver les survivants

Les opérations de secours sont rendues compliquées par le froid glacial. L'aide internationale a commencé à arriver en Turquie, où le deuil national a été décrété pour sept jours.

Dans un froid glacial, les sauveteurs continuaient, jeudi 9 février, de mener une course contre la montre pour tenter de porter secours aux rescapés du tremblement de terre d'une magnitude de 7,8, survenu lundi à l'aube, et qui a détruit des villes entières dans le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie. Le séisme a fait plus de 20 000 morts, dont plus de 3 200 en Syrie, selon le dernier bilan provisoire. Selon l'AFAD, organisme de secours turc, 17 134 corps ont été dégagés des décombres à ce stade, et 3 162 ont été dénombrés en Syrie, selon les décomptes officiels, ce qui porte à 20 296 le nombre total de morts.

« Le nombre de morts et de blessés devrait s'alourdir considérablement, de nombreuses familles se trouvant encore sous les bâtiments effondrés », a déclaré jeudi matin sur Twitter, Raed Al Saleh, le chef de la Défense civile syrienne, organisation humanitaire présente dans le nord-ouest de la Syrie. Le ministre de l'intérieur turc a averti, mardi, que les prochaines quarante-huit heures seraient « cruciales » pour retrouver d'éventuels survivants. Ankara a décrété un deuil national pour sept jours.

L'Organisation des Nations unies (ONU) a reçu l'assurance qu'une partie de l'aide humanitaire d'urgence « allait passer ce jeudi » par le point de passage de Bab Al-Hawa, le seul autorisé entre la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, a fait

savoir l'envoyé spécial de l'ONU à Genève, Geir Pedersen. « Le premier convoi d'aide de l'ONU est entré aujourd'hui », a déclaré à l'Agence France-Presse Mazen Allouch, un responsable du poste-frontière, tenu du côté syrien par les rebelles. « Elle sera suivie, si Dieu le veut, comme on nous l'a promis, de convois plus importants pour aider notre peuple sinistré », a-t-il ajouté. De son côté, l'Organisation internationale pour les migrations a précisé dans un communiqué que ce convoi, composé de six camions transportant couvertures, matelas, tentes, matériel de secours et lampes solaires devrait couvrir les besoins d'au moins 5 000 personnes.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a reconnu des « lacunes » dans la réponse apportée. « Il est impossible d'être préparé à un désastre pareil », a-t-il déclaré depuis la province du Hatay (Sud), l'une des plus touchées, à la frontière syrienne. « Quelques personnes malhonnêtes (...) ont publié de fausses déclarations, telles que "nous n'avons pas vu de soldats ni de policiers" » dans cette province, a dénoncé M. Erdogan, ajoutant que 21 000 membres du personnel de secours avaient été déployés au Hatay. « Nous apporterons une réponse au désastre de façon à ne laisser personne sous les ruines ni personne souffrir », a-t-il promis à quatre mois de l'élection présidentielle.

[L'accès à Twitter a été rétabli](#) jeudi 9 février en Turquie,

après avoir été bloqué pendant une douzaine d'heures sur les principaux fournisseurs de téléphonie mobile du pays, [habitué à ce type de pratique](#). La restriction au réseau social a suscité de multiples critiques visant la réponse du gouvernement au séisme

« Toute l'aide nécessaire, quelle qu'elle soit »

Les premières équipes de secouristes étrangers sont arrivées mardi. Selon M. Erdogan, qui a déclaré l'état d'urgence pour trois mois dans les dix provinces touchées par le séisme, quarante-cinq pays ont proposé leur aide. L'Union européenne (UE) a mobilisé pour la Turquie 1 185 secouristes et 79 chiens de recherche de dix-neuf Etats membres. Pour la Syrie, l'UE est en contact avec ses partenaires humanitaires sur place et finance des opérations d'aide.

L'UE va organiser au début de mars une conférence des donateurs pour mobiliser des fonds internationaux afin d'aider les deux pays, a annoncé, mercredi, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. « La Turquie et la Syrie peuvent compter sur l'UE », a tweeté la responsable européenne. Cette conférence, organisée en coordination avec les autorités turques, « sera ouverte aux Etats membres de l'UE, aux pays voisins, aux membres de l'ONU » et aux institutions financières, selon la Commission.

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a promis au chef de l'Etat turc « toute l'aide nécessaire, quelle qu'elle soit ». Deux équipes de secouristes devaient arriver mercredi matin sur place. La Chine a annoncé, mardi, l'envoi d'une aide de 5,9 millions de dollars (5,50 millions d'euros) ainsi que des secouristes spécialisés en milieu urbain, des équipes médicales et du matériel d'urgence. Même l'Ukraine, malgré l'invasion de son territoire par la Russie, a annoncé l'envoi en Turquie de 87 secouristes.

Les Emirats arabes unis ont promis 100 millions de dollars d'aide, et l'Arabie saoudite, qui n'entretient pas de liens avec le régime de Damas depuis 2012, a annoncé la mise en place d'un pont aérien pour venir en aide aux populations affectées dans les deux pays.

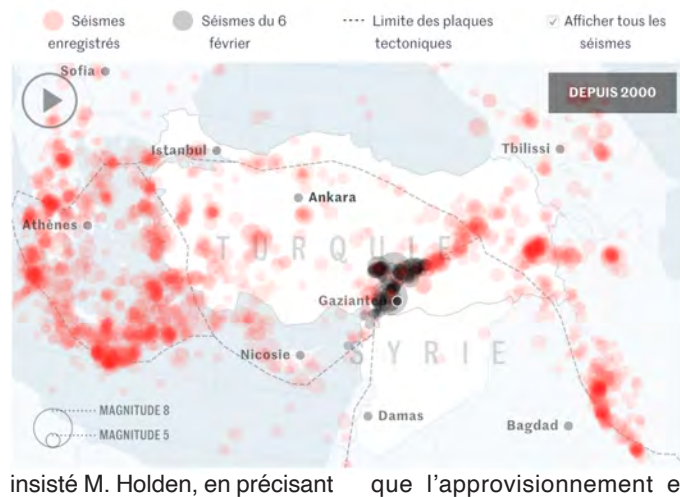
« D'horribles conditions qui s'aggravent »

En Syrie, l'appel lancé par les autorités de Damas a cependant surtout été entendu par son allié russe. Selon l'armée, plus de 300 militaires russes sont déjà sur place pour aider les secours. Mardi, Washington a dit travailler avec des organisations non gouvernementales locales en Syrie, insistant sur le fait que ses « fonds iront bien sûr au peuple syrien, pas au régime [de Damas] ».

Lors d'une conférence de presse, Robert Holden, chargé de la réponse au séisme au sein de l'Organisation mondiale

de la santé, a expliqué que l'objectif immédiat était de sauver des vies, mais que, « en même temps, il [était] impératif de s'assurer que ceux qui ont survécu à la catastrophe initiale continuent de survivre ».

Les organisations humanitaires s'inquiètent particulièrement de la propagation de l'épidémie de choléra, qui a fait sa réapparition en Syrie. « Il y a beaucoup de gens qui ont survécu et qui se trouvent maintenant en plein air dans d'horribles conditions qui s'aggravent », a



insisté M. Holden, en précisant que l'approvisionnement en

eau, en carburant et en électricité ainsi que les communications étaient fortement perturbés.

Vingt-trois ans de violents séismes en Turquie

Cette carte présente plus de 2 000 séismes dont la puissance est supérieure à une magnitude de 4,5 en Turquie et chez ses voisins méditerranéens. Chaque cercle représente un tremblement de terre dont la taille est proportionnelle à sa magnitude.



09-02-2023

First aid reaches Syria rebel-held areas since quake: border official

"The first UN aid convoy entered today," said Mazen Alloush, media officer at the crossing.

An aid convoy reached rebel-held northwestern Syria Thursday, the first since a devastating earthquake that has killed thousands, an official at the Bab al-Hawa border crossing told AFP.

The 7.8-magnitude quake early Monday has killed nearly 20,000 people in Turkey and war-ravaged Syria, according to officials and medics in the two countries, flattening entire neighbourhoods.

"The first UN aid convoy entered today," said Mazen Alloush, media officer at the crossing.

An AFP correspondent saw six trucks passing through the crossing from Turkey, carrying tents and hygiene products.

Alloush noted the delivery had been expected before Monday's quake, but said: "It could be considered an initial response from the United Nations, and it



Rescue workers look for survivors amid the rubble of a building in the rebel-held town of Jindayris on February 9, 2023 (Photo: Mohammed AL-Rifai / AFP)

should be followed, as we were promised, with bigger convoys to help our people."

The International Organization for Migration (IOM) said in a statement the delivery includes blankets, mattresses, tents and "basic relief items... to cover the needs of at least 5,000 people".

"We are working very closely

with authorities to support in any way we can and hope that aid will quickly reach those most impacted," said IOM head Antonio Vitorino.

But the White Helmets rescue group that operates in rebel-held areas said they were disappointed by the aid, which they said was part of "routine deliveries.

"This is certainly not special aid and equipment for search and rescue teams," they said in a statement on Twitter.

"This makes us very disappointed at a time when we are desperate for such equipment to help us save lives from under the rubble."

The White Helmets had earlier appealed for international help in their "race against time".

The UK government on Thursday said it would provide "at least an additional £3 million (about \$3.6 million) funding, bringing our total to £3.8m" to support the White Helmets.

"The funding will go to support recovery projects including assessing building safety, reopening roads and reconnecting utilities," it said in a statement.

The aid delivery mechanism from Turkey into rebel-held

areas of Syria through the Bab al-Hawa crossing is the only way UN assistance can reach civilians without passing through areas controlled by Syrian government forces.

While the crossing itself was not affected by the quake, the road leading to it was damaged, temporarily disrupting operations, a UN spokesman said on Tuesday. UN special envoy Geir Pedersen said Thursday that the

emergency response in Syria should "not be politicised" following "one of the most catastrophic earthquakes the region has seen in about a century".

He told reporters in Geneva that the UN had been "assured today that we would be able to get through the first assistance".

Planes carrying aid from the United Arab Emirates, Russia, Iran and other countries have landed since Monday in Syrian

government-controlled airports in Damascus, Aleppo and Latakia.

Rescuers have been searching for survivors still trapped under rubble.

The UN's resident Syria coordinator El-Mostafa Benlamlah told AFP on Wednesday that no fresh deliveries of humanitarian aid had been sent to the rebel-held northwest from within Syria in about three weeks.

He said the UN has some stocks in the area -- enough to feed 100,000 people for one week.

Speaking from Damascus, Benlamlah said the destruction in government-held provinces "is huge".

"But we know also that the destruction in the northwest is huge and we need to get there to assess."



Fev 9, 2023

Turkey takes action against 'provocative' social media accounts

Turkish police said on Wednesday that eighteen people were detained over what they labeled as "provocative" social media posts, adding that over 200 social media accounts had been identified with such posts.

Five of those detained were also brought in front of a judge and sent to prison by the Turkish chief public prosecutor, a press release by the Turkish police said. Authorities say they are cracking down social media accounts which try to incite fear and panic among citizens in the aftermath of Monday's deadly earthquake that struck 10 provinces south-east of the country.

The [statement](#) from the police said that 24 "phishing websites which were prepared to scam the citizens" were shut down

and that legal action was initiated against four "social media platforms identifying as official institutions and asked people for money."

Kurdish news outlet Mezopotamya Agency [said](#) on Thursday that their reporter, Mehmet Gules, and an interviewee who was not identified were detained in Diyarbakir (Amed) for criticizing the search and rescue efforts during the interview.

It is unclear whether Gules and the interviewee are among the 18 detained as their identities were not revealed.

Republican People's Party (CHP) Leader Kemal Kilicdaroglu condemned the arrests made. "Either arrest us all, or free the young people and journalists you have arrested over-

night. We have got a lot to do," he tweeted.

On Monday, a 7.8 magnitude struck Turkey and Syria, with the tremor being felt in Erbil, Beirut, and Cairo. Hours later, a second 7.5 magnitude earthquake followed. At least 12,873 people have been killed and 62,937 injured in Turkey, with hundreds still trapped under the rubble.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday said in a televised speech that the government was "keeping a note of all the lies and distortions and will open his notebook when the time comes."

Erdogan also announced a three month state of emergency in the ten provinces affected.

NetBlocks, an international on-partisan group monitoring internet access, reported on Thursday morning that access was being restored in Turkey after restrictions were noted a day before.

"The filtering measure is likely to impact community rescue efforts underway after the series of deadly earthquakes on Monday," the monitor warned.

On Wednesday, Turkey's Deputy Minister of Transport and Infrastructure Omer Fatih Sayan held a virtual meeting with Twitter officials to "remind" the company of its "responsibilities towards disinformation," Anadolu reported.

The Turkish presidency's Director of Communications Fahrettin Altun confirmed this.

Séisme en Turquie : le président Erdogan contraint de se défendre

Dans les régions touchées par le tremblement de terre, les critiques montent contre les lacunes des secours et visent le chef de l'Etat, à trois mois des élections. Le dernier bilan donné par les autorités turques, jeudi, s'élève à 14 351 morts dans le pays.

Le tremblement de terre survenu lundi 6 février, tôt dans la matinée, dans cette gigantesque région située dans le sud de la Turquie, le long de la frontière syrienne, et dont le bilan s'élevait jeudi à plus de 14 300 morts - et plus de 3 000 en Syrie -, pourrait coûter à Recep Tayyip Erdogan sa réélection lors de la présidentielle, prévue à la mi-mai. Et il le sait. Arrivé sur place mercredi, pour sa première visite de la zone sinistrée à Kahramanmaraş, ville proche de l'épicentre, le chef de l'Etat s'est présenté comme le père de la nation, seul à même de veiller à ce que les victimes soient soignées et les rescapés hébergés.

Devant un petit groupe d'habitants de la ville en partie détruite, il a promis que des logements sociaux seraient construits pour tous les survivants d'ici un an et annoncé la distribution de 10 000 livres turques (494 euros) à chaque famille sinistrée. Il a aussi reconnu qu'« *il y a eu, bien sûr, des lacunes* » au premier jour, avançant qu'« *il est impossible d'être préparé à un désastre pareil* », mais que « *les choses sont désormais reprises en mains* ».

Et le chef de l'Etat d'ajouter : « *Quelques personnes malhonnêtes et déshonorantes ont publié de fausses déclarations dans lesquelles elles affirment : "Nous n'avons pas vu de soldats ni de policiers". Nos soldats et nos policiers sont des gens honorables, nous n'allons pas laisser des gens peu recom-*

Epicentre des séismes du 6 février, de magnitude
 * 7,8, à 4 h 17 (2 h 17, heure à Paris)
 * 7,5, à 13 h 24 (11 h 24, heure à Paris)

▨ District turc placé en état d'urgence le 8 février

Intensité du séisme de 4 h 17, selon l'échelle de Mercalli

Très forte Très modérée



mandables parler d'eux ainsi. »

« **Dieu doit punir ce gouvernement** »

Cette tentative de réconfort, matinée de menaces envers la critique, dont le ton est caractéristique du président turc, survient à un moment particulièrement difficile et tendu dans la gestion de cette catastrophe humaine d'ampleur inédite depuis le séisme de 1999 à Izmit. Comme une soudaine explosion de colère, des voix dénonçant les lacunes et les absences des secours se sont multipliées dès mardi, se répandant sur les réseaux sociaux. Dans les décombres, des rescapés se sont indignés de l'inaction des autorités, se disant « *abandonnés* » dans le froid, sans eau ni électricité. Chose rare il y a

encore quelques jours : le nom d'Erdogan a alors été cité, ouvertement pointé du doigt, et le président accusé de porter la responsabilité de cette impéritie.

Ici, dans la ville de Kirikhan, c'est un vieil homme affirmant être un militant historique de l'AKP, le Parti de la justice et du développement, la formation au pouvoir, qui, face à la caméra, hurle que sa famille se trouve sous les décombres et que « *Dieu doit punir ce gouvernement* ». Là, à Adiyaman, une foule en colère s'en prend au gouverneur encadré par un large cordon de policiers et l'interpelle : « *Où sont les aides et les secours ?* ». A Malatya, lorsqu'un député venu sur place demande, devant des meubles détruits, pourquoi per-

sonne n'est venu travailler à cet endroit, un survivant lui rétorque : « *Parce qu'ici, il n'y a personne et pas d'Etat.* »

Après le tremblement de terre d'Izmit, près d'Istanbul, en 1999, les premières manifestations critiques contre l'organisation des secours et le manque de réponse de l'Etat avaient mis trois jours avant de s'exprimer publiquement. Cette phase de soixante-douze heures correspondait au laps de temps durant lequel l'espoir de retrouver les survivants est encore tenace, mais aussi à la période des premiers deuils et de la pudeur, avait-on alors considéré. Aujourd'hui, il aura fallu à peu près vingt-quatre heures.

Dans une vidéo, Kemal Kılıçdaroglu, chef du parti d'opposition CHP, accuse le gouvernement d'Erdogan de ne pas avoir préparé le pays à une catastrophe prévisible

A ce flot de critiques est venue également s'ajouter une voix inattendue. Dans une vidéo publiée sur Twitter, mise en ligne dans la nuit de mardi à mercredi et visionnée plus de 16 millions de fois, le chef du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), Kemal Kılıçdaroglu, a porté de graves accusations contre le président. Dans un style très épuré, filmé sur un simple fond noir, il accuse le gouvernement d'Erdogan d'être responsable de nombreux décès et de ne pas avoir réussi, en vingt ans de pouvoir, à préparer le pays à une catastrophe prévisible. Le candidat à la présidentielle

y pointe également, en creux, la folie des constructions à tout va de ces dernières années, et vise le travail souvent bâclé dans un secteur où les principales entreprises sont liées, souligne-t-il, au gouvernement.

Réseau Internet coupé

La réponse à ce débordement de colère et de critiques n'a pas tardé. Quelques heures à peine après la visite du président à Kahramanmaraş, le réseau Internet a été réduit, puis coupé dans la soirée. Depuis le séisme de lundi, la police turque a arrêté une douzaine de personnes pour des publications sur les réseaux sociaux

critiquant la manière dont le gouvernement gère la catastrophe. Quatre d'entre elles étaient toujours derrière les barreaux jeudi matin.

La proclamation de l'état d'urgence dans dix provinces (sur 81) – de préférence à celui d'état de catastrophe naturelle, qui soumettrait moins l'armée et les ONG aux décisions d'Ankara –, constitue un autre signe révélateur de la volonté de reprise en main souhaitée par le pouvoir devant une situation qui lui échappe. Le président Erdogan contre-attaque au moment même où l'opinion dans le pays pourrait se retourner contre lui.

Jusqu'au séisme de lundi, et d'un point de vue strictement politique, les choses se présentaient plutôt bien pour la campagne électorale d'Erdogan. Malgré une inflation vertigineuse, une augmentation de la pauvreté et une chute sans fin de la monnaie, la cote de popularité du président sortant était remontée dans les sondages ces derniers mois. L'augmentation du salaire minimum, la dépense publique, l'accès facilité à la retraite et la promesse de construction de centaines de milliers de logements avaient su reconquérir certains déçus de son règne.

L'opposition, après plus de neuf

mois de négociations et de conciliabules, n'était pas parvenue à se mettre d'accord sur un candidat commun pour la présidentielle. La catastrophe de lundi est venue rebattre entièrement les cartes. En 1999, la gestion du séisme a coûté cher au pouvoir de l'époque. Le gouvernement avait ensuite perdu les législatives de 2002, remportées par l'AKP, la formation créée quelques mois auparavant par Recep Tayyip Erdogan. Les élections à venir seront à leur tour marquées, selon toute vraisemblance, par le champ de ruines du tremblement de terre.



09-02-2023

Turkish President Erdogan thanks KDP's Barzani, Kurdistan Region for sympathies with earthquake victims

Erdogan's remarks came during a phone call between the Turkish president and KDP leader, a statement from Barzani Headquarters read.

ERBIL (Kurdistan 24) – Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Thursday extended his gratitude to the Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani and Kurdistan Region for their sympathies with the victims of the country's powerful 7.8 earthquake on Monday, according to a statement.

Erdogan's remarks came during a phone call between the Turkish president and KDP leader, a statement from Barzani Headquarters read.

President Erdogan "thanked President Barzani and Kurdistan Region for the sympathies they had shown to the people of Turkey and the families of the earthquake's vic-



Kurdistan Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani (right)'s photo combined with the picture of Turkish President Recep Tayyip Erdogan. (Photo: Designed by Kurdistan 24)

tims," the statement added.

Barzani extended his condolences on Monday to the families of the victims in Turkey and Syria, where over 16,000

people have so far been killed by the devastating quake and its numerous aftershocks.

The Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister

Masrour Barzani dispatched 25 ambulances and 84 medical personnel to the affected areas in Turkey to help in the rescue efforts. The assistance is expected to arrive in Syria as well.

Barzani Charity Foundation (BCF) has also sent its teams to the country.

The natural disaster is considered one of the deadliest incidents the world has seen in a decade.

As search and rescue efforts are ongoing, the death toll is expected to rise in both countries, in which thousands of buildings have completely collapsed.



By Wilgenburg
10/02/2023

Three emergency aids teams were sent to Turkey: KRG

The appointed teams involve members of Ministries of Interior and Health as well as Barzani Charity Foundation.

Three emergency aid teams have been sent to Turkey under the command of Kurdistan Region's Prime Minister Masrour Barzani after powerful earthquakes hit Turkey and Syria, the Kurdistan Regional Government said in a [statement](#).

According to new estimates, at least 21,000 people died due to the massive earthquake in Turkey and Syria.

The appointed teams involve members of Ministries of Interior and Health as well as Barzani Charity Foundation.

Dr. Saman Barzanji, the Health Minister of the KRG said that the Prime Minister of Kurdistan Region Masrour Barzani called for conveying humanitarian and emergency aids to assist the victims of the earthquake.

"Under his command, aid teams consisting of doctors, experts, nurses, and ambulances as well as medicines were formed and sent to the earthquake-zone in Turkey in a few hours," he told the website of the KRG.

The team affiliated with the Ministry of Interior are experts in searching for and digging trapped survivors.

Moreover, Dr. Hemin Mirani, Director General of Diwan at the Ministry of Interior said four teams from the Ministry of Interior formed and sent to the impacted zones. This includes teams from the Joint Crisis Coordination Center (JCC), Civil



Emergency teams from the Kurdistan Region were sent to Turkey to help victims of the earthquake (Photo: KRG)

Protection Department, Directorates of Civil Affairs in Erbil and Duhok, the Ministry of Health and the Barzani Charity Foundation.

"This is a humanitarian case and the events that occurred there required KRG's immediate action alongside with the international community's efforts to help the victims," he said.

Moreover, the Barzani Charity Foundation distributed tents and foods as well as assisting the victims of the earthquake.

"On the command of the Prime Minister, our teams have been deployed in the quake-zone. Besides, many volunteers have been registered and multiple groups of these volunteers are now working with our teams."

"To increase the efficiency of the aiding process, we are in touch with our teams to make adjustments according to the needs of each specific area."

In the coming days, the KRG says it will expand its rescue and emergency aids to include Syria.

Moreover, Dr. Jotiar Adel, the KRG spokesman, [said](#) that the Kurdistan Region's rescue teams in Syria and Turkey include 84 personnel, 25 ambulances, 10 teams from Erbil and 15 teams from Duhok.

Furthermore, 30 doctors have been sent, including 6 emergency physicians, 4 bone doctors, 2 surgeons, a specialist in brain and spinal cord, 17 other emergency practitioners and general surgeons, and 26 rapid response healthcare providers.

In addition, 14 tons of medicines have been delivered."

He also added that the KRG will continue providing logistical, financial, and political support to those teams.

"We also thank all parties including Ministries of Interior and Health and Foreign Affairs for their great role in deploying the teams in the quake-zones in Turkey and Syria," he added.

However, on aid to Syria, Dr Adel stated that the political and security situation in Syria is not stable and the country is under sanctions.

"Therefore, the aid delivery in that area is very slow and requires overlong checking. Yet, we will continue sending our aid to the Syrian people," he added.

Séisme en Turquie : au Kurdistan, la colère gronde face à l'incurie de l'Etat

La Turquie est en deuil depuis lundi, après le tremblement de terre de magnitude 7,8 qui a fait plus de 18 300 victimes. La capacité de réponse de l'Etat est mise à rude épreuve et révèle les frontières invisibles du territoire.

« Je ne peux pas me sortir cette scène de la tête, ne cesse de répéter Sultan, habitante de Diyarbakir, en sanglotant, nous avions été voisines pendant des années. Elle était enceinte. Elle hurlait de terreur à la fenêtre après la première secousse quand l'immeuble s'est effondré sur elle. Une famille de six personnes... Seul le petit de 6 ans a réussi à s'échapper de justesse. » Depuis lundi, la grand-mère d'une soixantaine d'années raconte la scène, encore et encore. Sous le choc du tremblement de terre de magnitude 7,8 qui a touché le sud-est de la Turquie, elle et ses proches ont trouvé refuge dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de la grande ville des régions à majorité kurde du pays. Installée au premier étage du bâtiment, la famille a reconstitué un semblant d'intérieur : matelas disposés le long des murs en guise de canapé, espace de jeu pour les enfants, coins plus calmes réservés au repos...

« J'ai essayé de retourner chez moi, mais j'ai peur que l'immeuble ne s'effondre. Le gaz a été coupé... et j'ai l'impression de sentir une odeur, comme celle d'un cadavre », précise-t-elle, une crispation un peu plus marquée sur le visage. Assise en tailleur face à elle, une de ses cousines écoute une énième fois le récit avec compassion. Elle attend des nouvelles de trois membres de sa famille coincés sous les décombres. Trois jours après le drame, des miracles continuent de se produire. Le bilan provisoire de la catastrophe fait état de 18 342 morts, le séisme le



plus meurtrier dans le pays depuis celui d'Erzincan en 1939, qui avait fait près de 33 000 victimes.

Pour d'autres, la colère a désormais remplacé le deuil. « Est-ce que vous vous rendez compte ? Toute la solidarité s'organise sur les réseaux so-

ciaux, des gens ont besoin d'aide, et les autorités décident de suspendre Twitter ! », enrage Mahmut, jeune professeur de musique de 25 ans, les sourcils froncés et le regard noir. Ayant grandi dans les régions kurdes soumises à la pression des autorités centrales, il caressait pourtant le rêve de vivre un jour dans un pays libéré des tensions ethniques. La réponse politique du gouvernement a achevé de réduire ses espoirs en miettes. « Depuis quatre jours, ce qui m'a le plus révolté, c'est le discours télévisé d'Erdogan après la catastrophe. Il n'y avait que de la colère et de la dureté dans son regard... En tant que victime d'un séisme, je ne m'attendais pas à cela de la part du président. Je n'ai vu aucune peine dans son regard, aucune empathie », s'exclame-t-il. La peur qui s'est emparée de la société ces dernières années dissuadait les critiques contre le gouvernement. Le drame de ces derniers jours a délié les langues.

Violentes altercations

La ville d'Adiyaman, située à une centaine de kilomètres de l'épicentre du séisme, a été le théâtre d'explosions de rage et de violentes altercations avec les représentants de l'Etat en raison de l'absence d'intervention des autorités. Alors que les travaux de secours touchent à leur fin dans les grandes agglomérations, la situation dans de nombreuses villes moyennes et dans les villages demeure inconnue. Ce qui est connu de certaines villes en dit long sur l'étendue des dégâts. A Elbistan (à l'ouest de l'épicentre), « un

tiers des bâtiments sont à terre et le reste du bâti gravement endommagé », assure Salman Gümüş, président de l'association locale SEV-DER. Les canalisations des égouts y ont explosé sous la violence des secousses, laissant se répandre une odeur fétide dans les rues. Quant à Malatya et ses alentours, certains témoignages parlent de 95 % de maisons détruites. « En intervenant si tard, l'Etat opère une discrimination à l'encontre du peuple kurde et des alévis, accuse Dilek Kanlibas, une volontaire. Cela dit, il maltraite tout le monde dans ce pays. »

Les questions de « distances et d'accessibilité des secteurs montagneux » compliquent les opérations de sauvetage, rappelle le géographe Jean-François Pérouse, ancien directeur de l'Institut français d'études anatoliennes. « On a l'impression que l'Etat et ses services tentent de se montrer là où ils sont le plus contestés », poursuit le chercheur. Le pré-

sident Recep Tayyip Erdogan était en effet en visite mercredi dans les zones les plus gravement sinistrées, à Kahramanmaraş, Antakya et Adana.

Absence de coordination

Si l'ampleur spectaculaire de la catastrophe et l'étendue des dégâts expliquent en partie l'absence d'intervention efficace dans un premier temps, les multiples témoignages au sujet de l'absence de coordination constatée sur place ne laissent plus de place au doute. « Il y a du matériel, il y a des personnes venues aider en nombre, mais il n'y a personne pour les coordonner. L'AFAD [organisme d'Etat chargé d'intervenir en cas de catastrophe naturelle] est présente mais ne collabore avec personne. Elle récupère le matériel qui arrive par d'autres biais sans avoir la capacité de le redistribuer efficacement. Les postes à responsabilités dans les administrations publiques ne sont plus occupés que par des personnes

proches du gouvernement qui sont incompetentes », se désole un travailleur humanitaire basé dans à Antakya, sous le couvert de l'anonymat.

Horriifiée par la catastrophe, toute la Turquie est à pied d'œuvre pour apporter des vivres et des produits de première nécessité aux *depremezdeliler* (« rescapés de séisme », en turc). A Diyarbakir, placée sous l'autorité d'un administrateur d'Etat depuis l'éviction de ses co-maires élus, ni le gouvernement ni la mairie n'ont manifesté de soutien à la population. Habituees à ne compter que sur leurs propres forces, les associations de la société civile prennent le relais.

« L'idéal serait de pouvoir centraliser puis coordonner les efforts. Malheureusement, nous n'en sommes pas là », regrette Mehmet Kaya, président de la chambre de commerce et d'industrie de Diyarbakir, qui accueille la cellule de crise. « Pen-

sez-vous réellement que déclarer l'état d'urgence va apporter une solution à cela ? », interroge le notable, inquiet des conséquences délétères provoquées par ce manque de dialogue entre les différents acteurs sur place.

Alors qu'une deuxième phase de la crise humanitaire débute pour nourrir, chauffer et reloger des centaines de milliers, voire des millions de personnes (la population touchée représente 15 % de la population), le pouvoir s'attache à garder le contrôle sur les circuits de l'aide humanitaire. L'image du pouvoir semble s'être fissurée dans le pays. « Si nous avons appris une chose de ces vingt dernières années, c'est que le plus important pour le pouvoir, c'est l'image, écrit le chroniqueur Mehmet Y. Yilmaz, sur le site d'information T24. Le pays peut bien brûler, l'essentiel pour eux est de ne pas perdre la face. »

The New York Times

By Ben Hubbard, Safak Timur,
Vivian Yee and Gulsin Harman
Feb. 10, 2023

Earthquake in Turkey and Syria Millions Suffer Cold and Grief After Catastrophic Quake, Awaiting Help

With thousands dead and many more left homeless in Turkey and Syria, people struggling to unearth victims, bury the dead and provide for millions of survivors are pleading for more aid.

KAHRAMANMARAS, Turkey — The city's soccer stadium is packed with tents to shelter families whose homes were destroyed in this week's earthquakes. Outside, where people huddle in cars or around small fires to ward off the bitter cold, work crews struggle to extract the living and the dead from the ruins of apartment buildings that crumbled to the ground. Lifeless bodies are taken to a

covered gymnasium and laid out on the floor. Families searching for missing loved ones go body to body to peek at the faces. They move on if they don't recognize the corpse, and cry out in agony when they do.

It was in this soccer stadium, in the devastated city of Kahramanmaraş, in southern Turkey, that President Recep Tayyip Erdogan made his first appear-

ance in the earthquake-affected zone on Wednesday, acknowledging the gravity of the crisis and calling for perseverance from millions of suffering people.

"We are face to face with a great disaster," he said. "My citizens, my people always have patience. I am certain my nation will show patience again."

But the question was how long

that patience would last.

The death toll from the quake rose to more than 15,000 in southern Turkey and northern Syria on Wednesday, with unknown numbers of people still trapped beneath rubble and countless others left homeless in subfreezing weather. There were moments of elation — a 36-year-old woman was rescued after two and a half days

beneath the remains of her house in Gaziantep — but the window for such miracles was closing fast.

In Turkish towns and cities struck by the magnitude 7.8 earthquake on Monday and its hundreds of aftershocks, residents have waited impatiently for government help to extract their loved ones from thousands of collapsed buildings, keep their families warm and ensure they get enough to eat. The longer that distress lasts, the more it could erode the political standing of Mr. Erdogan, who often portrays himself as a capable father figure who understands common people's problems.

Criticism of his government's disaster response could weigh down his quest to stay in power in critical elections expected on May 14. Mr. Erdogan already faces headwinds because of inflation that passed 80 percent last year and broader economic stress that economists say he has exacerbated.

Political opponents who seek to unseat Mr. Erdogan seized on the issue on Wednesday. Kemal Kilicdaroglu, the head of the main opposition party and a likely presidential candidate, accused Mr. Erdogan's governing party of making the country more vulnerable through "systematic profiteering politics."

"If there is anyone responsible for this process, it is Erdogan," Mr. Kilicdaroglu said. "It is this ruling party that has not prepared the country for an earthquake for 20 years."

Turkey's national emergency agency has begun an enormous rescue effort to grapple with a disaster so large that it would strain any government. It has dispatched more than 92,000 tents, 98,000 Turkish and foreign workers and 5,000 vehicles to the area, including excavators, cranes and tow trucks, it said in a statement. In other places, the local authorities have contributed to rescue and relief efforts.

But the tremendous challenges



Rescue workers digging in the rubble of a collapsed house on Wednesday in Iskenderun, Turkey. Sergey Ponomarev for The New York Times

posed by the destruction were clear across a mountainous swath of Turkey more than 200 miles long, from the Mediterranean shores in the south to the east-central highlands, as well as in northwestern Syria.

In the town of Pazarcik, Turkey, near the quake's epicenter, collapsed buildings made streets impassable, and even those still standing were battered and mostly empty, their residents



A woman mourning her parents in Pazarcik, Turkey. Emin Ozmen for The New York Times

unwilling to risk further collapses.

"Pazarcik is over," said Hasan Uzunkodalak, 60, who sells textile goods. "Who is the state supposed to help?"

The town's fire department headquarters had become a funeral home as families from the surrounding area brought bodies to be washed for burial

— more than 200 since Monday, including 49 brought in before noon on Wednesday. Normally, the washing would happen at mosques, but there were too many bodies for them to handle, and some of them were maimed.

One family arrived with the bodies of six relatives — ages 15 to 90 — covered in blankets in the backs of two pickups. As the family waited to wash the

bodies, a wailing woman lifted the blankets and kissed the feet of her mother and father. Another family member, Emre Tokgozlu, said he had lost his wife's mother, father and sister, who had been crushed by rubble by the time the family found them.

"When we arrived, it was all ruins," he said.

A man from another village walked by carrying the washed body of his nephew, wrapped in white cloth. He laid it in the back of a flatbed truck usually used for hauling firewood. Six more bodies would follow before the family drove back to its village to dig graves.

The southern province of [Hatay](#), along the Syrian border, has seen some of the quake's worst damage. Along one road there on Wednesday, signs, electricity poles and buildings leaned at crazy angles. A pink house had collapsed sideways, making the clothesline on the second floor balcony hang at a 45-degree angle. People stood by the roadside with overstuffed suitcases.

Along the road, aid groups handed out boxes of bread, diapers, clothes, shoes and other supplies to the newly homeless.

In the ancient city of Antakya in Hatay, buildings were largely in ruins, with its mosque, old bazaar and Protestant church wrecked by the quake. Large numbers of the city's apartment blocks had collapsed, too, and residents were furious that rescue crews had taken so long to arrive, most likely increasing the death toll.

"Thankfully, the soldiers came a few hours ago, but they don't have any equipment," said Kubilay Seyithaliloglu, 42, a volunteer rescuer. "They are digging with their hands."

In the coastal city of Iskenderun, the quake and a subsequent fire had damaged the region's most important port, which could hamper relief efforts.

The disaster has further damaged Turkey's economy, which had been characterized by [high inflation](#) and low wages before the quake.

Trading at Turkey's main stock exchange was [halted again](#) on Wednesday as sharp declines triggered so-called circuit breakers, after the benchmark stock index fell 7 percent. The

index has fallen more than 20 percent from its peak in early January. The exchange did not say when trading would resume.

As many in Turkey took to social media to voice their views on the government's response, as well as to share information and campaign for aid, NetBlocks, a group that tracks internet outages, said that [Twitter had been blocked](#) on several networks in the country. Alp Toker, NetBlocks's director, said the nature of the blockage suggested it had been done with software installed by telecommunications providers, most likely because of a government order.

During a news conference about relief efforts, Vice President Fuat Oktay attributed the reported Twitter blockage to "some technical problems."

The quake caused vast destruction in northern Syria, and the United Nations said it had affected 10.9 million people in territories held by the government and the opposition.

In the city of Aleppo, 30,000 people had sought shelter in mosques and schools, and an estimated 70,000 were on the streets without shelter, said El-Mostafa Benlamlih, the U.N.'s humanitarian coordinator for Syria.

"We are struggling," he said.

The quake's toll in Syria — more than 2,600 dead counted by Wednesday — was expected to rise by five to seven times, he said, and U.N. aid supplies in the country would most likely run out in a few days and need to be replenished.

The crisis has been so grave for the government of President Bashar al-Assad, a staunch ally of Iran and Russia, that it asked the European Union for emergency assistance. Mr. Assad's government is under E.U. sanctions, but humanitarian aid would be exempted.



Damaged buildings in Pazarcik, Turkey. Emin Ozmen for The New York Times

Aid organizations have long struggled to get aid across the border from Turkey into rebel-controlled parts of Syria, and three days after the earthquake, with many roads ruptured or impeded by debris, no humanitarian aid had been delivered. U.N. officials said they hoped to restart that flow soon.

But the border did reopen for the dead, as Syrians killed in Turkey in the earthquake were returned home for burial. The first group of 85 bodies crossed into Syria through the Bab al-Hawa border crossing on Tuesday. On Wednesday, more followed.



Distributing aid in Antakya, Turkey, on Wednesday. Emily Garthwaite for The New York Times

Ahmad Yousef, who lives in the Syrian town of Sarmada on the border, waited at the crossing on Tuesday evening to receive

the body of a cousin's 13-year-old daughter. Both of her parents and a brother were still under the rubble.

"Those who died, we want them to come back," Mr. Yousef said. "We want them to be buried among their family."

During his visit to Kahramanmaraş on Wednesday, Mr. Erdogan met survivors sheltering in the soccer stadium and announced that each family would receive about \$530 in aid.

It was not immediately clear how many families were eligible for the money and how much the payouts would cost the gov-

ernment, which has already unleashed billions of dollars in new spending in the run-up to the election.

But for many residents, the needs remain more immediate: where to get winter coats or firewood; how to check whether their homes were safe to return; how to refill the tanks of cars they were using to keep warm as fuel ran low; how to ensure their relatives get an honorable burial.

Near where Mr. Erdogan spoke, scores of mostly amateur rescue crews sought to find and pull bodies from the rubble. Excavators broke up concrete, welders cut metal bars with blowtorches while others dug with shovels or their hands. Taking breaks to warm up around street fires built with scavenged wood, many expressed frustration that it had taken so long for rescue crews with heavy machinery to arrive.

Murat Ercan, 50, had spent the days since the collapse trying to unearth his parents' bodies from their collapsed apartment building.

Relatives of other people in the building had brought an excavator on the day of the quake to start digging, he said. Teams from the government's rescue agency came by three times to check the area, he said, but never helped dig because they did not think the building contained any survivors.

Mr. Ercan finally managed to uncover his parents' heads, he said, but lacked the machinery to free the rest of their bodies.

"There are definitely not enough rescue teams," he said.

Ben Hubbard and Safak Timur reported from Kahramanmaraş, Turkey; Vivian Yee from Antakya, Turkey; and Gulsin Harman from Istanbul. Reporting was contributed by Raja Abdulrahim from Istanbul, Nimet Kirac from Antakya, Matina Stevis-Gridneff from Brussels, Jason Karaian and Adam Satariano from London and Farnaz Fassihi from New York.

Expulsé de Turquie, notre reporter raconte

Guillaume Perrier a été arrêté par la police turque à l'aéroport d'Istanbul et empêché de se rendre dans les zones touchées par le séisme. Il témoigne.

Il est 18 h 45, mercredi, lorsque j'atterris à l'aéroport d'Istanbul. Je sors en vitesse de l'avion pour attraper un vol intérieur et rejoindre, dans la soirée, la ville de Kayseri, puis, de là, les zones touchées par les [terribles tremblements de terre](#). Comme toute la [Turquie](#), je suis un peu sous le choc. J'espère être rapidement sur le terrain. Je suis en contact depuis deux jours avec des amis et des connaissances dans les différentes régions touchées, à Marash, à Adiyaman, à Diyarbakir, à Gaziantep... Certains ont passé deux nuits dehors avec leurs familles, terrorisés et transis ; d'autres organisent des convois de vivres et de couvertures pour les villages les plus isolés... Je pars les retrouver, passer du temps avec eux. Je sais que ce sera un reportage difficile, mais je suis impatient d'y être, pour faire mon métier. Lorsque j'arrive au guichet de contrôle des passeports, je suis déjà projeté sur la longue route qui m'attend.

Face à l'ampleur du désastre, devant les destructions énormes provoquées par les deux mégaséismes qui ont secoué la Turquie et le nord de la [Syrie](#), lundi, je n'ai pas hésité longtemps à partir. Dès les premières heures, il est clair que le bilan humain dépassera celui du séisme d'Izmit en 1999, qui fit, officiellement, 17 000 morts, près d'Istanbul. Ma place était sur ce terrain meurtri, dans ces régions et ces villes que je connais bien et dans lesquelles j'ai effectué d'innombrables reportages ces dernières années. Je voulais raconter le déploiement des opérations de secours, la solidarité internationale qui se met en place, la détresse

des populations, l'incertitude que cela allait faire planer sur [les élections, prévues dans trois mois](#)... Raconter aussi à quel point les tremblements de terre et leur mémoire sont inscrits dans l'histoire et la géographie des lieux. Être là, aux côtés de la Turquie et des Turcs, dans cette terrible épreuve.

De la bouche des survivants, j'ai souvent entendu les récits des catastrophes d'Erzincan, rasée en 1939 par une secousse de 7,9 sur l'échelle de Richter, de Lice en 1975, de Samsun ou Kütahya. Tous ceux qui ont vécu une secousse, même brève, connaissent cette sensation qui s'imprime dans un coin du cerveau et ne le quitte plus jamais. J'en ai moi aussi ressenti quelques-unes. À Istanbul, où j'ai habité pendant dix ans, le risque sismique fait partie du quotidien de chacun, c'est une réalité qui a traversé les siècles. Sainte-Sophie, détruite à plusieurs reprises, reconstruite et renforcée par des piliers antisismiques qui lui donnent cette allure caractéristique, est là pour en témoigner.

Les mystères des tremblements de terre

Le plus effrayant lorsque la terre commence à trembler, c'est qu'on ne sait pas quelle sera la durée et l'intensité de la secousse. Il faut attendre que cela se termine. Elle est le plus souvent très brève, quelques secondes, parfois dix ou vingt. Lundi, cela a duré plus d'une minute.

Au 4^e étage de l'immeuble où je vivais à l'époque, sur la rive européenne du Bosphore, les murs se mettaient parfois à danser et, d'un bond, je plon-

geais sous une grosse table en bois pour me protéger. À chaque fois, heureusement, il s'agissait de petites secousses, 4 ou 5 sur l'échelle de Richter, qui ne provoquaient pas trop de dégâts. Je voyais aussi les petits sacs que les Turcs rangeaient souvent dans un coin de leur appartement, derrière une porte. Des sacs de survie avec un peu d'eau, un paquet de biscuits, un sifflet, une couverture. Je connaissais les gestes, ceux qu'on apprend aux enfants dans les écoles, comment se recroqueviller en position fœtale, en protégeant ses organes vitaux.

En 2011, un séisme de 7 fit près d'un millier de morts dans la région de Van, tout à l'est du pays. J'étais parti immédiatement sur les lieux. Les conditions de reportage étaient difficiles : un froid glacial, peu de nourriture et d'eau, des opérations de secours compliquées, des répliques violentes qui faisaient trembler la terre toutes les dix minutes et fragilisaient un peu plus les bâtiments qui n'étaient pas tombés. Je me souviens qu'un hôtel de Van, où s'étaient installés des sauveteurs japonais et près duquel je dormais, s'était ainsi écroulé un matin, faisant de nombreuses victimes. J'avais retenu cette leçon, il faut toujours dormir dans une voiture. De ce reportage, une sensation m'avait marqué. Celle de ce silence, lourd et épais, dans la nuit noire, l'oreille tendue de tous les sauveteurs, des proches de disparus, pour essayer d'entendre, dans les tas de gravats, la sonnerie d'un téléphone, une voix, une respiration. Cette gravité qui unit tout le monde, dans le but de sauver qui peut l'être.

Le huis clos de l'aéroport

Je tends mon passeport au policier, échange avec lui quelques formalités cordiales, lui présente mes condoléances pour les victimes. Il me répond d'un sourire et d'un clignement des yeux, je regarde la petite caméra qui m'enregistre. Il s'apprête à tamponner mon document, lorsqu'un dernier coup d'œil sur son écran d'ordinateur l'interrompt dans son geste. Il me demande de me mettre sur le côté et envoie mon passeport au guichet du chef. Dix longues minutes plus tard, mon passeport revient avec un autre fonctionnaire et l'on m'annonce que je fais l'objet d'une « interdiction de territoire ». Je suis escorté jusqu'à un autre guichet, à l'autre bout du gigantesque terminal de l'aéroport. Je comprends que mon voyage va prendre un itinéraire qui n'était pas celui que j'avais envisagé. Mon vol vers Kayseri va bientôt décoller, mon reportage va tourner court. Je me préparais aux paysages enneigés, aux villes détruites, aux étendues sinistrées. Je ne vais pas sortir du huis clos de l'aéroport.

Dans ce hall que je traverse dans la foulée du policier qui tient mon passeport, je croise un groupe de 16 pompiers français qui vient d'arriver, sans doute par le même vol que moi. Au guichet où l'on me conduit, il y a des Canadiens, des Américains, des Algériens... Un groupe d'une trentaine de sauveteurs taïwanais, tout de rouge vêtus, qui arrivent en file indienne, d'un pas militaire... Les secouristes débarquent par milliers, de toute la planète. Une policière à peine trentenaire tamponne leurs passeports à

la chaîne. « Combien de personnes ? Combien de chiens ? » demande-t-elle. J'ai aussi été rejoint par une jeune femme, de nationalité bosnienne. Elle porte un niqab écru, d'où n'émergent que deux yeux bleu clair et quelques centimètres carrés de peau blanche. Elle ne comprend pas le turc, je fais la traduction.

La jeune fonctionnaire de police a l'air surprise lorsque je lui explique que je suis journaliste et que je suis venu couvrir les événements, comme des dizaines de confrères et de consœurs. Son écran lui indique que je suis interdit de territoire, suite à une décision administrative qui date de novembre 2022. Personne n'en sait plus et il n'y a aucun moyen d'obtenir plus de précisions. Rapidement elle m'explique que je serai expulsé vers [Paris](#) par le premier vol, celui de 7 heures le lendemain matin. Je passerai donc la nuit en rétention à l'aéroport. Comme la jeune Bosnienne, qui, à côté de moi, se met à fondre en larmes, derrière son niqab.

En Turquie, les restrictions de la liberté de la presse

Cette péripétie n'est pas une grande surprise. Je m'étais préparé à un tel scénario. Ces dernières années, de nombreux confrères étrangers se sont vu interdire l'entrée en Turquie sous divers prétextes, rarement très clairs. D'autres ont été expulsés. Certains d'entre eux étaient des correspondants de longue date, des reporters chevronnés. Et je ne parle même pas de tous les journalistes turcs qui subissent depuis des années les nombreuses restrictions à la liberté de la presse, largement documentées, sous le régime de [Recep Tayyip Erdogan](#). Je ne connais pas la raison de la décision qui me concerne. Un tweet ? Un article ? Une interview ? Certaines de mes enquêtes récentes ont sans doute fait tiquer quelques lecteurs attentifs à Ankara. Mais malgré tous les signaux contraires, je voulais croire que

l'on me permettrait de continuer à faire mon métier de journaliste dans ce pays, la Turquie, dans lequel j'ai tant d'attaches. Cela fait près de vingt ans que j'y travaille, j'y ai vécu dix ans et j'y ai réalisé des centaines de reportages, d'articles nourris par une bonne connaissance du pays et des gens qui le peuplent. Je n'y ai jamais ressenti aucune forme d'hostilité, bien au contraire. Et même là, à l'aéroport d'Istanbul, ce n'est pas du tout le cas.

Je suis conduit jusqu'aux locaux de la police de l'immigration (*göç idaresi*), toujours dans la zone internationale de l'aéroport. Là encore, les fonctionnaires de police sont aimables et semblent aussi désolés que moi. Nous parlons des dernières nouvelles. Tout le monde est abasourdi par la catastrophe qui vient de se produire en Anatolie. Chacun y connaît quelqu'un qui est touché. Mes bagages sont rapidement inspectés, on me confisque mes stylos, ma ceinture, ainsi qu'une plaquette de paracétamol. Et on me conduit dans une sorte de cellule améliorée, avec une pièce de vie commune et quelques chambres spartiates autour, équipées de fauteuils dont la couleur et l'odeur témoignent d'un certain vécu. Les pièces sont éclairées par des néons blafards que l'on a interdiction d'éteindre et surveillées 24 heures sur 24 par des caméras. On me dépose un plateau-repas avec un peu de riz et des haricots, quelques cuillérées de soupe de lentilles froide. La porte est fermée à clé. Il n'y a pas de fenêtre. On peut appeler un gardien grâce à un combiné accroché au mur. Dans la pièce de vie commune arrivent d'autres voyageurs naufragés : un groupe d'Algériens, dont les documents de voyage étaient suspects, des sans-papiers somaliens, un touriste italien, dont la carte d'identité était abîmée. Je discute avec deux Iraniens, qui ont visiblement une certaine habitude de la procédure d'expulsion. L'un d'eux, qui baragouine quelques mots de fran-

çais depuis un séjour dans la prison de Saint-Omer, m'explique être un passeur de migrants. Il connaît bien la région de Calais. Je sers de traducteur entre les policiers qui ne parlent pas anglais et les nouveaux arrivants, qui ne parlent souvent pas un mot de turc.

Les heures passent dans cette zone de rétention aéroportuaire. J'ai pu garder mon téléphone, ce qui me permet de tenir quelques personnes informées de ma situation. Et de suivre, via [Twitter](#), les dernières nouvelles du terrain. Le bilan des séismes s'alourdit d'heure en heure. 2 000, 3 000 morts... Quand on sait l'utiliser et suivre les bonnes sources, le réseau social fait remonter des informations utiles depuis les lieux sinistrés. Il permet aussi parfois de localiser des victimes, de coordonner des opérations... Mais tard dans la soirée, le réseau ralentit, des coupures sont signalées, des voix s'élèvent contre ce qui est perçu comme une nouvelle censure de l'information par le pouvoir. Dans ces premières heures, les autorités se voient reprocher par l'opposition turque et par beaucoup de « *Depremzedeler* » – les survivants des séismes – d'être plus préoccupées par la gestion de leur image, à trois mois des élections, que par le drame qui frappe l'Anatolie.

Pendant cette longue attente, je repense aussi à cette menace sismique qui plane depuis des décennies sur Istanbul. La faille nord-anatolienne qui traverse le nord de la Turquie et passe à quelques kilomètres d'ici et menace de provoquer un tremblement de terre majeur, de la même ampleur que ceux de lundi. Mais Istanbul compte 17 millions d'habitants et l'on sait que plus de la moitié des constructions sont hors des règles légales et des normes antisismiques. Une telle catastrophe y serait encore plus destructrice. Est-ce que cet aéroport gigantesque dans lequel je passe la nuit, le plus grand du monde, construit à Istanbul ces dernières années et dont

le chantier continue au moins jusqu'en 2027, résisterait à ce « big one » ? Les géants du secteur de la construction, cinq entreprises proches du pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, qui ont obtenu ce marché public et beaucoup d'autres à travers tout le pays, dans quelle mesure ont-ils tenu compte du risque sismique ?

L'heure de rejoindre Paris

Il est bientôt trois heures, la pièce s'est vidée, les passeurs iraniens ont été reconduits vers Téhéran. Rattrapé par la fatigue, je m'assoupis un peu sur mon fauteuil orange, malgré la lumière et cette caméra, au-dessus de ma tête. Mais à 4 h 15, des bruits de perceuses et de marteaux me tirent brusquement de ce demi-sommeil. En Turquie, on n'arrête jamais de construire, même la nuit. Les Algériens sont toujours là, mais moins bavards qu'à leur arrivée. Un Tchétchène nerveux fait des allers-retours aux toilettes pour fumer des cigarettes. Peu après six heures, un gardien vient me chercher. Il est l'heure de partir. Mon passeport et la notification de la décision de m'expulser sont glissés dans une enveloppe et confiés à une jeune femme qui m'accompagne jusqu'à l'avion. Je retransverse dans sa foulée l'immense terminal aéroportuaire quasiment désert.

À 7 heures, je suis à la porte du vol Air France qui me ramène à Paris. C'est le même équipage que la veille. Comme dans toute procédure d'expulsion, mon passeport est remis au commandant de bord et ne me sera rendu qu'à l'arrivée par la police française. Je vais dormir pendant tout le trajet, le cœur serré de ne pas pouvoir aller raconter le sort de ces dizaines de milliers de Turcs frappés par le séisme. Je quitte finalement la Turquie, ce pays que j'aime tant et qui est aussi un peu le mien, avec une interdiction de territoire temporaire. Temporaire. Je ne veux retenir que ce mot.

The New York Times

By Ben Hubbard
Feb. 11, 2023

Anger Over Quake Response Challenges Erdogan Ahead of Election

A furor is building among some survivors over the government's handling of the crisis. "I have been voting for this government for 20 years," said one. "I will never forgive them."

GAZIANTEP, Turkey — A powerful earthquake struck northwestern Turkey in 1999, killing more than 17,000 people, exposing government incompetence and fueling an economic crisis. Amid the turmoil, a young, charismatic politician rode a wave of public anger to become prime minister in 2003.

That politician was Recep Tayyip Erdogan.

Now, as president, Mr. Erdogan faces challenges similar to those that brought down his predecessors — posing what is perhaps the greatest threat of his two decades in power to his political future.

The deadliest earthquake to strike Turkey in almost a century killed at least 21,000 people this past week, with the bodies of countless others still buried in the rubble. It hit after a year of persistently high inflation that has impoverished Turkish families, leaving many with scarce resources to bounce back.

The quake's aftermath has highlighted how much Mr. Erdogan has reshaped the Turkish state, analysts said. Critics accuse him of pushing the country toward autocracy by weakening civil rights and eroding the independence of state institutions, like the Foreign Ministry and the central bank. And in a series of moves aimed at undercutting his rivals and centralizing control, he has restricted institutions like the army that could have helped with the earthquake response while stocking others with loyalists.

Mr. Erdogan acknowledged on



The entrance to the headquarters of President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development party in Hatay Province, one of the areas hit hardest by the earthquake. Emily Garthwaite for The New York Times

Friday that his government's initial response to the disaster had been slow, and anger was building among some survivors, a sentiment that could hamper his bid to remain in power in elections expected on May 14. Many were also loudly questioning whether shoddy construction was to blame for some of the death and destruction.

"I have been voting for this government for 20 years, and I'm telling everyone about my anger," said Mikail Gul, 53, who lost five family members in a building collapse. "I will never forgive them."

The president, who faced harsh criticism in 2021 over his government's failure to control [disastrous wildfires](#), has long portrayed himself as a leader in touch with the common citizen. He visited communities hit hard by the quake in recent days. Dressed in black, his face grim, he visited the wounded and comforted people who had lost their homes and emphasized

the magnitude of the crisis.

"We are face to face with one of the greatest disasters in our history," he said on Friday during a visit to Adiyaman Province. "It is a reality that we could not intervene as fast as we wished."

The 7.8 magnitude earthquake — the most powerful in Turkey in decades — and hundreds of aftershocks toppled buildings along a 250-mile-long swath in the south, destroying thousands of buildings and causing billions of dollars in damage. Across the border in Syria, nearly 4,000 dead have been counted, a toll that is expected to rise significantly.

"This is the largest-scale disaster that Turkey has to manage, and, inevitably, this will create a backlash against the government," said Sinan Ulgen, the director of Edam, an Istanbul-based think tank. "But much will depend on how effectively it can address the needs of the affected population."

Many residents of the disaster zone have expressed frustration with the government's response, saying that in some areas, the state was nowhere to be seen during the initial aftermath. Emin Ozmen for The New York Times

The Turkish government has begun an extensive aid operation, dispatching 141,000 aid and rescue workers to search for the dead and wounded, to distribute food, blankets and diapers and to erect tents for the tens of thousands of homeless, many of them sleeping in cars to avoid the subzero winter chill.

Nevertheless, many survivors have expressed frustration with the government's response, saying the state was nowhere to be found during the initial aftermath, leaving residents alone to find shelter and free trapped loved ones from collapsed buildings.

The scarcity of trained rescue squads and heavy machinery during the critical first days most likely increased the death toll because many people who could have been saved were not.

When government agencies arrived, residents said, their equipment seemed insufficient and they failed to coordinate the efforts of volunteers who were already struggling to help survivors.

For two days after the quake, Mr. Gul said his family lacked food and water and felt helpless amid the destruction.

“The house next to us collapsed and there was a girl inside saying, ‘Save me! save me!’” he said.

The girl was saved, but Mr. Gul and his relatives had to dig out their five dead family members, he said.

He had worked in Germany for 20 years, funneling his savings into 10 apartments in the city of Kahramanmaraş, near the quake’s epicenter, so he could live off the rent. But all of the apartments were destroyed, and he has to start over.

“I don’t know what I’m going to do,” he said.

During his two decades as prime minister and president, Mr. Erdogan has argued that changes to the way Turkey was run were necessary to protect it from a range of domestic and foreign threats, including military coups and terrorist groups.

He has also restricted the army, which played a key role in the government’s response to the 1999 earthquake.

Turker Erturk, a former Navy admiral who was a commander in the crisis center set up after that quake, said in an interview that the army had swiftly intervened. But in the years since, Mr. Erdogan’s government had limited that ability and the army had stopped planning and training for it, he said.

After Monday’s quake, the government called on the army only after public criticism, according to Mr. Erturk.

“It is because of one-man rule,” he said. “In authoritarian governments, those decisions are made at the very top, and they wait for his commands.”

On Friday, the army said in a [tweet](#) that its soldiers had been helping “from the first day” and now had more than 25,000 soldiers deployed. But their presence has not been obvious

in many of the hardest-hit areas.

Leading the government’s earthquake response is the Disaster and Emergency Management Presidency, or AFAD, which critics say Mr. Erdogan has stocked with loyalists and empowered at the expense of other organizations, like the Turkish Red Crescent.

The earthquake has also brought increased scrutiny of the government’s use of construction codes aimed at preventing buildings from collapsing, and some in the zone were angrily questioning whether shoddy construction and contractors may bear the blame for at least some of the deaths.

After the 1999 quake, Turkey strengthened its construction codes to make buildings more earthquake resistant. But the zone devastated by the recent quakes is dotted with areas where some buildings survived while others nearby — some relatively new — completely collapsed, raising questions about whether some contractors had cut corners.

In response to the outcry, the Turkish Justice Ministry on Saturday ordered officials in the 10 provinces affected by the quake to set up so-called earthquake crimes investigation units and to appoint prosecutors to bring criminal charges against all of the “constructors and those responsible” for the collapse of buildings that failed to meet existing codes.

In one example, Yasar Coskun, the constructor of a 12-story building that was completely destroyed in the heavily damaged Hatay Province, was detained on Friday at an Istanbul airport while trying to board a flight to Montenegro. Dozens of people are thought to have died when the building collapsed.

At another collapsed apartment block this week, volunteer construction workers spotted what

they said was inferior rebar and they broke up chunks of concrete with their hands, saying it was poor quality.

In the days since, a lawyers’ association has asked prosecutors in Kahramanmaraş to identify contractors who built buildings that collapsed and inspectors who checked them so they can be investigated for possible criminal violations. Prosecutors in Gaziantep have started collecting rubble samples for their own investigation.

Although no one can predict the precise timing of an earthquake, seismologists have been warning for years that a big one was expected in this region.

Three days before the quake, a prominent geologist, Naci Gorur, [wrote](#) on Twitter that he was concerned that other seismic activity in Turkey had put pressure on the faults near the epicenter of Monday’s tremor. He even posted a map pinning some of the locations that would be the hardest hit if his predictions came to pass.

After the quake, he [tweeted](#) again, saying: “As geologists, we grew exhausted of repeating that this earthquake was coming. No one even cared what we were saying.”

The earthquake left behind billions of dollars in damage, and government plans will require billions more at a time when the state budget is already strained.

Before the quake, Mr. Erdogan’s government unleashed [billions of dollars in new spending](#) aimed at cushioning the blow of high inflation to citizens before the election, a cash injection that some economists predicted could tip the country into recession this year.

On top of economic hardship, the earthquake will deepen Turks’ distress, and not in a way that makes them feel that

they are contributing to a greater cause, said Selim Koru, an analyst at the Economic Policy Research Foundation of Turkey.

“This, by its nature, comes out of nowhere, and it makes people even more miserable, and not just in the earthquake zone,” he said. “The economy is going to suffer, and I’m not sure it gives that suffering any meaning.”

The earthquake’s proximity to the presidential and parliamentary elections that must be held on or before June 18 could lead to other challenges.

[The Reuters](#) news agency quoted an unnamed Turkish official on Thursday as saying the earthquake’s devastation posed “serious difficulties” for the vote. It was the first hint that the government could seek to postpone it.

Trying to unseat Mr. Erdogan is a coalition of six opposition parties that want to bolster the economy and restore independence to state institutions. They have already started trying to turn the quake response into an election issue.

But even some angry voters still trust Mr. Erdogan.

“We failed this test,” said Ismail Ozaslan, 58, a long-haul truck driver in a park in Gaziantep where part of his family was cramped inside a tent. “We are like patients left to die. There is no management here.”

But his criticism of local and national officials, whom he accused of corruption and neglect, stopped short of Mr. Erdogan.

“It’s like a building where the roof is strong but the pillars are rotten,” he said. “We don’t have a chance other than Erdogan. May God grant him a long life.”

Safak Timur contributed reporting from Gaziantep, and Gulsin Harman from Istanbul.

The New York Times

By Orhan Pamuk Mr.
Feb. 11, 2023

A Girl Trapped Under Fallen Concrete. A Man Unsure of What to Do.

Mr. Pamuk is a Turkish writer. He was awarded the Nobel Prize in Literature in 2006. Sign up for the Opinion Today newsletter Get expert analysis of the news and a guide to the big ideas shaping the world every weekday morning.

The girl with sad eyes must be around 10 or 12 years old. She hardly moves as she stares into the camera phone. Whenever she does move, her gestures are slow and sluggish. The man who is filming the video spots her and cries out in astonished delight.

“There’s someone here! There’s someone here!”

But there is no one around, only a leaden light and the silence of snowfall. They are somewhere in southeastern Turkey, a region that has just been devastated by two 7.8- and 7.5-magnitude earthquakes.

The man approaches the girl, whose body is pinned from the chest down by collapsed concrete. It is clear they do not know each other.

“Are you thirsty?” he asks.

“I’m cold,” the girl replies. “My brother is also here.”

“Can you move?”

“No,” the girl replies weakly. Even with her fading voice, she has finally managed to make herself heard. But there is no hope in her eyes. It has been half a day since the first earthquake struck at 4 in the morning. Soon it will be evening again.

“Can you move your legs?”

“Very difficult,” says the girl in a soft voice, which is hard to understand. There is a new expression on her face now, as if she were hiding something or



A man watched volunteers search for people in the old quarter of Antakya in Hatay Province, Turkey, on Thursday. Emily Garthwaite for The New York Times

as if she was embarrassed about some personal shortcoming.

The snow that has been falling intermittently during the night and in the morning is slowly drawing a blanket over the agony of the earthquake, the dead and the dying, the ruins of two- to three-story houses and 15- to 16-story blocks that collapsed during a few seconds in the night.

We can sense that the man filming on his phone is unsure about what to do. On his own, he cannot pull the girl free of that cramped, terrifyingly heavy pile of concrete. They both fall quiet.

The girl’s eyes begin to glaze over; her exhaustion, her pain are written on her face.

“You stay right here. I’m going to go and get you some help. We’re going to get you out of there.”

But the man sounds uncertain. This neighborhood, leveled by the earthquake, probably lies far from the city center. With streets and bridges all destroyed, help has yet to come. It is unlikely that it will be here anytime soon.

Some of those who live here, who might have made it out alive from their crumbling homes into the dark, snowy night, must have gone elsewhere to seek shelter from the cold. But it is possible that apart from the girl and her brother, no one else in her family has survived, and so there is nobody looking for her.

“Don’t go!” the trapped child says eventually.

“I have to go, but I’ll be back!” the man says. “I won’t forget about you. I’m going to get help.”

We can tell that the girl, who has spent more than half a day trapped here on her own, is al-

ready preparing herself to die and has no strength left to object.

Even so, she says again “Don’t go!” her voice as faint as a whisper.

“I’m going to go and get you some help!” the man says, and though his voice is louder this time, we cannot quite believe him.

This is where his phone recording ends. We do not know whether he was able to get help. His was one of hundreds of desperate pleas and first-person accounts I had watched that first day, glued to my screen for hours. Like many others, the man who had recorded the trapped little girl posted the video on Twitter, straightforwardly and without further comment.

I have been waiting for another video showing the trapped girl being rescued, but it hasn’t come.

Finding help is not as easy as the man with the mobile phone might have thought. According to the figures released by the state, approximately 7,000 buildings in the area have been damaged or destroyed. The earthquake also hit Syria. Just as the true number of victims is probably much higher than is being reported (the most recent figures say the death toll is now [more than 23,000](#)), the actual number of collapsed buildings is also likely to be far greater. With roads closed and mobile phones not working properly because of power cuts and congested networks, there

is little information at all on what is happening in the smaller provincial towns. On Twitter and on social media we see posts suggesting that some villages have been wholly destroyed. But is this true?

This is the largest earthquake to have struck Turkey in more than 80 years. It is the fourth major earthquake I have experienced, from near or far, since I was a child. After the 1999 Marmara earthquake, which killed more than 17,000 people, I had gone to Yalova, one of the towns ravaged by that disaster. I wandered for hours among the concrete ruins, filled with a sense of guilt and responsibility, and thinking I might at least help clear some of the rubble, only to return home without having been able to help anyone at all. The spectacular sight from that day stayed with me, along with the frustration and sadness that I want to forget but have never managed to.

Now these images are being crowded out by new and yet all too familiar ones. The sense of helplessness is crushing.

With airports damaged and roads impassable, it took even the media conglomerates hours to reach several big cities the earthquake has turned into hellscapes. Half a day after the disaster, they arrived in those snowy, rainy, windy streets to find themselves faced with millions of people angrily waiting for help. According to the numbers released by the Turkish state, 13.5 million people in the region have been affected by the earthquake. According to the World Health Organization, [up to 23 million](#) in Turkey and Syria might be affected.

The disaster reached truly apocalyptic dimensions when, nine hours after the first 7.8-magnitude earthquake struck in the middle of the night, a 7.5-magnitude earthquake followed. This



People waiting for news of their loved ones, believed to be trapped under collapsed buildings on Thursday in Hatay Province, Turkey. Burak Kara/Getty Images

second earthquake, whose epicenter was about 60 miles from the first, forced millions of people who had been driven outside by the aftershocks from the first quake to witness scenes of manifest horror. The crowds had wandered the streets in search of help or food, sifting with their bare hands, brick by brick, through the ruins of multistory blocks reduced to rubble or looking for a warm, covered space in which to shelter. They now began to film the destruction on their phones, crying “Oh, my God, oh, my God,” as within seconds, building after



A scene of vast destruction in Kahramanmaraş, in southeastern Turkey. Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images

building collapsed like a house of cards, leaving only mountains of dust in its wake.

Many people have posted these

images of grotesque horror on social media without so much as a comment, a caption or even a few words to accompany them. In doing so, they are sending two messages. The first is the thing made manifest in their shock: the stunning, staggering scale of the catastrophe. The second is the feeling of abandonment and despair, felt by the whole country and as harrowing as the earthquake itself.

These apocalyptic scenes have at once brought out a poignant spirit of solidarity and mutual

assistance, and kindled people’s instinct to share, to gather witnesses, to leave a mark, to make their voices heard. In the rubble-heaped center of every

major city, anyone within reach of a reporter’s microphone seems to be shouting “Film here, film here, we need help, we need food, where’s the government, where are the rescue teams?”

Aid has been dispatched, but the trucks loaded with supplies are stuck for hours on jammed roads hundreds of miles from the affected areas. People who have lost their homes, their families, their loved ones, everything they ever had find that there is nobody doing anything about the fires beginning to break out in their cities. And so they block the path of any official vehicle, policeman or government employee they can find and start to remonstrate. I have never seen our people so angry.

As the second day plunges into evening, the noises coming from the piles of rubble and concrete grow fainter and the people out on the streets start to become accustomed to the horror. Crowds begin to gather in front of vans distributing bread and food. But the anger, the bitterness, the desperate sense of having been caught unawares remain undimmed.

The next day, I learn from social media posts that there are doctors who have taken it upon themselves to travel long distances to lend a hand in some of the larger cities destroyed by this earthquake, but there seems to be no authority, no one in charge to direct their efforts upon arrival. To people’s appalled dismay, even some public hospitals have collapsed.

Two days later, some help arrives at the centers of main cities. But for many people, it is too little and too late.

Orhan Pamuk was awarded the Nobel Prize in Literature in 2006. His most recent novel is “Nights of Plague.” This essay was translated by Ekin Oklap from the Turkish.



Feb. 2, 2023

Congressmen call for more US support for Kurdistan Region, tougher position toward pro-Iran elements in Iraq

The first six questions in the Congressional letter—nearly half—dealt with the coordinated repression of Iraq’s Kurds by Tehran and Baghdad.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – On Friday, three members of Congress sent President Joe Biden a letter calling on his administration to do more to back the Kurdistan Region in its disputes with Baghdad, while calling for a tougher policy toward Iraq to counter Iran’s strong influence.

The Signatories

The first of the signatories, Rep. Mike Waltz (Florida), serves on three relevant committees: House Armed Services Committee; House Foreign Affairs Committee; and House Permanent Select Committee on Intelligence.

Rep. Kevin Hern (Oklahoma) serves on the House Committee on Ways and Means—a key committee responsible for taxation policy and raising revenue more generally.

The third signatory, Joe Wilson (South Carolina) co-chairs the bipartisan Kurdish-American caucus and is a long-time supporter of the Kurds. Wilson also holds an important position, as a member of the Middle East, North Africa, and Central Asia Subcommittee of the House Foreign Affairs Committee.

The Congressional Letter

With Iraq’s Deputy Prime Minister and Foreign Minister visiting Washington this week, the Congressmen wrote, “now is the time for the United States to clearly communicate to the Iraqi government the consequences of its alignment with Iran.”

“The US must also refocus its efforts with the Iraqi government,” they said, “so that one of our most reliable partners, the Kurdistan Region, does not continue to bear the costs, while receiving none of the benefits, from an Iraqi federal system that the US was instrumental in designing and implementing.”

Strong Iranian influence in Iraq, the Congressional letter implied, hurts Iraq’s Kurds, because Tehran encourages Baghdad to act against them.

Indeed, the Congressmen posed thirteen questions to Biden and requested a response within two weeks, February 24th.

If the White House really does reply, its answers to those questions will be quite interesting.

Six Questions: Policy toward Kurdistan Region

The first six questions in the Congressional letter—nearly half of the questions—deals with the coordinated repression of Iraq’s Kurds by Tehran and Baghdad, starting with the actions of the President of the Iraqi Supreme Judicial Council, Faiq Zaydan.

Zaydan, and Iraq’s judicial apparatus more broadly, have been suborned by the head of the Qods Force of Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC-QF), Brig. Gen. Esmail Qaani.

In early 2022, three months after Iraq’s October 2021 elections, Qaani visited Baghdad. The pro-Iranian parties in Iraq, which

called themselves “the Coordination Framework,” did poorly in the polls and a proper count would have tasked Muqtada al-Sadr with forming the next government.

But Qaani, in coordination with Nuri al-Maliki, a former Iraqi prime minister and highly sectarian Shi’ite politician, instructed Zaydan to direct the Supreme Federal Court to issue three rulings, one of which [changed](#) the rules for choosing a prime minister, denying that position to Sadr.

A second ruling denied the Iraqi presidency to Hoshyar Zebari, a senior member of the Kurdistan Democratic Party and Iraq’s first post-Saddam Foreign Minister.

The third decision ruled against independent energy exports from the Kurdistan Region.

Michael Knights, a senior fellow at The Washington Institute for Near East Policy, first detailed Qaani’s move against the independence of the Iraqi legal system last August, calling it “a judicial coup.”

The court’s initial two rulings are now moot. Mohammed Shia’ al-Sudani became prime minister in October, and Abdul Latif Rashid became president. Only the third ruling—against an independent energy sector in the Kurdistan Region—remains an issue. And it is being strong rejected by the Kurds.

In their letter, the Congressmen asked Biden, “how will the US protect US-financed energy investments in the Kurdistan Region?”

“Currently the largest US commercial investments in Iraq are in the Kurdistan Region,” they noted. Those investments are “essential for the Region’s self-sustaining revenue,” they continued, but “these investments are under threat by Iran and the Iraqi government.”

The letter also strongly criticized Zaydan himself, as well as Maliki. “Have the State or Treasury Departments determined whether Faiq Zaydan... meets the criteria for sanctions for gross human rights, acting as a foreign agent, corruption, and material support as defined by the Global Magnitsky Act and [Executive Order] 13818,” which blocks the US property of individuals involved in gross human rights abuses or corruption, they asked.

A similar question about Maliki followed. “What is the status of sanction packages for terrorism and/or corruption against former Prime Minister Nouri al-Maliki,” the Congressmen asked.

Another Congressional question dealt more broadly with the machinations of Zaydan and Maliki. “How will the US ensure Iraq’s government protects the constitutional rights of the Kurdistan Region, particularly in the face of an Iran-aligned and unconstitutionally formed Federal Supreme Court that reportedly takes direction from the IRGC-QF? How will the US government demand an Iraqi budget that affords Constitutional protections to the Kurdistan Region?”

Friday’s Congressional letter

resembled that written the week before to Secretary of State Antony Blinken by the Chairman of the House Foreign Affairs Committee, Rep. Michael McCaul (R, Texas), who focused on Iran's subordination of the Federal Supreme Court.

Friday's Congressional letter also complained about Baghdad's failure to provide proper weapons to the Peshmerga—including those approved by the US Congress.

"How will the US ensure Iraq's government supports all of its military forces to include the Kurdish Peshmerga and stops funding designated terrorist groups," they asked, referring, in the second part of the question, to extreme Shi'a elements within the Popular Mobilization Forces, which have been designated as terrorist groups by Washington.

The Congressional letter also complained that "the US has provided funding for reconnaissance drones and military equipment for the Kurdish Ministry of Peshmerga Affairs forces,

but the Iraqi Ministry of Defense continues to block its delivery."

"How will the US ensure the Kurdistan Region receives Congressionally appropriated equipment and capabilities," the letter asked.

Iran's Uses Iraq's Banking System to Circumvent Sanctions

One of the biggest issues between Washington and Baghdad involves Iran's exploitation of Iraq's banking system to circumvent sanctions. The US has clamped down on that, precipitating a fall in the value of Iraq's currency.

Indeed, the Congressional letter expressed serious concern about this issue. As noted, Iraq's new Prime Minister has "reinstalled the former Governor of the Central Bank who previously oversaw Iraq's banking system, which, with the benefit of US banknote transfers, served as a money laundering front for Iran."

John Hannah, who served as

Vice President Dick Cheney's National Security Advisor, along with Joel Rayburn, formerly US Special Envoy to Syria, have provided the most comprehensive public explanation of the unique arrangement that now facilitates Iranian money laundering.

In 2004, one year after Saddam Hussein and his regime were overthrown, Hannah and Rayburn explained, the US established a process "to allow Iraqi banks to access dollars at preferred rates to finance badly needed imports," as they wrote Wednesday in the Washington Examiner.

The process was known as the "dollar auction," but it was soon corrupted by "Iraqi politicians, Iran, and other bad actors," they said. "Using their control of Iraqi banks and border authorities, a network of front companies, and forged documents, they quickly made massive fake dollar transactions the norm. Import costs were outrageously inflated. Often, transactions existed only on paper—no goods ever

arrived in Iraq, while millions of dollars were wired to shadowy foreign accounts."

The US government has long known of this abuse, Hannah and Rayburn stated, and in 2015, the Obama administration "temporarily restricted the flow of dollars to stop the diversions, but relented when Baghdad protested and agreed to cosmetic reforms."

"Worried about Iraq's stability, US officials generally looked the other way rather than risk throwing Iraq into crisis by limiting access to its enormous dollar reserves," Hannah and Rayburn explained, before adding, "but the price has been high."

"Iraq is today one of the world's most corrupt countries, its people impoverished," they said. "and tens of billions of dollars have flowed to Iran," financing its "malign behaviors."

The extent to which this matter can be rectified and addressed remains to be seen.



11-02-2023

Dutch and Italian Prime Ministers reiterated their support for the Kurdistan Region

Over the years, both countries have provided significant military and economic assistance to the Kurdistan Region.

Dutch and Italian Prime Ministers on Saturday spoke with Kurdistan24's correspondent Barzan Hassan on the sidelines of the European Summit.

"We have very close ties in the Kurdistan Region," Mark Rutte, the Prime Minister of the Netherlands, reaffirmed. Moreover, Italian Prime Minister, Giorgia Meloni, expressed her satisfaction with her recent visit to the Kurdistan Region, calling it "a great experience."



"It's a place [the Kurdistan Region] where Italy has had a historical presence and we want to strengthen our political and economic relationship. Our military presence in the Region is very important and I look forward to coming back for another visit," she said.

Over the years, both countries have provided significant military and economic assistance to the Kurdistan Region. Also, their companies have partnered on numerous economic

and agricultural projects with the KRG.

In December, the Italian Prime Minister visited the Kurdistan Region and met with senior government officials, including the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani.

Also, PM Barzani in January met with his Dutch counterpart, Mark Rutte, on the sidelines of the World Economic Forum in Davos, where they discussed several issues.



avec AFP
12/02/23

Séismes en Turquie : Ankara se retourne contre les promoteurs immobiliers

Au moins 134 enquêtes ont été lancées contre des promoteurs qui n'auraient pas respecté les règles de construction

Leur photo est partout : celle du promoteur arrêté alors qu'il tentait de fuir à l'aéroport d'Istanbul vendredi et de ses deux comparses, dont les internautes demandent la tête. Mehmet Yasar Coskun était le maître d'ouvrage de la résidence « Rönensans » (Renaissance), construite à Antakya, dans le sud de la Turquie, il y a 10 ans : le 6 février, l'immeuble de huit étages et 250 appartements avec piscine, qui abritait notamment le footballeur ghanéen Christian Atsu, a basculé sur le flanc et sur ses habitants.

Il est l'un des milliers d'immeubles en Turquie qui se sont affaissés sur eux-mêmes, sans laisser la moindre chance à leurs occupants saisis dans leur sommeil par la violente secousse survenue à 4 heures du matin. Face à la colère qui gronde dans le pays contre les mafias du bâtiment, relayée par

la presse et les réseaux sociaux, les autorités turques ont réagi avec promptitude et les arrestations et mandats d'arrêt pleuvent.

134 enquêtes lancées

Dimanche, sept jours après la catastrophe qui a fait près de 30.000 morts rien qu'en Turquie, trois personnes ont été écrouées, sept interpellées dont deux autres promoteurs qui tentaient de s'échapper en Géorgie, et 114 sont toujours recherchés, a annoncé le ministre turc de la Justice, Bekir Bozdogan. Au total, 134 enquêtes ont été lancées. Le sort de la résidence Renaissance est devenu emblématique de ces mauvaises pratiques dénoncées de longue date dans le pays, mais elle est loin d'être la seule.

Ainsi l'hôtel Isias, à Adiyaman, où 35 membres de l'équipe de

volleyball de 12-15 ans de la république séparatiste de Chypre Nord et leur encadrement ont péri : des témoins ont affirmé à la chaîne de télévision NTV que l'hôtel avait été fermé en raison « d'irrégularités » dans la construction, avant de voir les scellés brisés et de rouvrir. « Je veux que ces gens soient jugés, ce sont des meurtriers », lançait une proche de victime interrogée, tandis qu'un autre assurait avoir vu « les murs se déchirer comme des feuilles de papier ».

Les leçons tirées du séisme de 1999

Dans sa déposition, le promoteur de la résidence Renaissance a rejeté les accusations portées contre lui et ses associés. « J'ignore pourquoi le bâtiment s'est effondré. Tous les permis avaient été délivrés après les études effectuées par la mairie et la compagnie de

contrôle », a-t-il affirmé. Le permis pour cette résidence a été signé en 2021 par le district d'Ekinciler, à Hatay. La Turquie a adopté une série de normes et de réglementations calquées sur celles de la Californie, terre de séismes, et régulièrement révisées - la dernière fois en 2018. Mais selon les ingénieurs et architectes interrogés cette semaine, la plupart sont ignorées par les bâtisseurs.

La réaction du gouvernement, confronté à ce que le président Recep Tayyip Erdogan, en campagne électorale si les élections du 14 mai sont maintenues, a qualifié de « pire catastrophe de tous les temps » pour la Turquie, est sans précédent. Jusqu'alors, les promoteurs et entrepreneurs véreux semblaient avoir de beaux jours devant eux malgré les alertes répétées d'ingénieurs et architectes reconnus.

LE FIGARO

12/02/2023

Antakya ne sait plus où enterrer ses morts

Dans la ville turque, une semaine après le tremblement de terre, les tombes s'alignent dans un cimetière de fortune.

Des effluves douceâtres flottent entre les décombres. C'est l'odeur de la mort qui émane des gravats. « Ma ville bien-aimée pue le cadavre », sanglote Mukkades, une commerçante du bazar dans le centre historique, « c'est affreux, s'il

vous plaît, faites-le savoir : la ville d'Antakya n'existe plus ». De nombreux corps sont encore piégés sous les ruines d'Antakya (l'ancienne Antioche). Des immeubles effondrés, les secouristes ne tirent presque plus que des dépouilles.

En haut d'un monticule de béton, on tire un drap pour cacher la victime, puis une demi-douzaine de sauveteurs descendent des débris en portant le défunt dans une couverture. À proximité des chantiers d'excavation, les corps attendent, emballés dans des

housses mortuaires noires. Un corbillard viendra les emporter. Ibrahim, réfugié à la terrasse couverte d'un café où s'entraident des rescapés, relate l'horreur des premières heures de la catastrophe : « Les cadavres étaient jetés sur le bord de la route. En-

tassés les uns sur les autres. Personne ne venait les récupérer. » Les fourgons funéraires sillonnent désormais la ville, avec leurs sirènes hurlantes et leurs gyrophares verts caractéristiques. Mais, souvent, ce sont les proches ou les voisins des victimes qui se chargent du transport des morts.

Pavlus Orduluoglu, le pope d'Antakya, s'assoit quelques minutes près d'une ruine. C'est dans le centre qu'habitait l'essentiel des 1 200 membres de la communauté orthodoxe de la ville. « Quand les équipes de sauveteurs disent qu'il n'y a plus de traces de vie dans un bâtiment, on considère que nos proches y sont morts. Jusqu'à présent nous avons enregistré 30 décès », explique le religieux à l'imposante barbe noire. Alors que des rumeurs de pillages ont déclenché une psychose dans la région, il craint que des corps soient pro-

fanés par des voleurs à la recherche de bijoux.

Les épidémies menacent

Chaque soir depuis le séisme, à 17 heures, Pavlus Orduluoglu célèbre des funérailles dans le carré orthodoxe du cimetière d'Antakya. Mais le prêtre a perdu tous ses crucifix, icônes et bibles, qui sont restés sous les décombres de son église. « Elle était réputée indestructible, il n'en reste rien », déplore-t-il. Avec une poignée de coreligionnaires, il scelle maintenant une tombe avec une plaque de marbre et de gros rochers.

Tout le cimetière est marqué par le séisme. Des pierres tombales brisées gisent près des sépultures. Au détour des allées, un imam récite une prière, une pelleteuse creuse la terre, deux fossoyeurs exténués portent leurs pelles sur l'épaule. À l'entrée,

les corbillards déchargent sans cesse de nouveaux sacs mortuaires. Assise sur le rebord d'un muret, une femme pleure sans discontinuer. Des fonctionnaires de la présidence des affaires religieuses dépêchés sur place tentent d'organiser les enterrements et d'enregistrer l'identité des défunts malgré la confusion qui règne.

Mais les cimetières d'Antakya ne suffisent plus. En bordure de la ville, dans le quartier pauvre de Narlica, un champ a été réquisitionné pour ensevelir les morts qu'aucun proche n'est venu réclamer. Une nécessité estime Metin, un médecin de la ville : « Si l'on ne faisait pas ça, il arriverait bien pire. » Alors que l'eau est toujours coupée, qu'il n'y a plus de sanitaires, les épidémies menacent. Pour trouver ce nouveau cimetière qu'aucune carte n'indique, « suivez les corbillards, vous ne pouvez pas le louper », assure un habitant du district.

La route est encombrée de fourgons funéraires, d'ambulances et de véhicules des forces de l'ordre garées sur le bas-côté. En contrebas, au bout d'un chemin de terre, des dizaines de corps sont alignés. Des centaines sont déjà ensevelis. En guise de stèles, des planches de bois et des poteaux de béton fichés dans le sol portent des numéros. Un soldat nous interpelle : « Pas de photos, nous avons des ordres clairs du préfet. On devrait saisir le matériel, aidez-nous à ne pas en arriver là. » La presse n'est pas la bienvenue. Une fonctionnaire nous glisse : « Les gens vont déjà tellement mal. Si en plus ils voient ces images sur les réseaux sociaux, cela pourrait gravement les démoraliser. » Les engins de chantier continuent à retourner la terre. En prévision d'un bilan plus lourd, on prépare de nouvelles tombes dans ce cimetière aux allures de fosse commune.

Le Monde

12/02/2023

Par Nicolas Bourcier (Büyüknacar (Kahramanmaras), envoyé spécial)

Après le séisme en Turquie, l'édile debout dans le village martyr de Büyüknacar

Sur 190 maisons que compte ce village du sud de la Turquie, seules 17 sont encore debout. Son Muhtar, édile local, tente d'organiser les secours malgré les difficultés immenses et le froid glacial.

Le village de Büyüknacar est posé sur le toit d'un monde qui n'existe plus. A près de 1 300 mètres d'altitude, sur les hauteurs de la province de Kahramanmaras, dans ce Sud profond et glacial de la Turquie, le séisme du lundi 6 février est venu faucher les vies. La mort est montée de la terre et, depuis, les survivants n'en finissent pas de prier et de pleurer les disparus. Les premiers secours sont venus au bout du troisième jour. Ils commencent à peine à prendre la mesure de l'ampleur des dévastations. L'épicentre de la catastrophe était à moins de 10 kilomètres à vol d'oiseau. Certains, ici, disent qu'il a eu lieu sous leurs pieds.



ARNAUD ANDRIEU POUR « LE MONDE »

Assis autour d'un poêle, ils sont une quinzaine, serrés les uns contre les autres, des hommes

âgés pour la plupart, les visages sombres et perclus de fatigue. Quelques chaises en plastique,

des piles de couvertures par terre et le crépitement du bois dans la salle de classe d'école primaire

transformée en petit havre de paix. Debout, Uzeyir Karabudak est le seul à élever la voix. Il parle fort au téléphone. Les lignes sont mauvaises. Sans électricité, il faut faire vite. Le temps de charge, dehors, dans une voiture, est exaspérant. Il dit vouloir des conteneurs. Les quatre tentes installées la veille par l'AFAD, l'organisme public turc de gestion des catastrophes, sont restées vides. « Ici, la nuit, il fait froid et le vent est dur, personne n'a idée de dormir dehors. »

A 52 ans, Uzeyir est le « muhtar » de Büyüknacar. Muhtar, c'est-à-dire une sorte d'équivalent du maire, l'interlocuteur privilégié entre l'Etat et ses citoyens, de père en fils depuis toujours. Son ancêtre a fondé le village avec une autre famille il y a près de trois cent cinquante ans. Une longue lignée et une tradition strictement maintenue qui font que la nature environnante, le village, les éléments, tout cela est immensément familier. « Mais ça, personne n'a jamais vu pareille chose. »

Violence inédite

Ce n'est pas la première fois qu'un tremblement de terre a tenté de tout détruire. Mais une telle violence est totalement inédite, de l'avis de tous. Sur 190 maisons que compte Büyüknacar, seules 17 sont encore debout. Plus de cinquante ont été entièrement détruites, aplaties ou avalées par la montagne. Les autres sont crevassées, fissurées, éventrées, et menacent d'un jour à l'autre de s'effondrer.

Büyüknacar, dont la racine du nom remonte au perse ancien et signifie « sans espoir », a enterré 46 membres de sa communauté. Un chiffre provisoire, fait comprendre Uzeyir. A peine 130 maisons ont été fouillées et auscultées. Personne ne sait combien de villageois sont portés disparus ou encore sous les décombres. Büyüknacar compte un peu plus de mille habitants, mais



Uzeyir Karabudak (à droite), le « muhtar » du village, et d'autres survivants se rassemblent autour d'un poêle, dans le village de Büyüknacar (Turquie), le 9 février 2023. ARNAUD ANDRIEU POUR « LE MONDE »

certaines étaient absents le matin de la catastrophe.

Uzeyir, lui, était profondément plongé dans sommeil. A 4 heures 17, lorsque survient le tremblement de terre, lui et sa femme sont réveillés en sursaut. « D'abord, dit-il, il y a le bruit et ensuite cette première poussée phénoménale, tellement forte que je peux vous dire qu'elle est passée d'est en ouest. La deuxième, peu après, environ dix secondes, légèrement moins forte, a filé, elle, du nord au sud. Le tout a duré moins d'une minute. » C'est ce mouvement tellurique croisé, avance-t-il, qui a fait que les maisons se sont effondrées avec une telle facilité, un effet ciseaux de la taille d'un phénomène naturel.

Le couple est d'abord resté pétrifié sur le lit pendant une demi-heure avant de se hasarder hors de la chambre pour essayer d'estimer les dégâts. Tout était à terre. Dehors, dans le noir de la nuit, ils ont inspecté ce qu'ils ont pu avant de se calfeutrer dans la voiture en attendant les premières lueurs du matin.

Les yeux rougis, Uzeyir pleure. Pendant les deux jours qui ont suivi, il a œuvré sans relâche pour sortir les corps des décombres avec les autres rescapés du village. Partout s'insinue la présence de la mort. Un par un,

à la pelle ou à la main, avec des bouts de bois, des pioches, ils sortent les cadavres des amas de pierre et de bois, les deux éléments de base des constructions du cru. Plus de 1 500 bêtes sont mortes, écrasées, broyées ou précipitées dans les ravins.

« Nous avons tout fait »

Lui tente d'appeler sans relâche le bureau du gouverneur. En vain. « C'est là que l'entraide joue à plein, c'est notre force, nous avons tout fait, tous ensemble, les excavations, les sépultures, les deuils. »

En deux jours, Uzeyir et les siens sortent quarante corps des décombres. Six depuis l'arrivée des secours, qui ont apporté nourriture, eau et équipements chauds. Quinze blessés ont pu être transportés dans les hôpitaux de la région, dont certains par hélicoptère.

« On pensait sincèrement que les premiers secours allaient venir dans dix jours. Trois, c'est long, mais c'est bien », souffle Uzeyir. Il n'en dira pas plus. Ici, contrairement aux principales villes sinistrées de la région, on n'entendra pas une seule critique à l'encontre du gouvernement. Pas un mot, ou presque, contre la lenteur du déploiement des secours, les problèmes de logistique ou l'absence de l'armée. Pas

une fois le nom du président, Recep Tayyip Erdogan, ne sera même prononcé.

Büyüknacar, comme tous les villages et petites communes de Turquie, est régi par cette loi invisible qui empêche le muhtar et ses administrés de critiquer en public le pouvoir en place, par peur de ne plus recevoir d'aide du tout. Une relation qui en dit long sur le rapport à l'Etat et au lien social. Créée sous l'Empire ottoman, il y a deux siècles, l'institution du *muhtarlık* s'est systématisée et centralisée au fil des époques.

Aujourd'hui, il est élu comme les maires, mais il peut être limogé par les autorités. C'est lui, ce « premier échelon » ou « bras de l'Etat », que Recep Tayyip Erdogan a voulu remettre au centre de son système d'organisation publique, lors de son arrivée au pouvoir en 2003. La matrice de la Turquie nouvelle que le président, d'abord premier ministre jusqu'en 2014, appelait de ses vœux. En 2015, à Ankara, devant des milliers d'élus, il a même utilisé la corde sensible : « Quand on m'a arrêté [en 1998, entraînant un séjour de quatre mois de prison pour avoir récité un poème islamo-nationaliste], on m'a dit que je ne pourrai même plus être muhtar. En disant cela, ils n'ont pas seulement insulté ma personne, mais tous les muhtar ! »

Dehors, la nuit est tombée depuis longtemps. La salle de classe du village est désormais pleine. Comme dans l'unique autre bâtisse située un peu plus en contrebas et capable, elle aussi, d'accueillir au chaud les habitants, on se prépare à dormir entre quatre gros murs. Personne ici n'a entendu parler d'aide internationale. « J'espère juste, ajoute Uzeyir, que la France, l'Allemagne et tous les autres pays ne vivront jamais ce que nous sommes en train de vivre. » Une dernière requête ? « Büyüknacar a besoin de conteneurs, pas de tentes. »

Séisme en Turquie : « La présence de nombreux immeubles hauts aggrave le bilan humain »

L'architecte Patrick Coulombel, cofondateur de la fondation Architectes de l'urgence, explique pourquoi les normes antisismiques turques, les mêmes qu'en Europe, ne sont pas toujours respectées.

Patrick Coulombel est cofondateur de la fondation Architectes de l'urgence. Cet architecte de 59 ans est intervenu sur le terrain de nombreux séismes ou catastrophes. Il analyse pour *Le Monde* les conséquences du séisme meurtrier du 6 février qui a détruit de nombreuses villes et villages en Turquie et en Syrie.

Vous préparez-vous à vous rendre sur place dans les zones sinistrées ?

Dès le lendemain de la catastrophe, nous avons fait savoir notre disponibilité pour nous rendre sur place et participer aux évaluations et aux contrôles nécessaires. Contrairement au séisme et au tsunami en Indonésie en 2004 ou au tremblement de terre en Haïti en 2010, où nous avons eu respectivement jusqu'à 800 et 500 personnes sur place, nous n'avons pas d'équipe sur le terrain en Turquie ou en Syrie. Les autorités refusent toute autre aide que des secours pour le sauvetage et le déblaiement, ce que l'on peut comprendre, et acceptent de l'aide humanitaire mais uniquement sous direction de leurs organisations.

Pour notre part, nous avons du matériel à disposition, des bâches pour faire des



A Hatay (Turquie), le 8 février 2023. DHA/AFP

abris. Et nous sommes prêts à contribuer aux travaux d'évaluation et de mise en sécurité des populations.

Quelles sont, selon vous, les caractéristiques de ce séisme ?

C'est le séisme le plus puissant, de magnitude 7,8, depuis de nombreuses années, en zone fortement peuplée, et de plus un séisme de surface, soit 17,9 kilomètres de profondeur seulement, ce qui accroît les destructions. Je n'ai pas souvenir d'un séisme aussi puissant depuis celui d'août 1999, en

Turquie aussi [*près d'Izmit, qui avait fait 17 000 morts*], dans une zone avec des villes importantes, comme celle de Gaziantep et ses plus de deux millions d'habitants.

Le problème, comme souvent, c'est que la récurrence de phénomènes aussi intenses est très ancienne, le dernier dans cette région datant de cent cinquante et un ans, et qu'il n'existe donc pas de mémoire collective active. Les habitants ne l'ont pas vécu, ni même entendu de récits d'anciens, et ils sont donc moins sous pres-

sion, s'inquiétant peu des règles de sécurité.

Le rapport avec la population, sa densité, est très important puisqu'il détermine le nombre de victimes potentielles. Ainsi, le gros séisme auquel les spécialistes s'attendent est situé près de la mer de Marmara. Il aurait des conséquences terribles avec la proximité d'Istanbul, ses plus de quinze millions d'habitants et ses nombreux immeubles ne répondant pas aux normes parasismiques. D'ailleurs, de nombreux habitants d'Istanbul préfèrent

quitter leur logement car ils redoutent un prochain tremblement de terre.

Que sait-on de l'application des normes antisismiques dans la région touchée ?

En Turquie, mais aussi en Syrie, en zone urbaine, on a fait le choix de construire des immeubles hauts, qui sont fréquemment d'une dizaine d'étages. Cette politique permet de limiter l'étalement urbain, de diminuer le nombre d'infrastructures à construire comme les routes, les bâtiments publics, qui sont plus concentrés. Mais les immeubles hauts sont plus vulnérables en cas de séisme, ce qui accroît mathématiquement le bilan humain.

En matière de réglementation parasismique, la Turquie reprend la même qu'en Europe, dite « Eurocode 8 », avec certaines adaptations précisant notamment des points techniques de renforcement. Dans ce pays, les contrôles sont fréquents, de nombreux documents doivent être déposés, avec des études techniques... ce qui ne veut pas dire que tout est respecté.

Ces normes antisismiques suffisent-elles ?

Cette réglementation a des conséquences sur la conception et la construction des bâtiments en fonction de la zone géographique et de ses caractéristiques sismiques. Ils doivent répondre à une certaine technicité. Par exemple, on dimensionne les structures en simulant un séisme, par modélisation informatique, et on détermine les contraintes qu'elles devront supporter. On peut jouer ainsi

sur le renforcement des structures, avec des aciers plus résistants, des qualités de béton supérieures. Ces réglementations, dont beaucoup ont été conçues après le tremblement de Boumerdès, en Algérie, en 2003 [près de 2 300 morts], évoluent en fonction aussi de notre connaissance des conséquences de tels séismes d'ampleur. On apprend à chaque fois.

On connaît l'importance de la forme du bâtiment, de son orientation. Ainsi, dans ce séisme, dès lundi 7 heures du matin, on a pu constater que les bâtiments orientés est-ouest semblaient avoir mieux résisté car ils étaient dans le sens du mouvement principal du sol au premier tremblement de terre. Ce qui n'était plus le cas lors du deuxième, car les ondes sismiques étaient orientées différemment.

Ces normes sont-elles réellement appliquées ?

Le drame, en effet, c'est qu'elles ne sont pas toujours appliquées, en Turquie comme ailleurs. Il faut déjà bien connaître la nature du sol sur laquelle sont édifiées les constructions. On le constate quand on voit sur certaines images des lignes entières de bâtiments effondrés, alors que d'autres, voisins, sont restés debout. Le sol, la conception et la construction peuvent en

On sait à partir de quelle contrainte le sol va être en rupture, et la réglementation nous impose de mettre 21 fois moins de charge que la normale. Vous pouvez, si vous avez de la place, répartir la masse sur le sol en surface, ou, si vous êtes

plus contraints en superficie comme en ville, descendre en profondeur en usant de pieux en béton ancrés profondément qui répartissent les charges latéralement par frottement. Mais on sait que plus le bâtiment est haut et plus il est vulnérable. En cas de séisme, de liquéfaction du sol, sa portance diminue fortement et engendre des effondrements.

On constate aussi que, dans de nombreux immeubles urbains, les rez-de-chaussée sont occupés par des magasins qui, pour optimiser la surface, détruisent des murs porteurs, affaiblissant les résistances du bâtiment. Ce que l'on appelle des rez-de-chaussée transparents, sans suffisamment de murs porteurs et de contreventements.

De plus, il y a bien sûr des fraudes, des non-respects des réglementations, des tricheries sur les matériaux, des bétons avec moins de ciment, moins de ferrailages, des aciers de moindre qualité... Une fois un mur monté ou des fondations édifiées, il est difficile de contrôler ce que vous avez utilisé comme matériaux.

Mais ces réglementations sont-elles valables sur des bâtiments plus anciens ?

Là est le problème. Il faut intégrer ces normes parasismiques et renforcer l'ancien. On doit intégrer des poteaux dans les angles, au niveau des portes et des fenêtres, sur les parties supérieures pour arriver à un chaînage complet de la maison. Tout est lié à ce chaînage, comme une sorte de squelette. Mais ces techniques n'étaient pas été appliquées il y a une vingtaine

d'années. Et beaucoup de bâtiments, y compris en France, sont plus anciens.

On a constaté les dégâts de séismes de magnitude moindre sur des constructions anciennes, comme à l'Aquila, en Italie [en avril 2009, avec plus de 300 morts]. En France, nous aurions le même problème si un séisme touchait par exemple la région niçoise.

On sait aussi qu'il faut laisser, comme les Japonais le font, un espace d'environ un à deux mètres entre les immeubles pour leur permettre de bouger sans heurter les voisins, ce qu'on appelle des joints de dilatation parasismique. Le problème est que ces travaux sur de l'ancien sont onéreux. Et de nombreuses copropriétés ou propriétaires ne peuvent pas les payer.

Il reste qu'on exerce dans un secteur très réglementé, où l'on n'a pas le droit à l'erreur.

En zones urbanisées, comme pour ce séisme en Turquie et en Syrie, craignez-vous un bilan plus important ?

Je n'aime pas raisonner en matière de statistiques s'agissant d'un drame humain. Mais, si l'on prend les derniers chiffres en provenance des autorités, ils font état de plus de 11 000 bâtiments effondrés, dont 6 400 seraient confirmés. En prenant une moyenne, basse vu la hauteur de nombreux immeubles, de cinq à dix habitants par bâtiment, on arriverait vite à plus de 55 000 morts.

The New York Times

Reporting from
Antakya, Turkey

By Raja Abdulrahim
Photographs by Emily Garthwaite
Feb. 12, 2023

Lives of Syrian Refugees in Turkey Shatter a Second, or Third, Time

Syrians have experienced relentless death and destruction during their country's 12-year civil war. But some say the earthquake was worse than anything else they had endured.

First, Syria's civil war drove Hind Qayduha from her home in the city of Aleppo. Then, conflict and joblessness forced her family to flee two more times. Two years ago, she came to southern Turkey, thinking she had finally found safety and stability.

But when a powerful earthquake struck a week ago, it destroyed their apartment in [the hard-hit Turkish city of Antakya](#) and the family was displaced again. They sought safety nearby, braced against the side of the mountain around a medieval monastery and exposed to a cold rain; like many other survivors, they were too shaken to stay under any roof.

Two days later, they were living on the floor of an unfinished carwash in Antakya.

"This is my room for me, my husband and three kids," Ms. Qayduha said, laughing as she outlined with her hands a small circle on the black-and-white patterned blanket, a meager cushion atop the gravel floor. She pointed to another part of the same blanket: "And there's my mother's room."

She said other relatives who had been living near her were still buried in the rubble of their homes.

For Syrians, both refugees like Ms. Qayduha and those still living back home, last [Monday's earthquake](#) was a disaster within a disaster. Over the past 12 years, their lives have been



Hind Qayduha's family in Antakya, Turkey, on Saturday, in the unfinished carwash where they were living after the earthquake destroyed their apartment.

uprooted by civil war and the mass displacement and death it brought. Syrians know all too well the loss of homes — walls felled in mere seconds, people trapped under the rubble for days. But the refugees who fled to Turkey thought they had left those traumas behind.

Now, this past week, some said [the wholesale destruction wrought by the earthquake](#) was far worse than anything they had seen in more than a decade of war.

The civil war displaced more than half of Syria's 21 million people, and nearly four million of them ended up as refugees in Turkey. Many lived in the swath of territory most heavily affected by the earthquake, which killed more than 29,000 people in southern Turkey and more than 3,500 across the border in northwestern Syria — tolls that keep steadily rising.

At first, the Syrian refugees were largely welcomed in Turkey. The Syrians had relatively decent opportunities to make new lives and livelihoods.

But over time, they have faced growing discrimination and [pressure to return home](#), especially in recent years as the Turkish economy has taken a sharp downturn. The [immense humanitarian crisis](#) created by the earthquake reignited and heightened those longstanding tensions.

"And now we are under threat from the Turks, who could kick us out of the country," said Ms. Qayduha, 37.

Turkish residents of Antakya have leveled unsubstantiated accusations at the Syrians of looting or grabbing jewelry off corpses.

Tulin Kuseyri, a 62-year-old Turkish woman, stood by the

Orontes River in Antakya on Thursday, watching searchers remove a body from an apartment building. Near her lay the body of someone she had known, wrapped in a pink blanket — one of many relatives and friends she said she had lost in the earthquake, along with her family's cotton factory and her home.

"I don't want Syrian immigrants in Antakya anymore," she said, barely able to control herself. "Instead of paying for Syrian people from our taxes, we want them to take care of Turks."

Yet the relationship between Turks and Syrian refugees is far more complex than fear, blame and resentment. In Antakya and other affected areas, some Syrian families said Turkish ones had shared whatever shelter and food they had with them.

Other Syrian refugees said that the government-run rescue and relief response had not discriminated among the needy.

"Thank God, Turkey isn't distinguishing between us," said Jamal Ezzal Deen, a 30-year-old Syrian, as he held his 2-year-old daughter, Fatima. "Even if there is some racism from the people."

On Thursday at a tent camp erected around Antakya's soccer stadium, he had watched as a Turkish woman hassled a Turkish Army officer, insisting that the aid should go only to the Turks, not the Syrians. The

officer told her they wouldn't discriminate.

Ms. Qayduha said she still had family in Syria, including two sisters in northwestern Idlib Province and an aunt in Aleppo — two of the areas hardest hit by the quake. But she hasn't been able to connect with them. It's a constant reminder that Syrians on both sides of the border are united in suffering.

She said this was the second time she had lost her home and all her possessions.

"I don't own anything except these kids, thank God," she said in a raspy voice, hoarse from the cold, as she extended her arms toward her 9-year-old daughter.

She and her family were desperate to leave the carwash, which has a large opening that allows in bitterly cold air. They want to find better shelter in the tent camps the Turkish government has been setting up.

But they were spooked by rumors that they wouldn't be allowed in because they are Syrian, or that roaming groups of armed Turks were looking for Syrians to attack.

And it was not only the potential for rising anti-Syrian sentiment or the fear of attacks that has made some Syrians want to leave Turkey: They dread [another earthquake or other natural disaster](#).

At night in the carwash, the parents sheltering there put their children to sleep dressed and wearing shoes, in case another aftershock should force them to run.

It all turned out to be too much for Ms. Qayduha and her extended family. They used some of their last remaining money and paid drivers to take them farther west, outside the earthquake zone.

"Back when we were living in the war, we would flee to another area and we would feel safer," said Ms. Qayduha's

mother, Dalal Masri, 55. "But here, we don't feel like there's anywhere safe to go."

Outside a collapsed apartment building in Antakya, a woman in her 50s who said she had come from northwestern Syria to Turkey just days before the earthquake kept a hopeful vigil for days. She did not want to give her name out of concern for her safety.

The building was where her daughter, nine months pregnant, had been living with her family, and the mother had come to Turkey for the birth.

"Can a mother leave her daughter's side?" she said on Friday, wiping away tears. She squeezed her eyes shut, seemingly willing them to stop. "Everyone here is waiting for someone underneath."

Wrapped in a navy scarf, she kept an eye on [a handful of rescuers](#) who were walking along the upturned edges of the building's balconies, occasionally calling into the de-

stroyed building's depths and listening closely for any response, however faint.

When asked if any voices had been heard so far, she began to cry again.

"It's been 100 hours."

Nearby, a playground was strung up with sheets and blankets, turned into a rest area for rescue workers. A thin foam mattress stretched across the yellow slide, a makeshift bed.

On Saturday, the mother finally got the grim news. Rescuers had found her daughter's body and that of her 3-year-old son in the middle of the night. They buried them next to each other.

The mother said she had come to Turkey expecting to welcome another grandchild. Instead, she will return to Syria, having buried the daughter who was her best friend.

Vivian Yee contributed reporting.

Le Monde

Par Angèle Pierre
(Malatya (Turquie), envoyée spéciale)
13/02/2023

En Turquie, une semaine après les séismes, la crise humanitaire menace

Alors que l'espoir de retrouver des survivants s'éteint, la gestion de la catastrophe entre dans une nouvelle phase : la prise en charge de plus d'un million d'habitants privés de logement.

La neige a envahi les plaines au pied de la chaîne de montagnes du Taurus. Le tapis blanc, ponctué de champs d'abricotiers décharnés, scintille sous les rayons du soleil d'hiver. Le vrombissement d'un hélicoptère brise l'apparence paisible du paysage. Depuis les tremblements de terre du lundi 6 fé-

vrier, c'est par les airs que se font le plus efficacement les liaisons entre les villes et les villages de la région isolée de Malatya, en Turquie. Préfecture du centre du pays, située à proximité de l'épicentre du séisme, la ville et la région font partie des zones les plus dévastées par la catastrophe. Sur l'artère principale du vil-

lage de Polat, pas une habitation n'a résisté à la secousse. Les maisons étaient pourtant basses. Un ou deux étages tout au plus, en théorie moins exposés à la destruction lorsque la terre tremble, mais les structures de bois, les briquettes et la terre sèche n'en ont pas moins cédé, laissant des dizaines de villageois sans logis. Ils

se réchauffent désormais au poêle dans les tentes installées par l'AFAD, l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes, arrivé le lendemain sur place.

Dans l'une de ces tentes, Fadime fait face à sa maison en ruine. La sexagénaire s'est installée dans une quin-

zaine de mètres carrés avec quatre autres membres de sa famille : deux adolescentes, sa belle-sœur et leur belle-mère âgée, atteinte de la maladie d'Alzheimer. Depuis six jours, les problèmes s'accumulent : « *Nous n'avons pas pu récupérer les médicaments de ma belle-mère et nous n'avons que très peu d'ustensiles de cuisine* », explique-t-elle, en soulevant le couvercle d'une casserole fumante remplie de pommes de terre qui cuisent sur le poêle.

Cette ouvrière saisonnière, spécialisée dans la récolte du tabac, n'a aucune idée de ce qu'elle et sa famille vont devenir. « *Grâce à Dieu, nous sommes vivants* », se console-t-elle. D'autres villages attendent encore de l'aide. Un site d'informations en ligne basé dans la région rapporte des attaques de loups attirés par les cadavres abandonnés dans le village de Çelikhan.

Les séismes de magnitude 7,8 et 6,5 qui ont touché la Turquie et la Syrie lundi 6 février ont fait plus de 33 000 morts, d'après un bilan provisoire qui pourrait doubler, selon l'Organisation des Nations unies. Quelque 218 000 personnes seraient mobilisées sur place dans les opérations de secours et dans la gestion de centaines de milliers de rescapés, selon l'AFAD.

Froid glacial et absence de sanitaires

Dans la petite ville de Doganşehir, à quelques kilomètres de Polat, les cours de l'école et de la salle de mariage ont été transformés en refuge. « *La députée AKP [Parti de la justice*

et du développement, au pouvoir en Turquie] d'ici, Oznur Çalik, est venue nous rendre visite. Elle a fait le tour du camp, a pris des photos devant les tentes, nous a serré la main en nous promettant qu'on nous apporterait tout ce que l'on avait demandé dans l'heure. Depuis, aucune nouvelle » enrage Suat, 36 ans, installé avec sa famille dans ce petit camp d'une soixantaine de personnes. « *Nous ne manquons pas de nourriture, mais nous manquons de vêtements chauds. 10 % de ce que l'on reçoit vient du gouvernement. Le reste, c'est la population qui nous l'apporte spontanément* », précise-t-il.

Dans l'allée centrale, une dizaine d'enfants courent entre les adultes. Les amoncellements de détritiques et de couches sales côtoient les chariots de courses devant les tentes remplies de vivres. Les habitants souffrent du froid glacial et de l'absence totale de sanitaires.

« *Nous risquons de nous trouver confrontés à des épidémies, redoute le docteur Eren, installé dans une des tentes réservées à la gestion du camp de rescapés. Cela peut être simplement une épidémie de gastro-entérite, mais cela peut aussi être beaucoup plus grave, comme l'hépatite A par exemple, ou encore la rougeole. Si dix personnes vivent dans une seule tente pendant un mois, alors la tuberculose va apparaître.* » Habitant Istanbul, le jeune praticien d'à peine 30 ans s'est porté volontaire dès le premier jour pour venir prêter main-forte dans les campagnes touchées par le séisme. Le ballet des pa-

tients ne cesse pas un seul instant. Sur une table sont empilées des piles de médicaments, récupérés dans les pharmacies désormais abandonnées de la petite bourgade.

A Doganşehir, un tiers des bâtiments s'est effondré, tandis que les autres sont gravement endommagés. Des immeubles de plusieurs étages donnant sur une route passante sont lézardés et menacent de s'effondrer à tout instant. Ici comme ailleurs, personne n'ose s'avancer sur le nombre de victimes.

Les tentes en « rupture de stock »

Dans le chef-lieu de la région, Malatya (800 000 habitants), les médecins de l'hôpital public avancent le chiffre de 1 200 victimes. Il ne s'agit là que des morts confirmées. A l'échelle de la Turquie, de nombreux acteurs sur place n'hésitent plus à parler de 100 000 morts probables. [Cinq millions de personnes sont en situation de vulnérabilité](#), selon les déclarations de l'Organisation mondiale de la santé. Des pillages ont été recensés, notamment dans le Hatay, ces derniers jours, ajoutant un peu plus à la tension générale.

L'urgence est au relogement des 1,1 million de personnes sans logis. Débordées par l'ampleur de la catastrophe, les autorités peinent à fournir des abris en nombre suffisant sur l'ensemble des dix régions affectées. « *Les gens viennent ici et nous demandent comment ils peuvent se procurer des tentes. Malheureusement, je n'ai aucune solution à leur ap-*

porter, reconnaît Mehmet Tahir Ekinci, responsable de la gestion des tentes pour l'AFAD. *La seule chose que je peux répondre, c'est que l'AFAD et le Croissant-Rouge turc nous ont expliqué que les tentes étaient en rupture de stock.* »

Rien ne prédestinait cet étudiant en administration des affaires à devenir le visage de l'organisme d'Etat dans la région. Surpris par le séisme alors qu'il rendait visite à sa famille pendant les vacances de mi-semestre, il s'est spontanément porté volontaire auprès des autorités pour aider à gérer le chaos qui régnait après la catastrophe. Avec quatre de ses collègues de fortune, il gère une « ville-tente » (*çadır kentî*) de plus de 1 000 personnes installée dans l'enceinte de l'usine de sucre de la ville, transformée en centre d'accueil de rescapés. « *Sans plusieurs couches de couvertures sur le sol, jamais je ne pourrais me réchauffer suffisamment pour dormir* », admet le bénévole, lui-même logé dans une tente.

Les autorités ont décidé que les cours à l'université se poursuivront en ligne pour dégager des places dans les résidences universitaires d'Etat, réquisitionnées pour accueillir les rescapés du séisme. Alors que la chasse aux sorcières contre les promoteurs immobiliers a commencé, la question de la tenue des élections législatives et présidentielle, prévues pour le 14 mai, est un autre sujet de préoccupation. Au vu de l'ampleur de la catastrophe, elles pourraient être reportées.

En Turquie, les répliques politiques du séisme

Une semaine après le tremblement de terre en Turquie, le séisme est devenu un enjeu politique. Retard et désorganisation des secours, colère des survivants, les effets sur le pouvoir du président Erdogan commencent à se faire sentir à trois mois de l'élection présidentielle

Le bilan ne cesse de s'aggraver, une semaine après le tremblement de terre qui a frappé le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie. Mercredi 8 février, deux jours après la secousse de 7,8 sur l'échelle de Richter, le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan, a dû reconnaître des « lacunes » dans la réponse gouvernementale. Un aveu rarissime.

Certes, il répondait au chef du parti de l'opposition du CHP qui, présent sur le terrain, dénonçait l'inaction de l'État. Mais Erdogan ne s'est pas arrêté-là. Sur la défensive, il a aussitôt menacé ceux qui « diffusent de fausses nouvelles ». « Nous constituons des dossiers », a-t-il prévenu tout en bloquant momentanément Twitter grâce auquel les survivants communiquent et... critiquent le pouvoir.

« Les vieux réflexes répressifs »

Le président Erdogan réagit avec les « vieux réflexes répressifs ». Il a peur de perdre le contrôle de la société alors il censure. Mais les gens contournent les interdictions. Cette crise montre à quel point le pouvoir est déconnecté de la société », analyse Aurélien Denizeau, chercheur, spécialiste de la Turquie. « Le séisme est une vitrine de l'incurie de l'AKP », tranche Dorothee Schmid, responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifr. « Le



Le président Recep Tayyip Erdogan (au centre) rencontre des victimes du séisme à Sanliurfa, en Turquie, samedi 11 février 2023. Mustafa Kamaci/Anadolu Agency via AFP

gouvernement a un énorme problème d'image. Il veut tout contrôler mais ne le peut pas parce qu'il a besoin de l'aide internationale. »

Erdogan ne peut qu'avoir en tête le séisme d'Izmit en 1999 et ses conséquences. Cette catastrophe avait fait plus de 17 000 morts. Le gouvernement de l'époque, dirigé par Suleyman Demirel, n'avait pas su répondre à la catastrophe et, aux élections suivantes, en 2002, l'AKP, (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdogan, lui avait ravi le pouvoir. « En 1999, Erdogan avait bénéficié du système politique. Aujourd'hui, il est le système », rappelle Jean Marcou, professeur des universités à Sciences Po Grenoble, spécialiste de la Turquie.

Un enjeu politique

En quelques jours seulement, le séisme est devenu un enjeu

politique. Il prend de court le président en pleine campagne électorale alors qu'il brigue un troisième mandat, avec un calendrier qu'il a lui-même imposé en avançant le scrutin au 14 mai prochain. Trois mois seulement pour remettre la région en état, rassurer et reconstruire des logements décents et reprendre la main politiquement. Une gageure.

Sans parler de la colère des survivants sur la lenteur des secours turcs et l'absence de l'armée, seule en Turquie à posséder les moyens d'agir dans un tel chaos. « La même chose s'était produite en 1999 », se souvient Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris, spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient. « Elle était restée au moins trente jours sans rien faire, ce qui avait déclenché la colère des Turcs dans un pays habité par le mythe de l'État protecteur. » Cette fois encore, la population peut douter de la

capacité à assurer la sécurité dans les zones dévastées : des secours autrichiens et allemands ont été momentanément suspendus, samedi 11 février, en raison d'« agressions » entre groupes.

Cette colère est réelle mais il est trop tôt pour lui donner un sens politique, met toutefois en garde Didier Billion, alors que dans ce genre de catastrophe, jamais les secours ne viennent assez rapidement. « Mais si l'aide et les secours ne sont pas mieux organisés pour venir en aide aux sinistrés, cela coûtera cher à Erdogan », pronostique-t-il.

Une opposition divisée

« Sauf exception, ce genre de catastrophe ne profite pas au pouvoir en place, à moins qu'il y ait un homme providentiel, et Erdogan n'est pas cet homme. Il est au pouvoir depuis vingt ans, le pays subit une inflation à plus de 85 %, malgré un léger mieux, estime Jean Marcou. Cette catastrophe risque de lui porter un coup alors que ces derniers mois, les sondages lui étaient un peu plus favorables. » En face, l'opposition encore divisée sera-t-elle en mesure d'en profiter ? Trop tôt pour le dire, mais clairement, dans les semaines et les mois qui viennent, le tremblement de terre aura des incidences. « Erdogan a vécu sur un nuage, estime Jean Marcou, et désormais les nuages s'amoncellent. »



Par Ali Kucukgocmen
et Henriette Chacar
13/02/2023

Séismes: Plus de 35.000 morts en Turquie et Syrie, la phase de sauvetage touche à sa fin

ANTIOCHE/ELBISTAN, Turquie (Reuters) - Les services de secours continuaient de rechercher des survivants une semaine après les séismes meurtriers qui ont frappé le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie et fait plus de 35.000 morts.

La phase de sauvetage touche toutefois à sa fin alors que les espoirs de retrouver des survivants sont minces, même si des personnes continuent d'être secourues.

La chaîne télévisée CNN Türk a ainsi rapporté qu'une femme de 40 ans, Sibel Kaya, a été secourue dans la province méridionale de Gaziantep, quelque 170 heures après le premier des deux séismes majeurs qui ont frappé la région.

Les secouristes de Kahramanmaraş ont également pris contact avec trois survivants, qui seraient une mère, une fille et un bébé, dans les ruines d'un immeuble, a rapporté CNN Türk.

Le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence de l'Onu, Martin Griffiths, a déclaré que la phase de sauvetage était bientôt terminée, l'urgence étant désormais à la fourniture d'abris, de nourriture et de soins psychosociaux.

Le responsable de l'Onu, en déplacement à Alep, en Syrie, a également mentionné que les Nations Unies feront passer de l'aide des régions tenues par le gouvernement vers le nord-ouest du pays contrôlé par les rebelles.

Plus de 4.300 personnes ont été tuées en Syrie et plus de 7.600 autres ont été blessées, a indiqué lundi le bureau des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

En Turquie, le dernier bilan fourni par l'autorité de gestion des catastrophes fait état de 31.643 décès.

INQUIÉTUDES SÉCURITAIRES

Dans un quartier central d'Antioche, l'une des villes les plus touchées dans le sud de la Turquie, les propriétaires d'entreprises ont vidé dimanche leurs magasins pour éviter les vols.

Les résidents et les travailleurs humanitaires venus d'autres villes ont cité la détérioration des conditions de sécurité, avec de nombreux récits d'entreprises et de maisons effondrées pillées.

En réaction aux inquiétudes concernant l'hygiène dans la région, le ministre turc de la Santé, Fahrettin Koca, a déclaré ce week-end que des vaccins contre la rage et le té-

tanos avaient été envoyés dans la zone du séisme et que des pharmacies mobiles ont été ouvertes.

Le tremblement de terre est désormais la sixième catastrophe naturelle la plus meurtrière de ce siècle, derrière la secousse de 2005 qui a tué au moins 73.000 personnes au Pakistan.

L'AIDE À LA SYRIE COMPLIQUÉE PAR LA GUERRE

En Syrie, la catastrophe a frappé plus durement le nord-ouest du pays tenu par les rebelles, qui reçoit peu d'aides par rapport aux zones contrôlées par le gouvernement.

"Jusqu'à présent, nous avons failli aux habitants du nord-ouest de la Syrie", a dit sur Twitter Martin Griffiths.

"Ils se sentent à juste titre abandonnés".

Les États-Unis ont appelé le gouvernement syrien et toutes les autres parties à accorder immédiatement un accès humanitaire à tous ceux qui en ont besoin.

L'aide vers le territoire contrôlé par les rebelles a été bloquée par des problèmes d'autorisations avec le groupe islamiste Hayat Tahrir al-Sham (HTS) qui contrôle une grande partie de la région, a déclaré un

porte-parole de l'Onu.

Une source au sein de HTS à Idlib a déclaré à Reuters que le groupe n'autoriserait aucune expédition depuis les zones contrôlées par le gouvernement et que l'aide arriverait de la Turquie vers le nord.

Les Nations Unies espèrent intensifier les opérations transfrontalières en ouvrant deux points d'entrée supplémentaires entre la Turquie et la Syrie pour l'acheminement de l'aide, a déclaré le porte-parole Jens Laerke.

L'émissaire de l'Onu pour la Syrie, Geir Pedersen, a déclaré à Damas que les Nations unies mobilisaient des fonds pour soutenir la Syrie. "Nous essayons de dire à tout le monde : mettez la politique de côté, c'est le moment de s'unir derrière un effort commun pour soutenir le peuple syrien", a-t-il déclaré.

(Reportage Ali Kucukgocmen à Antioche et Henriette Chacar à Elbistan, avec la contribution d'Umit Bektas à Antioche, Maya Gebeily à Adana, Daren Butler et Yesim Dikmen à Istanbul, Ece Toksabay à Ankara, Timour Azhari à Beyrouth, Suleiman al-Khalidi à Amman, rédigé par Stephen Coates et Michael Georgy ; Version française Kate Entringer, édité par Blandine Hénauld)

Séisme en Turquie et en Syrie : les chances de retrouver des survivants s'amenuisent

Le bilan du séisme est monté à plus de 33 000 morts ce dimanche et pourrait doubler selon le chef de l'agence humanitaire des Nations unies.

Dans la nuit glaciale de la ville turque de Kahramanmaraş, une équipe de télévision aide les secouristes en cherchant des signes de vie dans les décombres à l'aide d'une caméra thermique.

Une semaine après le puissant séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie, les chances de retrouver des survivants s'amenuisent.

Le bilan, lui, ne cesse de s'alourdir. Il est monté à plus de 33 000 morts ce dimanche et pourrait doubler selon le chef de l'agence humanitaire des Nations unies, Martin Griffiths.

- Séisme en Turquie et en Syrie : plus de 30 000 morts annoncés

- Turquie : un cimetière de fortune près d'Antakya

De Diyarbakir à Hatay, il est désormais de plus en plus rare de trouver des survivants en Turquie.

"Après le tremblement de terre, durant les trois premiers jours, nous avons entendu des sons provenant des décombres, raconte une femme. Mais maintenant, nous n'entendons plus rien. Personne n'est en vie."

Situation critique en Syrie

En Syrie, l'aide internationale peine toujours à arriver dans les zones rebelles, ravagées par le séisme. Bar al-Hawa est le seul

point de passage opérationnel à la frontière turco-syrienne est à ce jour.

Le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, rencontré ce dimanche à Damas le président syrien Bachar al-Assad pour tenter de débloquer la situation.

"Nous n'avons reçu aucun nouvel équipement depuis 12 ou 13 ans, explique Alaa Moubarak, chef de la défense civile de Jablé. Pas même des lampes torches. Nous n'avons rien, si nous avions du matériel, nous aurions pu sauver des centaines de personnes, voire plus."

- Syrie : l'aide internationale désespérément attendue à Idlib
Bachar al-Assad a également

remercié dimanche les Émirats arabes unis pour leur "énorme aide humanitaire", alors qu'il recevait à Damas le chef de la diplomatie émiratie, Abdallah ben Zayed Al-Nahyane.

Selon un responsable du ministère syrien des Transports, Suleiman Khalil, 62 avions chargés d'aide ont jusqu'à présent atterri dans le pays et d'autres sont attendus dans les heures et jours à venir, en provenance notamment d'Arabie saoudite.

Le puissant mouvement libanais Hezbollah, allié du gouvernement syrien, a de son côté envoyé dimanche un convoi dans l'ouest de la Syrie, avec des "vivres" et des "fournitures médicales".



February 19, 2023

PM Barzani welcomes Kurdistan Region rescue teams returning from Turkey, Syria

Prime Minister of the Kurdistan Region Masrour Barzani on Sunday welcomed back the Region's rescue teams, who had went to aid Turkey and Syria following the tragic earthquake earlier this month that has killed thousands in both countries.

"You were the first rescue team that reached to the aid of those struck by the earthquake, as a result of which many had died and many more were left under the rubbles," Prime Minister Barzani said in a speech to the Kurdish teams.

A disastrous 7.8-magnitude earth-

quake struck the city of Kahramanmaraş in southern Turkey earlier this month with its impact also ripping through neighboring Syria. Over 46,000 people have been killed in both countries due to the quake as of Sunday, with millions others left homeless and in need of urgent support.

The Kurdistan Region's teams which included rescue teams from the interior ministry, medical teams from the health ministry, and teams from Barzani Charity Foundation (BCF), arrived in Turkey and Syria shortly after the disaster to help in the multi-national rescue mission.

Majority of the Region's teams returned on Sunday, with PM Barzani attending their reception.

"By doing what you did, you reiterated that we are charitable and peaceful people, and as much as we can, we extend our helping hand to our sisters and brothers anywhere in the world," Barzani added.

Countries across the world have sent rescue teams to Turkey and Syria. However, aid has been slow to arrive in areas hardest hit by the earthquakes in the rebel-held northwest. Prior to the disaster, just one border crossing between

Turkey and Syria's Idlib province was open to international aid.

The UN, which has sent more than 100 truckloads of aid into Syria in the past week, said on Thursday that it is "continuing to scale up its operation with the plan to utilize all three Turkish-Syrian border crossings, Bab Al-Hawa, Bab Al-Salm and Al Ra'ee, to ensure a constant reach of aid to different districts of north-west Syria."

The UN on Thursday launched an appeal for \$1 billion to provide humanitarian assistance to 5.2 million people affected by the twin earthquakes.

The New York Times

By Ben Hubbard,
Gulsin Harman and Safak Timur

Amnesty in Turkey for Construction Violations Is Scrutinized After Quake

Survivors and building experts say poor construction most likely exacerbated the scale of the earthquake's destruction, as the death toll in Turkey and Syria surpassed 33,000 people.

On the campaign trail in 2019, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey praised legislation that his political party had pushed through allowing property owners to have construction violations forgiven without bringing their buildings up to code.

The move was risky in Turkey, [a fault-ridden land](#) prone to earthquakes that had tightened those same codes to make buildings more tremor proof.

But it appealed to voters. At rallies in the provinces of Hatay, Kahramanmaraş and Malatya, Mr. Erdogan said the legislation had "solved the problems" of more than 438,000 property owners.

Now, after [last week's devastating earthquake](#), those areas are blanketed with toppled buildings that entombed their residents when they fell.

The death toll in southern Turkey and northern Syria passed 33,000 on Sunday, and survivors and building experts have said that poor construction most likely exacerbated the scale of the quake's destruction, as well as the number of lives lost.

The Turkish government has responded by arresting building contractors with ties to collapsed buildings, and the Justice Ministry has set up investigation bureaus for earthquake crimes across the affected area.

But construction experts say the builders could not have completed their projects without approvals from a range of offi-



Searching the rubble of an apartment building in Iskenderun, Turkey, on Sunday. Credit... Sergey Ponomarev for The New York Times

cial who have so far escaped scrutiny for possibly signing off on subpar work.

"Rounding up contractors is a deed to respond to public outcry," said Taner Yuzgec, a former president of the Chamber of Construction Engineers, a professional

In recent visits to the stricken zone to visit victims, Mr. Erdogan has emphasized the magnitude of the quake, calling it on Saturday "the greatest disaster in our country's recent memory."

The [7.8-magnitude quake](#) on Feb. 6 caused widespread destruction in 10 provinces in southern Turkey as well as in northern Syria, with the death toll rising above 29,000 in Turkey and more than 3,500 in Syria by Sunday — a combined figure that makes the quake one of the century's deadliest natural disasters. More than one million people have been rendered homeless in Turkey,

and many others lack shelter in Syria.

Deadly Quake in Turkey and Syria

A 7.8-magnitude earthquake on Feb. 6, with its epicenter in Gaziantep, Turkey, has become one of the deadliest natural disasters of the century.

- **Near the Epicenter:** Amid [scenes of utter devastation](#) in the ancient Turkish city of Antakya, thousands are trying to make sense of an earthquake that left them with [no home and no future](#).
- **A Flawed Design:** Residents of a new upscale tower in Turkey were told it was earthquake resistant, but the building collapsed anyway. [A close look offers clues as to why](#).
- **Humanitarian Aid:** For the first time since the civil war in Syria began, the country's president, Bashar al-Assad, has agreed to [the cross-bor-](#)

[der delivery of humanitarian relief](#) to opposition-held territories badly hit by the quake.

- **A Hard-Hit Corner of Syria:** As residents of one town, al-Atarib, continue to scour the rubble for personal possessions, they speak bitterly [of feeling abandoned by the world](#).

Construction has been a driving force of Mr. Erdogan's economic development policy. During his two decades as president and prime minister, he has made the extensive building of roads, bridges, shopping malls and housing for Turkey's 80 million people a pillar of economic growth.

Many of the country's top construction magnates have close ties to him or his governing Justice and Development Party.

But the growth boom has raised questions about whether some buildings were pushed through too quickly to be done well, and Mr. Erdogan's political opposition has seized on the construction amnesties passed by Mr. Erdogan's government to try to weaken him before key presidential and parliamentary elections expected on May 14.

"They turned houses into graves for those who live in them," Kemal Kilicdaroglu, head of Turkey's largest opposition party and a likely presidential contender, said during a visit to Hatay Province on Sunday. "One should ask, did they listen to their conscience while issuing construction amnesty?"

So far, the government has gone after builders only.

Justice Minister Bekir Bozdag told reporters on Sunday that 134 people had been subjected to legal proceedings over ties to collapsed buildings; 10 of them were arrested and seven others barred from traveling abroad.

“We will follow this up meticulously until the necessary judicial process is concluded, especially for buildings that suffered heavy damage and buildings that caused deaths and injuries,” Vice President Fuat Oktay told reporters in the capital, Ankara.

Two contractors responsible for collapsed buildings in the city of Adiyaman, Yavuz Karakus and Sevilay Karakus, were detained on Sunday at Istanbul Airport, the state-run news media reported. They were carrying more than \$17,000 in cash and were planning to fly to the country of Georgia.

“My conscience is clear,” Mr. Karakus told reporters after his arrest. “I built 44 buildings; only four have collapsed.” The new arrests followed the detentions of high-profile contractors on Saturday: Mehmet Ertan Akay, who built a complex that collapsed in the city of Gaziantep; two builders of a 14-story building in Adana that toppled over; and Mehmet Yasar Coskun, who built a 12-story apartment tower in Hatay Province that was destroyed.

Mr. Coskun told prosecutors his building had been properly licensed and audited by the local and state authorities, and his lawyer suggested he had been detained to assuage public anger.

Turkey suffered a powerful earthquake in 1999 that killed more than 17,000 people, and since then it has upgraded its building codes to prepare for future quakes.

But construction experts say this earthquake has made it



A deep crack in the ground on Sunday in Gaziantep, Turkey. Credit...Sergey Ponomarev for The New York Times

clear that the regulations are sometimes flouted.

Mr. Yuzgec, the former president of the Chamber of Construction Engineers, said he had seen many indications of poor construction during a five-day visit to the quake zone.

“In all the collapsed buildings, I could clearly see all the technical problems related to the materials used, assessment of the ground and to workmanship quality,” he said.

Bugra Gokce, an urban planner and senior official in the Istanbul municipality, said in an interview that focusing on the contractors missed others who might have failed in their duties.

“This is a system problem,” he said.

Ali Ozgunduz, a former state prosecutor who helped investigate collapsed buildings after the 1999 earthquake, said failures at multiple levels allowed bad buildings to slip through: local officials who looked the other way when issuing permits and inspectors who didn't look closely enough at work sites.

“As long as those people are not kept accountable, these things will keep happening,” he said.

But property owners, too, play a role, he added, by asking for amnesties and supporting the politicians who grant them.

“The society should be saying, ‘I need a place to live; I don't need a grave,’” he said.

The quake destroyed thousands of buildings and damaged infrastructure on both sides of the border, but while aid for Turkey has flowed in from around the world, almost none has reached northern Syria because of political divisions on the ground after more than 12 years of civil war.

The United Nations' top aid official said on Sunday that aid efforts so far had “failed the people of northwest Syria,” while calling the earthquake the “worst event” in the region in a century.

“They rightly feel abandoned,” the official, Martin Griffiths, [wrote on Twitter](#) from the Turkey-Syria border. “Looking for international help that hasn't arrived.”

He praised the response of the Turkish government, saying that victims of natural disasters were always disappointed by early relief efforts.

The Turkish government has mobilized an enormous aid effort, with tens of thousands of rescue workers teaming up with volunteers from around the world to dig through the rubble for bodies and, occasionally, survivors. The government has also erected tent cities for residents whose homes were destroyed and is distributing food, medicine and other items.

But aid efforts in Syria are severely lagging. The earthquake caused heavy damage in areas controlled by the government of President Bashar al-Assad and in enclaves controlled by antigovernment rebels backed by Turkey.

Mr. al-Assad, considered a pariah by much of the world for his troops' brutality in the civil war, has sought to have all aid sent through his government. That aid, critics say, is then routed to his loyalists.

Only one border crossing into the rebel-held areas, Bab al-Hawa, has been authorized by the United Nations for the transit of aid shipments, but it has yet to become a major channel. The Syrian Red Crescent received permission to send 14 trucks from government-held areas into the rebel-held Idlib Province, but on Sunday, the convoy appeared to be tied up. Even if it goes, the cargo would be minuscule compared to the needs.

While most of the search effort in hard-hit Turkish cities on Sunday focused on removing bodies, unlikely rescues were made.

In Hatay Province, a team from Romania removed a 35-year-old man alive from a pile of rubble 149 hours after the quake, CNN Turk reported.

“His health is good; he was talking,” one of the rescuers told the TV station. “He was saying: ‘Get me out of here quickly. I've got claustrophobia.’”

In another rescue broadcast live on HaberTurk television, a 6-year-old boy was pulled from ruins in the city of Adiyaman 151 hours after the quake.

Ben Hubbard and Safak Timur reported from Gaziantep, Turkey, and Gulsin Harman from Istanbul.

Séisme en Turquie et en Syrie : l'OMS déplore le « pire désastre naturel en un siècle » en Europe

Alors que les chances de retrouver des rescapés deviennent quasi nulles, la priorité est désormais l'aide aux centaines de milliers de personnes dont les logements ont été détruits par le tremblement de terre.

Il s'agit du « pire désastre naturel en un siècle » en Europe, a affirmé, mardi 14 février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Nous sommes toujours en train d'en mesurer l'ampleur », a insisté le directeur de la branche européenne, Hans Kluge, lors d'une conférence de presse.

Le bilan dépasse désormais 35 000 morts. Dans les gravats et les décombres, des centaines de milliers de sans-abri font toujours face à la faim et au froid en Turquie et en Syrie, plus d'une semaine après le puissant séisme d'une magnitude de 7,8 qui a frappé les deux pays.

Le bilan pourrait doubler, selon l'ONU

Le bilan, encore provisoire, ne cesse de s'alourdir et pourrait même doubler selon les Nations unies (ONU) : il s'élevait lundi soir à 35 331 morts – 31 643 morts dans le sud de la Turquie, selon l'AFAD, organisme public turc de gestion des catastrophes, tandis que les autorités ont dénombré 3 688 morts en Syrie. « 72 663 personnes pourraient avoir perdu la vie et 193 399 personnes pourraient être blessées », selon un rapport de l'association patronale Turkonfed publié lundi par les médias turcs.

Lueur d'espoir, de nouveaux survivants ont été extraits des décombres bien au-delà de la période cruciale des soixante-douze heures après la catastrophe. Dans la nuit de dimanche à lundi, sept personnes



L'Agence de secours turque (AFAD) et les sauveteurs de l'Equipe nationale de secours médical (UMKE) fouillent les décombres d'un bâtiment effondré à Islahiye, près de Gaziantep, le 13 février 2023. ZEIN AL RIFAI / AFP

ont ainsi été dégagées vivantes en Turquie, selon la presse, dont un enfant de 3 ans à Kahramanmaraş et une femme de 60 ans à Besni. Une autre, de 40 ans, a aussi été sauvée au bout de cent soixante-dix heures à Gaziantep.

En Turquie, des centaines de milliers de survivants à mettre à l'abri



Une femme se tient dans les décombres dans l'espoir que ses proches soient retrouvés par les sauveteurs à Hatay, dans le sud de la Turquie, le 13 février 2023. BULENT KILIC / AFP

plus de 206 000 tentes ont été dressées et 400 000 sinistrés évacués des régions dévastées.

A Antakya, l'Antioche de l'Antiquité grecque, après les trois ou quatre premiers jours d'abandon, les secours sont désormais organisés. Des toilettes basiques ont été installées, au grand soulagement des rescapés qui en ont été privés pendant plusieurs jours, et le réseau téléphonique a été rétabli dans une partie de la ville.

Une forte présence policière et militaire était visible afin de prévenir les pillages, après plusieurs incidents durant le week-end. De nombreux habitants ont toutefois justifié les vols dans les supermarchés, les premiers jours, par l'état de nécessité absolue dans lequel beaucoup se trouvaient, sans eau, sans électricité, sans argent ni magasins ouverts.

Au dénuement matériel extrême s'ajoute la détresse psychologique, qui frappe de plein fouet les plus jeunes. Le vice-président turc, Fuat Oktay, a affirmé que 574 enfants extraits des bâtiments effondrés avaient été retrouvés non accompagnés.

Au total, plus de 7 millions d'enfants sont affectés par ce séisme, a rapporté l'Unicef mardi, qui craint que plusieurs milliers d'entre eux n'aient été tués. « En Turquie, le nombre total d'enfants vivant dans les deux tremblements de terre s'élevait à 4,6 millions. En Syrie, 2,5 millions d'enfants sont tou-

chés », a précisé James Elder, un porte-parole de l'organisation, lors d'une conférence de presse à Genève.

Syrie, deux nouveaux points de passage avec la Turquie

Pour la première fois depuis le séisme meurtrier, une délégation de l'ONU est entrée mardi, par le poste-frontière de Bab Al-Hawa avec la Turquie, dans les zones rebelles du nord-ouest de la Syrie. « *C'est en grande partie une mission d'évaluation* » des besoins, a expliqué à Genève Kenn Cross-

ley, directeur du Programme alimentaire mondial en Syrie.

La Syrie a pour sa part annoncé l'ouverture, pour une période initiale de trois mois, de deux nouveaux points de passage avec la Turquie pour accélérer l'arrivée de l'aide humanitaire. Avant le séisme, la quasi-totalité de l'aide, cruciale pour plus de 4 millions de personnes vivant dans les zones rebelles du nord-ouest de la Syrie, était acheminée à partir de la Turquie par un seul poste-frontière, celui de Bab Al-Hawa.

Les appels à ouvrir de nou-

veaux points de passage entre la Turquie et le nord-ouest de la Syrie, dont certaines zones sont contrôlées par la rébellion, s'étaient multipliés ces derniers jours. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué cette décision du président syrien, Bachar Al-Assad, qui « *va permettre à plus d'aide d'entrer, plus vite* ».

Des camions, avec à leur bord de quoi confectionner des abris à l'aide de bâches en plastique, ainsi que des couvertures, des matelas, des cordes ou encore des vis et des clous, ont franchi lundi la frontière. Selon un res-

pensable du ministère des transports syrien, Suleiman Khalil, 62 avions chargés d'aide ont jusqu'à présent atterri en Syrie et d'autres sont attendus dans les heures et les jours à venir.

Un avion saoudien chargé de 35 tonnes de vivres a atterri mardi matin à Alep, premier avion d'Arabie saoudite à arriver en Syrie en plus de dix ans, selon M. Khalil. Deux autres avions saoudiens chargés d'aide humanitaire sont attendus mercredi et jeudi, toujours selon la même source.

france•tv

14/02/2023

Séisme en Turquie : pourquoi le président Erdogan est critiqué pour sa gestion de la catastrophe

Les survivants du violent tremblement de terre s'estiment abandonnés par l'Etat. Les oppositions et les experts dénoncent la corruption dans le secteur du bâtiment après l'effondrement de milliers d'immeubles ainsi que le défaut d'anticipation d'Erdogan.

Impréparation, corruption, critiques muselées... Le président turc Recep Tayyip Erdogan est sous le feu des critiques, après le séisme du lundi 6 février qui a fait au moins 35 000 morts en Turquie et en Syrie. Les rescapés se sentent abandonnés par l'Etat et à quelques mois de l'élection présidentielle, l'opposition s'engouffre dans la brèche pour dénoncer le pouvoir en place.

Le président turc joue ici son avenir politique, alors que des élections sont prévues en mai, à moins qu'il ne décide de [boulverser le calendrier à cause de l'ampleur du séisme](#). Recep Tayyip Erdogan se souvient sans doute que la mauvaise gestion des autorités lors du

dernier gros séisme en Turquie, en 1999, avait conduit son propre parti à la victoire, trois ans plus tard. Le Premier ministre d'alors, Bülent Ecevit, avait fait l'objet de vives critiques pour avoir négligé les secours aux populations.

Franceinfo fait le point sur les critiques visant le chef d'Etat turc, au pouvoir depuis près de vingt ans.

Parce que les secours ont tardé à intervenir par endroits

"Où est l'Etat ? On n'a pas de gouvernement, il n'est pas venu ici. Il n'y a pas de tentes, les gens vivent par terre ou dans leur voiture", témoignait

une victime interrogée par [France Télévisions](#), quelques jours après le séisme. Alors que les températures sont glaciales dans la région, des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées privées de logements. A Adiyaman, Mehmet Yildirim a assuré à l'AFP n'avoir vu "personne", "pas d'Etat, pas de police, pas de soldats" avant "14 heures le deuxième jour", soit 34 heures après la première secousse, accusant les autorités d'avoir laissé la population "livrée à elle-même".

Les secours "ne vont pas aussi vite qu'espéré", a pour la première fois admis vendredi le président turc Recep Tayyip Erdogan, quatre jours après le

séisme. "Les destructions ont affecté tellement d'immeubles (...) que malheureusement, nous n'avons pas pu conduire nos interventions aussi vite qu'espéré", a déclaré le chef de l'Etat en visite à Adiyaman. Il avait déjà reconnu mercredi des "lacunes" dans la réponse apportée au séisme, assurant qu'il était "impossible d'être préparé à un désastre pareil".

Recep Tayyip Erdogan est aussi soupçonné de favoritisme, "avec une aide qui irait en priorité aux municipalités AKP", son parti, selon la chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri), Dorothee Schmid, interrogée par le [Journal du dimanche \(article réservé aux abonnés\)](#).

"Toute l'aide va vers les autres villes", accusent d'ailleurs des [rescapés dans la région du Hatay](#), considérée comme rebelle par le pouvoir turc. L'analyste Gönül Tol, qui se trouvait en Turquie au moment du séisme et qui a perdu des proches dans la tragédie, a senti que la colère y était palpable. "Je ne peux pas croire qu'il (Erdogan) ne l'ait pas sentie parce que le niveau de frustration, la colère, je les ai vus de mes yeux. Je suis sûre que cela aura un impact", assure auprès de l'AFP la directrice du programme Turquie à l'Institut du Moyen-Orient, basé aux Etats-Unis.

Parce que le pouvoir tente de museler la critique

Après le séisme, les réseaux sociaux turcs ont été inondés de critiques envers les autorités turques, jusqu'à une coupure de l'accès à Twitter pendant une douzaine d'heures, très remarquée. Les principaux fournisseurs de téléphonie mobile turcs ont été concernés. Les journalistes de l'AFP sur place n'ont pas pu se connecter au réseau social, qui restait pourtant accessible via des accès VPN masquant la localisation de l'utilisateur.

Si l'accès à Twitter a été rétabli jeudi, le président du parti social-démocrate (CHP) Kemal Kilicdaroglu a vivement dénoncé ce blocage. "Ce gouvernement insensé a bloqué les communications sur les réseaux sociaux. En résulte une baisse des appels à l'aide. Nous savons ce que vous essayez de cacher. Nous attendons votre explication", a-t-il [accusé sur le réseau social](#). "Peut-on faire plus diabolique que ça ?" a renchéri Meral Akşener, présidente générale du Bon Parti et membre de la "Table des Six", coalition de six



Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est adressé à la presse lors de sa visite, le 11 février 2023, de la ville de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, cinq jours après le tremblement de terre qui a frappé la région. (ILYAS AKENGİN / AFP)

mouvances de l'opposition anti-Erdogan, [citée par Le Figaro](#).

"Des personnalités qui s'exprimaient sur les réseaux sociaux ont été arrêtées. Il y a une mainmise très forte sur le débat public", a aussi expliqué la responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifrri, Dorothee Schmid, sur franceinfo. Jeudi 9 février, la police turque avait arrêté une douzaine de personnes pour des publications sur les réseaux sociaux. "Si nous avons appris une chose de ces vingt dernières années, c'est que le plus important pour le pouvoir, c'est l'image. Le pays peut bien brûler, l'essentiel pour eux est de ne pas perdre la face", a également taclé Mehmet Y. Yilmaz, chroniqueur sur le site d'information T24, également cité par le Figaro.

Parce que son régime centralisé est accusé d'avoir affaibli la société civile

Depuis vingt ans et l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, les institutions et le tissu associatifs se sont affaiblis, dénonce Gönül Tol. Lors du précédent séisme (qui avait fait plus de 17 000

morts en 1999), la société civile avait travaillé sans relâche pour aider les victimes, explique l'analyste spécialiste de la Turquie. "Vingt ans plus tard, nous ne sommes pas mieux lotis, estime-t-elle auprès de l'AFP. Erdogan a non seulement affaibli les institutions de l'Etat, mais il a également affaibli la société civile turque."

D'autres experts dénoncent la gestion autoritaire du pays par le président. Selon Dorothee Schmid, la centralisation du pouvoir par Erdogan a aussi diminué les capacités des collectivités locales à organiser l'aide au plus près du terrain. "Erdogan a été pris de court : c'est un régime de plus en plus autoritaire et de plus en plus centralisé donc sur des situations comme ça, il n'y a pas une très bonne capacité de réaction", explique la chercheuse à l'Ifrri [sur BFMTV](#). "C'est le président qui décide de tout", ajoute-t-elle, dénonçant aussi la mise à l'écart de l'armée.

Parce que la corruption est au cœur des soupçons

Depuis plusieurs jours, la responsabilité des promoteurs immobiliers est pointée du doigt. A l'image de Mehmet Yasar

Coskun, le maître d'ouvrage de l'hôtel "Rönesans" (Renaissance), arrêté à l'aéroport d'Istanbul vendredi alors qu'il tentait de fuir. L'immeuble de huit étages qu'il avait construit il y a dix ans, à Antakya, dans le sud de la Turquie, s'est effondré, comme des milliers d'autres bâtiments. Dans le même élan, dimanche, trois personnes ont été écrouées, sept interpellées et 114 sont toujours recherchées, a annoncé le ministre turc de la Justice, Bekir Bozdog. Au total, 134 enquêtes ont été lancées.

Selon la présidente de Transparency International Turquie, ces promoteurs ne sont pas les seuls responsables. "L'industrie du bâtiment en Turquie est gangrenée par la corruption : il y a des constructeurs cupides mais aussi des autorités qui ne font pas respecter les règles", affirme Oya Özarslan, [citée par BFMTV](#).

Un constat partagé par l'opposant Kemal Kilicdaroglu. [Selon le quotidien Le Monde \(article réservé aux abonnés\)](#), il dénonce, en creux, les relations entre ces entreprises de construction et le gouvernement. Ces dernières années, la Turquie a adopté une série de normes et de régulations calquées sur celles de la Californie, terre de séismes, et régulièrement révisées – la dernière fois en 2018. Mais selon les ingénieurs et architectes interrogés cette semaine par l'AFP, la plupart sont ignorées par les bâtisseurs. "Sur le papier, les normes sont respectées, avec des contrats confiés à des sociétés privées chargées de les contrôler", explique ainsi l'architecte d'Istanbul Aykut Köksal à l'AFP. Mais, selon lui, des négociations à l'amiable entre les deux parties laissent souvent à l'entrepreneur trop de latitude.

The New York Times

By Raja Abdulrahim
Photographs by Emily Garthwaite
Feb. 13, 2023

Feeling Abandoned by the World in a Stricken Corner of Syria

Since a disastrous earthquake a week ago, little international aid has come to the hard-hit northwest of Syria, which is under the control of opposition forces.

AL-ATARIB, Syria —

For years, northwestern Syria has been home to millions of people displaced by war, so many that neighbor no longer knew neighbor. And so when an earthquake struck last week and homes were reduced to rubble, many couldn't say with certainty who had been accounted for and who was still missing.

Now, with the painstaking search for survivors and victims mostly over and the death toll in Syria alone rising above 3,000, residents of one town, al-Atarib, are scouring the rubble for personal possessions. They speak bitterly of feeling abandoned by the world.

For days, they said, in the absence of international aid, they were sometimes forced to dig through rubble by hand, as survivors begged for help. Yazam Mousa, 17, said he had been returning to the collapsed four-story apartment building he used to live in every day since he and his family ran out after the quake hit on Monday.

"At 5 a.m., after the earthquake, we pulled out everyone, people who were alive and people who were dead," he said. "Those who died, may God rest their soul. And those who are injured, may God heal them."

Many have been combing through the debris of what used to be their homes, looking for identity papers, property deeds, personal photos — anything they can possibly salvage to start piecing their shattered lives back together.

Rescue workers say that without



As protesters in al-Atarib, Syria, demanded more international aid, a local resident sat on the rubble of his home on Sunday.

more help from the outside world, there was little they could do.

"We felt helpless, just helpless," said Ali Obeid, a 28-year-old member of the White Helmets, the group leading rescue efforts in this part of Syria. Nearby, protesters stood precariously on top of broken concrete and twisted metal, holding up signs denouncing the United Nations.

But getting aid to this stricken enclave of Syria is even harder than it is to get it to neighboring Turkey, where more than 31,000 people died in the quake.

For 12 years, Syria has been in a civil war that has carved the country up into different zones of control. The enclave where al-Atarib is located is held by opponents of Syria's authoritarian president, Bashar al-Assad, making its situation still more complicated and reducing international aid to a trickle over the past week.

"We were racing against time and

in the end, our work was mostly done by hand," Mr. Obeid said. "We would arrive at a downed building, and the people inside were alive. We were able to talk to them, but we didn't have the equipment available to get them out."

In the first days after the earthquake, no outside help came at all.

Left to their own devices, residents banded together, they say, with neighbors pulling neighbors from the rubble, donating fuel and vehicles to the local rescue teams and turning mosques into donation centers.

The single border crossing that the United Nations needed to use to deliver aid to the opposition-held area was out of operation for the first two days after the earthquake because the roads leading to it were damaged, U.N. officials said. (On Monday, the United Nations announced that two more aid crossings from Tur-

key into northwest Syria would be opened.)

"All of them were absent during the catastrophe," said Mr. Obeid of the White Helmets. "The United Nations and all the international aid groups" contributed to the population's suffering because they did not help, he said.

The aid shortages have been compounded by the area's mutual hostility with the al-Assad government in Damascus.

Mr. al-Assad has sought to control the flow of all relief to opposition-held lands and strictly limits what goes in. And the opposition forces that control the region refuse to accept aid that comes through the government side, which it blames for its longstanding humanitarian crisis.

Mr. Obeid, recalling the day of the earthquake, said he and other rescuers were driving through al-Atarib when they were flagged down by a man who ran to them in tears, saying that his family was trapped under the rubble. When Mr. Obeid saw the building, four floors pancaked together, he began to cry as well, he said, unsure whether the rescue team would be able to save them. But the operation was a success.

The White Helmets said early promises of assistance from Western and Gulf nations did not materialize.

"We called in our loudest voices: All these areas needed rescue equipment," said Muneer Mustafa, deputy chief of the White Helmets. He spoke from the rescue group's operation room and pointing to a

large sketch pad propped up on an easel on which they had written the names of towns affected and the number of rescue teams dispatched.

“We couldn’t get to 60 percent of those places,” he said.

On the third day after the quake, a 20-person medical and rescue team arrived from Egypt, but the aid workers had no tools or equipment with them. A four-person Spanish rescue team arrived on the fourth day — but also lacked gear.

“We needed equipment more than people,” Mr. Mustafa said. “We already had people.”

Across the border in Turkey, much more assistance in the form of foreign rescue teams, equipment and mobile kitchens has poured in.

But in northwestern Syria, where construction was less dense and the death toll lower, the United Nations sent in its first aid convoy only on Thursday. It had been planned before the earthquake and contained some shelter materials and cleaning supplies.

Muhammad al-Omar, spokesman for the opposition government in the region, said the United Nations wanted to send aid convoys not through the border crossing with Turkey but from areas controlled by the Syrian government, a move that was unacceptable to them.

“The United Nations must know that there is a general popular rejection for any aid coming from the areas of the criminal regime,” Mr. Omar said in written response to questions.



Residents of al-Atarib say they feel abandoned.

“People here know the reason for their displacement and who caused the bombing of their homes and led to their cracking and the increase in earthquake victims, which is the Syrian regime.”

In al-Atarib, Amna Akoosh, 65, stood with some of her seven grandchildren watching the removal of the rubble of the building they used to live in.

“They say no one is left underneath,” she said, sounding uncertain.

Ms. Akoosh recalled that there were about 20 people living in the building who had come from elsewhere in Syria, fleeing the war. Her family didn’t know them personally. Now she wondered whether all of them had really been brought out — either dead or alive — from underneath the ruins.

Her family’s second-floor home and the storefronts they rented are all destroyed. They have temporarily moved to a farm in a nearby village, but plan to return and rebuild.

“The homes will return but the people we lost won’t,” said Ms. Akoosh, a small faded tattoo decorating her lower lip in accordance with a fading custom among tribal women in Syria.

With the search-and-rescue phase ended, much of the work being done across northwestern Syria is about clearing the rubble, opening streets and helping people rebuild their lives.

But even in this new phase, residents still need the equipment they have been begging for since the early hours after the quake.

Though little aid has entered Syria from Turkey, more than 1,200 bodies of Syrian refugees killed in the quake there have been coming across the border over the past week. At the town cemetery in al-Atarib, a mass grave has been dug for both Syrians who died in Turkey and those still being found at home.

There are no headstones, just cinder blocks painted with last names, or sometimes just the name of the city the deceased

had fled from. Entire families are buried together.

Tahir ibn Muhammad, 53, who lost a daughter and his mother in the earthquake, was standing in the doorway of a carpentry workshop across from what used to be his apartment building as a private removal company funded by Islamic Relief, a U.K.-based charity, was clearing the rubble.

“There were so many destroyed houses, they couldn’t handle it all,” he said, referring to the White Helmets. “Countries are crippled in responding to a disaster like this. So how about us?”

He watched as his sons ventured onto the building’s mostly intact second floor, now just a few feet above ground level, and moments later carried out the gas oven. Soon they were lugging out a drying rack full of dishes and jars of olives and pickles.

Neighbors had helped them escape before their building collapsed, but minutes later, he said, he climbed back inside to grab the briefcase in which he keeps all the family’s important documents, including his children’s high school and college degrees.

He was less angry about the lack of foreign help — he didn’t expect much from the international community — than comforted by the local response.

“It is enough that this society was holding together,” he said. “That is more important than all the international aid.”

Raja Abdulrahim and Emily Garthwaite visited northwestern Syria over the weekend for the first time since the earthquake struck.

Après le séisme, l'aide commence à parvenir dans le Nord-Ouest rebelle en Syrie

Le chaos et les négociations politiques ont retardé l'arrivée de l'aide d'urgence vers ces territoires dévastés par le tremblement de terre du 6 février.

L'aide humanitaire des Nations unies destinée aux rescapés du séisme dans le nord-ouest de la Syrie, région frontalière de la Turquie dévastée par les terrifiantes secousses du 6 février, commence à se mettre en place. Mardi 14 février, des convois de l'ONU ont pu traverser deux points de passage de la frontière turco-syrienne : Bab Al-Hawa et Bab Al-Salamah. En juillet 2020, sous la pression de Moscou, allié de Damas, [ce dernier corridor avait été fermé aux opérations onusiennes](#), qui, depuis cette date, ne pouvaient utiliser que le terminal de Bab Al-Hawa.

Le contrôle du Nord-Ouest syrien est morcelé entre diverses factions anti-Assad. Bab Al-Salamah relie la Turquie à la bande frontalière tenue par des groupes insurgés affiliés à Ankara. Des localités, comme Jandairis, y ont été durement éprouvées par le tremblement de terre. Des habitants y dorment sous des tentes improvisées, dans des températures glaciales. Le premier convoi, organisé mardi par l'Organisation internationale pour les migrations, comprenait couvertures et tentes. Bab Al-Hawa, opérationnel depuis le 9 février, débouche sur la région d'Idlib, tenue par les radicaux de Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une ancienne branche d'Al-Qaïda. Avec l'utilisation de ces deux points de passage et d'un troisième prévu au niveau de la localité d'Al-Raï – où a transité, mardi, du trafic commercial, mais pas de convois internationaux –, les Nations unies entendent accroître leurs livraisons d'aide.

« Nous savons tous que l'aide

n'est pas parvenue à la vitesse et à l'échelle nécessaires », a reconnu son secrétaire général, Antonio Guterres, mardi, en même temps qu'il lançait un appel aux dons de près de 400 millions de dollars (373 millions d'euros) pour l'ensemble de la Syrie. Ceux-ci doivent couvrir les besoins pour trois mois. « Nous faisons tout notre possible pour changer cela », a ajouté M. Guterres.

Secouristes livrés à eux-mêmes

Dans le Nord-Ouest rebelle, le territoire syrien où le séisme a causé le plus de morts (plusieurs milliers) et de destructions, les secouristes locaux ont été livrés à eux-mêmes durant les trois premiers jours suivant la secousse, période cruciale pour retrouver les survivants. Le premier convoi de l'ONU, arrivé jeudi, ne comportait pas de nourriture.

Si l'aide a tant tardé à être acheminée dans ces zones, c'est en partie en raison du chaos et des destructions en Turquie, qui ont ralenti l'organisation et le déplacement des convois. Mais, pour débloquer la situation, il a aussi fallu des négociations politiques. Le séisme a mis à nu l'impuissance passée de l'ONU face à la Russie, qui, au moyen de son droit de veto au Conseil de sécurité, avait restreint le trafic humanitaire transfrontalier à un seul point de passage. C'est grâce à un accord entre les Nations unies et Damas, annoncé lundi par l'ONU, que l'ouverture de deux corridors supplémentaires a été rendue possible. Cette percée est survenue au moment où le Conseil de sécurité se

réunissait sur le sujet.

En accordant ce feu vert pour une période initiale de trois mois, le régime syrien se place en position avantageuse. Les autorités de Damas apparaissent comme flexibles, alors qu'elles souhaitaient, au départ, centraliser l'aide. Elles évitent de s'exposer à une possible résolution contraignante de l'ONU – même s'il est probable qu'un tel texte aurait été bloqué par Moscou, qui a accusé l'Occident, mardi, de chercher à apporter de l'aide « *exclusive* » aux zones hors du contrôle du gouvernement syrien. Enfin, le pouvoir syrien refait la démonstration qu'il est incontournable : l'ONU a attendu son aval pour annoncer la mise en service de Bab Al-Salamah et Al-Raï, ce qui lui vaut les foudres d'opposants syriens. Enfin, le régime Assad fait un geste envers la Turquie, qui a opéré un rapprochement avec lui ces derniers mois et souhaitait davantage de points de passage.

Une autre option sur la table, pour alléger les traumatismes du Nord-Ouest syrien, consistait à faire passer des convois d'aide par les lignes de front, depuis les zones du régime vers Idlib, un mécanisme déjà utilisé par le passé. Il était prévu, les 12 et 13 février, de recourir à système dit « *cross-line* ». Mais, selon plusieurs sources, dont une de l'ONU en Syrie, cette aide, autorisée par Damas, a été bloquée par les combattants de HTC, autorité de facto dans la région d'Idlib. « *Même si l'on souhaiterait avoir plus de convois par les lignes de front afin d'augmenter la réponse humanitaire, ces*

opérations sont plus complexes à monter. Les volumes d'aide qui transitent par la Turquie sont bien plus importants », explique toutefois Jens Laerke, porte-parole du bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), basé à Genève.

« Politisation de l'aide »

Les Nations unies ont multiplié les appels à « *dépolitiser* » l'aide aux victimes du séisme, qui a aussi touché les régions sous contrôle gouvernemental d'Alep, Lattaquié, Hama et Tartous, où plus de 1 400 morts ont été recensés par le ministère de la santé. Mais le dossier est « *infesté par la politique* », reconnaît M. Laerke. « *Le gouvernement syrien a mis la difficulté à opérer sur le dos des sanctions occidentales. Les Occidentaux disent que celles-ci n'ont pas d'effet sur l'aide, mais les Etats-Unis ont momentanément allégé ces mesures punitives, ce qui tend à infirmer leur argumentation. Et de l'aide convoyée depuis le territoire sous contrôle kurde a été bloquée par les autorités du Nord-Ouest [liées à Ankara]. C'est tout cela, la politisation de l'aide », déplore une source humanitaire. « *Passé la sidération initiale, la détestation entre les diverses forces en présence, qui sont dans une logique de contrôle territorial, a de nouveau prévalu », estime une source occidentale chargée du dossier syrien.**

Côté gouvernemental, la réponse humanitaire est menée par les Nations unies et le Croissant-Rouge syrien (SARC). « *Les abris temporaires, surpeuplés, ne parvien-*

nent pas à absorber les besoins. Nous y réhabilitons l'électricité ou l'approvisionnement en eau. Les besoins de la population, déjà très affectée par la guerre et la crise économique, sont immenses », alerte Imene Trabelsi, porte-parole régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui appuie le SARC. Le CICR négocie aussi pour pouvoir accé-

der aux zones rebelles. En zone du régime, les ONG internationales – dont les déplacements sont compliqués par la pénurie d'essence – et l'ONU restent les partenaires exclusifs des principales capitales occidentales, dont Paris, qui ont rompu avec le pouvoir syrien et ne veulent pas le légitimer en traitant directement avec lui.

Ce dernier peut toutefois se targuer d'avancées. Son isolement sur la scène arabe se desserre : selon l'agence officielle SANA, un premier avion chargé d'aide en provenance d'Arabie saoudite est parvenu mardi à Alep. Riyad, qui n'a pas normalisé ses relations avec le régime Assad, suit les pas d'autres pays arabes, qui ont envoyé des cargaisons. En

outre, après la décision de Washington de suspendre pour six mois ses sanctions contre la Syrie, afin de faciliter les transactions liées à l'aide humanitaire, « certains pays européens veulent lui emboîter le pas », affirme la source occidentale. Une réunion sur le sujet devrait avoir lieu prochainement à Bruxelles.

Le Monde

Par Aude Cazorla
15/02/2023

Après les séismes en Turquie, un impact environnemental redouté

La destruction de canalisations et d'infrastructures industrielles par les tremblements de terre fait craindre une pollution de l'eau et des conséquences sanitaires.

Depuis les séismes qui ont fait près de 40 000 morts dans le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) alerte sur la situation sanitaire en Turquie, les séismes ayant endommagé le réseau de canalisations d'une dizaine de provinces du sud-est du pays. L'organisation turque d'intervention d'urgence (AFDA) doit distribuer aux rescapés de l'eau en bouteille et installer des sanitaires temporaires. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) s'activent également sur place pour faciliter l'accès des déplacés à l'eau potable.

Les Américains de Water Mission se sont rendus dans plusieurs villes depuis le 9 février, de Kahramanmaraş à Antakya, afin d'effectuer des analyses pour déterminer les besoins de dépollution des sources à proximité des campements. « Les eaux présentes à la surface sont impropres à la consommation », explique Daniel Droy, l'un des ingénieurs de l'ONG sur place. Elles devront être traitées afin d'être potables. »

Pour les cinq millions de rescapés regroupés dans des campements de fortune, le manque d'accès à l'eau potable et aux toilettes génère un risque épidémique important. Choléra, dysenterie, ou fièvre typhoïde se propagent par le biais d'eau contaminée par des excréments d'un malade. « Si ces bactéries se retrouvent dans de l'eau de consommation non contrôlée sur le plan microbiologique, ça peut flamber », avertit le professeur François-Xavier Weill, directeur du Centre national de référence des vibrions et du choléra à l'Institut Pasteur. Les conditions d'hygiène précaires favorisent la circulation des bactéries. Le médecin se souvient avec amertume de l'année 2010, où une partie des rescapés du séisme en Haïti avait contracté le choléra qui avait tué plusieurs milliers de personnes.

Le choléra déjà présent en Syrie

Rapportée sur le sol haïtien par les casques bleus, la bactérie s'y était propagée très rapidement. La maladie n'apparaît cependant pas de ma-

nière spontanée et ne se répand qu'à partir d'un « patient zéro ». Aucun malade n'a jusqu'ici été signalé sur le sol turc, mais une épidémie est en cours depuis septembre 2022 en Syrie.

La vague de froid qui touche actuellement la zone a l'avantage d'endiguer le développement bactérien. « Les températures négatives dans la zone du séisme peuvent amoindrir partiellement la propagation de ces bactéries via l'eau, puisqu'elles sont moins actives à basse température », confirme le professeur François-Xavier Weill.

Un autre impact majeur des séismes sur l'environnement pourrait découler du gigantesque incendie qui a touché le port industriel d'Iskenderun (Alexandrette) dans la région du Hatay. Les secousses ont entraîné la collision de plus de trois cents conteneurs issus du commerce international, dont le contenu s'est dispersé sur les docks avant de s'embraser. L'incendie a duré 90 heures, du 6 au 10 février, et a été définitivement éteint par l'intervention combinée de l'aviation

militaire et des pompiers d'Istanbul. Les matériaux, qui se sont consumés dans une fumée noire, n'ont pas encore été identifiés, mais une source portuaire a révélé à l'agence Reuters qu'il s'agirait de plastiques et de produits chimiques.

Substances chimiques

« Dans ce cas précis, c'est d'abord le secours aux personnes qui est privilégié, temporellement », explique Nicolas Tarnic, responsable opérations au Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations en pollutions accidentelles des eaux (Cedre). Puis, il faut s'assurer que le matériel de lutte antipollution est accessible, s'il n'a pas été détruit... C'est une grosse opération de logistique, le port doit d'abord procéder à un inventaire précis, avec évaluation des risques. »

Au-delà de la pollution atmosphérique engendrée par la combustion, les eaux d'extinction utilisées ont pu propager des substances chimiques en se déversant dans l'eau du port. D'autant que le séisme a

généralisé des inondations dans la ville, les heures suivant le tremblement de terre, comme le rapporte la Chambre en ingénierie environnementale turque, dans un courriel en réponse au *Monde*. L'institut basé à Istanbul tente de faire le bilan des dommages et des

risques générés par la catastrophe, en lien avec les spécialistes sur place.

« *Si la gestion des risques industriels et environnementaux avait été effectuée correctement, des zones urbaines et industrielles n'auraient pas été détruites* », déplore Ali Çiftçi,

ingénieur en environnement. Avec ses collègues, il regrette l'absence de politique de gestion du risque industriel par le gouvernement turc.

Une contestation alimentée par la crainte du risque nucléaire, alors que la construction d'une centrale dans la région de Mer-

sin crée un vif débat dans la communauté internationale en raison de sa localisation proche d'une faille sismique. Située à 70 km de l'extrémité de la zone touchée par les séismes, l'installation n'a subi aucun dégât, ont assuré les autorités turques.

LE FIGARO

avec AFP
15/02/2023

Séisme en Turquie et en Syrie : près de 40.000 morts, appel aux dons face aux « besoins immenses » des populations

Le séisme a fait au moins 39.106 morts, selon les derniers bilans officiels, dont 35.418 en Turquie et 3688 en Syrie.

Sept millions d'enfants affectés, un appel d'urgence aux dons de près de 400 millions de dollars, l'octroi de visas d'urgence envisagé... Neuf jours après le séisme meurtrier qui a frappé la Turquie et la Syrie, faisant 39.106 morts (35.418 officiellement dans le sud de la Turquie et 3688 en Syrie), *Le Figaro* fait le point sur la situation.

Près de 40.000 morts

Mardi 14 février au soir, le bilan du séisme s'élevait à 39.106 morts - 35.418 officiellement dans le sud de la Turquie, tandis que les autorités en ont dénombré 3688 en Syrie. Dimanche, l'ONU avait dit s'attendre à ce que ces chiffres augmentent encore considérablement. « *Nous sommes les témoins de la pire catastrophe naturelle dans la région de l'OMS Europe en un siècle et nous sommes toujours en train d'en mesurer l'ampleur* », a constaté un responsable de l'Organisation mondiale de la santé.

Appel aux dons face aux « besoins immenses » des populations



Des enfants syriens déplacés à Gaziantep, en Turquie, le 14 février. 2023. THAIER AL-SUDANI / REUTERS

Le secrétaire général de l'ONU a lancé mardi un appel d'urgence aux dons de près de 400 millions de dollars pour aider les populations victimes du séisme en Syrie pendant trois mois. « *Aujourd'hui, j'annonce que l'ONU lance un appel humanitaire de 397 millions de dollars pour les populations victimes du séisme qui a ravagé la Syrie. Cela couvrira une période de trois mois* », a déclaré Antonio Guterres à la presse, précisant qu'un appel aux dons équivalent pour la Turquie était en préparation.

Il a appelé tous les Etats membres à « *financer totalement et sans délai* » cet appel aux dons, pour garantir « *une aide humanitaire dont près de 5 millions de Syriens ont désespérément besoin, dont des abris, des soins médicaux, de la nourriture* ». « *Les besoins sont immenses* » et « *nous savons tous que l'aide qui sauve des vies n'entre pas à la vitesse et à l'échelle nécessaires* », a insisté le secrétaire général. *Une semaine après les séismes dévastateurs, des millions de per-*

sonnes à travers la région luttent pour survivre, sans abri et confrontés à des températures glaciales ».

Paris envisage l'octroi de visas d'urgence

Le gouvernement français envisage d'octroyer des visas d'urgence pour les familles de personnes étrangères séjournant régulièrement en France qui ont été victimes du séisme survenu en Turquie et en Syrie, à la condition de garantir la sé-

curité de l'Hexagone. «*La question appelle une évaluation conjointe entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'intérieur*», a déclaré Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, qui était interrogée mardi sur le sujet à l'Assemblée nationale.

Elle a expliqué que face à un «*drame terrible, la mise en place de dispositifs ad hoc, tel que cela a pu se faire dans le passé, est possible*» tout en ajoutant que cela nécessitait «*un examen attentif afin de garantir un accueil dans des conditions sécurisées pour notre territoire*».

En Syrie, les zones échappant au contrôle de Damas dans le nord de la province d'Alep et

dans celle d'Idlib (nord-ouest), où vivent près de trois millions de personnes, figurent parmi les plus touchées par le séisme. Mais cette zone est aussi en partie sous influence du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), d'où les précautions des autorités françaises. S'agissant des étrangers actuellement en Turquie et en Syrie, et qui détiennent un titre de séjour en France, ils vont être accompagnés «*pour accélérer leur retour dans notre pays*», a indiqué Catherine Colonna.

Plus de sept millions d'enfants affectés par les séismes en Turquie et en Syrie

Plus de sept millions d'enfants sont affectés par les séismes dévastateurs qui ont frappé la

Turquie et la Syrie, a indiqué l'Unicef mardi, craignant que plusieurs milliers d'entre eux n'aient perdu la vie. «*En Turquie, le nombre total d'enfants vivant dans les dix provinces touchées par les deux tremblements de terre s'élevait à 4,6 millions d'enfants. En Syrie, 2,5 millions d'enfants sont touchés*», a déclaré James Elder, un porte-parole de l'organisation, lors d'un point de presse régulier à Genève.

«*Les enfants et les familles ont désespérément besoin d'un soutien supplémentaire. De nombreux membres du personnel de nos organisations partenaires locales et des intervenants de première ligne ont été tués, blessés, déplacés, et leurs bureaux et équipements*

détruits», a-t-il ajouté. L'Unicef craint que «*plusieurs milliers d'enfants aient été tués*». Ces chiffres, a expliqué le porte-parole, n'ont pas été vérifiés mais il est clair qu'ils «*vont continuer à augmenter*».

Selon l'Unicef, des dizaines de milliers de familles, vivant à l'extérieur dans des zones ouvertes, sont exposées au froid. «*Chaque jour, des informations font état d'un nombre croissant d'enfants souffrant d'hypothermie et d'infections respiratoires*», a indiqué James Elder, soulignant que des familles dorment avec des enfants dans les rues, les centres commerciaux, les écoles, les mosquées, les gares routières et sous les ponts.



16/02/2023

L'Iran nie héberger le chef d'Al Qaïda, comme l'affirment les Etats-Unis

DUBAI (Reuters) - L'Iran rejette les accusations des Etats-Unis selon lesquelles le chef du groupe Al Qaïda, Seïf al Adel, est basé dans le pays, a déclaré jeudi le ministre des Affaires étrangères Hossein Amirabdollahian, après que Washington a soutenu la veille un communiqué de l'Onu indiquant qu'Adel se trouvait en Iran.

"Je conseille aux représentants de la Maison blanche d'arrêter leur jeu infructueux d'iranophobie, créer des infor-

mations à propos du chef d'Al Qaïda et le lier à l'Iran est risible", a écrit sur Twitter le chef de la diplomatie iranienne.

Seïf al Adel, ancien officier des forces spéciales égyptiennes, est désormais l'"incontesté" chef d'Al Qaïda, selon un dernier rapport de l'Onu consacré au groupe terroriste.

Les Etats-Unis, qui ont mis une prime de 10 millions de dollars sur la tête de Seïf al Adel, ont dit mercredi via leur département d'Etat qu'ils s'alignaient

sur l'analyse de l'Onu selon laquelle Adel était basé en Iran.

Seïf al Adel a été inculpé en novembre 1998 par un jury fédéral américain pour son rôle dans les attaques à la bombe ayant ciblé les ambassades des Etats-Unis en Tanzanie et au Kenya, qui ont tué 224 civils et blessé plus de 5.000 personnes.

A la suite de ces attaques, Seïf al Adel s'est rendu dans le sud-est de l'Iran, où il a reçu la protection des Gardiens de la

révolution iranienne, selon le département d'Etat américain.

Seïf al Adel et d'autres cadres d'Al Qaïda ont été placés en 2003 en résidence surveillée par l'Iran, qui a par la suite relâché Adel et quatre membres du groupe en échange d'un diplomate iranien enlevé au Yémen.

(Reportage du bureau de Dubai; version française Jean Terzian)



FEV. 16, 2023

Macron receives PM Barzani in Paris

ERBIL, Kurdistan Region -

French President Emmanuel Macron on Thursday received Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani, discussing a range of topics, including trade and security, according to Barzani's office.

PM Barzani arrived in Paris on Wednesday, leading a Kurdistan Regional Government (KRG) delegation which was previously in Dubai where they attended the World Government Summit.

The delegation was received by Macron at the Elysee Palace on Thursday.



The KRG delegation was received by Macron at the Elysee Palace on February 16, 2023. Photo: KRG

"Together we helped safeguard the world from ISIS," said Barzani in a [tweet](#), referring to the Islamic State (ISIS). "Now we're

building trade and investment ties to sustain our peoples." "France is an ally with a common vision; enhancing our re-

gion and the security of Europe," he added.

The Kurdistan Region and France enjoy good ties. Macron landed in Erbil in August 2021, following a trip to Baghdad where he attended a regional summit that brought nine Middle Eastern countries together, hosted in Iraq with the help of Paris.

France was one of the first countries to open a consulate in the Kurdish capital of Erbil after the fall of Saddam Hussein's regime in 2003 and played a critical role in helping Kurds both in Iraq and in Syria in the war against ISIS, including in supplying arms and training to the Kurdish forces.



FEV. 16, 2023

PM Masrour Barzani met President of French Senate, Paris Mayor

"We spoke about the challenges in our region, and our shared support to Yazidis, Christians and other communities."

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday met with the President of the French Senate Gerard Larcher during his official visit to France.

"We spoke about the challenges in our region, and our shared support to Yazidis, Christians and other communities who've sought refuge in the Kurdistan Region," the PM Masrour Barzani tweeted.

Moreover, PM Masrour Barzani also met with Paris Mayor Anne Hidalgo, who he called a "long-

standing friend of our people."

"I look forward to welcoming her and her team in Erbil later this year to explore joint projects between our capitals," he added in a tweet.

On Thursday, PM Masrour Barzani met with French President Emmanuel Macron.

"Together we helped safeguard the world from ISIS. Now we're building trade and investment ties to sustain our peoples," PM Barzani added.

"France is an ally with a common vision; to enhance our region and the security of Europe," the tweet concluded.

France and the Kurdistan Region enjoy close cultural, historical, and diplomatic ties.

For example, the former French First Lady Danielle Mitterrand played a decisive role in urging world leaders to aid and protect the persecuted Iraqi Kurds from Saddam Hussein's military in 1991.

She visited the nearly two million refugees who had fled a ferocious Iraqi assault to the Turkish and Iranian borders that year.

She was a strong advocate for establishing the no-fly zone over the Kurdistan Region to protect it against Saddam's warplanes and helicopter gunships. She was later named "Mother of the Kurds" by the Kurdish leadership for her support.

France also supported the Kurdish Peshmerga forces during the fight against ISIS.

The New York Times

Jason Horowitz and Gulsin Harman
Feb. 14, 2023

Under the Rubble: Gasps of Air, Protein Powder and Miraculous Rescues

For about 200 hours, two Turkish brothers entombed under the rubble of a collapsed building in the earthquake-devastated city of Kahramanmaraş held on, rationing bodybuilding supplements, drinking their own urine, swallowing gulps of air.

“Breathing was easy,” one brother, Abdulbaki Yeninar, 21, told [the local Ihlas news agency](#). “We took protein powder.”

On Tuesday, rescue workers pried Mr. Yeninar and his brother, Muhammed Enes Yeninar, 17, from the concrete and twisted metal, one of at least nine such improbable rescues over a week after a 7.8-magnitude earthquake leveled towns, killed tens of thousands of people and displaced many more in Turkey and Syria.

In the same city, teams dug a tunnel five meters, or 16 feet, long through tons of fallen walls, floors and piping to reach a woman, in a rescue that was broadcast on live TV. And to the south, a volunteer mining crew joined the efforts to save another, earning tribute from President Recep Tayyip Erdogan, who said they “will never fade away from our memories.”

The miraculous rescues served as rare bright spots in one of the bleakest periods in memory for Turkey, what Mr. Erdogan said on Tuesday could reasonably be called the “disaster of the century.”

He reported a new death toll for his country, 35,418, and the United Nations said that more than 5,500 Syrians had died. Millions more people in both countries have been displaced since the quake devastated the region last week, with many afraid to return to damaged build-



Rescuers saved Muhammed Enes Yeninar, 17, and Abdulbaki Yeninar, 21, from a collapsed building in the devastated city of Kahramanmaraş, Turkey. Credit... Ismail Coskun/Ihlas News Agency, via Reuters

ings and struggling to survive in makeshift shelters and extreme cold.

Relief organizations typically scramble to find survivors in the first 72 hours after a natural disaster, as the passing of time exponentially diminishes hope for finding signs of life. In the past week, more than 35,000 Turkish search-and-rescue teams joined thousands of international workers to dig through the rubble, according to AFAD, Turkey’s emergency management agency.

In recent days, desperation has increasingly set in as the rescue missions have turned to recovery, a humanitarian crisis has taken shape, and hard-hit and hard-to-reach Syrian towns have lamented that they have been forgotten.

On Tuesday, as the total death toll in both Syria and Turkey surpassed 40,000, the Turkish authorities arrested more contractors suspected of [shoddy construction that violated building codes](#).

Critics of Mr. Erdogan, who is

seeking to defend his response to the disaster, drew attention to videos that showed him previously hailing some of the housing projects that crumbled and buried people. And the Turkish police detained scores of social media users on accusations of spreading panic-inducing posts.

But as Turkey’s National Defense Department and national broadcasters shared footage of the rescues, the rare glimmers of good news were celebrated.

In the city of Adiyaman, in southeastern Turkey, rescue workers in bright red and yellow hard hats and vests contrasted sharply with the dust-caked skin and hair of a young man they sought to free from the rubble.

After digging out the man, identified by state news agencies as Muhammed Cafer Cetin, 18, they hooked him up to an IV, fitted him with an oxygen mask and wrapped him in a shimmering survival blanket.

They then delicately carried him in a stretcher over the debris under which he had been buried to an ambulance waiting to take

him to the hospital. His condition was not immediately clear. Another man, Ramazan Yucel, 45, was also rescued in the province, according to the state-run Anadolu News Agency.

Finally free, the exhausted Yeninar brothers emerged from the rubble, their eyes shut, their arms bound in stretchers, as rescuers in fatigues and bright vests carried them away in Kahramanmaraş, near the epicenter of the quake.

Desperate for good news, the workers embraced one another and cheered as the brothers left for the hospital, where they explained how they had survived to the news media.

Rescuers had pulled their mother, also alive, out of the rubble two days earlier, and she was being treated in a hospital in the city of Kayseri for leg injuries, they said.

In the same city, Anadolu broadcast the rescue of Aysegul Bayir, 35, [live](#) to a rapt Turkish audience. Viewers watched as rescue teams dug a five-meter tunnel through the ruins to reach her.

In the same leveled town, Muhammet Polat, 32, and his wife, Hadiyah Polat, emerged from the rubble after 203 hours. In Antakya, a volunteer mining crew from the northern province of Zonguldak found Emine Akgul, 26, and pulled her to safety, according to the state broadcaster TRT. Another woman was rescued in Antakya City in Hatay Province, 204 hours after the quake struck.

Mr. Erdogan hailed the miners, saying, “The tunnels they dug, bringing out our citizens, are truly extraordinary deeds.”



Removing the rubble of a destroyed building in Kahramanmaraş, Turkey, on Tuesday. Credit... Sergey Ponomarev for The New York Times

While the footage of the survivors, lifted out of the ruins to applause, heartened rescue workers who had been clawing through the frigid concrete for days and encouraged a grieving population, the rescues were most likely a fleeting, and perhaps final, dose of such news.

The chances of finding more survivors will only dim as the hours and days grow, experts

say. And facing the challenges posed by millions of homeless and displaced citizens, many of them hungry, Turkey and Syria grappled with the scope of the relief effort and the search for accountability.

On Tuesday, the United Nations' secretary general, António Guterres, announced the launch of a \$397 million humanitarian appeal for Syria over three months.

The agency had released \$50 million from its emergency funds for shelter, health care, food and protection for five million Syrians, who, he said, are not getting the quake aid in scale and speed that they require.

"Aid must get through from all sides, to all sides, through all routes — without any restrictions," Mr. Guterres said.



A search and rescue team evacuates a body from the rubble of collapsed buildings in Kahramanmaraş on Tuesday. Credit... Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images

In northwestern Syria, the earthquake's damage spanned a region carved up over 12 years of civil war: areas held by the government of the authoritarian president, Bashar al-Assad, and by forces opposed to him.

The opposition side has received only a trickle of aid, in part because of the difficulties of getting access to the region. The government side, where outside relief has been coming in through major airports, tightly controls and restricts the flows of aid from its territory to the opposition side. Before the quake, only one border crossing from Turkey was used for all U.N. aid flowing to the opposition-held side.

Mr. al-Assad has now agreed, for the first time since the war began, [to allow two more border crossings from Turkey](#) to be used to temporarily supply aid to opposition-controlled territory in the northwest.

As the United Nations sought to broker terms with Syria's government, the Turkish authorities turned toward the question of unsafe construction. The justice minister, Bekir Bozdag, [said on Sunday](#) that legal proceedings against more than 130 people were underway over their suspected ties to collapsed buildings.

Among those charged was Sukru Isitmen, a builder of at least six collapsed buildings in the Besni district of Adiyaman Province. Mr. Isitmen is a member of the executive body of the district's branch of the president's governing Justice and Development Party.

Hours after rescue workers pulled the latest survivors from the wreckage, after night fell and the temperatures dropped again, Mr. Erdogan addressed the nation.

"Our search-and-rescue teams pulling out our citizens alive" he said, "even after many long hours, is the most important source of consolation amid this dark picture."

Antakya, la ville mémoire ensevelie

Reportage

Le patrimoine culturel de la cité turque, l'Antioche de l'Antiquité, a été en grande partie détruit par les séismes.

La rue de l'Indépendance n'est plus qu'une succession de montagnes de gravats, hautes de plusieurs mètres, et d'immeubles qui penchent dangereusement. Les restaurants et cafés qui animaient jadis l'artère principale du centre-ville historique d'Antakya, l'antique Antioche, située dans le sud-ouest de la Turquie, ont été engloutis par le séisme qui a fait au moins 40 000 morts dans le pays et en Syrie voisine, le 6 février. Des secouristes sondent les entrailles d'un immeuble, à l'affût d'un souffle ou d'un bruit. Un homme le guide : il y a trois jours, il a entendu des voix, peut-être celles d'une Syrienne et de ses deux fils adolescents. Des miracles surviennent encore, dix jours après la tragédie. Mais ici les appareils ne détecteront rien. Bientôt, les bulldozers arriveront.

« C'est un désastre. Antakya n'existe plus. Il faudra au moins dix ans pour la reconstruire », se lamente Kazim Kuseyri, 41 ans, le propriétaire de l'Hôtel Savon. Cette institution fondée il y a vingt ans dans une ancienne savonnerie bâtie en 1860 n'a subi que des dégâts mineurs. L'électricité et l'eau étant encore coupées dans la ville, M. Kuseyri campe, pistolet à la ceinture contre d'éventuels pillards, avec des proches et des membres de son personnel, dans les voitures garées dans la cour. « L'histoire, la culture, la mémoire de la ville ont été effacées en une nuit. Tous mes souvenirs sont ensevelis sous ces décombres. J'ai perdu tant d'amis », dit-il en soupirant, persuadé que le nombre d'habitants ayant péri dans la secousse se monte à



WILLIAM KEO / MAGNUM POUR « LE MONDE »

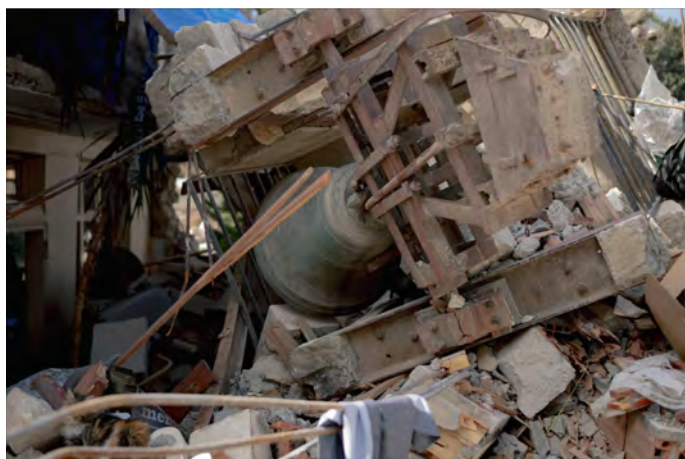
« 200 000 », si l'on englobe les corps encore sous les décombres et ceux enterrés à la hâte sans avoir été enregistrés.

Cité plusieurs fois martyre, Antakya a subi au moins trois séismes dévastateurs au cours de son histoire, avant celui du 6 février. La ville est de nouveau l'une des plus touchées du pays. « Plus de 50 % d'Antakya est détruite et c'est ici que l'on compte le plus de morts dans la province d'Hatay », précise le maire de la ville, Lütfü Savas. Sur l'ensemble de la province, au moins 14 000 personnes ont trouvé la mort, 3 000 im-

meubles ont été détruits et 50 000 autres endommagés. Le départ des habitants vers d'autres provinces empêche le décompte des disparus. Face à l'ampleur du séisme, qui a touché dix provinces, les secours ont mis trois jours à arriver. Désormais, Antakya fourmille de secouristes, de forces de sécurité et d'humanitaires. Chaque place s'est transformée en campement.

Strates d'histoire

« La nature a détruit notre ville, mais nous allons la reconstruire. Le monde entier doit soutenir Antakya, car elle est le lieu de



La cloche de l'église grecque orthodoxe d'Antakya, qui fut le siège du patriarcat d'Antioche, le 15 février 2023. WILLIAM KEO/MAGNUM POUR « LE MONDE »

trois religions, de treize civilisations et de vingt-sept cultures : c'est un patrimoine culturel mondial », déclare M. Savas. Des strates d'histoire se superposent là où fut fondée la ville d'Antioche, vers 300 avant J.-C., par Séleucos I^{er} Nicator, l'un des généraux d'Alexandre le Grand. Tour à tour capitale du royaume séleucide, centre hellénistique et troisième ville de l'Empire romain, Antioche fut un important centre commercial sur la Route de la soie et un carrefour des cultes monotheïstes, juif, chrétien et musulman. C'est ici que saint Paul et saint Pierre ont écrit les enseignements de Jésus et que ses disciples ont reçu, pour la première fois, le nom de chrétiens. Lors de la première guerre mondiale, les officiers français en avaient fait un lieu de villégiature.

« Plus de soixante monuments et trois cents sites du patrimoine culturel ont été détruits dans la ville », estime Ömer Dabanli, responsable en Turquie de l'organisation non gouvernementale Blue Shield, spécialisée dans la protection du patrimoine. Le musée des mosaïques a été épargné, tout comme l'église Saint-Pierre, l'une des plus anciennes du christianisme, creusée dans une grotte de la montagne surplombant la ville. Il n'en va pas de même pour l'église grecque orthodoxe, qui fut le siège du patriarcat d'Antioche jusqu'en 1342. Sa cloche trône, abandonnée parmi les pierres. Elle avait été reconstruite dans le style byzantin par des ingénieurs russes après le dernier séisme qui a frappé la ville, en 1872. « L'église est entièrement détruite. Le gouvernement n'est pas venu voir. Nous devons

nous concentrer sur les gens, ensuite nous lèverons des fonds pour sa reconstruction », dit Fadi Hurigil, qui préside la fondation de l'église et une communauté de mille fidèles, dont trente-huit ont trouvé la mort.

Au cœur de la ville historique, une équipe de la direction générale des antiquités effectue déjà les premiers relevés au sein de la mosquée Habib-i Neccar, la plus ancienne de Turquie, qui date du VII^e siècle. « La priorité du gouvernement est de reconstruire cette mosquée et celle d'Ulu Camii, symboles de la ville », dit un responsable gouvernemental. Réfugié dans un autre quartier de la ville, Mehmet Ali, qui est l'imam de cette dernière depuis vingt-cinq ans, dresse la liste des dégâts. Le dôme et un mur de la mosquée se sont effon-

drés. La fontaine aux ablutions et un écrit du sultan Baybars ne seront peut-être pas sauvés. Des reliques de la barbe du prophète Mahomet ont, elles, été mises à l'abri.

Sites difficiles d'accès

« La reconstruction de la mosquée Habib-i Neccar est possible, cela prendra entre six mois et un an. Celle d'Ulu Camii devra être reconstruite entièrement à partir des matériaux d'origine que nous avons pu collecter », explique l'expert, Ömer Dabanli. Attablé dans un café installé dans une maison ottomane, face à la mosquée, Murad Guzal est optimiste. « Antakya a été détruite sept fois et reconstruite sept fois. C'est la huitième fois, et nous la reconstruirons encore, assure le garde de sécurité de 40 ans, souriant. La ville sera

de nouveau resplendissante. » Beaucoup de ces sites restent difficiles d'accès. Des éboulements barrent les rues. Les habitants les escaladent prudemment pour aller vérifier l'état de leur maison ou récupérer des affaires. Les rondes des gendarmes les rassurent. Dans la rue de l'Indépendance, Salim Tokdemir et Metin Et ont posé leur chaise l'une face à l'autre, des deux côtés de la rue. Le premier garde sa boutique d'électroménager. « Les Syriens volent tout », accuse le commerçant de 63 ans, se faisant l'écho d'une haine anti-Syriens de plus en plus forte dans la ville. Son voisin attend les secours pour sortir cinq membres de sa famille piégés dans l'immeuble affaissé derrière lui. Le soir, ils retournent dans le camp qui a été aménagé dans l'école, au bout de la rue.

Dans les tentes installées le long de l'Oronte, le fleuve qui traverse la ville, les visages sont marqués par la fatigue, la résignation. Quasi plus personne n'espère trouver un proche en vie. Les habitants d'Antakya veulent récupérer leurs corps et quitter la ville. Pourtant, malgré la dévastation, certains gardent la foi. Assis sur un banc, près de leur tente, Mustafa Zoubeir et Semire Köse ne peuvent s'empêcher de sourire lorsqu'ils racontent les trois jours qu'ils ont passé ensemble, enfermés dans une pièce dont l'entrée était obstruée. L'ancien fonctionnaire de 65 ans et sa locataire de seize ans sa cadette sont tombés amoureux peu avant le séisme. « On a vu ce qu'était la mort, on l'a sentie, dit M. Zoubeir. La tristesse ne nous quitte pas. Mais, on est vivants, et c'est le début d'une seconde vie pour nous. »

Le Monde

Annick Cojean (Antakya (Turquie), envoyée spéciale)
18/02/2023

Séisme en Turquie : « On aurait tous aimé être des super-héros et sortir un maximum de victimes »

Leur mission sur les lieux du désastre naturel s'est terminée sur une note douloureuse. Ils ont dégagé des dizaines de corps des décombres d'Antakya mais aucun survivant.

Quand partir ? A quel moment arrêter les recherches ? Sur quels critères ? En Turquie, frappée le 6 février par un tremblement de terre qui a fait à ce stade plus de 41 000 morts, le départ des unités de secours internationales constitue pour les familles un moment de vérité. Fini l'attente, fini l'espérance. Il faut affronter le malheur dans toute sa cruauté.

Pour les Français, cela s'est passé dimanche 12 février, vers 20 heures, à Antakya, lorsque le lieutenant-colonel Cyrille Chauveau a décidé d'interrompre les fouilles sur les deux derniers chantiers confiés aux secouristes français par la coor-

dination internationale. La décision était lourde, mais ce n'était en aucun cas un dilemme. Plus aucun signe de vie apparaissait sur les instruments de détection et le deuxième édifice menaçait de s'écrouler. Le départ des sauveteurs s'imposait donc. Mais on ne quitte pas impunément un chantier quand la famille des gens potentiellement dans les décombres surveille pas à pas le travail des sauveteurs, allant jusqu'à affirmer qu'on lui a fait « des promesses » et que l'on se doit de les respecter.

Des promesses ? Le mot a stupéfié les Français quand ils en ont eu vent. Jamais ils ne

s'engagent sur un résultat. Jamais ils ne songeraient à « promettre » de trouver vivantes des personnes disparues sous les décombres. Qui peut jamais prédire l'issue d'une mission ? Une poignée de sauveteurs américains avait eu l'imprudence de le faire. Des volontaires, débarqués sur le théâtre du séisme sans structure ni équipement adéquat, mais armés de convictions religieuses, et qui, au vu de l'édifice, ont certifié que plusieurs personnes y étaient vivantes et que la caméra thermique permettait même d'en repérer les silhouettes. « Un mètre seulement les sépare de l'air libre. Vous les serrerez dans vos bras d'ici une à deux heures ! »

Le lieutenant-colonel Chauveau, du détachement de la sécurité civile envoyé en Turquie, en est encore indigné : « C'étaient de purs mensonges ! Susciter de faux espoirs est criminel. »

« Un chantier à risques »

Les Français avaient pourtant espéré eux aussi. C'est même pour cela qu'ils avaient accepté la responsabilité de ce dernier chantier particulièrement complexe. Une reconnaissance préalable avait été faite du bâtiment de cinq étages, dont deux s'étaient écrasés l'un sur l'autre et dont la structure ne tenait plus que par le soutien de quatre engins de chantier. Caméra thermique et radar in-

diquaient des manifestations de vie – le moindre mouvement est détectable, fût-ce une respiration – et les Américains affirmaient avoir entendu « *grater* » quelques instants plus tôt. « *C'était un chantier à risques*, dit le lieutenant Antoine, 27 ans, qui en a pris la charge. *Mais on pouvait objectivement avoir de l'espoir.* »

Alors ils y sont allés. Et, pendant vingt-quatre heures, des équipes de neuf, accompagnées d'une infirmière formée à prendre immédiatement en charge un survivant extrait des décombres, se sont relayées. Un trou d'une profondeur d'un mètre a d'abord été creusé. La première poche de vie possible s'est avérée vide. Mais il y en avait d'autres. A condition de pénétrer plus loin sous les décombres. Et plus profondément. Les sauveteurs ont continué de creuser, de percer, d'étayer. La terre continuait de trembler, et l'édifice, déjà si brinquebalant, de se fragiliser. On le voyait à l'œil nu. Le laser du télémètre projeté sur le mur confirmait clairement un déplacement.

Les Américains s'étaient mis à disposition du chef de chantier français, lequel ne voulait pas qu'ils se mêlent de la manœuvre technique. Ils restaient néanmoins aux alentours, aidant à sécuriser le lieu. Voisins et famille, assis sur des chaises en plastique ou un sofa tout juste sorti des gravats, observaient la scène, enroulés dans des couvertures, serrés la nuit autour d'un brasero. Les sauveteurs poursuivaient leur avancée, un mètre, deux mètres, trois mètres. Des odeurs de cadavres étaient de plus en plus perceptibles. Les sauveteurs ont appris à faire avec. Puis ils ont percé à l'horizontale pour dégager une sorte de plateau. Marteaux-piqueurs, disques, burineurs, scies, fers à béton... Un boucan fou, sur fond de ronronnement du groupe électrogène. Malgré cela, les équipiers, qui se relayaient de façon à n'être jamais



Sécurité Civile : Déployés depuis le 6 février, les 2 détachements #HUSAR de sauvetage-déblaiement sont rentrés de #Turquie.

trop nombreux à l'intérieur, percevaient les grincements du bâtiment.

Dans l'après-midi de dimanche, le fils d'une femme enfermée dans les décombres a soudain bondi dans le chantier et a hurlé : « *Maman ! Est-ce que tu m'entends ? Tiens le coup, maman ! On va te sauver !* » Il a attendu un moment, avant de ressortir et d'affirmer au reste de la famille qu'il avait entendu quelque chose. Tout le monde, alors, s'est pris dans les bras. Et l'homme s'est affaissé, pris de malaise. Radar et caméra thermique indiquaient pourtant le contraire. Depuis la veille au soir, les signaux s'amausaient. Dimanche, en fin d'après-midi, il n'y en avait plus aucun.

Un départ mal vécu

C'est alors que le lieutenant-colonel Chauveau a pris la décision d'arrêter. Il ne pouvait mettre plus longtemps ses équipes en danger. Il a demandé à rencontrer la famille turque pour expliquer la situation : l'absence de signe de vie, la structure du bâtiment sur le point de s'effondrer... Et la tension a monté. Quand ils ont vu les Français sortir de l'immeuble, commencer à ranger le matériel dans le camion, et se préparer à quitter l'endroit,

certains ont hurlé : « *Vous n'avez pas le droit ! Vous nous abandonnez ! Vous nous avez fait perdre du temps en prenant en charge ce chantier et en faisant partir d'autres sauveteurs. Vous êtes des menteurs ! Vous êtes des traîtres !* »

« On a tout donné pendant une semaine. On n'a jamais relâché l'effort. Mais voilà... » lieutenant Antoine, détachement de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir)

Des voisins arrivaient, attirés par les cris. La situation pouvait dégénérer. Le lieutenant-colonel Chauveau a demandé que les militaires turcs, déjà sur place, escortent le départ des Français. Bouleversé, Sadi Ayan, l'interprète turc de la sécurité civile, est spontanément sorti de son rôle pour se tourner vers la famille. « *Les Français ont bossé comme des fous pour trouver les survivants. Croyez-moi, ils ont fait tout ce qui était possible ! Ils auraient tellement aimé vous ramener quelqu'un ! Mais vous voyez bien qu'il n'y a plus signe de vie et que l'immeuble va s'effondrer d'une heure à l'autre.* » Rien n'y faisait. La famille n'exprimait que détresse et rancœur. « *J'avais tellement honte !* », dit aujourd'hui celui qui a accompagné, volontairement, les militaires français pendant tout leur séjour.

Un officier turc s'est entretenu avec la famille pour la calmer. Puis il est allé voir les Français qui, sans un mot, rangeaient leurs équipements. « *Pardon*, a-t-il dit. *Pardon. Nous savons que vous avez fait un travail colossal et je vous demande d'excuser les propos qui viennent d'être dits. Ils ne s'expliquent que par le chagrin et le désespoir. Mais le peuple turc, croyez-le, vous remercie et vous bénit.* » Et l'unité s'est repliée dans le silence, éteignant au tout dernier moment l'ultime lampe qui éclairait l'immeuble sarcophage. Dans le camion du retour vers le campement, pas un mot n'a été prononcé. La mission française s'achevait sur une ultime note douloureuse.

Pas une seule vie sauvée lors de ces six jours intenses, mais plusieurs dizaines de corps remis à leurs familles. Pas d'applaudissements, d'embrassades, de cris ou de larmes de joie pour saluer l'extraction d'un survivant. Mais des larmes de tristesse et un silence glacé. « *On aurait tous aimé être des super-héros et sortir un maximum de victimes, sourit tristement le lieutenant Antoine. On a tout donné pendant une semaine. On n'a jamais relâché l'effort. Mais voilà...* »

C'est vrai. Leur engagement a été absolu. « *Mais c'est comme une battue* », expliquent les deux médecins du détachement qui ont débriefé les militaires à leur retour au camp. Une foule de gens y contribuent, mais une seule personne fait la découverte espérée par tous. « *Ce n'est en aucun cas une compétition, ni une question de performance personnelle.* » Soit. Il n'empêche que, privé de cette joie qu'aurait apportée le sauvetage d'une seule vie, spolié de cette gratitude qui les aurait dopés, le détachement de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) est reparti dans la tristesse. Ils n'étaient pas venus pour ramasser des morts.



Jonathan Piron
18/02/2023

Iran : la contestation ne s'éteint pas, elle se réinvente

Ce 14 février, sur de nombreux canaux Telegram iraniens, un texte signé par vingt organisations actives à l'intérieur de l'Iran surgit et énumère douze revendications pour la transformation de l'Iran. Il s'intitule : «Femme, vie, liberté. Charte des revendications minimales des organisations syndicales et civiles indépendantes d'Iran. Au Noble et libre peuple d'Iran !». Alors que les manifestations qui ont secoué l'Iran depuis septembre dernier s'épuisent, une nouvelle séquence semble s'ouvrir avec la publication de demandes formelles issues d'organisations de la société civile.

Parvenant à se coordonner, les organisations signant le document s'inscrivent résolument dans la continuité des protestations des derniers mois, mettant en avant la lutte «contre la misogynie et la discrimination sexuelle, l'insécurité économique sans fin, l'esclavage du travail, la pauvreté et la misère et l'oppression de classe, nationale et religieuse». Pour ces organisations, ce qui traverse aujourd'hui l'Iran est bien «une révolution contre toute forme de tyrannie religieuse et non religieuse qui existe depuis plus d'un an».

Face à une situation où «le pays est plongé dans un tel tourbillon de crises et de désintégration qu'aucune vision claire et réalisable ne peut être imaginée pour y mettre fin dans le cadre de la superstructure politique existante», il s'agit bien désormais de «mettre fin à jamais à la formation de tout pouvoir d'en haut et à être le début d'une révolution sociale, moderne et humaine pour libérer les personnes de toutes les formes d'oppression, de discrimi-

nation, d'exploitation, de tyrannie et de dictature».

Les revendications qui suivent insistent, dès lors, sur la transformation nécessaire de l'Iran, via la relégation de la religion dans la sphère privée à la réalisation effective de l'égalité entre les femmes et les hommes, la participation de chaque citoyenne et citoyen aux prises de décisions, la protection des travailleurs et de l'environnement ou, encore, l'abolition de la peine de mort.

Une large implication

La charte publiée ce 14 février n'est pas le premier document avec des revendications politiques. Dans les semaines qui ont suivi le début des manifestations, un autre document avait été publié, réclamant l'avènement d'une «République d'Iran». Issus d'intellectuels anonymes de Téhéran, l'appel n'avait cependant eu aucun succès.

L'importance du texte relayé ce 14 février tient surtout de par la large implication d'organisations aux horizons pourtant divers. Si, dans les structures signataires, le mouvement ouvrier est surtout représenté, d'autres instances comme des organisations étudiantes, de retraités, de défense des droits humains ou d'organisations féministes sont aussi présentes. Dans un pays où la liberté d'association n'existe pas, ces organisations parviennent pourtant à être présentes sur le terrain. Loin d'être inconnues, nombre d'entre elles ont été particulièrement actives ces derniers mois.

Les mouvements étudiants ont

organisé des rassemblements et des actions dans les universités ou ont informé sur leurs congénères arrêtés ; les organisations d'ouvriers ont transmis les appels à la grève et appelé leurs membres à soutenir le mouvement «Femme, vie, liberté» ; tandis que les organisations de défense des droits humains ont relayé les messages dénonçant la répression et les condamnations des personnes arrêtées.

Toutes sont aussi actives depuis des années en Iran, à divers niveaux, témoignant de l'existence de structures de contestation à l'intérieur du pays et de la conscientisation d'une partie de la population dans la défense de leurs droits. En parvenant ainsi à se concerter sur un programme commun, les vingt associations montrent l'importance de la convergence des luttes. Leur implication souligne aussi que le changement en Iran viendra bien de l'intérieur du pays et des structures «d'en bas».

De nouvelles tactiques

La puissance de portée de la charte est cependant à interroger. Déjà, les associations représentées ne sont pas des structures officiellement reconnues par le régime iranien. Les syndicats officiels, de leur côté, ne se sont guère positionnés. En effet, ces structures légales restent contrôlées par le régime, qui empêche toute action contestataire franchissant les lignes rouges comme celle de la remise en cause du pouvoir.

Les structures non officielles comme celles ayant signé la charte sont, du coup, minoritaires auprès des étudiants et

des ouvriers. La taille de la caisse de résonance de ces organisations se pose dès lors. Si les manifestations, qui ont secoué l'Iran de septembre à janvier, ont été importantes par leur durée et par leur activité dans tout le pays, leur ampleur reste en deçà d'autres rassemblements antérieurs. Les protestations récentes, ainsi, ont été loin de voir défiler des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes dans les rues des villes iraniennes, comme en 2009 ou en 2017-2018, 2019-2020.

Néanmoins, la publication de cette charte met en évidence la capacité de transformation du mouvement de contestation en Iran et son inscription dans le temps long. Loin de s'éteindre, la protestation s'adapte, se renouvelle, se transmet via de nouvelles tactiques. Si les rues des villes iraniennes ne connaissent plus l'intensité des rassemblements des débuts du mouvement, les graffitis, les tracts, les femmes dévoilées ont pris le relais et propagent les actions.

La question qui se pose dès lors aujourd'hui est celle de l'élargissement de la base contestataire vers un public plus large. Cet élargissement est le seul à même de pouvoir efficacement contester un régime qui, jusqu'à présent, ne se sent guère menacé. Ce sentiment de puissance suffisamment fort l'incite d'ailleurs à n'envisager que la répression, sans jamais se préoccuper des causes ayant entraîné les contestations. Ce qui amène dès lors aujourd'hui à se demander non pas si l'Iran sera encore secoué par d'importantes séquences de contestations, mais plutôt : quand ?

Turquie : des milliers de réfugiés ont regagné la Syrie depuis le séisme

Les autorités d'Ankara affirment que plus de 10 000 réfugiés syriens sinistrés ont volontairement regagné leur pays depuis le séisme du 6 février. La Turquie compte environ 3,7 millions de réfugiés syriens dont près de la moitié dans les zones touchées par le séisme.

Après avoir fui la guerre et trouvé refuge en Turquie ces douze dernières années, de nombreuses familles syriennes ont repris le chemin inverse, sous le choc du séisme du 6 février, qui a endeuillé les deux pays voisins et fait plus de 40 689 morts en Turquie, selon le dernier bilan de l'agence turque de secours (Afad), ce dimanche 19 février.

Aider la Turquie et la Syrie après le séisme

Au poste-frontière de Cilvegözü, dans la région dévastée du Hatay, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants ont été vus ces derniers jours patienter des heures pour regagner la Syrie, et notamment la région d'Idlib, au nord-ouest. Une zone tenue par les rebelles et les djihadistes où vivent près de trois millions d'habitants dans des conditions très précaires avant même le tremblement de terre.

Six mois pour revenir en Turquie

Ces réfugiés, qui avaient refait leur vie en Turquie, ont souvent perdu le peu qu'ils avaient, leurs habitations ayant été détruites par le drame. Certains souhaitent aussi rejoindre leurs proches frappés par le trem-



Photo by Omar HAJ KADOUR / AFP

blement de terre côté syrien. Tous profitent d'un dispositif récemment créé par la Turquie, qui accueille sur son sol 3,7 millions de Syriens, dont 1,74 million dans les onze provinces les plus détruites. Ankara autorise depuis la semaine dernière les réfugiés placés « sous protection temporaire » dans les provinces sinistrées à regagner le Nord-Ouest syrien pour six mois maximum, sans perdre leur droit à revenir en Turquie.

Le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, a annoncé dimanche 19 février que « 10 633 Syriens étaient volontairement rentrés chez eux après le séisme ». Il a également démenti certaines rumeurs selon lesquelles des Syriens avaient passé la frontière dans l'autre sens pour gagner la Turquie,

alors que la haine anti-Syriens explose depuis le séisme. « Certains intrigants ont prétendu qu'il y avait un afflux de réfugiés à travers les frontières. C'est complètement faux, a-t-il déclaré alors qu'il visitait des villages sinistrés du Hatay, avec le chef d'état-major général, le général Yaşar Güler. Il n'y a pas d'entrées par les postes-frontières ou les frontières. Au contraire, les gardes-frontières m'ont dit que certains Syriens qui ont perdu leur famille et leur maison en Syrie sont retournés volontairement dans leur pays. »

Un plan pour faire rentrer les Syriens

Recep Tayyip Erdogan caresse depuis longtemps le souhait de voir une large partie des réfugiés syriens regagner leur pays,

alors même que les conditions pour un retour volontaire, sûr et digne des personnes déplacées et réfugiées ne sont à ce jour pas réunies, selon l'ONU.

Sous la pression de l'opposition et face à une hostilité anti-Syriens croissante, le président turc, qui briguera sa succession en mai, avait présenté au printemps 2022 un plan visant à « préparer le retour d'un million » d'entre eux sur la base du volontariat. Ce projet s'inscrit dans le cadre des « zones de sécurité » créées par la Turquie le long de sa frontière, où elle a commencé à construire des milliers d'unités de logements pour ces réfugiés. Selon Ankara, un demi-million d'entre eux avait déjà regagné le Nord-Ouest syrien avant le séisme.

Après le séisme, la Turquie n'en finit plus de compter ses morts

Selon le dernier bilan, au moins 44 000 personnes sont mortes dans le pays, mais de nombreuses familles cherchent encore leurs proches. Les corps retrouvés sont parfois impossibles à identifier.

Des tombes ont été creusées en enfilade, par centaines, à l'entrée du cimetière de Kapiçam. Des familles récitent des versets du Coran, entrecoupés des pleurs d'une mère ou d'une sœur, devant les monticules de terre sous lesquels reposent les victimes de Kahramanmaras et de sa région, une ville turque à l'épicentre du séisme qui a fait au moins 44 000 morts en Turquie et en Syrie. Des planches de bois, marquées au stylo d'un numéro et d'un nom, parfois décorées d'un ruban ou d'un foulard, permettent de les distinguer les sépultures les unes des autres.

Agenouillée devant les sépultures de sa mère et de son frère, Zehra Engizek dispose des morceaux de bois autour des monticules. Leurs corps ont été retrouvés trois jours après le tremblement de terre survenu le 6 février. « On essaie de bien délimiter les tombes pour que personne ne les abîme. Plus tard, on érigera une pierre tombale, dit la jeune femme de 20 ans, vêtue d'un survêtement gris, les cheveux cachés sous un voile fleuri. Quand je vois toutes ces tombes alignées, je ne ressens plus rien. »

A la suite de la secousse, plusieurs villes situées dans la zone sinistrée ont aménagé, à la hâte, des cimetières collectifs pour faire face à l'afflux de dépouilles. Des imams, des laveurs de corps, des procureurs et des équipes de médecine légale ont convergé de tout le pays pour prêter main-forte aux autorités locales dans la prise en charge et l'identification des morts. L'ampleur de la catastrophe et la colère des fa-



Le cimetière de Kapiçam (Turquie), le 19 février 2023. WILLIAM KEO/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

milles face à la lenteur des secours en ont fait un dossier sensible pour les autorités turques. De nombreuses familles cherchent encore leurs morts. Des corps ont dû être enterrés dans l'urgence sans pouvoir être identifiés.

Rythme effréné

Les cadavres sont arrivés par centaines, les premiers jours, dans la morgue improvisée dans le gymnase du stade de

Kahramanmaras. Les services funéraires se suivaient à un rythme effréné, laissant peu de temps aux familles pour honorer leurs morts. Une dizaine de corps arrive encore chaque jour. « Ici, nous en avons reçu 1 075, et 12 000 au total dans les quatre centres de la ville. Nous en trouverons peut-être cent de plus dans les décombres », indiquait, samedi 18 février, un procureur venu d'Ankara avec des médecins légistes. Les recherches ne se



Le cimetière de Pazarcik (Turquie), le 19 février 2023. WILLIAM KEO/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

poursuivent plus que dans une quarantaine de bâtiments des régions de Kahramanmaras et d'Hatay. Des familles y campent avec l'espoir de retrouver leurs proches disparus. Certaines s'insurgent contre l'usage des pelleuses qui peuvent abîmer les dépouilles.

Quatorze jours après le drame, l'identification des corps est de plus en plus difficile. Leur état de dégradation rend même impossible leur lavement selon le rituel musulman. « Nous procédons à la désinfection des corps. C'est une alternative qui soulage un peu les familles. Depuis le début, il y a des corps pour lesquels le lavement n'est pas possible », explique Serge Wilkins, un volontaire de l'association allemande Deathcare qui épaula les équipes chargées des enterrements.

Dans le cimetière de Kapiçam, certaines tombes ne portent qu'un numéro. Des victimes ont dû être enterrées dans l'urgence sans que les familles aient été retrouvées. « Certaines personnes ont été enterrées sans avoir été identifiées mais nous avons pour chacune fait des prélèvements ADN et des relevés d'empreintes digitales. Plus tard, nous ferons des prélèvements auprès des familles qui ont des disparus pour les comparer », précise le procureur. Les autorités ont promis que tous seraient identifiés. Aucun décompte des disparus n'est encore donné, la priorité reste l'aide aux survivants.

Protégés des loups

Zehra Engizek n'a pas retrouvé son père. « Il doit encore être

sous les décombres. On l'a signalé à l'AFAD [l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes] et à la police. Les recherches ont été arrêtées : ils ont fouillé chaque étage de notre immeuble et ne l'ont pas trouvé », dit la jeune femme, laissée sans réponse. Certaines familles sont, elles, convaincues que leurs proches ont été enterrés sans être identifiés. « Psychologiquement, je ne suis pas prête à m'occuper de cela pour le moment. J'irais plus tard faire des prélèvements ADN pour les comparer », dit Zehra Engizek.

Dans les petites villes et les villages, où tout le monde se connaît, chacun a pu enterrer ses morts. Il n'a fallu que quelques jours aux habitants du hameau de Büyüknacar pour retrouver leurs proches. La localité située sur les hauteurs du mont Nacar, qui surplombe de son manteau neigeux la ville de Pazarcik, à cinquante kilomètres de Kahramanmaraş, a pourtant été durement touchée. Et, pendant trois jours, elle a été coupée du monde : un train accidenté, qui passait par là au moment du séisme, entravait la route. Des équipes de se-

cours ont été hélicoptérées par l'armée. « Dans un bourg, des habitants ont dû protéger les corps des loups mais, en quelques jours, tous ont été retrouvés. On se connaît tous, on a des liens familiaux », dit Mehmet Biderste, un fermier de 53 ans.

A Büyüknacar dont il est originaire, l'homme peut énumérer le nom de chacune des victimes, maison par maison. Il dénombre 170 morts sur une population de 700 à 800 âmes dans ce seul bourg. Après avoir été emmenés à l'hôpital de Pa-

zarcik pour le lavement, les corps ont été enterrés, pour certains dans le cimetière de Büyüknacar, pour d'autres dans celui de Pazarcik, où vivent désormais leurs familles.

Dans ce canton de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, beaucoup s'interrogent sur la véracité des bilans fournis par les autorités : 1 030 personnes à l'échelle du canton. « S'il y a déjà 200 morts à Büyüknacar, le nombre total de victimes est certainement beaucoup plus élevé », estime İsmail Demerji, l'un des habitants.



Antony Blinken
20/02/2023

Séisme : Washington débloque une aide supplémentaire de 100 millions de dollars pour la Turquie

Le secrétaire d'État américain est arrivé dimanche en Turquie pour constater l'étendue des dégâts du séisme. Il doit rencontrer le président Erdoğan ce lundi.

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken s'est rendu dimanche en Turquie pour constater l'étendue des dégâts du séisme qui a frappé le pays le 6 février, faisant plus de 41 000 morts rien qu'en Turquie selon un bilan qui devrait encore s'alourdir.

Après avoir survolé en hélicoptère avec son homologue turc la province de Hatay dans le sud du pays, fortement touchée par le tremblement de terre, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis a annoncé une enveloppe supplémentaire de "100 millions de dollars pour venir en aide à ceux qui en ont désespérément besoin".

Aide humanitaire américaine "Quand on voit l'étendue des dégâts, le nombre d'immeubles, le nombre d'appartements, le nombre de maisons qui ont été détruites, il va falloir un effort

massif pour reconstruire et nous nous engageons à soutenir cet effort", a-t-il déclaré depuis la base américaine d'Incirlik.

C'est de cette base, située près de la ville turque d'Adana qu'est acheminée une partie de l'aide humanitaire, notamment américaine, vers les zones sinistrées. Washington a déployé dès le lendemain du séisme, qui a également frappé le nord de la Syrie, plusieurs équipes de recherche et secours en Turquie soit environ 200 personnes, et débloquent une première tranche de 85 millions de dollars en aide humanitaire. Il a également rencontré, en Turquie, des représentants du groupe de sauveteurs syriens des Casques blancs, qui opèrent dans les zones tenues par les rebelles en Syrie.

La Turquie a annoncé dimanche arrêter la majorité des recherches.

"Dans bon nombre de provinces les efforts de recherches sont terminés. Ils se poursuivent dans les provinces de Kahramanmaraş et Hatay, dans une

quarantaine de bâtiments", a déclaré Yunus Sezer, le patron de l'agence gouvernementale de secours (Afad).

Outre les plus de 265 000 secouristes turcs, près de 11 500 secouristes venus de l'étranger se sont joints aux efforts de recherches et secours, selon le ministère des Affaires étrangères.

Rencontre avec le président Erdoğan

Il s'agit du premier déplacement du secrétaire d'Etat américain en Turquie depuis sa prise de fonction il y a deux ans. Les deux pays, alliés dans l'Otan, entretiennent des relations parfois tumultueuses.

Antony Blinken doit s'entretenir ce lundi à Ankara avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan, et évoquer avec lui les différends entre les deux pays. La Turquie qualifie notamment de "terroriste" les Kurdes syriens des YPG (Unités de protection du peuple), fer de lance de la lutte, appuyée par une coalition internationale menée

par Washington, contre les jihadistes de l'Etat islamique.

Parmi les litiges figurent aussi la vente potentielle d'avions de chasse F-16 promis par le président Joe Biden à la Turquie mais qui reste bloquée par l'opposition du Congrès, et le blocage turc de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan.

Mais les Etats-Unis reconnaissent à leur allié un rôle constructif s'agissant notamment de la guerre en Ukraine.

Après la Turquie, le secrétaire d'Etat américain achèvera sa tournée européenne à Athènes où il aura lundi soir et mardi une série d'entretiens avec les autorités de ce pays, rival historique de la Turquie mais également partenaire dans l'Otan. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis a affirmé jeudi que le séisme "pourrait être une occasion" de redéfinir les relations jusqu'ici orageuses entre Ankara et Athènes, qui a été l'un des tout premiers pays européens à dépêcher des équipes de sauveteurs.



2023/02/21

PM Barzani issues two executive decisions regarding the Kurdish language

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Tuesday issued two decisions regarding the Kurdish language on Mothers Language Day, according to a statement from Kurdistan Regional Government (KRG).

First, the PM Barzani designated both the KRG's Ministry of Higher Education and Scientific Research and the Ministry of Education, in coordination with the Kurdish Academy, experts and specialists in this field, to prepare a program to teach foreign workers the Kurdish language, the statement added.

Secondly, PM Barzani instructed all ministries to abide by law no. 6 (Official Languages Law in the Kurdistan Region/Iraq of 2014) to protect the Kurdish language as the official language in the Kurdistan Region.



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani is pictured during a weekly ministerial meeting in Erbil. (Photo: KRG)

All ministries should implement the necessary steps to use the Kurdish language in all institutions, governmental and non-governmental departments, consulates of foreign countries, foreign organizations, companies, and private sector institutions. Furthermore, businesses should employ the Kurd-

ish language in restaurant menus, guides, and instructions.

On Monday, PM Barzani in a tweet urged the use of the Kurdish language on digital platforms and digital media, in honor of Mother Language Day. Read More: On Mother Language Day, PM Barzani en-

courages the use of Kurdish language on social media

Aimed at raising awareness of the diversity of languages and the need to preserve those that are endangered, the United Nations' scientific and cultural organization, known as UNESCO, marked Feb. 21 as the day to celebrate the cause globally. The day has been observed since 2000.

According to UNESCO, 40 percent of the global population does not have access to study in their mother tongues.

The Iraqi Constitution, however, includes both Kurdish and Arabic as the official state languages and allows education in mother languages to be taught in schools across the country. This includes Turkmen, Assyrians, and Armenian.

LE FIGARO

avec AFP
21/02/2023

Nouvelles sanctions de l'Iran contre plus de 30 individus et entités de l'UE

L'Iran a ajouté mardi 21 février à sa liste de sanctions 13 entités et individus de l'Union européenne et 23 de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne notamment, en riposte aux sanctions imposées la veille par l'UE.

Téhéran a ajouté «*les personnes et entités suivantes du régime de l'UE et du Royaume-Uni à sa liste de sanctions, pour soutien au terrorisme (...), ingérence dans les affaires intérieures du pays et incitation à la violence et aux troubles*

en Iran», a indiqué le ministère iranien des Affaires étrangères dans un communiqué publié sur son site. Les sanctions iraniennes incluent des mesures financières et l'interdiction de délivrer un visa d'entrée dans le pays, selon le ministère.

Roland Lescure, Yannick Jadot...

Figurent sur la liste des sanctions plusieurs entreprises militaires ainsi que des ministres et parlementaires de divers

pays européens et des euro-députés, notamment la ministre française déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Isabelle Rome, l'euro-députée belge Frédérique Ries et les députés allemands Roderich Kiesewetter et Renata Alt. En France, sont en outre ciblés par ces mesures le ministre chargé de l'Industrie, Roland Lescure, le candidat écologiste à la présidentielle de 2022, Yannick Jadot, et le groupe de défense Thales.

Lundi, deux ministres iraniens

et 30 autres personnes ont été sanctionnés par l'Union européenne pour la répression des manifestations déclenchées en Iran par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini.

L'Iran avait annoncé le 25 janvier une série de sanctions contre 25 individus et entités de l'Union européenne et neuf du Royaume-Uni, en réaction aux sanctions imposées par ces derniers deux jours auparavant.

« Le séisme en Turquie est la catastrophe du siècle et le gouvernement endosse une immense responsabilité dans l'ampleur des pertes humaines et matérielles »

Le sociologue Mashuq Kurt se demande, dans une tribune au « Monde », si l'AKP, le parti du président turc, Recep Tayyip Erdogan, peut survivre au désastre politique qu'il a créé.

Le 6 février, une série de secousses et répliques sismiques dévastatrices ont ébranlé le sud-est de la Turquie et le nord-ouest de la Syrie. Au 19 février, deux semaines après le séisme, le bilan total dépasse 44 000 morts et 100 000 blessés. Des milliers de personnes restent coincées sous les décombres, avec très peu de chances de survie. Des millions de personnes se trouvent dans une situation d'extrême urgence : elles ont besoin d'un toit, de chauffage, d'eau potable et d'autres biens et services vitaux, alors que la région affronte un rude hiver, avec des températures qui descendent jusqu'à -5, voire -10 °C. Des experts indépendants alertent contre les risques d'épidémies et d'autres problèmes de santé publique si des mesures d'urgence ne sont pas prises immédiatement.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a raison de dire que ce séisme est la catastrophe du siècle. Reste que son gouvernement endosse une immense responsabilité dans l'ampleur des pertes humaines et matérielles. Une responsabilité qu'il nie en bloc. Le gouvernement islamiste voit, en effet, dans ce séisme un destin tragique auquel aucun pays n'aurait pu se préparer. Et, dans une tentative très efficace de détourner l'attention de l'opinion de la mauvaise gestion du pays, il rejette la faute sur des forces surnaturelles et encourage les citoyens à chercher refuge dans la foi. Quoi qu'en disent les au-

torités, la catastrophe actuelle est le résultat direct de vingt années de gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP).

Le parti de M. Erdogan est arrivé au pouvoir fin 2002. A la faveur du séisme de Marmara, qui a frappé le pays en 1999, et des scandales de corruption qui ont suivi, il a évincé la coalition gouvernementale de l'époque. Ainsi, d'une certaine façon, l'AKP a bâti son pouvoir sur les ruines du tremblement de terre de 1999. Depuis, il a misé sur la construction de bâtiments et d'infrastructures pour développer l'économie et soigner son image, tout en créant progressivement les conditions de la catastrophe, pendant vingt années de politique urbanistique désastreuse, de négligence, de corruption, de clientélisme, de népotisme et de stratégies électoralistes.

Edifiés sans permis de construire

Depuis 2002, l'AKP a accordé une dizaine d'amnisties générales dans le secteur de la construction. Chacune permet aux particuliers qui possèdent des logements non conformes de régulariser leur situation, moyennant le paiement de droits. La plus vaste a eu lieu juste avant la présidentielle de 2018, lorsque M. Erdogan a mis la main sur toutes les institutions du pays et réduit à néant toute forme de contrôle des pouvoirs. Selon les estimations, plus de 7 millions de

bâtiments en ont bénéficié, dont 300 000 se trouvent dans les dix villes les plus touchées par l'actuel tremblement de terre. L'amnistie de 2018 a légalisé des bâtiments édifés sans permis de construire et qui ne respectaient pas les réglementations en matière de [sécurité incendie et sismique](#). Du reste, les quelque 40 milliards de dollars (37 milliards d'euros) de taxes antisismiques collectées depuis 2002 et les profits massifs générés par ces amnisties ont été détournés et utilisés dans la plus complète opacité. Ainsi, le bilan humain et matériel vertigineux est la conséquence directe de la corruption systémique du monde politique, des crimes commis conjointement par l'Etat et les entreprises du bâtiment, de la négligence généralisée et des amnisties dans le secteur de la construction.

Non seulement l'AKP a creusé la tombe de millions de personnes lors de ces deux décennies de corruption et d'incurie, mais il a aussi failli dans sa gestion, lente et inefficace, de la catastrophe. Par exemple, pendant deux journées entières, les équipes de secours n'ont pas pu se rendre dans la province du Hatay, dont les routes, le port et l'aéroport avaient été endommagés. Les bureaux de la section locale de l'Autorité de gestion des catastrophes et des urgences (AFAD) s'étaient également effondrés. Dans toute la région, les hôpitaux, les bâtiments de l'armée et de l'Etat, les autoroutes et les routes, les écoles et les édifices

publics ont été gravement endommagés jusqu'à parfois s'effondrer, paralysant les opérations de sauvetage.

Une catastrophe politique

A cela s'ajoute que les équipes officielles de secours de l'AFAD et d'autres organisations étatiques ont tenté de monopoliser l'aide humanitaire. Elles ont de fait empêché d'autres organisations civiles, parfois en les intimidant, de venir au secours des populations, alors qu'elles sont elles-mêmes mal formées et incapables de gérer efficacement un désastre d'une telle ampleur. Le froid et le manque d'équipements, de savoir-faire et de coordination ont tué des milliers de personnes, faisant de cette catastrophe une catastrophe politique.

Ces séismes créent des lignes de faille entre les nations, les mouvements politiques, les groupes ethniques et religieux. De nombreux membres des minorités kurde et alévie, qui se sentent totalement délaissés, rapportent que l'aide n'est pas équitablement distribuée à tous. Les réfugiés syriens, qui représentent 12 % de la population dans la région touchée, sont livrés à eux-mêmes. Lynchages et pillages, népotisme dans la distribution de l'aide et injures racistes envers les réfugiés font partie de la vie quotidienne dans la région sinistrée. Désespérées, abattues, en colère, les millions de personnes meurtries par la catastrophe se sentent abandonnées à leur

sort, à la mort et à la détresse. Pendant ce temps, les autorités étatiques s'affairent à défendre comme elles peuvent leur image. Le gouvernement tente de reporter d'un an les élections législatives, qui, pour l'instant, doivent se tenir au plus tard le 18 juin 2023.

L'article 78 de la Constitution turque prévoit que les législa-

tives ne peuvent être repoussées d'un an qu'en cas de guerre. Or, après qu'Erdogan a demandé une année de délai pour se consacrer à la reconstruction du pays, l'ancien vice-premier ministre Bülent Arınç lui emboîte le pas en réclamant, lui aussi, un report du scrutin. Tout porte à penser que l'AKP va tenter d'imputer la responsabilité des destructions aux

promoteurs immobiliers et d'en faire des boucs émissaires – comme ce fut déjà le cas en 1999 –, mais aussi de transformer l'état d'urgence actuel [*décrété dans dix provinces pour une durée de trois mois*] en un état permanent.

Pour cela, cependant, il faudra sortir de ce chaos, satisfaire aux besoins de base des si-

nistrés et répondre à la colère légitime des citoyens, qui demandent que la justice soit faite et que chacun prenne ses responsabilités dans la transparence. Ainsi, la boucle semble bouclée pour l'AKP, qui s'est hissé sur les décombres d'un séisme pour se faire broyer sous ceux du suivant.

Le Monde

avec AFP
21/02/2023

Séismes en Turquie et en Syrie : deux nouveaux tremblements de terre de magnitude 6,4 et 5,8 font au moins 6 morts et 300 blessés

Les deux tremblements de terre se sont produits dans la province turque la plus éprouvée par le précédent séisme, survenu le 6 février, qui a provoqué la mort de plus de 44 000 personnes.

Deux nouveaux séismes, de magnitude 6,4 et 5,8, ont été enregistrés lundi 20 février au soir dans la province turque du Hatay (Sud), la plus éprouvée par le tremblement de terre du 6 février, qui a fait plus de 44 000 morts en Turquie et en Syrie, a rapporté l'agence turque de secours AFAD. Celle-ci a annoncé mardi 21 février un bilan de 6 morts et 300 personnes hospitalisées, dont 18 dans un état grave, pour ces nouvelles secousses.

Une alerte pour risque de submersion sur la côte turque a été émise, avant d'être levée. La province du Hatay borde la Méditerranée, avec la ville d'Antakya dans les terres et le grand port de marchandises d'Iskenderun sur le littoral. Selon l'AFAD, au moins deux autres secousses de magnitude 5,2 se sont produites en soirée.

L'hôpital public du port d'Isken-

derum et l'hôpital universitaire Mustafa Kemal d'Antakya ont été évacués par précaution, a rapporté l'agence de presse DHA, et les patients en soins intensifs transférés dans un hôpital de campagne. Le centre de coordination des secours de l'AFAD a aussi été évacué.

En Syrie, 47 personnes ont été blessées à Alep, prises dans un mouvement de panique alors qu'elles essayaient de fuir, a rapporté l'agence Sana. Le groupe de sauveteurs syriens des casques blancs évoque au moins 150 blessés dans le nord-ouest du pays.

La première secousse, de magnitude 6,4, dont l'épicentre était situé à Defne, un district distant d'une quinzaine de minutes en voiture d'Antakya, est survenue à 20 h 04 (18 h 04, heure de Paris) et a été très violemment ressentie par les équipes de l'Agence France-Presse (AFP) à Antakya et à Adana, à 110 ki-

lomètres au nord-ouest. Elle a été suivie trois minutes plus tard d'une nouvelle secousse de magnitude 5,8 à Samandag, une localité côtière au sud d'Antakya, a signalé l'AFAD, qui redoute « *une élévation du niveau de la mer jusqu'à 50 centimètres* ». Les secousses ont été également ressenties dans la région d'Alep, dans le nord-ouest de la Syrie, ont rapporté les correspondants de l'AFP sur place, qui ont vu la population paniquée quitter les habitations et sortir dans les rues. Des pans d'immeuble endommagés se sont écroulés, a précisé un photographe.

Appels au secours

A Antakya aussi, la secousse a suscité un mouvement de panique parmi la population déjà durement éprouvée et a soulevé d'importants nuages de poussière dans la ville en ruine. Un journaliste de l'AFP a vu et entendu s'écrouler plu-

sieurs pans de murs d'immeubles déjà très endommagés et plusieurs personnes, apparemment blessées, appeler au secours.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu lundi dans la province du Hatay, l'une des deux seules avec celles de Kahramanmaraş où les recherches et les fouilles se poursuivent depuis le séisme du 6 février. Les autorités turques les ont arrêtées dimanche partout ailleurs, depuis que l'espoir de retrouver des survivants est pratiquement inexistant après quatorze jours. Selon le chef de l'Etat, plus de 118 000 bâtiments ont été détruits ou gravement endommagés.

L'AFAD assure que plus de 6 000 répliques ont été enregistrées depuis le tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 qui a dévasté le sud de la Turquie et la Syrie, il y a exactement deux semaines.



Hala Kodmani
21/02/2023

En Turquie, l'Europe brille par son absence diplomatique

Malgré une importante aide humanitaire déployée sur les zones sinistrées par le séisme qui a ravagé le sud de la Turquie, presque aucun représentant européen n'a jugé bon de faire le déplacement pour témoigner de son soutien.

Les images du secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, survolant en hélicoptère dimanche les zones ravagées par le séisme en Turquie, au côté de son homologue Mevlüt Cavusoglu, ont-elles interpellé quelque responsable européen ? Presque aucun d'entre eux n'a jugé bon d'effectuer un tel déplacement jusqu'ici. Là où le chef de la diplomatie américaine est venu réaffirmer la solidarité des Etats-Unis avec le pays frappé par la catastrophe naturelle la plus meurtrière depuis un siècle, promettant de continuer à lui porter assistance et annonçant une aide additionnelle de 100 millions de dollars (environ 93 millions d'euros).

Avant lui, seulement quelques responsables étrangers s'étaient rendus au chevet des Turcs meurtris, dont le ministre des Affaires étrangères des Emirats arabes unis et le responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Martin Griffiths. Mais les visites les plus remarquables ont été celles des ministres de deux pays, ennemis héréditaires de la Turquie : la Grèce et l'Arménie. Seul responsable européen à se rendre dans le pays voisin, le ministre grec des Affaires étrangères, Níkos Dénias, est venu dimanche 12 février, en Turquie pour mar-



Le secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, lundi après une visite par hélicoptères des lieux du sud-est de la Turquie touchés par le séisme, lundi. Le tremblement de terre a tué plus de 44 000 personnes. (Clodagh Kilcoyne/AFP)

quer, «malgré une longue histoire de rivalité, le soutien d'Athènes à son voisin frappé par un violent séisme», a annoncé son ministère.

En pointe sur l'aide humanitaire

Aucun autre représentant d'un pays européen ou responsable de l'Union européenne n'a emboîté le pas à la Grèce. Mais est-ce nécessaire, après tout, quand ils ont répondu aux priorités ? Car face à une catastrophe naturelle de l'ampleur du séisme qui a fait plus de 40 000 morts en Turquie et en Syrie, l'urgence est de mobili-

ser des secours et de l'aide humanitaire. Et sur ce plan, les pays européens ont été en pointe. Chacun de son côté ou dans le cadre de l'UE, ils ont offert au total l'aide de 1 652 secouristes et de 105 chiens de recherche, comme l'a souligné Ursula von der Leyen lors d'un entretien téléphonique avec le président Erdogan. La Commission achemine également en Turquie des abris d'urgence en provenance de douze Etats membres, des unités d'hébergement ainsi que des milliers de lits de camp stockés en Roumanie.

Envoyer un hôpital de cam-

pagne, comme l'a fait la France, est certes plus efficace qu'une visite de responsable politique. Mais pourquoi alors «saluer la visite en Turquie du ministre arménien des Affaires étrangères, dans le contexte de la contribution de l'Arménie à l'aide aux populations touchées par les séismes», comme l'a fait le Quai d'Orsay la semaine dernière ? Il semblerait que les chancelleries occidentales aient plus de mal à surmonter leurs différends avec le président turc. Comme on se rend à Kyiv pour affirmer son soutien aux Ukrainiens sans participer au combat, ne pourrait-on aller à Antioche, Istanbul ou Ankara pour signifier à la population turque qu'on partage sa douleur, sans participer au déblaiement des décombres ?

Au lendemain de la catastrophe, le Premier ministre grec, Kyriákos Mitsotákis, a jugé que le séisme «pourrait être une occasion de redéfinir les relations jusqu'ici orageuses entre [son] pays et la Turquie». Une réflexion qui mérite d'être méditée par les autres pays européens aux relations tendues avec le pouvoir de Recep Teyyip Erdogan, quand il s'agit d'une catastrophe naturelle qui frappe des dizaines de millions de Turcs innocents.



22/02/2023

KRG launches first-ever electronic visa portal, announces PM Barzani

The Kurdistan Regional Government (KRG) today launched an online visa program to allow easier travel for people to visit Iraq's Kurdish region Prime Minister Masrour Barzani announced the new system on Wednesday.

The new portal, available in three languages – Kurdish, Arabic, and English – allows visitors to apply for the Kurdistan Region visa online, the first of its kind.

"I'm pleased to announce the launch of the KRG's first e-Visa

portal (<http://visit.gov.krd>), in line with our promise to become a fully digital government by the end of 2025," Barzani announced on Twitter.

The new "paperless portal" facilitates boosting tourism and foreign investment in the Kurdistan Region, Barzani said in a tweet thread.

"Several other systems have been developed with the e-Visa program to improve border security," he added.

A single-entry visa for one month to the Kurdistan Region

will cost \$72.26, including the transaction fees.

The new portal also helps the Region provide more digital services as well as paving the way for "serious upgrades to our airports and border crossings," the premier said.

As part of KRG's digital strategy, the government has introduced the new system to "improve public services, citizen satisfaction, and ease of doing business" in the Kurdish region.

PM Barzani announced

the [Digital Transformation Strategy](#) in October 2022, with the goal to fully digitalize its services by 2025 to combat red tape and "enhance transparency."

The premier in August last year launched the [first-ever online digital driving license](#) program. A month later, he inaugurated the Kurdistan Region's data center.

Pm Barzani "commended" the Ministry of Interior and the Department of Information Technology for their efforts in the digitalization process.



avec AFP
22/02/2023

Turquie: à Antakya, des ballons rouges pour les enfants victimes du séisme

À bord d'une route passante d'Antakya, des dizaines de ballons rouges flottent au-dessus des ruines, dernière offrande aux enfants morts dans le séisme du 6 février qui a dévasté le sud de la Turquie.

"Ici, trois enfants sont morts. Ils avaient un an et demi, quatre ans et six ans", raconte Ogun Sever Okur, concepteur du projet.

L'effet est saisissant. Les petits globes fragiles tranchent avec le gris monochrome de la montagne de gravats, autrefois un immeuble beige récent de neuf étages. Trois carcasses de voitures se mêlent aux décombres, d'où surgissent ici des matelas,

là de l'électroménager et même un anorak orné de coeurs taille 4 ans.

"C'est ici que j'ai commencé, et ensuite dans l'immeuble qui est derrière", reprend-il.

Producteur de roses et photographe, il s'est porté volontaire dans les jours qui ont suivi le séisme, d'abord dans sa ville d'origine, Adana, avant de rejoindre Antakya, 200 km plus au sud, l'un des sites les plus dévastés par la catastrophe.

- 'Sentimental' -

Huit jours après le tremblement de terre, le presque quadragénaire a commencé à attacher des ballons dans les ruines de

la ville de 400.000 habitants, désormais dépeuplée, où le bruit des pelleuses et les nuages de poussière âcre dominent toute forme de vie.

Plus de 42.000 personnes ont péri en Turquie des suites du séisme du 6 février, près de 46.000 en comptant les victimes de la Syrie voisine.

Les autorités n'ont pas précisé combien d'enfants sont morts; Derya Yanik, la ministre de la Famille, a rapporté que 1.314 enfants, sur les 1.858 découverts seuls après le séisme, ont été remis à des proches.

Ogun Sever Okur, lui-même père de deux enfants, nie toute intention "politique" et insiste

sur le côté "sentimental" de son action.

Depuis 2020, avec son "Association des enfants de frère Ogun", il vient en aide à des enfants pauvres de Turquie auxquels il fournit notamment des jouets, de la nourriture, parfois des prothèses ou des soins.

Ces ballons sont pour lui "le dernier jouet (qu'il pouvait) offrir" aux jeunes victimes.

Il estime avoir déjà accroché "un millier de ballons rouges (sur) cinq ou six immeubles" d'Antakya: symboles de "joie et d'amour", dit-il. Mais à Antakya, reconnaît-il, "c'est la première fois qu'un ballon nous fait pleurer."



22-02-2023

Mort, maladie et désespoir : la vie à Antakya après le tremblement de terre en Turquie

Euronews Witness a rencontré des survivants dans la ville dévastée du sud de la Turquie pour écouter les histoires déchirantes d'amour, de perte et de vies bouleversées.

Le tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie le 6 février a été un cataclysme d'une ampleur sans précédent, le pire depuis 100 ans.

La ville d'Antakya de la province de Hatay dans le sud de la Turquie et ses habitants sont parmi les plus durement touchés par le séisme. Antakya était autrefois un important centre économique et la troisième plus grande ville de l'Empire romain. Mais les tremblements de terre dévastateurs ont quasiment tout détruit dans cette ville historique.

Kasim Gündüz est une des personnes dont la vie a totalement basculé cette nuit-là. Sa famille a été déchirée par la catastrophe naturelle.

"Ma femme s'appelle Shefika, je l'appelais ma rose", dit l'homme anéanti par cette tragédie. "J'ai dit : 'Shefika ! Shefika !,' Mais je n'ai eu aucune réponse. Nous étions mariés depuis 52 ans", explique Kasim.

Kasim avoua à Euronews qu'il attendait maintenant ce qui sera probablement la dépouille de sa femme. Le corps de son fils a été retiré des décombres et se trouve dans un sac plastique à proximité. Cette nuit-là, le monde de Kasim s'est écroulé avec tout le reste.

"J'ai pu aider. J'ai sorti le corps de ma belle-sœur. Elle n'avait plus sa tête", confie Mehmet Elmaci, un autre habitant d'Antakya. "Mon beau-frère et leur petite fille sont toujours là-dedans", ajoute-t-il.

Détérioration des conditions

Antakya a été fondée en l'an 300 avant J.-C. et a connu son lot de catastrophes. Elle a été détruite et reconstruite de nombreuses fois au cours des siècles passés. Mais lorsque la région a été frappée par un tremblement de terre de magnitude 7,8, tout le monde a été pris au dépourvu. Plusieurs jours après la tragédie, les secours tardaient encore à arriver.

Mehmet est lui-même un rescapé, mais il ne se souvient pas comment il a réussi à sortir des décombres. Il explique à Euronews, que depuis le séisme il a dû dormir dans sa voiture avec sa femme et leur fils de 7 mois.

Privés d'électricité, d'eau et d'installations sanitaires, ceux qui ont survécu au tremblement de terre sont toujours en danger. Des maladies infectieuses comme la gale et le choléra se propagent rapidement et des répliques sismiques se produisent chaque jour.

Dans les premières heures qui ont suivi le tremblement de terre, les seules mains disponibles pour trier les décombres étaient celles des survivants qui étaient en état de choc, blessés et qui n'avaient jamais rien fait de tel auparavant.

Puis sont arrivés les premiers volontaires. Parmi eux nous retrouvons Erdem, un constructeur d'Istanbul, qui s'est précipité à Antakya dès qu'il a entendu parler des tremblements de terre.

"J'ai essayé de faire ce qui devait être fait ici. J'ai réussi à faire sortir une mère. Alors que j'essayais de l'atteindre dans sa chambre, en cassant son armoire, elle a commencé à crier : pour

quoi vous cassez mes affaires ? Qui êtes-vous ? Elle m'a crié dessus", a-t-il expliqué.

- "On est fatigués mais on va continuer", reportage avec des secouristes à Antakya

- À Antakya avec les sauveteurs, au milieu des décombres

"J'ai réussi à faire sortir un garçon et sa grande sœur. Je voulais vraiment faire sortir le plus de gens mais je suis seul maintenant et il y a eu des problèmes dans l'équipe. Je ne pense pas que je pourrais faire quelque chose tout seul", nous explique Erdem.

La colère monte

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que rien n'aurait pu être fait pour préparer le pays à une telle tragédie. Mais à Antakya, tout le monde n'est pas d'accord.

"Le premier jour où nous sommes arrivés ici, nous voulions forer, mais nous n'avons même pas pu trouver un générateur ou un marteau-piqueur. Il n'y avait pas d'AFAD ni de responsables ici", explique Ibrahim Halil, un habitant d'Antakya.

"Le deuxième jour, des machines sont arrivées. Mais ces gens m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas travailler maintenant parce qu'ils avaient besoin d'un ordre venant d'en haut. Et ils ont attendu cet ordre. Le travail n'est pas organisé et il n'est pas fait correctement. Pas une seule personne bien formée n'est venue ici", a-t-il ajouté.

Mais selon Cemal Güngör, ça n'est pas à cause du gouvernement. "L'aide qui arrive en retard n'est pas un acte de négligence. Mais comme ces camions et ma-

chines venaient d'autres provinces, il a fallu du temps pour les amener ici. Mais maintenant, ils font un excellent travail", déclare-t-il.

"La seule raison pour laquelle les municipalités locales n'ont pas bien travaillé est que leur pouvoir avait été réduit. Personne ne pouvait bouger, même d'un pouce, sans la permission d'en haut", a fait savoir Halil qui n'est pas d'accord avec Cemal Güngör.

Plusieurs jours après le tremblement de terre, les autorités ne semblaient toujours pas contrôler la situation, malgré l'afflux d'aide internationale.

Les corps s'empilent

Le cimetière principal d'Antakya donne un aperçu de l'ampleur de la catastrophe. L'espace étant insuffisant pour enterrer les morts, les autorités ont ouvert un site de fosses communes à la périphérie de la ville.

Des échantillons d'ADN sont prélevés sur les corps non identifiés afin que les familles puissent, un jour, faire des adieux dignes de ce nom à leurs proches.

Pendant ce temps, la course pour sauver les survivants se poursuit bien au-delà de ce qui semblait être une période raisonnable.

L'une de ces survivantes est Fatma, une réfugiée syrienne de 25 ans. Après avoir échappé aux horreurs de la guerre dans son pays, elle a survécu 140 heures sous les décombres. Elle a maintenant une nouvelle chance, tout comme cette ville, de renaître.

LE FIGARO

avec AFP
22/02/2023

Iran : convocation de la chargée d'affaires britannique après des allégations de «menaces»

L'Iran a convoqué mardi 21 février la chargée d'affaires britannique à Téhéran, après la convocation de son représentant au Royaume-Uni, pays qui accuse la [République islamique](#) de «*graves menaces*» envers une chaîne de télévision iranienne basée à Londres, selon l'agence officielle Irna.

«*À la suite de la poursuite d'accusations sans fondement de l'Angleterre contre la République islamique d'Iran, Mme Isabelle Marsh, chargée d'affaires temporaire de l'ambassade de ce pays à Téhéran, a*

été convoquée mardi au ministère des Affaires étrangères», a annoncé l'agence Irna.

Fermeture d'Iran International TV

Samedi 18 février, une chaîne de télévision privée iranienne, Iran International TV, a annoncé devoir fermer ses bureaux à Londres sur conseil de la police britannique dans un contexte de menaces imputées à la République islamique. Le gouvernement britannique a dans la foulée dénoncé «*un modèle de type de comportement (...) totale-*

ment inacceptable» et un «*manque de respect pour les droits élémentaires*» de la part de Téhéran.

Le plus haut diplomate iranien en poste à Londres, Mehdi Hosseini Matin, a été convoqué ce lundi au ministère britannique des Affaires étrangères, dont le chef de la diplomatie s'est dit «*révolté par les menaces persistantes du régime iranien contre la vie des journalistes basés au Royaume-Uni*». Pour le ministre iranien des Affaires étrangères, il s'agit de la «*continuation de la politique*

iranophobe» menée par Londres. L'Iran «*exige (que le Royaume-Uni) mette fin à cette approche hostile du gouvernement britannique*», toujours selon l'agence Irna.

La chaîne Iran International TV, qui compte une centaine d'employés à Londres, émettra désormais depuis Washington. Cette affaire intervient dans un contexte difficile entre Londres et Téhéran, en particulier depuis l'[exécution il y a un mois de l'Irano-britannique Alireza Akbari](#), accusé d'espionnage au profit du Royaume-Uni.

LE FIGARO

avec AFP
22/02/2023

Germano-Iranien condamné à mort: Berlin expulse deux membres de l'ambassade iranienne

Le gouvernement allemand veut expulser deux membres de l'[ambassade d'Iran](#) à Berlin après la [condamnation à mort](#) d'un Germano-Iranien, a annoncé mercredi la ministre des Affaires étrangères.

«*J'ai fait convoquer le chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran. Il a été informé que nous n'acceptons pas la violation massive des droits d'un ressortissant allemand*», prévient dans un communiqué Annalena Baerbock. «*Le gouvernement a déclaré indésirables deux membres de l'ambassade iranienne et leur a demandé de quitter l'Allemagne dans un bref délai*», ajoute la cheffe de la diplomatie allemande, demandant la ré-

vocation de la «*condamnation à mort de Jamshid Sharmahd*» et «*une procédure d'appel équitable et conforme à l'État de droit*».

La localisation de la base souterraine secrète iranienne révélée par un internaute

Attentat contre une mosquée

La justice iranienne a condamné à mort mardi un dissident irano-allemand, kidnappé et emmené de force en Iran selon ses proches, pour son implication présumée dans un attentat. Agé de 67 ans, Jamshid Sharmahd avait été présenté devant un tribunal à Téhéran en février

2022 en étant accusé d'avoir participé à un attentat contre une mosquée à Chiraz, dans le sud de l'Iran, qui avait fait 14 morts en avril 2008.

Cette condamnation a été dénoncée par plusieurs ONG comme Amnesty International. Annalena Baerbock avait déjà prévenu mardi que l'application éventuelle de cette sentence «*entraînerait une réaction significative*» de Berlin. Téhéran avait provoqué une vague d'indignation internationale après avoir exécuté en janvier un ancien responsable de la Défense, l'Irano-Britannique Alireza Akbari, reconnu coupable d'espionnage.

La condamnation à mort de Jamshid Sharmahd a été annoncée au lendemain de nouvelles sanctions de l'Union européenne contre l'Iran. Deux ministres iraniens et 30 autres personnes ont été sanctionnés lundi par l'UE pour la répression des manifestations en Iran organisées depuis la mort en détention, le 16 septembre, d'une jeune Kurde iranienne, Mahsa Amini.

Au moins 16 détenteurs de passeports occidentaux, dont six Français, sont détenus en Iran. La plupart d'entre eux sont des binationaux mais l'Iran ne reconnaît pas le statut de la double nationalité pour ses ressortissants.

A Antakya, dans le sud de la Turquie, la solidarité entre femmes s'organise après le séisme

En Turquie, le réseau féministe Kadin Savunmasi se mobilise pour offrir des serviettes hygiéniques, des sous-vêtements et un temps d'échange aux sinistrées restées dans la ville.

Antakya n'est plus. De la cité antique située au sud de la Turquie, autrefois nommée Antioche, ne reste que des miettes d'immeubles que des pelleteuses déblayent toute la journée. Entre deux montagnes de gravats, s'organise un chassé-croisé de corbillards et de camions chargés des derniers meubles que les plus chanceux ont réussi à sauver. Tous fuient la région touchée par le séisme du 6 février qui a fait plus de 44 000 morts en Turquie et en Syrie et ses nombreuses répliques comme les tremblements de terre du 20 février.

« Depuis le séisme, les violences augmentent. Les femmes viennent nous raconter que leurs maris les battent dans la voiture ou dans la tente où ils vivent désormais. » Cigdem Serin, une bénévole

Près de 1,4 million de personnes sont logées dans des tentes, d'autres dorment dans des voitures, des parcs ou dans la rue, selon l'AFAD, l'organisme gouvernemental de gestion des catastrophes naturelles. Le long de la coulée verte du Sevgi Park, s'alignent des dizaines de tentes et stands de distribution de vivres, ou cuisines mobiles gérées par des ONG. « Point de solidarité féminine », lit-on sur un rideau blanc accroché à une pergola.

Derrière le tissu, trois tentes et un « café des femmes » avec ses cartons en guise de sièges, sa poubelle improvisée en fourneau où brûlent des épilures de clémentines et fume une théière. Une demi-douzaine de femmes, les unes portant un gilet

violet siglé du symbole féminin, les autres, voile sur la tête et pantoufles aux pieds, prennent le thé. Créé par le réseau féministe Kadin Savunmasi, ce lieu accueille les sinistrées.

« Je voudrais des serviettes extra-larges », demande Furuzan, une grande écharpe beige et mauve lui couvrant toute la tête. Depuis le séisme, cette quinquagénaire vit dans sa voiture avec son mari. Sa maison est debout mais elle a peur d'y entrer. « Pendant les cinq premiers jours, on n'a pas pu changer nos sous-vêtements, confie-t-elle avec un sourire gêné. On n'osait pas en demander aux ONG, et quand une femme nous disait qu'ils donnaient des serviettes ou des culottes à tel endroit, on y allait. Tête baissée, on chuchotait pour que personne ne nous entende. »

Un pays où les règles sont taboues

Le 10 février, lorsque l'entreprise américaine Kotex a annoncé un don de 1 million de serviettes hygiéniques aux régions sinistrées, des hommes ont critiqué le geste sur Twitter, dans ce pays où les règles sont taboues. Des femmes évoquant en ligne la pénurie de ces produits ont reçu des messages leur demandant de faire preuve d'un peu de décence. Au point de solidarité féminine, 200 femmes commandent chaque jour des protections hygiéniques, ce qu'elles n'osent faire ailleurs.

Pour éviter la cohue, l'organisation note la liste des besoins de chacune et les appelle lorsqu'elle reçoit les produits. Sous la grande

tente, où sont stockés serviettes hygiéniques et sous-vêtements, les bénévoles leur évoquent l'hygiène intime alors que prolifèrent de nombreuses infections vaginales et mycoses. « Ici, ce n'est pas seulement un point de distribution mais un lieu d'échange et de solidarité pour les femmes. Elles subissent cette catastrophe davantage que les hommes car ce sont elles qui se chargent de trouver des vivres, des couvertures, de s'occuper des enfants », observe Cigdem Serin, la quarantaine, venue de Mersin, à trois heures de route, le lendemain du séisme.

Créé fin 2017, Kadin Savunmasi résulte d'une agrégation de différents groupes féministes présents dans les mouvements de gauche. « On s'est rendu compte d'une absence de réseau féministe indépendant, et on s'est réunies pour faire entendre les combats de femmes dans cette société patriarcale », explique l'avocate Fulya Daglarci. Ici, ni hiérarchie ni direction. Toutes peuvent créer une antenne là où elles le souhaitent.

Un féminicide par jour

Présent dans neuf villes, Kadin Savunmasi coordonne des ateliers d'information, des débats, donne des cours de danse, d'autodéfense, participe à des manifestations pour dénoncer, entre autres, le retrait, en 2021, du gouvernement d'Erdogan de la convention d'Istanbul, un texte visant à mieux lutter contre les violences faites aux femmes. Une décision considérée par l'organisation comme un blanc-

seing donné aux hommes violents, dans un pays où chaque jour une femme est victime de féminicide.

« Depuis le séisme, les violences augmentent, assure Cigdem Serin. Les femmes viennent nous raconter que leurs maris les battent dans la voiture ou dans la tente où ils vivent désormais. Incapables d'exprimer leur tristesse face à tout ce qu'ils ont perdu, ils se vengent sur elles. » Près d'elle sur une banquette en bois, Süreyya Muratoglu hoche la tête. Elle n'a pas de mari, pas d'enfant, ses parents sont morts il y a quelques années.

« Je suis seule », lâche-t-elle, et ses yeux se mouillent instantanément. L'appartement dans lequel elle vivait est en ruine, elle loge dans une tente depuis une semaine. Süreyya Muratoglu s'installe pour boire un thé, manger quelques biscuits. « Elles viennent parce qu'elles ont besoin de shampoing et nous racontent d'abord la nuit du tremblement de terre puis toute leur vie », raconte Ceren Baris, 29 ans, ingénieure d'Istanbul.

Beaucoup de sinistrées se demandent combien de temps durera cette solidarité. « Si vous êtes encore là au printemps, je vous fabriquerai 5 litres d'huile de millepertuis avec les fleurs de mon jardin », promet une femme. De nombreuses habitantes ne veulent pas rejoindre les camps d'hébergement situés dans d'autres régions. « Nous resterons tant que ces femmes seront là, promet Cigdem Serin. Nous reconstruirons la vie ensemble. »

Bachar Al-Assad s'efforce de rompre son isolement régional après le séisme en Turquie et en Syrie

En quête de légitimité sur la scène arabe, le dirigeant syrien s'est rendu dans le sultanat d'Oman, réputé pour son rôle de médiateur.

Le président syrien, Bachar Al-Assad, à son arrivée dans la capitale d'Oman, Mascate, le 20 février 2023. Photo fournie par l'agence de presse officielle syrienne SANA. AP

Raide et souriant, Bachar Al-Assad a été accueilli par le sultan d'Oman au pied de son avion à peine posé à Mascate, lundi 20 février. Aux accolades a succédé une haie d'honneur : un moment que le dirigeant, proscrit ces dernières années sur la scène arabe, n'a pu que savourer. Déterminé à sortir de son isolement, le pouvoir syrien se saisit de la main tendue par plusieurs de ses pairs, Emirats arabes unis (EAU) en tête, depuis le séisme meurtrier du 6 février.

Ce rare déplacement est le second qu'effectue le président syrien dans une capitale arabe depuis sa mise au ban par les monarchies du Golfe en 2012, alors que la répression sanglante par le régime du soulèvement populaire basculait dans une guerre meurtrière. Cette visite de quelques heures est un nouveau seuil franchi dans l'activisme diplomatique arabe qui se joue à Damas depuis le tremblement de terre.

Selon les communiqués officiels omanais et syrien, le sultan, Haitham Ben Tareq, et Bachar Al-Assad ont parlé de

« coopération conjointe » et des « efforts pour consolider la sécurité et la stabilité dans la région ». L'agence de presse syrienne SANA ajoute que le sultanat « espère voir [la Syrie] revenir à ses relations normales avec tous les autres pays arabes ».

Cette rencontre est importante en raison du rôle de médiateur d'Oman. « Le sultanat est la cuisine secrète des accords de réconciliation régionaux. Oman a la confiance de l'Iran [allié de Damas] et des Etats-Unis [opposés au pouvoir syrien]. Bachar Al-Assad a sans doute besoin de ses canaux informels pour faire bouger les lignes », pointe, depuis Amman, l'analyste politique Amer Sabaileh. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, s'était rendu à Oman en 2022, pour pousser au retour de la Syrie dans le giron arabe, un objectif que le parrain du régime Al-Assad poursuit depuis des années.

Contre l'influence iranienne

Depuis le séisme, le président syrien, paria aux yeux des Occidentaux qui lui imputent la destruction de la Syrie, n'a eu de cesse de remercier les « frères arabes ». Les messages de condoléances se sont succédé après la catastrophe qui a fait plus de 3 600 victimes en Syrie (dont la

majorité en zones rebelles), auxquelles s'ajoutent les réfugiés syriens morts en Turquie. Plus d'une centaine d'avions chargés d'aide destinée aux régions gouvernementales dévastées ont décollé des Emirats arabes unis, de Jordanie, d'Oman, d'Algérie, et même d'Arabie saoudite.

En portant secours aux Syriens, ces pays poussent aussi leurs pions politiques. Cela vaut particulièrement pour les Emirats arabes unis, désireux de contrer l'influence iranienne en Syrie. « Avec la Jordanie, dont la diplomatie est alignée sur la leur, et l'Egypte, les Emirats forment un trio favorable à un rapprochement avec la Syrie. Le séisme leur permet de briser les tabous politiques pour se réengager, mais leurs efforts sont plus anciens », décrypte Amer Sabaileh. Les EAU et la Jordanie ont dépêché leurs ministres des affaires étrangères à Damas.

Une position commune arabe ne se profilera pas sans l'Arabie saoudite. Dans ce contexte, les déclarations du chef de la diplomatie, Fayçal Ben Farhane, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, sur la nécessité d'un « dialogue » avec Damas pour discuter de questions « humanitaires », ont tranché avec le silence habituel de Riyad, ancien soutien des rebelles anti-Al-Assad. Mais ce

frémissement reste encore de l'ordre du déclaratif. Un rapprochement saoudien serait un immense revirement.

« Le régime est en mode de survie depuis des années. Les contacts rendus possibles par le séisme lui offrent un ballon d'oxygène, ce qu'il a très bien compris, note un bon connaisseur du dossier syrien. Tous les acteurs syriens – régime, rebelles, Kurdes – cherchent à se relégitimer via la réponse au séisme. Ils attendent un changement de donne dans le conflit, gelé. La question est de savoir si la tragédie va être ce déclencheur. »

L'entrisme des Emirats devrait buter à nouveau sur le veto américain. Le Caesar Act, un arsenal de mesures anti-Damas entrées en vigueur en 2020 afin de freiner sans le dire toute normalisation avec un pays tiers, a bloqué les velléités d'investissement. Washington a décidé d'un allègement pour faciliter l'aide humanitaire. Mais cela n'est que temporaire.

« Si la dynamique arabe se poursuit, cela influera sur la position d'autres acteurs, assure un ancien diplomate arabe. En attendant, l'appui financier arabe sert le régime : le pays est délabré, sa base dans les régions touchées par le séisme réclame une aide qu'il est incapable de fournir. »



avec AFP
Publié le 22/02/23

Iran : Téhéran réplique aux sanctions en visant l'UE

REPRÉSAILLES L'Iran accuse l'UE de « soutien au terrorisme », « ingérence dans les affaires intérieures du pays » et « incitation à la violence et aux troubles en Iran »

[Téhéran](#) riposte à nouveau, au lendemain d'une vague de sanctions de [l'Union européenne](#). [L'Iran](#) a ajouté mardi à sa liste de sanctions 13 entités et individus de l'UE et 23 de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne notamment. Téhéran a ajouté « les personnes et entités suivantes du régime de l'UE et du Royaume-Uni à

sa liste de sanctions, pour soutien au terrorisme (...), ingérence dans les affaires intérieures du pays et incitation à la violence et aux troubles en Iran », a indiqué le ministère iranien des Affaires étrangères dans un communiqué publié sur son site.

Les sanctions iraniennes incluent des mesures financières et l'interdiction de délivrer un visa d'entrée dans le pays, selon le ministère. Figurent sur la liste des sanctions plusieurs entreprises militaires ainsi que des ministres et parlementaires

de divers pays européens et des eurodéputés, notamment la ministre française déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes, Isabelle Rome, l'eurodéputée belge Frédérique Ried et les députés allemands Roderich Kiesewetter et Renata Alt.

Sanctions en cascade

En France, sont en outre ciblés par ces mesures le ministre chargé de l'Industrie, Roland Lescure, le candidat écologiste à la présidentielle de 2022, [Yannick Jadot](#), et le groupe de

défense Thales. Lundi, deux ministres iraniens et 30 autres personnes ont été sanctionnés par l'Union européenne pour [la répression des manifestations déclenchées en Iran](#) par la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini.

L'Iran avait annoncé le 25 janvier une série de sanctions contre 25 individus et entités de l'Union européenne et neuf du Royaume-Uni, en réaction aux sanctions imposées par ces derniers deux jours auparavant.

The New York Times

By Liz Alderman
Feb. 19, 2023 Updated Feb. 22, 2023

Turkey's Reeling Economy Is an Added Challenge for Erdogan

The earthquake's staggering reconstruction bill will join other economic woes as the country's autocratic leader faces re-election.

As Turkish authorities grapple with the agony of a mounting death toll from the deadliest earthquake in a century, President Recep Tayyip Erdogan is confronting a parallel crisis: the disaster's blow to an economy that was already in urgent need of repair.

The quake, which has killed over 40,000 people in Turkey and thousands more in neighboring Syria, will saddle Ankara with a staggering reconstruction bill and weakened economic growth, posing a fresh challenge to Mr. Erdogan as he seeks a third five-year term and maintain a grip on his political fortunes ahead of a crucial presidential election in May. Before the devastation, which also

left millions homeless, Turkey was already reeling from a collapsing currency and runaway inflation that had reached an annual rate of 85 percent in October. Those vulnerabilities have punched holes in the nation's balance sheet and tipped Turkish families and businesses into a [cost-of-living crisis](#).

Aggravating the problems are [unorthodox financial policies](#) pursued by Mr. Erdogan, a strongman leader who has tightened his control over the economy and strengthened ties with Russia and the Gulf States to help bolster Turkey's finances.

Reconstruction is expected to cost \$10 billion to \$50 billion, although the Turkish Enterprise and Business Confederation has put the

total [closer to \\$85 billion](#). Over 8,000 buildings [were flattened](#) and supply chain infrastructure, including roads and the Iskenderun seaport, were damaged when the quake rocked southern Turkey. The area, a manufacturing and maritime transport [hub](#) that was also home to thousands of war-hit Syrian refugees, accounts for 9 percent of Turkey's economic activity.

Secretary of State Antony J. Blinken stopped on Sunday at the Incirlik Air Base in southern Turkey, where the United States is distributing relief supplies to quake-stricken areas. From there, Mr. Blinken flew in a Blackhawk helicopter around the city of Antakya and saw dozens of damaged and destroyed buildings. Noting that relief efforts were

moving from rescue and recovery to humanitarian aid, Mr. Blinken announced \$100 million in new U.S. assistance for people affected by the earthquake. The State Department said the new spending brings total U.S. aid to \$185 million.

The situation in Turkey [remains dire](#), with emergency crews still extracting the dead from the ruins of apartment buildings and homeless survivors sheltering in cars and making bonfires from wreckage to stay warm. They are also short on food, fuel and medical supplies.

Analysts say Mr. Erdogan, who has been criticized for his handling of relief efforts, is doubling down on an autocratic playbook for man-

aging the economic and political fallout.

“His main focus is on the elections,” said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy. “Erdogan has never won without delivering growth, and he will be seeking a rebalancing effect once reconstruction starts.”

Brushing off accusations of crony ties between his government and Turkey’s construction industry, Mr. Erdogan earlier this month ordered the [detention of dozens of building contractors](#) and announced a fast-track rebuilding program to start [replacing](#) thousands of destroyed homes within one year.

Turkey’s economy had been slowing from an 11 percent growth rebound in 2021 from the pandemic, and it had been expected to grow 3 percent this year and next, [according to](#) the European Bank for Reconstruction and Development.

The earthquake could now reduce growth by at least a third — but Mr. Erdogan’s huge rebuilding effort will limit the hit, the bank said.

“Economic activity could rebound quickly after the quake,” said Liam Peach, senior emerging markets economist at Capital Economics in London. “Any impact this quarter will be made up.”

Whether that is enough to resolve Turkey’s entrenched economic problems remains to be seen.

The Turkish lira lost nearly 30 percent of its value against the dollar in the past year as inflation soared, severely damaging Turks’ purchasing power and hurting Mr. Erdogan’s popularity. In January, inflation cooled slightly, to an annual rate of just under 60 percent, as energy prices fell.

Turkey also faces a mountain of external loan payments, worth nearly \$185 billion, that have grown harder to pay off because of a plunge in foreign currency reserves, raising fears of a crisis. International investors, worried about heavy debt burdens at Turkish companies, have increasingly pulled money



A fruit and vegetable market in Antakya, the ancient capital of Hatay Province in Turkey. This month, the region was hit hardest by a devastating earthquake. Credit... Emily Garthwaite for The New York Times

from the country since 2018. Adding fuel to the fire is Mr. Erdogan’s insistence on lowering interest rates in defiance of a broad economic consensus that inflation should be contained by raising them.

Although that approach has helped stabilize the lira’s free fall — a dollar now buys nearly 19 lira, compared with 13.50 a year ago — it has come at a high price. Today, over two-thirds of households are struggling to pay for food and rent, and more than half of workers earn wages worth less than the equivalent of \$300 a month because of the lira’s devaluation, according to an [analysis](#) by the Middle East Institute.

Mr. Erdogan has tried to offset the pain by [increasing](#) salaries for public-sector employees, raising the minimum wage twice last year and boosting fixed pension payments. But those measures have largely been gobbled up by inflation, said Atilla Yesilada, an investment analyst with Global Source Partners in Istanbul.

“The economy, the way Mr. Erdogan has been running it, wasn’t working for most people before the quake,” Mr. Yesilada. “Benefits aren’t trickling down.”

Turkey’s current state is in sharp contrast to Mr. Erdogan’s first 15 years in power, when he revived the economy after becoming prime minister in 2003. He pursued liberal economic policies and a debt-

fueled construction spree that spawned high-rise office towers and a new Istanbul airport. More Turks became prosperous, the middle class expanded and Turkey overcame its status as an emerging market laggard.

But the gains unraveled as he [tightened his grip](#) on the country, asserting control of the judiciary and the media, firing three central bank governors and [naming his son-in-law](#) finance minister. To help shore up Turkey’s finances, he leaned more heavily on Qatar, Saudi Arabia and the United Arab Emirates, whose autocratic leaders are keen on keeping him in power.

“He has been a useful counterbalance to the West,” said Timothy Ash, sovereign strategist for emerging markets at BlueBay Asset Management in London. “That is what the Gulf countries want.”

More recently, Mr. Erdogan has played both sides of Russia’s war against Ukraine for economic advantage, said Marc Pierini, a senior fellow at Carnegie Europe and a former European Union ambassador to Turkey. As bad as the economy is, it would be worse without [Turkey’s energy trade with Russia](#), and the money that it reels in.

Mr. Erdogan allowed Turkish drones to be sold to the Ukraine military, even as he provided President Vladimir V. Putin of Russia with a way to work around European and American sanctions by ushering the transport of electronics, con-

struction materials and more through Turkey. Russian flights continue over Turkish airspace. And [Russian oligarchs](#) who were shunned on the French Riviera headed to the Turkish Riviera.

The gambit has paid off: [Turkey’s trade with Moscow](#) surged last year, with Turkey selling \$1.3 billion in goods to Russia and [importing](#) \$4.5 billion in products — including large quantities of Russian crude at discounted prices. As the only NATO country not to participate in international sanctions, Turkey has converted the Russian oil in its refineries to be sold to the European Union and the United States, according to an [analysis](#) by the Center for Research on Energy and Clean Air in Finland.

Another \$20 billion has flowed to Turkey from a long-term deal in which Moscow provided financing for the construction of the Akkuyu Nuclear Power Plant, a 4,800-megawatt reactor being built on the Mediterranean near an eastern earthquake fault line by Rosatom, Russia’s state-owned nuclear power provider.

On top of that, an additional \$24 billion in funds of unidentified origin helped to finance half of a record deficit that Turkey racked up last year from importing more goods and services than it exported. Some of that mystery money, reported in 2022 data published by the government last week under the obscure heading “Net Errors and Omissions,” is thought to be of Russian provenance, Mr. Ash noted.

Headed into the presidential elections, “Erdogan will use all imaginable means to stay in power,” Mr. Pierini said.

“Irrespective of the reconstruction effort and whatever flow of money might be generated,” he said, “the economic outlook is linked to the result of the upcoming election, because there is the possibility that for the first time in 20 years he could be defeated.”

Michael Crowley contributed reporting from Incirlik Air Base in Turkey.

Turkey Needs Accountability, Not Only Aid

Donors must make sure their largess is not stolen by the incompetent, callous, and corrupt government of President Recep Tayyip Erdogan.

Turkey will require billions of dollars in foreign aid to clear debris and rebuild from the recent earthquake. Though more than 40,000 victims need a generous helping hand, assistance should be monitored to make sure funds are spent as intended. Channeling assistance through international NGOs would enhance the integrity of foreign aid. Donors must make sure their largess is not stolen by the incompetent, callous, and corrupt government of President Recep Tayyip Erdogan.

Despite that stringent construction standards were adopted after the last earthquake in 1999, Erdogan established sweeping exceptions out of fear that these standards would discourage construction and limit the country's economic development. According to Turkish agencies, a plethora of contractors with ties to the government received amnesty. The flattened landscape in Antakya, the earthquake's epicenter, is the consequence of Erdogan's ill-advised amnesty policy. Corrupt business practices are widespread in Turkey. Erdogan's government awarded government-funded infrastructure projects to cronies who cut corners on safety and environmental standards, which contributed to the high death toll in Antakya. Though the government collected large sum through an earthquake tax designed to build stronger buildings, the money was pocketed by corrupt officials. It is common practice in Turkey for businesses to pay bribes to the

government in exchange for lucrative contracts.

Turkey is currently investigating about 400 contractors and has arrested 120. This roundup is a thinly-disguised effort to deflect blame by scapegoating construction companies. The investigation focuses on "small fish" instead of large construction companies with ties to the government. One of the worst offenders, for example, is Cengiz Holdings, a large construction company run by a Turkish oligarch and close friend of Erdogan. Cengiz Holdings received \$42.1 billion in government contracts since Erdogan's Justice and Development Party (AKP) came to power in 2002. It also contributed \$160 million to the AKP.

The disastrous consequences of the Antakya earthquake were compounded by the government's lack of preparedness. Rescue workers were slow to reach the scene. When they arrived, they lacked suitable equipment to identify and extract victims. Though Antakya is located in a known earthquake zone, the government failed to preposition tents, blankets, food, and water. The Turkish government has also been playing politics with earthquake relief. Soon after the disaster, countries rushed to send rescue teams. However, only "friendly" governments were allowed to assist. Cyprus offered rescue teams to Antakya, but the government refused its offer. Antakya is in Hatay province, home to many refugees from Syria and a large Kurdish population. Syrians and Kurds were bumped

to the end of the queue when it came to emergency assistance. The government is loath to assist so-called oppositionists allegedly sympathetic to the Kurdistan Workers Party (PKK) against whom Turkey has waged a counterinsurgency campaign since the 1990s, which resulted in at least 40,000 deaths. The PKK announced a unilateral ceasefire within hours of the first tremor. It was not the first time the PKK laid down its arms in service of social harmony.

Erdogan boasts about Turkey's strong state. It may be adept at waging war, but sorely lacks the capacity to address a civil emergency. Noble Turks in Turkish civil society immediately mobilized and donated supplies to the victims. Medical personnel flocked to Antakya, setting up clinics to assist earthquake victims. Though there was little coordination with the authorities, that did not dissuade their efforts. I'm in touch with doctors from a hospital in Ankara who went to Antakya to help. Their team of twelve people found a chaotic relief effort with the government all but absent.

Erdogan himself visited the earthquake zone as anger spiked over the government's inadequate performance. He was accompanied by a gaggle of press to report on his visit. The extensive media presence made his drop-by look like a publicity stunt, rather than a sincere effort to comfort the victims. The optics of his visit compounded the government's credibility problem. Erdogan

was attired in a luxurious cashmere coat that cost thousands of dollars. The image of an elegant Erdogan surrounded by scantily clad victims backfired. He came off as uncaring, more concerned with public relations than the suffering of victims.

The earthquake compounded a widespread perception that Erdogan has broken faith with the Turkish people. The AKP has held a stranglehold on power for more than two decades. During this time, Erdogan consolidated power by establishing an executive presidency, expanding tyrannical rule, and abusing human rights with impunity. Earthquake victims are discovering they have something in common with victims of Erdogan's human rights abuses. Turks turned a blind eye to the country's eroding human rights situation in exchange for prosperity. Now Erdogan's house of cards has been shaken by the Antakya earthquake. Turkey's economy and currency have collapsed. Its reputation as a strong state is eroded. AKP officials have floated a proposal to delay national elections scheduled for May 2023. They worry—rightfully so—that Turkish voters will punish the AKP at the ballot box. The time of reckoning for Erdogan is drawing near.

David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administrations.



2023/02/22

Turkey watchdog fines three outlets for quake coverage

Halk TV, Tele 1 and FOX were all handed fines, calculated based on their revenues for the month preceding the infractions, for reporting shortcomings in the government's earthquake response.

Turkey's media watchdog fined three broadcasters on Wednesday for their coverage of the earthquake that rocked the country's south, killing more than 42,000 people, an opposition-nominated member of the watchdog said.

Halk TV, Tele 1 and FOX were all handed fines, calculated based on their revenues for the month preceding the infractions, for reporting shortcomings in the government's earthquake response.

The three channels are known for editorial lines critical of Turkish President Recep Tayyip Erdogan, and Halk TV is strongly aligned with the CHP party, Turkey's main opposition.

Erdogan unleashed a sweeping

crackdown after a failed coup in 2016 that placed much of the media under the control of the government and its business allies.

He will seek re-election this year, and his administration's handling of the deadly quake which has claimed more than 42,000 lives in Turkey has become a key battleground issue.

The main opposition leader, who is running neck and neck with Erdogan in opinion polls, has spearheaded the criticism.

Turkey in October passed a law punishing the dissemination of "fake news" by up to three years in prison.

According to Reporters Without Borders, Turkey ranked 149 out of

180 for press freedom in 2022.

Halk TV and Tele 1 were fined five percent of their January revenues, Ilhan Tasci, a member of the Radio and Television Supreme Council watchdog's board who was nominated by opposition parties, wrote on Twitter.

They were also ordered to suspend one of their daily programmes for five days.

Halk TV and FOX TV were also fined three percent of their January turnover for separate infractions, he added.

"All these penalties were based on comments and news after the earthquake," he wrote.

"We live in a time when reporting is considered a crime."

The head of Turkey's Journalists' Association, Nazmi Bilgin, called the decisions a "crime" against viewers, and described the watchdog as a "censorship board".

"With these penalties, the criminal members of (the watchdog), who disregard the right of the public to receive news and the right of the earthquake victims to be informed, commit a great crime," he said.

The editor-in-chief of Tele 1 Merdan Yanardag called the penalties a "complete disgrace".

Many destitute families have lashed out at the government for failing to reach them and save their loved ones from the rubble of the earthquake.



avec AFP
23-02-2023

Turquie : Plus de 560 enquêtes dans le secteur du bâtiment

La responsabilité de certains constructeurs, qui ont utilisé des matériaux de mauvaise qualité ou qui n'ont pas respecté les normes, est pointée du doigt

Des dizaines de milliers d'immeubles se sont effondrés comme des châteaux de cartes depuis le séisme du 6 février. Les autorités turques ont lancé 564 enquêtes visant des promoteurs et des entrepreneurs, selon le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyulu. Déjà « 564 suspects ont été identifiés jusqu'à présent, 160 d'entre eux ont été écroués, 18 sont en garde à vue et 175 ont été libérés sous contrôle judiciaire », a détaillé le ministre lors d'une interview mercredi soir sur la chaîne publique TRT.

« Nous avons interdit à toutes ces personnes identifiées de quitter le territoire » a-t-il ajouté alors que la colère gronde face aux fraudes et au manque de contrôle public de ce secteur, qui a tiré l'économie turque ces 20 dernières années. Des dizaines de milliers d'immeubles se sont écroulés sans laisser la moindre chance à leurs occupants saisis dans leur sommeil par la violente secousse d'une magnitude de 7,8, survenue à 4 heures du matin.

Destructions à venir

La responsabilité de certains

constructeurs, qui ont utilisé des matériaux de mauvaise qualité ou qui n'ont pas respecté les normes, est dénoncée dans les médias turcs et par des ingénieurs et architectes. Plusieurs promoteurs ont été arrêtés dès les premiers jours qui ont suivi le séisme et le gouvernement affiche sa diligence pour traiter le dossier. Le ministre de l'Environnement Murat Kurum a fait savoir jeudi que « 1,250 million d'immeubles ont été examinés dans les onze provinces [touchées] ».

« 164.321 bâtiments composés de

520.000 unités indépendantes (logements, commerces) ont été détruits, gravement endommagés ou devront être détruits de manière urgente », a-t-il insisté. Le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé son intention de construire 270.000 logements en un an dans les provinces dévastées. « Nous faisons nos plans en prenant en compte le tissu culturel, l'avenir de nos enfants et de nos villes sur les terrains les plus sûrs. (...) Nous construirons les nouveaux logements avec cette conception », a affirmé Murat Kurum.

The New York Times

By Ben Hubbard, Elif Ince and Safak Timur
Feb. 23, 2023

Turkish Builders Come Under Intense Scrutiny Over Shoddy Construction

More than 43,000 deaths in Turkey from an earthquake have raised painful and angry questions over whether some of those fatalities could have been avoided with better building standards.

ISTANBUL — Two dozen student [volleyball players](#), four teachers and 12 parents visiting Turkey for a competition this month checked into the Grand Isias Hotel in the southern city of Adiyaman. When a powerful earthquake struck on Feb. 6, the building collapsed and killed dozens of people including everyone in the entourage except for four adults.

A university engineer who examined the wreckage found indications of weak concrete and insufficient steel reinforcements, he and his colleagues wrote in [a preliminary report](#), concluding that shoddy construction had left the building vulnerable, even to smaller quakes.

In the weeks since, the Turkish authorities have arrested three men connected to the hotel on unspecified charges as part of a wide-ranging dragnet targeting hundreds of building contractors and owners among others suspected of criminal negligence that contributed to deadly building collapses.

The suspects — some nabbed at the airport with stacks of cash or perp-walked on national television — have become the focus of public rage, with many now questioning whether they padded their profits by flouting the codes put in place over the last two decades to make buildings more quake resistant.

Construction industry experts say that contractors responsible for flawed buildings should be punished. But they also caution that targeting only them obscures gross negligence



Rescue workers in Adiyaman, Turkey, this month. Emin Ozmen for The New York Times

throughout the system meant to make buildings safe, which may have contributed to thousands of deaths. During most of the past decade, contractors could freely choose which private companies to hire to inspect their buildings, an arrangement that the government eventually concluded had led to “illegal commercial ties.”

“Putting the blame only on the contractors would be the easy way out,” said Ali Ozgunduz, a former state prosecutor who investigated collapsed buildings after another catastrophic earthquake in Turkey in 1999.

Mourners surrounding the coffins of students killed in Adiyaman, Turkey, during the earthquake this month, at a funeral service in Cyprus. Birol Bebek/Agence France-Presse — Getty Images

Since the 7.8-magnitude quake struck in early February, more

than 100,000 buildings have been damaged and more than 43,000 people have been killed in southern Turkey; more than 5,500 have died in Syria.

So far, the Turkish government has investigated 564 people suspected of connections to flawed or collapsed buildings, the state-run Anadolu news agency [reported on Wednesday](#). Of those, 160 have been detained pending trial; 175 are on probation; and arrest warrants have been issued for dozens more. Many of them are contractors and builders.

The government has released few specifics about who is being investigated and why, but flaws in some buildings that fell were well documented before the quake. In some cases, buildings so new that they should have followed updated seismic standards toppled over. In others, contractors paid fines for violating building codes, but no

steps were taken to evacuate or strengthen the vulnerable structures, according to lawyers involved in the cases.

Cemal Gokce, a former president of Turkey’s Chamber of Civil Engineers, a professional organization, accused President Recep Tayyip Erdogan’s government and his ruling Justice and Development Party of fostering a lax regulatory environment that left cities more vulnerable to earthquake damage.

“The government is trying to avoid responsibility by dumping it onto engineers and architects,” he said. “But the main culprit is the government because they put profits over the public interest.”

During visits to the disaster zone over the past few weeks, Mr. Erdogan seemed to suggest that Turkey should improve its earthquake preparedness.

All Turks “have lessons to learn from the disaster we lived through,” he said on Tuesday. “It is highly important that we eliminate our shortcomings and fortify our strengths in light of past experiences.”

A seismically active country with a history of quakes, Turkey has upgraded its building codes since a powerful tremor near Istanbul in 1999 killed more than 17,000 people. But according to a 2021 [parliamentary report](#), more than 7.8 million buildings constructed before the year 2000 are highly vulnerable to earthquakes.

For newer buildings, construc-

tion professionals say the strengthened building codes are technically good. But builders sometimes fail to adhere to those codes.

Mr. Ozgunduz, the former state prosecutor, pointed out weak links at various levels: local officials who greenlit poorly designed projects; inspectors who overlooked flaws during construction; and the Parliament's passing of [a blanket amnesty in 2018 for building code violations in millions of units](#).

"The political authority is liable too," he said.

Hoping to broaden the scope of accountability, professional associations are preparing lawsuits against government officials they accuse of complicity.

"We will make sure it is not only the contractors who are held accountable, but also the municipalities, the ministry, the ruling party and all other authorities who are responsible for so many lost lives," said Eren Can, a lawyer with the Istanbul Bar Association whose parents were killed when their apartment collapsed in the quake.

"I promise my mother and father that we will never let them get away with this."

Mr. Gokce said problems with the inspection regime let bad practices slip through. So far, at least two building inspectors are among the suspects under scrutiny, suggesting that the government could broaden its inquiry.

Many inspectors lack experience. And from 2011 to 2019, when contractors were allowed to select and pay the private companies that inspected their buildings, it encouraged builders to hire low-cost inspectors who would "give them the least amount of trouble," Mr. Gokce said.



Tents for Turkish residents whose homes were damaged or destroyed during the earthquakes, in Osmaniye, Turkey. Credit... Sergey Ponomarev for The New York Times

Some contractors even went as far as setting up their own inspection companies, which they would then pay to effectively inspect themselves.

The government changed the system in 2019 and began assigning inspectors, eliminating what it called "the system's biggest problem."

For some buildings that collapsed, signs of trouble were clear before the quake.

In the southern city of Antakya, one of the areas hardest hit by the earthquake, Ebru Ulas and her husband, Gorkem, both lawyers, had filed 51 court cases over the last few years alleging code violations against a single contractor, Omer Cihan, Ms. Ulas said in an interview.

The complaints covered at least seven buildings and experts found problems with at least three of the structures, according to court documents. One of them was the Kule Apartments, a residential tower.

Ms. Ulas said that last year, a judge convicted Mr. Cihan on charges of violating construction regulations there, first sentencing him to a year in prison, then reducing his punishment to a fine of about \$650.

On Feb. 6, the building came

crashing down, and it is not yet clear how many people died there.

"I had fought as much as I could," Ms. Ulas said of her legal efforts.

The authorities arrested Mr. Cihan last week. He testified that he had done all the necessary inspections and didn't know why the building collapsed.

Some people arrested since the quake had connections to political parties, both government and opposition, although it was not immediately clear what role, if any, that may have played in their business practices.

The men arrested in connection to the Isias Hotel, where the volleyballers from Turkish-occupied northern Cyprus died, had ties on both sides of Turkey's political divide — the government and the opposition.

One of them, Mehmet Fatih Bozkurt, had served as an Adiyaman City Council member in 2014 for Mr. Erdogan's ruling party, but resigned from the party when his father, Ahmet Bozkurt, ran for Parliament for the largest opposition party the following year, according to Turkish news media.

The elder Mr. Bozkurt told the authorities that he had built the hotel in 1995 and could not remember who had inspected it, according to his testimony reported by Sabah, a pro-government newspaper. He denied accusations that he later modified the building in ways that would have weakened it.

Sahin Avsaroglu, the builder of a large and newly constructed residential project called Badi Saba, which collapsed in the city of Kahramanmaraş near the quake's epicenter, served as a district head for Mr. Erdogan's party.

He filled his Instagram account with photos of himself with top officials, including [Mr. Erdogan's son-in-law](#), who was a former finance minister; Mr. Erdogan's [chief spokesman](#); and [other former ministers](#) from the party.

The authorities have since arrested Mr. Avsaroglu, and Turkish news media reported that the party removed him from his position. Representatives of Mr. Avsaroglu could not immediately be reached for comment.

Other projects were so new that they should have followed the more recent buildings codes, last updated in 2018.

Tezcan Karakuş Candan, chairwoman of the Ankara branch of Turkey's Chamber of Architects, said the onus was on the government to ensure that regulations were followed.

"This is a major earthquake for sure, but this is not the first earthquake in Turkey," she said. "The legislation does not mean anything on its own: There must be a public authority to inspect it," she added.

"The system is broken."

Gulsin Harman contributed reporting.

Après le séisme, en Syrie, des villageois disent leur désespoir : « On nous traite comme des chiens »

Reportage La localité de Jinderes, frontalière de la Turquie, où l'on dénombre 1 200 morts et trois cents immeubles détruits, ne reçoit l'aide qu'au compte-gouttes.

Ramadan Sido et ses voisins campent sur un terrain vague entre leurs maisons. Leurs bicoques de briques tiennent encore debout après le séisme qui a ravagé, le 6 février, Jinderes, une localité du Nord-Ouest syrien frontalière de la Turquie, mais des fissures sont apparues dans chacun des murs. L'ouvrier de 49 ans a dû déboursé 500 livres turques (25 euros) pour acheter, à un habitant, une tente munie d'un poêle. Dix personnes s'y entassent. Son voisin, Mohamed Aziz, n'en a pas trouvé : ce conducteur de tracteur de 65 ans dort avec les six autres membres de sa famille à l'arrière d'un pick-up, recouvert de matelas et bâché. Dans le pick-up garé à côté du sien, ce sont trois familles qui dorment ensemble.

« D'autres ont reçu des tentes, pas nous. Si tu as une "wasta", tu en reçois. Si tu n'en as pas, tu ne reçois rien », affirme Ramadan Sido, un Kurde originaire de Cheikh Al-Hadid, un village du canton de Jinderes. Dix-huit jours après le séisme dévastateur qui a fait plus de 46 000 morts en Turquie et en Syrie, l'aide arrive au compte-gouttes dans cette ville de 50 000 habitants, alimentant les griefs de ceux qui n'ont encore rien reçu. Du pain et de la nourriture sont distribués aux familles par des associations liées à la Coalition de l'opposition syrienne et au Mouvement de libération et de construction, une faction de l'Armée syrienne libre qui contrôle la localité avec le soutien de la Turquie, après en avoir chassé les forces kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) en mars 2018. « Tous ces pays



WILLIAM KEO / MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

qui envoient des tentes et de l'aide en Syrie, on ne sait pas où ça va », se lamente M. Sido.

Une tente pour seul bien

Située à cinq kilomètres de la frontière avec la Turquie, Jinderes se sent abandonnée. De nombreux Syriens fuyant les bombardements du régime Assad et de son allié russe avaient trouvé refuge, à partir du milieu des années 2010, dans la ville à majorité kurde, entourée de champs d'oliviers. Le tremblement de terre y a semé la dévastation. Trois cents immeubles se sont effondrés, mille autres sont inhabitables. Douze mille familles sont sans logement. Autour d'une place désormais érigée de tentes, des blocs entiers d'immeubles ont été rasés. « Ici, la plupart des gens sont morts. Des immeubles où il y avait jusqu'à cent personnes, des Arabes et des Kurdes, se sont écroulés. J'habitais au premier étage, j'ai eu le temps de fuir mais, pas mon fils, ni sa femme et leurs trois enfants qui étaient au dernier », se désespère Ramzi Habbache. A 68 ans, le vieil homme est désormais seul avec son épouse, avec une tente pour seul bien.

Les habitants ont dû extraire, à mains nues, leurs morts des décombres, aidés des habitants de villages voisins et des Casques blancs venus d'Afrine, le chef-lieu de province. Sur les 3 600 morts recensés à ce stade en Syrie, 1 200 habitaient Jinderes. « Les chiffres sont plus élevés en réalité car certaines familles ont enterré leurs morts sans les signaler, indique Mohamed Haffar, le chef du conseil local, un ingénieur originaire de la province d'Alep. C'était un désastre. On a appelé les autres pays à l'aide, personne n'est venu. » La Turquie a été la première à envoyer de l'aide dans la ville. Jinderes a dû attendre le 14 février, date à laquelle le président Assad a accepté l'ouverture de deux nouveaux points de passage avec la Turquie, pour espérer enfin recevoir une assistance des Nations unies et de la communauté internationale.

« L'ONU a attendu le feu vert du régime syrien, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond. La communauté internationale politise l'aide. Elle n'arrive même pas à nous considérer comme des êtres humains », dénonce l'édile local, issu de

l'opposition. Les Nations unies ont, depuis, envoyé 282 camions d'aide dans tout le Nord-Ouest syrien. « C'est un poil plus que le nombre de camions qu'ils envoient en temps normal », estime Orhan Aktürk, le vice-gouverneur de la province d'Hatay, chargé des affaires humanitaires pour ces régions syriennes sous contrôle turc. « En dépit de tout ce qu'il a fait subir à la population en douze ans de guerre, le régime syrien accapare l'essentiel de l'aide, assure Mohamed Haffar. Nous n'accepterons rien de lui. Où sont la justice et le droit international ? Pas de notre côté. »

Un système de santé au bord de l'effondrement

Dix-huit jours après le séisme, l'aide parvenue à Jinderes, principalement de Turquie et du Golfe, reste insuffisante. Il n'y a pas assez de tentes ni de nourriture ni de vêtements à distribuer. L'eau est toujours coupée et l'hygiène est déplorable. Certains reprochent aux maîtres de la ville de se servir en premier. « L'organisation de l'aide est chaotique. L'aide va d'abord à ceux qui ont les armes. On nous traite comme des chiens », dénonce Abdo Sanouna, un maraîcher arabe de 40 ans originaire de la campagne d'Alep. Il vit, avec vingt membres de sa famille, dans une tente que lui a apportée un parent d'Idlib, la province voisine. Le chef du conseil local se défend de ces accusations. « Il n'y a tout simplement pas assez d'aide qui arrive de l'extérieur pour répondre à tous les besoins », soutient-il.

Même pour les groupes armés pro-Ankara, l'aide n'arrive pas

en abondance. « Il y a des jours avec, et des jours sans nourriture », dit un combattant, gardant des tentes installées au milieu des oliviers pour le compte d'une faction, dont la plupart des membres sont originaires de Deir ez-Zor, dans le sud-est de la Syrie. Des médicaments sont distribués pour les maladies infantiles et chroniques. « Ce sont des donations privées, pas du gouvernement ou des organisations. On ne veut pas des Nations unies de toute manière, ils aident le régime. Dans le Nord-Ouest syrien, ils sont venus trois fois. C'est pareil avec les associations : elles viennent les premiers jours pour se prendre en photo », accuse Jamal Alwan, un médecin de 57 ans de Deir ez-Zor.

L'accès aux soins est un casse-tête à Jinderes. A l'image de tout le Nord-Ouest syrien, le système de santé est au bord de l'effondrement.



Dans une rue de Jinderes, en Syrie, le 23 février 2023. WILLIAM KEO / MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

Nour Hanna, une Alepine de 30 ans, ne trouve pas de médicaments pour son garçon de 2 ans, fiévreux depuis quatre jours. Les deux centres de santé de la ville, dont l'hôpital militaire turc, sont débordés. Ils ont absorbé une partie des 4 000 blessés du séisme. Les cas les plus sérieux ont été envoyés à Afrine et à Azaz. Il n'y

a pas d'hôpital civil pour les 115 000 habitants du canton de Jinderes, seuls une maternité et un centre de dialyse, où le personnel n'est quasiment plus payé. « Quinze organisations travaillent avec nous pour mettre sur pied des cliniques mobiles, mais il faut reconstruire le système de santé avec des centres de santé et des

ambulances », exhorte le docteur Shams Eddin.

« On a besoin d'une aide à la reconstruction pour les infrastructures de la ville, les écoles et les maisons. Il faut que les gens puissent reprendre le fil de leur vie », plaide Mohamed Haffar, le chef du conseil local. Lorsque la terre a de nouveau tremblé, le 20 février, une vague de terreur s'est répandue parmi la population, traumatisée. « Les pick-up s'entrechoquaient, les enfants se sont réveillés en pleurs. C'était effrayant. On ne retournera pas habiter chez nous tant qu'on n'y sera pas en sécurité », dit Ramadan Sido. Lui et son voisin ne sauraient dire si leurs maisons pourront être consolidées. Ils n'ont, quoi qu'il en soit, plus un sou. « Il n'y a plus aucun travail en ville. Nos poches sont vides », dit Mohamed Aziz, se frappant les mains. « Il n'y a plus qu'Allah ! », ajoute l'une de ses filles, pointant le doigt au ciel.

Le Monde

Par Garance Muñoz et Annick Cojean
24 février 2023

« Est-ce que cela a du sens ? » : en mission avec les sauveteurs français en Turquie

Dans le sud-est de la Turquie, dévasté par un séisme survenu le 6 février, des secouristes du monde entier ont accouru pour tenter de sauver des vies. Une équipe de la Sécurité civile française a été dépêchée sur place. Dans ce podcast, Annick Cojean, grande reporter au « Monde », nous raconte leur mission.

Ecoutez l'épisode du 24 février 2023

Est-ce que cela a du sens ?

Des dizaines de milliers de morts, des villages rasés, des immeubles de plusieurs étages effondrés sur eux-mêmes et des familles entières qui fuient le champ de ruines qu'est devenue leur vie. Le séisme du 6 février est l'une des pires catastrophes naturelles survenues dans la région depuis un siècle.

Dans les heures qui ont suivi, des secouristes du monde entier se sont précipités en Turquie et en Syrie, dans l'espoir de sauver des vies. Parmi eux,

un contingent de la Sécurité civile française s'est battu pendant six jours pour retrouver des survivants.

Comment s'organisent-ils pour fouiller les décombres d'immeubles, alors que les répliques menacent ? Comment tenir face à l'horreur de la situation ? Comment réagissent les familles des victimes, quand les secouristes ne retrouvent que des cadavres ?

Annick Cojean, grande reporter au Monde, a passé deux

semaines avec le premier détachement de la Sécurité civile française envoyé en Turquie. Elle raconte cette mission éprouvante et périlleuse dans cet épisode du podcast « L'Heure du Monde ».

Un épisode de Garance Muñoz.

Réalisation : Question Tenaud.
Musique : Amandine Robillard.
Présentation et rédaction en chef : Morgane Tual.

Dans cet épisode : extraits de reportages de l'AFP.

En Iran, le chantage « aveux forcés contre libération » bat son plein

Depuis plusieurs jours, le pouvoir iranien multiplie les libérations de manifestants. Mais derrière cette amnistie de grande ampleur se cache un système d'aveux forcés et de repentir, qui contraint prévenus et détenus à s'engager à « défendre la révolution islamique jusqu'à la fin de leur vie ».

Il aura fallu attendre plusieurs jours pour connaître les conditions de la grande amnistie annoncée par l'ayatollah Khamenei. Plusieurs dizaines de personnes accusées et condamnées lors des manifestations déclenchées par la mort en détention de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, ont recouvré la liberté. Mais, pour espérer être graciés, les détenus et les contestataires poursuivis ont dû « exprimer des remords » et « s'engager par écrit », a précisé le pouvoir judiciaire.

Dara Toloui, 22 ans, a fait partie de ces milliers de manifestants arrêtés au début du mouvement de contestation. Interrogé et battu pendant plusieurs jours, cet étudiant de Rasht, dans le nord-ouest de l'Iran, a été libéré sous caution. Mais le tribunal islamique l'a finalement condamné à deux ans de prison, dont un an ferme.

Son dossier était en appel quand Dara Toloui a reçu un appel du bureau du procureur de Rasht lui annonçant qu'il

bénéficiait d'une amnistie. « La plupart des gens convoqués au tribunal comme moi ont été acquittés. Mais avant de l'être, les autorités nous ont demandé de signer une lettre de repentir pour demander pardon au pouvoir iranien », raconte le jeune homme.

« L'influence de la propagande médiatique »

Les textes varient d'un tribunal, d'une ville ou même d'une personne visée à l'autre. Mais leur substance reste la même : il y est écrit que la personne regrette son comportement passé et devient dès lors « fidèle du Guide suprême ». Il est aussi souvent indiqué que les détenus reconnaissent avoir commis des « actes criminels » sous l'influence de « médias étrangers ».

« J'ai dû exprimer des remords et même un véritable repentir pour avoir participé à des rassemblements et des émeutes, provoqués par "l'influence de la propagande médiatique", explique Dara. Si l'on est musulman, on doit aussi s'engager à ne pas se livrer à des activités illégales (que ce soit sur Internet, en écoutant des médias étrangers ou en assistant à des rassemblements illégaux). La lettre disait aussi : "Je m'efforcerai de défendre la révolution islamique jusqu'à la fin de ma vie et si je recommence (à manifester), je serai sévèrement puni." »

Dara tient plus à sa liberté qu'à une lettre d'aveux sans valeur juridique. « Conditionner le pardon à la loyauté envers le Guide suprême, au fait de ne pas écouter de médias étrangers ou de ne pas participer à des manifestations montre que ces documents n'ont pas de validité juridique car le Guide suprême n'a pas sa place dans la loi, confirme Hamid Shadman, avocat. Et de toute façon, ce type de lettre d'engagement n'est pas défini dans la loi iranienne. »

D'autres libérations sans explication

À l'inverse de Dara, de nombreux Iraniens ont toutefois recouvré la liberté sans signer un tel engagement. Zahra Mohammadi, professeure de langue kurde, a ainsi été libérée à sa grande surprise du centre correctionnel de Sanandaj, au Kurdistan iranien.

« J'ai été virée de la prison sans avoir été informée préalablement, tout comme ma famille et mon avocat. J'avais bien dit aux autorités pénitentiaires, et mon avocat l'a répété au tribunal, que je ne demanderai pas pardon de quelque manière que ce soit et que je refuserai une telle proposition, explique-t-elle dans une vidéo diffusée après sa remise en liberté. Mais j'ai été jetée hors de prison, de manière forcée, comme j'y avais été incarcérée. »

Alors que les portes des prisons continuent de s'ouvrir pour une partie des manifestants arrêtés, le Conseil de l'Union des étudiants iraniens alerte sur le fait que « la convocation, l'expulsion et la suspension » d'un certain nombre d'autres étudiants se poursuivent après de récentes manifestations. La politique d'arrestations reste aussi la même dans les villes des régions périphériques du pays, comme au Baloutchistan et au Kurdistan.

Sanctions croisées entre l'UE et Téhéran

Deux ministres iraniens et 30 autres personnes ont été sanctionnés, lundi 20 février, par l'Union européenne pour la répression des manifestations en Iran.

L'UE a ciblé le ministre de la culture et de l'orientation islamique Mohammad-Mehdi Esmaïli, le ministre de l'éducation Youssef Nouri, plusieurs parlementaires et des magistrats.

L'Iran avait annoncé, fin janvier, des sanctions contre 25 individus et entités de l'UE et neuf du Royaume-Uni en riposte à un premier train de sanctions de Bruxelles. Mardi 21 février, Téhéran a ajouté à sa liste 13 entités et individus de l'UE et 23 de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

The New York Times

By Cora Engelbrecht and Nimet Kirac
Feb. 24, 2023

Shattered Homes and Lurking Disease: Quake Hardships Pile Up

Hundreds of thousands are sheltering in tents, breathing air thick with pollutants unleashed from tombs of rubble, fearful that a new disaster could strike at any moment.

After powerful earthquakes struck southern Turkey, Eylem Sahutoglu and her family endured two weeks of freezing nights under a blue tarpaulin. Then word came from government engineers who had inspected their building: They could return home.

But on Monday night, before they could move back into their house in Hatay Province, the earth began shaking again. Another powerful quake had hit the region.

“My legs went numb,” Ms. Sahutoglu said, recalling how she had fainted in her front yard as the house crumbled at her feet.

Ms. Sahutoglu’s ordeal is emblematic of the plight of thousands of Turks who were preparing to return home — only to be thrown deeper into uncertainty, lurching from one calamity to the next.

Hatay is a tableau of life at extremes, shaped by devastated infrastructure and pressing human need after a 7.8-magnitude earthquake struck on Feb. 6, followed by a very strong aftershock the same day. The quakes killed more than 43,000 in Turkey and over 5,500 in Syria. Then Monday’s 6.3-magnitude earthquake struck.

Despite the flow of international aid into Turkey, the nearly 1.7 million displaced people in the quake zone face the almost impossible challenge of rebuilding their lives in squalid conditions.



The Sahutoglu family’s collapsed house in Samandag, Turkey, on Tuesday. Emin Ozmen for The New York Times

About 750,000 are sheltering in tents, breathing air thick with pollutants unleashed from tombs of rubble as tectonic plates continue to rumble, reminders that a fresh disaster could strike at any moment. The extensive damage to infrastructure is swiftly turning hard-hit communities into petri dishes for disease, according to health care officials and residents.

More than 800,000 people have fled the quake zone since the first earthquake, according to Yunus Sezer, the head of Turkey’s emergency management agency, AFAD. About 350,000 others have been evacuated from the affected zone via trains, planes or buses supplied by the government.

“Even when we are standing still, we feel like we are moving,” said Ms. Sahutoglu’s son, Ahmet, 20. He added that the unpredictability of the after-

shocks, coupled with the harsh living environment, had prompted families to vacate land they have owned for generations and to move to coastal cities like Antalya, Mersin or Konya, in central Turkey.

The exodus of residents from Hatay has turned the constellation of historic cities along the Mediterranean into ghost towns.

Thousands of engineers have fanned out across the wrecked areas to assess the safety of buildings left standing, as residents wait in shelters, many too afraid to enter their homes even if they are intact.

Recalling how the two engineers from the Ministry of Urbanization told her family to move back in, Ms. Sahutoglu said, “It was a moment of hope.” But “they were barely here for two minutes,” she added.

The inspectors had briskly hammered chunks of plaster from the walls of the 45-year-old building to reveal the concrete underneath, before deeming it safe.

“They did not even ask me my name — they just told me that the building was strong,” she said.

She decided to trust them.

Her family of 14 was impatient to vacate the crowded tent pitched in the yard, which sits on the main street of Samandag, one of a series of hamlets that dot the coastal road meandering south through the region of Hatay.

Mrs. Sahutoglu began preparing the house for their return: She scrubbed the floors and countertops, which were coated with dust; she washed blankets and laid them on her rooftop to dry; and she sent her son out to collect tomatoes for a warm breakfast the next morning.

“Finally, I felt like I was at home,” she said. But hours later, she heard a familiar rumble from the mountains, and the walls began to shudder. The new quake had struck near Samandag.

Workers at the site of a collapsed building in Antakya, Turkey, this week. Emin Ozmen for The New York Times

When she regained consciousness, the washed blankets were slanted toward her from atop the caved-in ceiling, just as she had left them; the crate of to-

matoes, miraculously intact, was perched outside her son's bedroom door.

"They told us we were safe," Ms. Sahutoglu said. "Now what can we do — we are back to living with the chickens."

The Turkish government has been criticized for the slow pace of its recovery effort, which is being overseen by AFAD. It has confronted logistical complexities in removing mountains of debris and identifying safe relocation sites for those displaced.

The Sahutoglus' house is one of many buildings that crumbled into a desolate moonscape, replacing the spirited main road of ramshackle buildings and storefronts that ran through the district.

"People here love their neighbors," said Ilknur Sahutoglu, 26, whose home was destroyed on Monday. She sat in her father's hulking six-wheel truck, contemplating the ruination of the world she once knew. "My childhood was in that house — and now it is gone," she said, in tears.

Other trucks, ferrying water canisters and food, kicked up dust as they headed south. A throng of private cars, stacked with mattresses, couches and other belongings, moved in the opposite direction.

If she could steal back five minutes to run inside the house when the quake hit, she said, "I would make sure to grab an early photograph of my father and mother," who died last February.

Since the earthquake, she said, she and her sisters have been pleading with their father to grab a chance at another life.

"He is too attached to this place and all our memories here," Ms. Sahutoglu said, adding that she worried living conditions



The Sahutoglus eating breakfast near their makeshift tent, where they have taken shelter since their house collapsed. Emin Ozmen for The New York Times

had grown untenable.

Lining up to receive food aid in a village in Samandag. Emin Ozmen for The New York Times

A woman drinking water from a garden well in Samandag. Most of the water in the district has either stopped running or has turned muddy since the earthquakes struck. Emin Ozmen for The New York Times

Most of the water in the district has either stopped running or has turned muddy. Her family's private well is buried under the rubble of their collapsed home.

"We can't find enough water to wash our hands and faces," said Ms. Sahutoglu, who worked as a nurse in the nearby city of Antakya before the hospital was destroyed in the first quake.

"This will be a huge problem here with regard to infections and viruses entering the body," she said, adding that her sister has bronchitis.

Suleyman Altman, 42, a resident of Konya Province, in central Turkey, who helped organize an aid depot in a storefront in Samandag, said: "Life has turned upside down again. Many people here decided to

leave after the second quake."

Across the street from the Sahutoglus' home, residents emerged from tents with plastic containers and congregated outside the narrow storefront, where they were served scoops of red soup and vermicelli noodles.

The storefront was evidence of how the crush of disasters can rally communities to come together. But the depot will soon close, said Mr. Altman, who will return north to his district by the end of the week. AFAD will continue to deliver bottled water from across the country to the district. Still, it will not nearly be enough for those who remain, he said.

Joe English, a spokesman for UNICEF, said that "without access to safe drinking water and access to appropriate sanitation, the risk of disease outbreaks soars" in the aftermath of such crises where "we see large numbers of people forced from their homes and living in cramped conditions."

Big natural disasters like this month's earthquake can release toxins into the air from soil, homes, industrial-waste sites and other sources, which are inhaled by residents who crowd

into emergency shelters. This could breed an array of ailments, according to experts, who say they are increasingly worried about outbreaks of flu and respiratory illnesses in the quake zone.

Doctors at a field hospital of 50 beds in Antakya, about 25 miles north of Samandag, say they have seen an uptick of people with gastrointestinal infections this week.

"Portable water systems have not been entirely set up yet, and access to toilets and sheltering problems are substantial," said Alpay Azap, a professor of microbiology and infectious diseases at Ankara University, who warned of an increase in bowel infections and skin rashes throughout the disaster zone.

Despite the threat of disease and waning resources to help, some families are refusing to leave.

Two days after their house collapsed, the Sahutoglus sat in the early morning shade of lemon trees in their yard, riddled with rubble. Children pumped brackish water from the earth to wash clothes as Ahmet shaved his father's beard with thick white foam.

"These trees are older than my children," Mrs. Sahutoglu said.

They fried potatoes in a blackened pan on burning wood and sat around a plastic table. Breakfast included black olives they had retrieved from the rubble.

"We were born here," Mrs. Sahutoglu said, "We have grown up here. We will die here."

Cora Engelbrecht and Nimet Kirac traveled to Samandag and Antakya, in the Turkish quake zone, to report this article.

Gulsin Harman contributed reporting.

The New York Times

By Farnaz Fassihi
Feb. 25, 2023

Their Hair Long and Flowing or in Ponytails, Women in Iran Flaunt Their Locks

Defiant resistance to Iran's mandatory hijab law has exploded across the country after nationwide protests that erupted last year.

An engineer strode onstage at an event in Tehran, wearing tight pants and a stylish shirt, and clutching a microphone in one hand. Her long brown hair, tied in a ponytail, swung freely behind her, uncovered, in open defiance of Iran's strict hijab law.

"I am Zeinab Kazempour," she told the convention of Iran's professional association of engineers. She condemned the group for supporting the hijab rules, and then she marched offstage, removing a scarf from around her neck and tossing it to the floor under a giant image of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

The packed auditorium erupted in cheers, claps and whistles. A video of Ms. Kazempour went viral on social media and local news sites, making her the latest champion for many Iranians in a growing, open challenge to the hijab law.

Women have resisted the law, uncovering their hair an inch or a strand at a time, since it went into effect two years after the Islamic Revolution in 1979.

But since the death last year of Mahsa Amini, 22, while in the custody of the country's morality police, women and girls have been at the center of a nationwide uprising, demanding an end not only to hijab requirements but to the Islamic Republic itself.

Women are suddenly flaunting their hair: left long and flowing in the malls; tied in a bun on the streets; styled into bobs on



A woman, sans head covering, at the Tajrish Bazaar in Tehran last month. Arash Khamooshi for The New York Times

public transportation; and pulled into ponytails at schools and on university campuses, according to interviews with women in Iran as well as photographs and videos online. While these acts of defiance are rarer in more conservative areas, they are increasingly being seen in towns and cities.

"I have not worn a scarf for months — I don't even carry it with me any more," said Kimia, 23, a graduate student in the

Kurdish city of Sanandaj, in western Iran, who, like other women interviewed for this article, asked that her surname not be used for fear of retribution.

Kimia said that many female students at her college did not cover their hair even in classrooms in the presence of male professors. "Whether the government likes to admit it or not," she said, "the era of the forced hijab is over."



Varying degrees of head coverings in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

Iran's hijab law mandates that women and girls over 9 cover their hair, and that they hide the curves of their bodies under long, loose robes.

Many women still adhere to the rule in public, some by choice and others from fear. Videos of the traditional bazaar in downtown Tehran, Iran's capital, for example, show most women covering their hair.

But videos of parks, cafes, restaurants and malls — places popular with younger women — show more of them uncovered. Many prominent women, including celebrities and athletes, have removed their hijab in Iran and while representing the country abroad.

The state has long promoted the hijab law as a symbol of its success in establishing the Islamic Republic, but enforcement has varied, depending on which political faction was in power.

After the election in 2021 of Ebrahim Raisi, a hard-liner, as president, the rules have been increasingly enforced, and with a strictness and brutality that have enraged Iranian women, many of whom were fined, beaten or arrested by the morality police after they were said to be in violation.

The defiance remains too widespread to contain and too pervasive to reverse, women's rights activists say. Arash Khamooshi for The New York Times

But anger over the law boiled over in September, when the young woman, Ms. Amini, 22,

died in the custody of the morality police, and as the street protests that broke out across Iran quickly morphed into broader calls for an end to being ruled by the country's clerics.

The protests have largely fizzled amid a violent crackdown by the authorities that has included mass arrests, death sentences and the executions of four young protesters.

But many acts of civil disobedience continue daily, including chanting "death to the dictator" from rooftops, writing graffiti on walls and tearing down and setting ablaze government banners.

And women have been going out in public without their hijabs.

Officials said in December they had disbanded the morality police, and they have not been seen on the streets since. For the moment, the authorities are only occasionally enforcing the hijab rules, according to women and activists in Iran.

The authorities recently shut down two pharmacies, one in Tehran and another in the northern city of Amol, after female employees were reported for not wearing a hijab. And in the religious city of Qum, they reprimanded the manager of a bank for catering to clients without hijabs. The judiciary has also opened a case against Ms. Kazempour, the engineer, according to Iranian news reports.

Officials say they are reviewing the enforcement rules and plan to announce updated measures. One conservative lawmaker has said that alternative enforcement methods are being considered, like warning women by text message, denying them



The state has long promoted the hijab law as a symbol of its success in establishing the Islamic Republic, but enforcement has varied. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

civic services or blocking their bank accounts.

"Head scarves will be back on women's heads," the lawmaker, Hossein Jalali, was reported as saying in December on Iranian media.

Women in favor of the mandatory hijab at a rally last year in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

But the defiance remains too widespread to contain and too pervasive to reverse, women's rights activists say.

"The core and heart of this movement is really the revolutionary act of these women turning their head scarves into the most effective and most powerful weapon against religious dictatorship and deep layers of misogyny and patriarchy," said Fatemeh Shams, a women's rights activist and an assistant professor of Persian literature at the University of Pennsylvania.

The women who have stopped covering their hair say that they are determined to do as they wish, but that they are in favor of a "voluntary hijab." They also say that they respect the rights

of women who choose wear scarves.

Leila, 51, who lives in Tehran, said she and her teenage daughter had been dressing in public as they did in private and when they traveled abroad — in dresses, skirts, skinny jeans and tight sweaters.

"I recently had to travel and struggled over whether I should wear the hijab at the airport because there are a lot of security agents, but decided against it," Leila said in a telephone interview. She was stunned to see the majority of the women at the airport that day had also ditched their hijabs. "We all got through security and passport control with our hair uncovered, and they said nothing. Our power is in numbers."

Hathis, 25, who reviews books and movies online, posted a photograph of herself on Instagram in December sitting, hair uncovered, with a friend at an outdoor cafe in Tehran. "Is this what it feels like to feel the cool fall breeze blow through your hair? And for 25 years I was denied this?"

The state has long promoted

the hijab law as a symbol of its success in establishing the Islamic Republic, but enforcement has varied. Arash Khamooshi for The New York Times

Even many religious women who wear a hijab by choice have joined the campaign to repeal the law. A petition with thousands of names and photographs of women is circulating on Instagram and Twitter with the message, "I wear the hijab, but I am against the compulsory hijab."

Maryam, 53, who observes the hijab law and lives in Tehran, recently traveled with her daughter to the holiday island of Kish in the Persian Gulf. They were surprised to find most women wearing short-sleeved sun dresses, sandals, capri pants and T-shirts. "Are we in Turkey or Iran?" asked her daughter, Narges, 26.

Shortly after the trip, Narges changed all of her social media profile photos to one in which her long brown hair was flowing over her shoulders and her fist was raised in the air. It announced to her religious conservative family that she was taking off her hijab.

"I will never bring down my fist until freedom, even if we have to wait for many years," Narges wrote on her Instagram page.

Maryam said in an interview that she was flooded with messages and calls from relatives and friends, some supportive and some critical of her daughter.

"I told them that times have changed," she said. "I respect my daughter's choice and so should you. It's nobody's business."

Leily Nikounazar contributed reporting.

En Iran, « il est devenu plus difficile de contrôler la population »

Si les manifestations sont devenues rares dans la majorité des villes, le soulèvement, commencé en septembre 2022, a permis de desserrer l'emprise du régime sur la société. Des femmes ne craignent plus de se montrer sans voile. La détérioration rapide de l'économie et l'inflation accroissent les difficultés de la vie quotidienne.

La vidéo, tournée début février à Téhéran, a parcouru les réseaux sociaux. On y voit une femme monter sur la scène d'un amphithéâtre. Son foulard autour du cou, elle prend le microphone. « *Je ne légitime pas une assemblée générale dans laquelle je ne peux pas être candidate parce que je suis sans foulard* », crie cette Iranienne aux longs cheveux rassemblés en queue-de-cheval. Elle jette ensuite son foulard par terre avant de sortir de l'amphithéâtre, accompagnée par les applaudissements de l'assistance. L'Iranienne révoltée s'appelle Zeinab Kazempour, une ingénieure empêchée de se porter candidate à l'élection de l'Organisation des ingénieurs de construction de la ville de Téhéran, car elle refuse de se soumettre à la loi de la République islamique d'Iran obligeant les femmes à se couvrir tout le corps, sauf les mains et le visage.

Son geste audacieux dans le contexte d'un événement officiel est emblématique d'une nouvelle donne dans la société iranienne, quelques mois après la mort de Mahsa (Jina) Amini pendant sa garde à vue pour un voile « *mal ajusté* », en septembre 2022. Cette tragédie a plongé l'Iran dans un soulèvement sans précédent, ayant fait 527 victimes du côté des civils, selon les organisations de défense des droits humains.

Aujourd'hui, même si les manifestations sont devenues rares, de plus en plus de



Une jeune femme dans une rue de Téhéran, sans voile, et blessée à l'œil lors des récentes manifestations, le 12 février 2023. ALI MOHAMMADI

femmes décident, en signe de protestation et en prenant le risque, de ne plus porter le foulard. La police des mœurs, chargée d'arrêter les contrevenantes, a disparu des rues iraniennes, mais les propriétaires des véhicules dans lesquels se trouve une femme mal voilée continuent à recevoir des SMS d'avertissement de la part des autorités. « *En cas de récidive, vous ferez l'objet de poursuites judiciaires* », peut-on lire dans ces messages. Certains citoyens zélés ou travaillant pour le régime font appliquer cette loi liberticide dans les rues, parfois avec violence, sans être inquiétés par la suite.

« Femme, vie, liberté »

Azadeh, un pseudonyme destiné à la protéger contre des représailles, comme pour tous les Iraniens cités dans cet article, fait partie de ces Iraniennes révoltées qui ont décidé d'en découdre avec la loi sur

le hidjab. Cette Téhéranaise de 34 ans a commencé par avoir un foulard autour du cou ou dans son sac quand elle sortait dans la rue. Chose inimaginable avant septembre 2022. « *Aujourd'hui, je laisse mon foulard à la maison* », explique cette cheffe cuisinière, jointe par Telegram, la messagerie cryptée, bloquée en Iran, mais accessible par les logiciels antifiltrage.

Ayant pris part à toutes les manifestations depuis septembre, Azadeh a été arrêtée en novembre. Après avoir passé presque un mois dans la prison tristement célèbre d'Evin, dans le nord de Téhéran, cette jeune femme a été libérée sous caution et attend son procès. A la mi-février, elle est retournée à Evin pour se renseigner sur sa condamnation et pour réclamer la restitution de ses appareils électroniques confisqués lors de son arrestation. « *Je n'avais pas de foulard et je n'avais pas*

non plus de chapeau que je porte de temps en temps contre le froid. Me voir avec les cheveux découverts a rendu les employés de la prison fous de rage. Ils m'ont dit : "Tu n'as pas de voile. Tu vas avoir des ennuis." J'ai commencé à crier, dit-elle en rigolant. Je leur ai répondu : "Qu'est-ce que vous allez me faire de plus ?" Et je suis partie. »

Azadeh a été condamnée à deux ans de prison, peine en sursis pendant cinq ans. Contrairement à de nombreux autres prisonniers arrêtés depuis le début du soulèvement, elle n'est pas concernée par le plan d'amnistie. « *Même si je pouvais, je ne demanderais jamais l'amnistie à ceux qui tuent les enfants* », explique-t-elle. Pour Azadeh, comme les autres Iraniennes interrogées par *Le Monde*, depuis les manifestations après la mort de Mahsa Amini, « *il est devenu plus difficile de contrôler les Iraniens et de leur infliger des injustices* ».

Dans les villes iraniennes, même les plus conservatrices, les femmes sans voile dans les lieux publics sont la nouvelle réalité, peut-être éphémère. « *Dans ma ville, je vois tous les jours des filles sans foulard, même chez les vendeuses, qui sont encore plus dans le collimateur des autorités* », explique Samira, une étudiante de 22 ans dans la ville traditionnelle de Yazd, située dans le centre du pays. Dans sa ville comme dans d'autres, les murs sont couverts d'inscriptions en sou-

tien au soulèvement, dont le slogan « Femme, vie, liberté ». « Il y en a tellement que les autorités ne réussissent pas à toutes les effacer », témoigne-t-elle. Elle juge aussi qu' autour d'elle « les gens sont plus courageux qu'avant. C'est pour ça que, à mon avis, nous ne retournerons plus jamais en arrière », soutient-elle.

« Une affaire collective »

Sara, étudiante elle aussi, se rend à ses cours dans l'une des universités de Téhéran sans voile, mais avec un petit chapeau. Les employés de son établissement commencent à tenter de faire reculer les étudiants qui ont obtenu quelques libertés depuis septembre 2022, dont les cantines mixtes. « Ces derniers jours, ils embêtent les filles sans voile et celles qui fument. Ils essaient aussi de séparer garçons et filles dans les cantines. Mais personne ne les écoute », constate Sara.

Certains de ses camarades ont été condamnés à des peines de prison. Beaucoup sont interdits d'entrée à l'université pendant deux semestres. « En apparence, nous paraissions vaincus et déprimés, mais ce n'est pas vrai, glisse Sara. Nous avons juste besoin de temps pour reprendre notre souffle. »

Ce constat est partagé par un sociologue iranien vivant à Téhéran, préférant lui aussi l'anonymat. « *La contestation en Iran aujourd'hui n'est ni en échec ni finie. Les contestataires sont dans une phase de reconstruction et de rétrospection*, explique ce chercheur. *Ils se demandent : "Où est-ce que nous avons commis des erreurs, par exemple dans les interrogatoires ? Comment le régime a-t-il réussi à identifier les gens actifs et à les arrêter ? Comment devons-nous faire pour mieux nous organiser ?" Ces interrogations s'invitent dans tous les cercles, même dans les familles. Ce mou-*

vement a réussi à faire de la résistance une affaire collective. Et jusqu'à une nouvelle explosion de contestation, dont personne ne doute qu'elle est imminente, les Iraniens vont poursuivre leur vie quotidienne. Après tout, la vie est l'un des piliers de ce soulèvement. »

« Les gens sont très en colère »

Le très mauvais état de l'économie iranienne est devenu ces dernières semaines un facteur important de la colère de la population. La monnaie iranienne, le rial, ne cesse de chuter de manière vertigineuse. Dimanche, l'euro s'achetait 600 000 rials sur le marché noir contre 480 000 une semaine plus tôt, soit une baisse de 25 %. Les Iraniens interrogés pour cet article ont fait part de l'ambiance de panique et d'angoisse permanente liée à l'inflation, autour de 60 %.

« Avant, j'achetais 100 kilos de riz contre 5 kilos aujourd'hui, explique Pegah, une graphiste vivant à Téhéran qui a passé un mois en prison pour avoir manifesté. *Jour après jour, nous devenons encore plus pauvres. Je me demande si un grand nombre de personnes ne vont pas mourir de faim dans quelques semaines. »*

Pour cette Iranienne de 35 ans, « *l'Iran traverse en ce moment le calme avant la tempête* ». « *Les gens sont très en colère, insiste Pegah. Bientôt, le mouvement va reprendre de plus belle. Cette fois-ci, d'autres, révoltés par l'état de l'économie, vont se joindre à nous. J'ai l'espoir que, dans un ou deux ans, beaucoup de choses vont changer radicalement, comme l'indique le slogan déjà entendu dans les manifestations : "Pauvreté, corruption, la vie chère, tous pour un renversement [du régime]"*. »



2023/2/28

Kurdistan Parliament to vote on resignation of seven MPs

The resignations came as the Region is expected to hold its election in 2023.

ERBIL (Kurdistan 24) – The resignation letters of seven members of the Kurdistan Parliament of various parties will be voted on during a session on Wednesday, according to a statement from the legislative body.

Five of the lawmakers are from the Kurdistan Islamic Union (KIU), while two others are from

the Change Movement and New Generation, who had previously submitted resignation letters in protest of extending the legal term of the current parliament by one year.

Due to political disagreements on setting a date for the sixth parliamentary election, 80 out of 111 MPs voted to extend the term by a year in October 2022.

The resignations came as the Region is expected to hold its election in 2023.

Prime Minister Masrour Barzani has recently announced that there should be "no excuses" to further delay the election, adding his government is willing to do what it takes to facilitate the electoral process.

Amending the electoral law and renewing the mandate of the Kurdistan High Election Commission took center stage in the political conflict.

However, the Kurdistan Democratic Party (KDP), one of the leading Kurdish parties, last year announced that it had "no objection" to amending the electoral law.



2023/2/28

Turkish spy agency apprehends alleged PKK member in Sulaimani

The report did not elaborate further on the nature of the “operation” or the date of the abduction.

ERBIL (Kurdistan 24) – The Turkish National Intelligence Agency known as MIT has apprehended a suspected member of the Kurdistan Workers’ Party (PKK) in the Kurdistan Region’s Sulaimani, a report from Turkey’s state-affiliated media said on Tuesday.

Ramazan Gunes, the alleged member, has been involved in killing 60 members of Turkish security forces inside the country between 2011 and 2017, according to information Anadolu Agency obtained from MIT.

The report did not elaborate further on the nature of the “operation” or the date of the abduction.

The Sulaimani Asayish (internal security) did not immediately respond to a request for comment on the matter when contacted numerous times by Kurdistan 24.

In September last year, the intelligence agency claimed that it had similarly captured two members of the group inside Makhmour refugee camp in Iraq’s Nineveh province.

The Kurdistan Region’s Directorate General of Counter Terrorism (CTD) on Monday announced that a Turkish unmanned aerial vehicle (UAV) killed three militants, including a commander, of a PKK-affiliated group in the Yezidi majority town of Sinjar.

Engaged in decades-old conflict, Turkey regularly targets alleged members and positions of the group inside urban centers in the Kurdistan Region with drone strikes. The Turkey-PKK confrontation has resulted

in tens of thousands of casualties from both sides.

Officials from the Kurdistan Region regularly call on the warring sides to take their conflict outside of the populated border towns, as the long-standing confrontation has displaced hundreds of residents in these rural areas and threatened their livelihood.



2023/2/28
By Mylroie

US opposes normalization of relations with Syria

“Our position on the Assad regime has not changed,” Price stated. “Now is not the time for normalization. Now is not the time to upgrade relations with the Assad regime.”

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – In the wake of the devastating earthquakes that struck Syria and Turkey, several Arab entities have made overtures to Syria’s Baathist regime.

They include Egypt, whose foreign minister visited Damascus on Monday, for the first time since 2011, when Syria was suspended from the Arab League, at the start of the civil war.

Recent visitors to Damascus also include members of the Arab Inter-Parliamentary Union, which met last week in Baghdad. Afterwards, a delegation, led by the Speaker of Iraq’s National Assembly, Mohammed al-Halboosi, visited Damascus, where they, like Egypt’s Foreign Minister, met with Syrian president, Bashar al-Assad.

Syrian “War Crimes and Crimes Against Humanity”

Last June, the U.N. Human Rights Council reported that nearly 310,000 civilians had been killed in Syria’s civil war. “The extent of civilian casualties in the last 10 years represents a staggering 1.5 per cent of the total population of the Syrian Arab Republic at the beginning of the conflict,” the Human Rights Council said, “raising serious concerns as to the failure of the parties to the conflict to respect international humanitarian law norms on the protection of civilians.”

Indeed, the Syrian regime has repeatedly used chemical weapons against its own population. The most lethal attack occurred in August 2013, in Ghouta, a Damascus suburb, where the regime used sarin gas, killing more than 1,400 of its own citizens.

As State Department Spokesperson Ned Price said last August, on the ninth anniversary of that attack, “The United States remembers and honors

the victims and survivors of the Ghouta attack and the many other chemical attacks we assess the Assad regime has launched.”

“The United States strongly supports international and Syrian-led efforts to seek justice for the innumerable atrocities committed against the people of Syria,” Price continued, “some of which rise to the level of war crimes and crimes against humanity.”

“Our Position on the Assad Regime Has Not Changed”

Asked at a press briefing on Monday about the visit of Egyptian Foreign Minister, Sameh Shoukry, to Damascus, Price seemed to suggest Cairo’s policy was acceptable, because it was “a humanitarian visit,” the purpose of which was to contribute to the international response to the devastating earthquakes.

Indeed, later on Monday, Shoukry went on to Turkey, where he met with Foreign Minister Mevlut Cavusoglu. Turkey severed diplomatic relations with Egypt in 2013, after Abdul Fatah al-Sisi ousted Mohammed Mursi, head of the Muslim Brotherhood, who had been elected president, after the overthrow of the Mubarak regime during the “Arab spring.”

Shoukry’s visit was, like his visit to Syria, the first of a senior Egyptian official to Turkey in many years.

The death toll in Turkey and Syria from the earthquakes has risen to more than 50,000, while over 1.25 million people have been left homeless, according to a World Bank report.

A significant factor contributing to the extent of the disaster, at least in Turkey, has been the

failure of contractors to adhere to building codes and the lack of enforcement of regulations by the government.

In explaining why Egypt’s position was not an issue, Price noted that the US has also committed itself to carry out humanitarian activities similar to those which Egypt is undertaking in Syria.

“But our position on the Assad regime has not changed,” Price stated. “Now is not the time for normalization. Now is not the time to upgrade relations with the Assad regime.”

“We believe,” he continued, that it is possible to “fulfill both of these imperatives at the same time”—that is “addressing the humanitarian needs of the Syrian people, without changing or upgrading the relationship with the Assad regime.”

“Our focus at this time of crises remains on saving lives and helping the Syrian people recover from the earthquake, and we encourage our regional partners to take the same approach,” Price concluded.

On Sunday, Kurdistan 24 asked the State Department for comment on the visit to Damascus of the delegation of Arab parliamentarians and received a similar response.

It included, however, one additional element: the US recognizes that Assad is trying to exploit the earthquake for political advantage, including regaining international legitimacy.

“We have made it clear that it is unacceptable for the regime to try to leverage this natural disaster to its benefit,” a State Department spokesperson told Kurdistan 24.

Le Point

Par Armin Arefi
28/02/2023

Le combat d’une mère pour libérer son fils emprisonné en Iran

TÉMOIGNAGE. Après des mois de silence, Sylvie Arnaud se confie sur le voyage en République islamique de son fils Louis, enfermé depuis le 28 septembre.

Tu as peur pour moi car tu ne connais pas le monde ! » Voici ce qu’a répondu Louis Arnaud à sa mère lorsque celle-ci s’est émue de son intention de réaliser un nouveau tour du monde, deux ans après sa première tentative avortée en raison de l’épidémie de Covid-19. À 35 ans, ce consultant en services financiers à Paris n’est pas un novice en matière de voyage. De la Birmanie à l’Argentine, en passant par l’Inde ou la Chine, ce diplômé d’école de commerce originaire de Bourgogne a déjà

parcouru quatre continents, seul, à la recherche de destinations quelque peu délaissées par les touristes occidentaux. « On voyage seul mais on n’est jamais seul », répétait-il à ses parents qui l’interrogeaient sur ses choix de pays.

« C’est un garçon calme et réfléchi qui a toujours longuement préparé à l’avance la moindre de ses destinations », raconte au Point Sylvie Arnaud, pharmacienne hospitalière. « Il a toujours privilégié les expériences de partage de vie avec des gens

de culture différente, ce qui l’a beaucoup enrichi et a contribué à redéfinir ses priorités dans la vie. » À la mi-juillet 2022, Louis Arnaud décide de repartir avec son sac à dos, cette fois en direction de l’Orient. Son voyage, il le détaille au quotidien sur l’application Polarsteps, qui permet de publier, en temps réel et aux yeux de tous, photos et commentaires sur son parcours.

« Hospitalité des Iraniens »

Après avoir traversé en plein été l’Italie, la Grèce et la Turquie,

où il est pris malgré lui dans un flot de touristes saisonniers, le jeune homme gagne des destinations plus pittoresques comme la Géorgie ou l’Arménie. Le 2 septembre, il entre en République islamique d’Iran. « Bien sûr que nous n’étions pas franchement enthousiasmés par ce voyage, mais Louis, qui s’était déjà rendu sur place, avait toujours souligné la gentillesse, l’accueil et l’hospitalité des Iraniens en comparaison avec les pays voisins », indique sa mère. Mais l’Iran demeure, déjà à l’époque, une destination « for-

mellement déconseillée » par le Quai d'Orsay, notamment en raison des quatre « otages d'État » français détenus alors par les autorités. « Nous ne nous sommes personnellement pas penchés sur cet aspect, mais nous avons toujours fait confiance à Louis, qui a toujours veillé à ce que ses séjours se réalisent dans des conditions de sécurité et de sérénité optimales », répond Sylvie Arnaud.

Après avoir visité les bijoux méconnus de l'Iran azéri (Tabriz, Ardabil), du nom de cette minorité turcophone qui peuple le nord-ouest du pays, le voyageur fait escale au bord de la mer Caspienne, dans la région verdoyante du Guilan, avant de gravir les pentes vertigineuses de la vallée de l'Alamut, sur les traces de la forteresse de Hassan ibn al-Sabbah, grand maître de la secte des « assassins ». Durant son périple, la route du Français croise celle de sept autres touristes étrangers – et d'une Iranienne –, avec lesquels il se lie d'amitié. Après plusieurs étapes en commun, le groupe finit par se scinder en deux : Louis Arnaud poursuit sa route en direction de Téhéran, en compagnie d'une Italienne, d'un Polonais et de l'Iranienne. Mais les touristes sont bientôt rattrapés par les feux de l'actualité. Le 16 septembre, la mort d'une jeune femme du nom de Mahsa Amini à Téhéran, pour un voile mal porté, embrase l'Iran. En à peine quelques jours, des manifestations anti-régime éclatent à travers l'ensemble du pays et sont réprimées dans le sang par les autorités. En France, les parents Arnaud sont rongés par l'inquiétude.

Pourtant, sur place, loin de céder à la panique, leur fils se veut rassurant. « Il nous expliquait au téléphone être totalement en sécurité, se souvient sa mère. Si on pouvait avoir le sentiment à l'étranger que le pays somrait dans le chaos, lui était serein et nous expliquait que les manifestations étaient très localisées et qu'il ne s'en approchait pas. De cette manière, poursuit Sylvie Arnaud, il a réussi à nous ras-

surer. » L'heure est alors à la fête pour le voyageur français. Réuni avec ses trois autres compagnons de route dans une auberge de jeunesse de la capitale, il célèbre en grande pompe l'anniversaire de l'un des membres du groupe, qui souffle ses trente bougies. Le 28 septembre, les quatre touristes passent une partie de la journée dans un parc d'attractions de Téhéran, avant de prendre la direction d'un « escape game ». Arrivés à destination, ils sont aussitôt arrêtés à la sortie du taxi par des agents de sécurité, qui les emmènent sur-le-champ dans la prison Evin, lieu de détention de centaines de prisonniers politiques dans la capitale iranienne.

Deux jours plus tard, le ministère iranien des Renseignements annonce l'arrestation de « neuf ressortissants d'Allemagne, de Pologne, d'Italie, de France, des Pays-Bas, de Suède... » interpellés sur des « lieux d'émeutes » ou en lien avec les manifestations. Après plus d'une semaine de silence, c'est le centre de crise du Quai d'Orsay qui avertit la famille Arnaud de la terrible nouvelle. « Cela a été un coup de massue, se souvient Sylvie Arnaud. C'était épouvantable, car on ne connaissait pas les circonstances exactes de l'arrestation. On n'arrivait pas à fermer l'œil de la nuit. » Après neuf jours d'attente, les époux Jacques et Sylvie Arnaud reçoivent le 13 octobre un appel. À l'autre bout du fil, leur fils Louis. « Il me disait qu'il allait bien et voulait me rassurer, se souvient encore sa mère. Il n'avait visiblement pas le droit de s'exprimer sur ses conditions de détention. Il souhaitait simplement s'excuser de nous avoir mis dans une telle situation, et nous a demandé de médiatiser l'affaire. »

« **Dossiers absolument vides** »

Loin d'écouter leur fils, les parents de Louis Arnaud préféreraient pourtant garder le silence, sur recommandation du Quai d'Orsay, qui espère que le maintien d'une relative discrétion sur l'affaire permettra d'obtenir plus

facilement la libération du Français. Problème, ses compagnons arrêtés en même temps que lui ont depuis tous été libérés (en novembre 2022 pour l'Italienne Alessia Piperno, en octobre pour le touriste polonais et dès septembre pour la citoyenne iranienne), tandis que Louis Arnaud se trouve toujours derrière les barreaux d'Evin. « Cela ne fait que renforcer chez nous le sentiment que l'arrestation de notre fils est totalement arbitraire, et montre bien que celle-ci n'a aucun lien avec une quelconque action qui puisse nuire à la sécurité de l'État iranien, souligne Sylvie Arnaud. Nous sommes aujourd'hui certains que notre fils n'a participé à aucune manifestation et a encore moins pris des photos de rassemblements. »

« Il s'agit de dossiers absolument vides, même en vertu des normes iraniennes, insiste une source diplomatique. Les cas des otages français arrêtés en Iran sont instrumentalisés par Téhéran dans le but de démontrer l'existence d'un pseudo-complot étranger contre l'Iran. » Outre Louis Arnaud, six autres ressortissants français sont actuellement détenus en Iran : la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, emprisonnée en juin 2019 et récemment libérée de prison mais qui ne peut toujours pas quitter l'Iran, le touriste Benjamin Brière, arrêté en mai 2021, les voyageurs Cécile Kohler et Jacques Paris, interpellés en mai 2022, et Bernard Phelan, consultant en tourisme franco-irlandais de 64 ans, arrêté le 3 octobre 2022. Un septième Français, dont l'identité n'est pas connue, est emprisonné dans le pays.

La France particulièrement visée

« La France est particulièrement visée car elle est assez puissante aux yeux des Iraniens pour permettre de justifier la théorie d'un complot sans trop prendre de risques, poursuit la source diplomatique. Nous sommes également attaqués parce que nous défendons une certaine identité

universaliste et que nous l'assumons. » Si Paris n'a pas encore réussi à libérer ses otages retenus en Iran, la diplomatie française a désormais hissé cette question au rang de priorité et maintient ses canaux de discussion ouverts avec Téhéran, quitte à fâcher l'opposition iranienne, qui aimerait que la France fasse payer à l'Iran le prix de la répression, en plaçant sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique. Nouvel ambassadeur de France en Iran depuis cet automne, Nicolas Roche, n'hésite pas à rendre lui-même visite aux prisonniers français dans le but d'améliorer leurs conditions de détention et de favoriser leur libération prochaine.

« Le Quai d'Orsay est le seul lien qui nous permette de garder contact avec notre fils, confie Sylvie Arnaud. Nous mettons tout notre espoir dans les actions du chef de l'État et des personnes qui œuvrent sur le terrain pour sa libération, notamment l'ambassadeur de France Nicolas Roche. » Cette mobilisation de tous les instants a déjà permis à Louis Arnaud de bénéficier de deux visites consulaires, et à sa famille de recevoir trois appels téléphoniques, dont le dernier, le 30 janvier, est intervenu le s u r l e n d e m a i n d'une manifestation de solidarité des familles d'otages à Paris, où le nom de Louis Arnaud a été pour la première fois dévoilé. « On veut interpréter cela comme un des effets bénéfiques du rassemblement, avoue sa mère. Au téléphone, Louis garde une voix très ferme, volontaire et rassurante et il attend de nous que nous soyons dans le même état d'esprit. »

Mais cette sérénité publique est parfois difficile à maintenir en toutes circonstances. Comme lorsque Sylvie Arnaud a appris que son fils avait passé trois mois enfermé dans un étroit couloir de la prison d'Evin, entassé avec des dizaines de détenus, face à l'afflux de prisonniers politiques.



Kurdistan's Weekly Brief February 28, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime targeted more community leaders in the nation's Kurdish region, most notably imams and teachers, as part of its ongoing campaign to eradicate civil dissent and reassert its authority. The Hengaw Organization for Human Rights reported that Iranian authorities have [arrested](#) 22 Kurdish language teachers in 2023, including [Omid Moshirpanahi](#) in Sena on Friday. The regime also arrested two more Kurdish imams for supporting anti-regime protests in [Piranshahr](#). Concurrently, Iranian security forces detained [Saed Najmi](#) and [Saadi Ashkawand](#) in Marivan and three Kurdish men [in Bokan](#). Moreover, several detainees in Ilam launched a hunger strike to protest being detained without charge. In addition, the regime executed a Kurdish political prisoner named [Sarkawat Ahmed](#) for "membership of a Kurdish party" and "assassinating an Iranian security officer" on Wednesday in Kermanshah. The regime also sentenced a Kurdish singer named Khabat Fiadi to six years in prison for "propaganda." Separately, the European Union (EU) sanctioned more [Iranian officials and entities](#) for human rights violations and supporting Russia's invasion of Ukraine. That said, the EU again failed to [list](#) the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) as a terrorist entity. Meanwhile, Minister of State for Security of the United Kingdom (U.K.) Tom Tugendhat [briefed the British Parliament](#) on the Iranian regime's threats against U.K.-based dissidents and journalists, several of which forced the television network Iran International to close its London offices. On February 27, IRGC commander Hossein Salami threatened to

[attack Europe](#) for sanctioning Iran and hosting Iranian dissidents. Lastly, the [Canadian government](#) sanctioned 12 senior Iranian officials for violating the human rights of peaceful demonstrators.

Iraq

The Kurdistan Regional Government (KRG) Council of Ministers [announced](#) Baghdad and Erbil reached a preliminary agreement on Iraq's 2023 budget bill. The Iraqi government previously rejected several KRG proposals regarding the budget and the provision of salaries for public sector employees in Iraqi Kurdistan. The two sides are now likely to continue efforts to resolve several other outstanding issues, including the drafting and implementation of new oil and gas laws.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) reached agreements on four points for Iraqi Kurdistan's new election laws. [Both parties' election](#) bureaus met on Tuesday, agreeing to divide the region into four electoral districts. The number of seats in the constituencies will be based on the Iraqi Ministry of Commerce statistics. The Kurdistan Parliament spokesperson [told Rudaw](#) amending the electoral laws will be a priority during the legislative session that begins on March 1. The Kurdistan Parliament extended its legislative term by one year last fall after Iraq's Kurdish parties failed to hold parliamentary elections.

A Turkish drone strike [killed](#) two Shingal Resistance Forces (YBS) commanders on Monday. Turkey appears to have resumed targeting Kurds in Iraq

and Syria after briefly curtailing operations in response to the Kahramanmaraş earthquake.

Syria

On February 27, An IED exploded near Rafidah school in Al-Hasakah. One woman was injured. This comes a few days after an [IED destroyed the car of a government employee](#) of the Kurdish Autonomous Administration of North and East Syria (AANES). Local information suggests "Turkish Intelligence" is involved. Moreover, Turkish Armed Forces and their proxy forces [shelled Um Al-Kaif and Al-Kuzaliyah villages](#) in the Tel Tamr countryside northwest of Al-Hasakah. No casualties were reported.

Members of a Da'esh cell opened fire on Kurdish Internal Security Forces (Asayish) in Abu Hardoub, near Deir Ez Zor. One Asayish member was killed, and others were injured. The attackers were not apprehended. One day later, Da'esh units on motorcycles attacked a column of oil trucks near the entrance, forcing them to stop. [Syrian Democratic Forces \(SDF\)](#) units were put on high alert to support.

Abu al-Aina' al-Deri, a commander with the Turkish-backed Syrian National Army (SNA), used a [fake name to shelter](#) in Jindires to steal humanitarian aid. Three other groups within the SNA are colluding with Jindires' local council to add their gunmen to the list of earthquake-affected people to increase the theft operation. Separately, the EU eased sanctions on the Syrian regime, "[additional humanitarian amendment](#)," to ensure the delivery of European aid to Syria.

Turkey

The Turkish Red Crescent [admitted](#) on February 27 to selling tents and food that were supposed to be distributed free of charge to the AHBAP charity association, the Turkish Pharmacists' Association, and residents. At the same time, the government blocked aid to be distributed to victims from several local organizations, including in the [Kurdish region](#). The Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) bloc submitted a motion in Turkey's grand assembly, requesting a public hearing to reveal "those who have political and administrative responsibility for the consequences" of the earthquake.

An Ankara judge followed the guidance of the Turkish gendarmerie's cybercrime unit, ordering a tweet referencing the [killing of Ahmet Güreşçi](#), one of the brothers arrested, tortured, and beaten in Hatay on February 11. Ahmet died in custody. The Progressive Lawyers Association posted the tweet. Moreover, [two journalists were arrested](#) for "publicly disseminating misleading information to the public" and face sentences of 1-3 years. The two brothers are being charged for exposing the corruption in aid distribution and selling tents and emergency supplies by the Turkish Red Crescent. Reporters Without Borders (RSF), a media watchdog organization, noted on [February 24](#) that three other TV broadcasters were fined by the Turkish government and [called for an end to journalistic repression and for freedom of speech](#) to be respected. [Turkey's Journalistic Freedom ranking is 41.25/100, making them the 149th out of 180](#) scored countries in this regard.

Prises de Bec

Abolqasem Salavati

Le malade des pendus

Surnommé "le Juge de la mort", ce tortionnaire iranien à la solde des mollahs envoie à la potence à tour de bras.

DÉBUT JANVIER, une rumeur a parcouru la ville de Téhéran. « Il » est enfin liquidé, des opposants sont parvenus à entrer chez lui, dans cette rue des beaux quartiers de la capitale où il vit, et à l'abattre de plusieurs balles. Ah, ça, ils ne l'ont pas loupé. Bien sûr, on en nommera un autre après lui, mais fera-t-il preuve de la même violence aveugle, aura-t-il le même regard lourd, si sombre, la même absence de scrupules ?

Sauf que, non, « le Juge de la mort » est bien vivant. Et « en bonne santé », a aussitôt précisé ironiquement, dans un communiqué, une agence de presse officielle. Pas la moindre éraflure, puisque personne n'a tiré sur lui. Ce n'était qu'un rêve.

Abolqasem Salavati est même en grande forme : il vient d'envoyer à la potence le jeune Mohsen Shekari, un manifestant accusé d'avoir bloqué une rue de la capitale et légèrement blessé un milicien bas-sidji, ce qui méritait bien la pendaison.

Cela fait douze ans qu'il officie à la tête de la glaçante 15^e chambre du tribunal islamique révolutionnaire de Téhéran, juridiction d'exception chargée des dossiers les plus sensibles politiquement depuis la chute du shah. Deux pistolets sur lui, sept gardes du corps pour le protéger, on le

sent en alerte. Il n'est peut-être pas né, celui qui en viendra à bout. Mais ils sont si nombreux à en rêver...

Salavati s'est fait connaître en 2009. La réélection de Mahmoud Ahmadinejad, au prix de fraudes massives, fait alors l'objet de virulentes contestations. Les milliers de téméraires qui manifestent et se font embarquer se retrouvent, pour certains, face à lui. Le fameux Mouvement vert, ça le fait bien rigoler. Il prononce de lourdes peines, incite à la torture pour obtenir des aveux, brise des vies avec un allant certain. Fallait pas jouer aux rebelles, mes agneaux.

Bourreau des mœurs

Qu'a-t-il de plus remarquable ? Sa furia répressive ou sa créativité sémantique ? En 2012, il condamne un Américano-Iranien à mort. Amir Hekmati est déclaré *mohareb* (en guerre contre Dieu) et « corrompu sur terre ». En 2016, c'est au tour d'une universitaire canadienne, Homa Hoodfar, de tester son agilité juridique : elle est accusée de « pensées féministes » (certains de ses travaux portent sur les femmes musulmanes dans



plusieurs régions du monde) et incarcérée. Lors des révoltes ayant émaillé l'hiver 2017-2018, Salavati met un soin particulier à régler son compte à l'imprudent Rouhollah Zam, fils d'un dignitaire du régime réfugié en France et fondateur d'une chaîne d'info qui soutient les opposants. Voilà que Zam, arrêté à Bagdad, où il s'est fait piéger, devient à son tour « corrompu sur terre » et finit au bout d'une corde. Un couple dansant dans un square, elle sans son hidjab, vient d'être inculpé de « diffusion de corruption et de vice ». Direction prison. L'inventivité juridique d'Abolqasem Salavati est d'autant plus méritoire qu'il n'a, selon un avocat iranien de renom, « jamais étudié le droit ».

Ses ennemis, souhaitant se montrer à la hauteur de ses talents, multiplient les petits noms énamourés ; le Juge de la mort est aussi appelé « The Hanging Judge » (« le juge qui pend »). Rien qui puisse émouvoir Salavati, soutenu par le régime, auquel il rend, il faut le reconnaître, de grands services. C'est lui, et ce n'est pas

un hasard, qui a prononcé et fait exécuter la première peine de mort contre les opposants du mouvement anti-hidjab. Il ne craint pas de focaliser la haine sur sa personne, aussi est-il récompensé par de fréquents voyages à l'étranger, où réside sa fille, et par un train de vie bien supérieur à celui de ses victimes. Et puis, Salavati ne s'embarrasse pas d'un inutile formalisme. Désormais, à Téhéran, il fait office de juge, de procureur et de jury. C'est bien plus efficace, il y a tellement de boulot, s'il fallait en plus prendre des gants, on ne s'en sortirait pas.

A corde et à cri

Le chef de l'Etat iranien, Ebrahim Raïssi, le couve d'un œil tendre. C'est qu'ils se connaissent bien, ces deux-là. Raïssi n'est-il pas lui aussi un fin juriste, ancien procureur adjoint de Téhéran, ancien procureur général et chef du système judiciaire iranien ? Raïssi était procureur quand, en 1988, le régime a envoyé à la mort des milliers de prisonniers politiques.

Les agissements de Salavati indignent depuis des années les ONG et avocats spécialistes des droits de l'homme. « A Téhéran, les opposants politiques sont quasiment tous torturés, violents, dans le but d'obtenir des aveux. Les tortures peuvent durer des mois. Nous avons de nombreux témoignages en ce sens. Quant aux violences sexuelles, elles sont très fréquentes, même sur des mineurs, surtout s'ils n'ont pas grand monde pour les défendre. Les juges s'en accommodent, évidemment. Les jugements sont expéditifs, les accusations montées de toutes pièces », raconte l'avocat Richard Sédillot, porte-parole d'Ensemble contre la peine de mort.

Sur les nombreuses photos de lui qui circulent, Salavati ne sourit jamais. Pas le temps, il y a tant à faire avec tous ces corrompus sur terre.

Anne-Sophie Mercier